



Rapport aux actionnaires

La Banque Royale du Canada déclare ses résultats pour le deuxième trimestre de 2010

Sauf indication contraire, l'information financière fournie dans le présent document est basée sur les états financiers consolidés intermédiaires non vérifiés et notes complémentaires du trimestre terminé le 30 avril 2010, dressés conformément aux principes comptables généralement reconnus (PCGR) du Canada, et les montants y sont libellés en dollars canadiens.

TORONTO, le 27 mai 2010 – La Banque Royale du Canada (RY sur TSX et NYSE) a annoncé aujourd'hui un bénéfice net de 1 329 millions de dollars pour le deuxième trimestre terminé le 30 avril 2010. À la période correspondante de l'exercice précédent, nous avons comptabilisé une perte nette de 50 millions de dollars reflétant en grande partie une charge au titre de la dépréciation de l'écart d'acquisition de 1 milliard de dollars. En excluant cette charge, le bénéfice net a progressé de 379 millions de dollars, ou 40 %, par rapport à l'exercice précédent, en raison des résultats solides dans la plupart de nos secteurs d'exploitation, de la stabilisation continue de la qualité du crédit, de la gestion efficace des coûts et de l'amélioration générale de la conjoncture et des conditions du marché ⁽¹⁾. Le raffermissement du dollar canadien a eu une incidence importante sur nos résultats financiers par rapport à l'exercice précédent; il a entraîné une baisse de 534 millions de dollars des revenus, un recul de 82 millions du bénéfice net et une diminution de 0,06 \$ du bénéfice par action, résultats qui touchent plus particulièrement nos secteurs Marchés des Capitaux et Gestion de patrimoine.

« Nos résultats reflètent le solide rendement de nos secteurs d'exploitation et témoignent de la solidité de longue date de notre organisation, a déclaré M. Gordon M. Nixon, président et chef de la direction de RBC. L'importance primordiale que nous accordons à la prestation de conseils financiers judicieux à nos clients à l'échelle mondiale nous permet de nous positionner de manière à assurer notre croissance à long terme. »

Deuxième trimestre de 2010 par rapport au deuxième trimestre de 2009

- Bénéfice net de 1 329 millions de dollars (en hausse par rapport à une perte nette de 50 millions)
- Bénéfice dilué par action de 0,88 \$ (en hausse par rapport à une perte par action de 0,07 \$)
- Rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires de 15,8 % [en hausse par rapport à (1,4) %]
- Ratio du capital de première catégorie de 13,4 %

Deuxième trimestre de 2010 par rapport au deuxième trimestre de 2009, en excluant la charge au titre de la dépréciation de l'écart d'acquisition comptabilisée en 2009 ⁽¹⁾

- Bénéfice net en hausse de 379 millions de dollars (par rapport à un bénéfice net de 950 millions)
- Bénéfice dilué par action en hausse de 0,25 \$ (par rapport à 0,63 \$)
- Rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires en hausse de 390 points de base (par rapport à 11,9 %)

Premier semestre de 2010 par rapport au premier semestre de 2009 ⁽²⁾

- Bénéfice net de 2 826 millions de dollars (en hausse par rapport à 1 060 millions)
- Bénéfice dilué par action de 1,88 \$ (en hausse de 1,19 \$ par rapport à 0,69 \$)
- Rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires de 16,7 % (en hausse par rapport à 6,5 %)

Premier semestre de 2010 par rapport au premier semestre de 2009 ⁽²⁾, en excluant la charge au titre de la dépréciation de l'écart d'acquisition comptabilisée en 2009 ⁽¹⁾

- Bénéfice net en hausse de 766 millions de dollars (par rapport à un bénéfice net de 2 060 millions)
- Bénéfice dilué par action en hausse de 0,48 \$ (par rapport à 1,40 \$)
- Rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires en hausse de 350 points de base (par rapport à 13,2 %)

⁽¹⁾ Se reporter à la rubrique Principales mesures du rendement et mesures hors PCGR du présent rapport pour une analyse plus détaillée et pour un rapprochement.

⁽²⁾ Au cours de 2009, nous avons reclassé certains titres dans les prêts, conformément aux modifications du chapitre 3855 du *Manuel de l'Institut Canadien des Comptables Agréés (ICCA)*. Pour le premier semestre de 2009, le reclassement a donné lieu à une augmentation du bénéfice net, dont le montant déclaré était de 1 003 millions de dollars, le portant à 1 060 millions; il a aussi donné lieu à une augmentation de 0,04 \$ du bénéfice dilué par action et de 30 points de base du rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires. Pour obtenir des détails sur l'incidence, se reporter à la rubrique Chapitre 3855 du *Manuel de l'ICCA* – reclassement de titres dans les prêts, à la page 62 de notre rapport annuel 2009.

Table des matières

1	Faits saillants du deuxième trimestre	10	Évaluation et présentation des secteurs d'exploitation	25	Gestion du capital
2	Rapport de gestion	10	Services bancaires canadiens	26	Gestion des liquidités et du financement
2	Mise en garde au sujet des déclarations prospectives	11	Gestion de patrimoine	27	Information financière supplémentaire
2	Vue d'ensemble	12	Assurances	27	Total du portefeuille de titres disponibles à la vente de RBC
2	Aperçu de la Banque Royale du Canada	13	Services bancaires internationaux	28	Risques liés à certains instruments financiers auxquels nous sommes exposés
3	Faits saillants financiers et autres	15	Marchés des Capitaux	29	Questions et contrôles comptables
4	Examen de la conjoncture économique et des marchés et perspectives	16	Services de soutien généraux	30	Principales mesures du rendement et mesures hors PCGR
4	Rendement financier	17	Résultats par secteur géographique	32	Opérations entre apparentés
9	Analyse des résultats trimestriels et des tendances	18	Situation financière	33	États financiers consolidés intermédiaires (non vérifié)
10	Résultats des secteurs d'exploitation	18	Bilans condensés	37	Notes complémentaires (non vérifié)
		19	Arrangements hors bilan	69	Renseignements à l'intention des actionnaires
		20	Gestion du risque, du capital et des liquidités		
		21	Risque de crédit		
		22	Rendement au chapitre de la qualité du crédit		
		24	Risque de marché		

Rapport de gestion

Le rapport de gestion a pour objectif de permettre au lecteur d'évaluer nos résultats d'exploitation et notre situation financière pour le trimestre et le semestre terminés le 30 avril 2010, par rapport aux périodes correspondantes de l'exercice précédent et au trimestre terminé le 31 janvier 2010. Le présent rapport de gestion doit être lu en parallèle avec nos états financiers consolidés intermédiaires non vérifiés et notes complémentaires pour le trimestre terminé le 30 avril 2010, ainsi qu'avec notre rapport annuel 2009 aux actionnaires (rapport annuel 2009). Ce rapport de gestion est daté du 26 mai 2010. Sauf indication contraire, l'information financière fournie dans le présent rapport est basée sur les états financiers dressés conformément aux principes comptables généralement reconnus (PCGR) du Canada, et les montants y sont libellés en dollars canadiens.

Des renseignements additionnels relatifs à la Banque Royale du Canada, y compris notre notice annuelle 2009, sont disponibles gratuitement sur notre site Web à l'adresse rbc.com/investisseurs, sur le site Web des Autorités canadiennes en valeurs mobilières à l'adresse sedar.com et sur la section EDGAR du site Web de la Securities and Exchange Commission des États-Unis (SEC) à l'adresse sec.gov.

Mise en garde au sujet des déclarations prospectives

À l'occasion, nous faisons des déclarations prospectives verbalement ou par écrit au sens de certaines lois sur les valeurs mobilières, y compris les règles d'exonération de la Private Securities Litigation Reform Act of 1995 des États-Unis, et de toute loi sur les valeurs mobilières applicable au Canada. Nous pouvons faire des déclarations prospectives dans le présent rapport aux actionnaires portant sur le deuxième trimestre de 2010, dans d'autres documents déposés auprès des organismes de réglementation canadiens ou de la SEC, dans des rapports aux actionnaires et dans d'autres communications. Les déclarations prospectives dans le présent rapport comprennent, sans toutefois s'y limiter, les déclarations concernant les perspectives économiques et les perspectives du marché pour 2010 pour les économies canadienne, américaine et internationale, ainsi que le contexte de gestion des risques, y compris la gestion des liquidités et du financement. L'information prospective contenue dans le présent rapport est présentée afin d'aider les détenteurs de nos titres et les analystes financiers à comprendre notre situation financière et nos résultats d'exploitation aux dates présentées et pour les périodes terminées à ces dates et pourrait ne pas être appropriée à d'autres fins. Les mots « croire », « s'attendre », « prévoir », « se proposer », « estimer », « planifier », « projeter », « devoir » et « pouvoir », de même que l'emploi du futur ou du conditionnel ainsi que de mots et d'expressions semblables dénotent généralement des déclarations prospectives.

De par leur nature même, les déclarations prospectives nous obligent à formuler des hypothèses et font l'objet d'incertitudes et de risques intrinsèques qui donnent lieu à la possibilité que nos prédictions, prévisions, projections, attentes et conclusions se révèlent inexactes et que nos hypothèses soient incorrectes. Nous avertissons nos lecteurs de ne pas se fier indûment à ces déclarations étant donné que les résultats réels pourraient différer sensiblement des attentes exprimées dans ces déclarations prospectives, en raison d'un certain nombre de facteurs de risque. Ces risques, dont plusieurs sont indépendants de notre volonté et dont nous pouvons difficilement prédire les répercussions, comprennent les risques de crédit, de marché, opérationnel et les risques d'illiquidité et de financement, ainsi que d'autres risques qui sont expliqués à la rubrique Gestion du risque,

du capital et des liquidités et dans notre rapport annuel 2009 aux actionnaires; la conjoncture économique générale et les conditions du marché financier au Canada, aux États-Unis et dans certains autres pays où nous exerçons nos activités; les modifications apportées aux normes, conventions et estimations comptables, y compris les modifications apportées à nos estimations relatives aux dotations, aux provisions et aux évaluations; l'incidence des modifications des politiques gouvernementales fiscales, monétaires et autres; les effets de la concurrence dans les marchés où nous exerçons nos activités; l'incidence des modifications apportées aux lois et aux règlements, y compris les lois fiscales; les décisions judiciaires et réglementaires et les actions en justice; l'exactitude et l'intégralité des renseignements concernant nos clients et contreparties; notre capacité à réussir la mise en œuvre de nos stratégies ainsi qu'à mener à terme des acquisitions stratégiques et des coentreprises et à les intégrer avec succès; les faits nouveaux ainsi que les activités d'intégration touchant nos réseaux de distribution.

Nous avertissons nos lecteurs que la liste susmentionnée de facteurs de risque n'est pas exhaustive et que d'autres facteurs pourraient également avoir une incidence défavorable sur nos résultats. Les investisseurs et autres personnes qui se fient à nos déclarations prospectives pour prendre des décisions ayant trait à la Banque doivent bien tenir compte de ces facteurs et d'autres incertitudes et événements potentiels. Sauf si la loi l'exige, nous ne nous engageons pas à mettre à jour quelque déclaration prospective que ce soit, verbale ou écrite, que nous pouvons faire ou qui peut être faite pour notre compte à l'occasion.

Des renseignements supplémentaires sur ces facteurs et sur d'autres facteurs sont fournis à la rubrique Gestion du risque, du capital et des liquidités, ainsi que dans notre rapport annuel 2009 aux actionnaires.

L'information fournie dans les sites Web susmentionnés ou pouvant être obtenue par l'intermédiaire de ces sites ne fait pas partie du présent rapport. Tous les renvois à des sites Web contenus dans le présent rapport sont inactifs et ne sont indiqués qu'à titre informatif.

Vue d'ensemble

Aperçu de la Banque Royale du Canada

La Banque Royale du Canada (RY sur TSX et NYSE) et ses filiales exercent leurs activités sous la marque RBC. La Banque Royale du Canada est la plus importante banque du Canada au chapitre de l'actif et de la capitalisation boursière et l'une des plus importantes banques à l'échelle mondiale au chapitre de la capitalisation boursière. Elle est l'une des principales sociétés de services financiers diversifiés en Amérique du Nord et offre, à l'échelle mondiale, des services bancaires aux particuliers et aux entreprises, des services de gestion de

patrimoine, des services d'assurance, des services à la grande entreprise et de banque d'investissement et des services de traitement des opérations. Nous comptons environ 77 000 employés à plein temps et à temps partiel au service de plus de 18 millions de particuliers, d'entreprises, de clients du secteur public et de clients institutionnels au Canada, aux États-Unis et dans 52 autres pays. Pour de plus amples renseignements, visitez le site rbc.com.

Faits saillants financiers et autres

(en millions de dollars canadiens, sauf les montants par action, les nombres et les pourcentages)	Pour le trimestre terminé le			Pour le semestre terminé le	
	30 avril 2010	31 janvier 2010	30 avril 2009 (1)	30 avril 2010	30 avril 2009 (1)
Total des revenus	6 967 \$	7 334 \$	6 761 \$	14 301 \$	13 824 \$
Dotation à la provision pour pertes sur créances	504	493	974	997	1 760
Indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance	1 096	1 130	958	2 226	2 034
Frais autres que d'intérêt	3 572	3 626	3 575	7 198	7 197
Charge au titre de la dépréciation de l'écart d'acquisition	–	–	1 000	–	1 000
Bénéfice net avant impôts et part des actionnaires sans contrôle dans les filiales	1 795	2 085	254	3 880	1 833
Bénéfice net (perte nette)	1 329 \$	1 497 \$	(50) \$	2 826 \$	1 060 \$
Secteurs – bénéfice net (perte nette)					
Services bancaires canadiens	736 \$	777 \$	581 \$	1 513 \$	1 277 \$
Gestion de patrimoine	90	219	126	309	254
Assurances	107	118	113	225	225
Services bancaires internationaux	(27)	(57)	(1 126)	(84)	(1 226)
Marchés des Capitaux	502	571	420	1 073	645
Services de soutien généraux	(79)	(131)	(164)	(210)	(115)
Bénéfice net (perte nette)	1 329 \$	1 497 \$	(50) \$	2 826 \$	1 060 \$
Données financières sommaires					
Bénéfice (perte) par action – de base	0,89 \$	1,01 \$	(0,07) \$	1,90 \$	0,70 \$
– dilué	0,88 \$	1,00 \$	(0,07) \$	1,88 \$	0,69 \$
Rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires (2)	15,8 %	17,5 %	(1,4) %	16,7 %	6,5 %
Rendement du capital de risque (2)	26,7 %	30,8 %	(2,3) %	28,7 %	10,3 %
Dotation aux provisions spécifiques pour pertes sur créances en pourcentage de la moyenne du montant net des prêts et des acceptations	0,68 %	0,68 %	1,06 %	0,68 %	0,95 %
Montant brut des prêts douteux en pourcentage des prêts et des acceptations	1,72 %	1,76 %	1,77 %	1,72 %	1,77 %
Ratios de capital et coefficients					
Ratio du capital de première catégorie	13,4 %	12,7 %	11,4 %	13,4 %	11,4 %
Ratio du capital total	14,4 %	13,6 %	13,3 %	14,4 %	13,3 %
Coefficient actif-capital	16,0X	16,2X	16,3X	16,0X	16,3X
Ratio du capital-actions ordinaire de première catégorie (3)	9,7 %	9,1 %	7,9 %	9,7 %	7,9 %
Principales données figurant au bilan et autres renseignements					
Total de l'actif	655 136 \$	659 499 \$	680 514 \$	655 136 \$	680 514 \$
Valeurs mobilières	188 236	189 416	175 676	188 236	175 676
Prêts (déduction faite de la provision pour pertes sur prêts)	283 069	281 323	278 959	283 069	278 959
Actifs liés aux dérivés	78 066	85 828	123 259	78 066	123 259
Dépôts	397 840	394 695	411 827	397 840	411 827
Moyenne des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires (2)	32 850	32 450	30 550	32 650	29 800
Moyenne du capital de risque (2)	19 450	18 450	18 950	18 950	18 850
Actif ajusté en fonction des risques	249 269	259 016	265 647	249 269	265 647
Biens sous gestion	253 800	251 300	235 400	253 800	235 400
Biens administrés – RBC	653 900	658 500	618 700	653 900	618 700
– RBC Dexia IS (4)	2 481 900	2 528 800	2 105 100	2 481 900	2 105 100
Information sur les actions ordinaires					
Actions en circulation (en milliers) – moyenne (de base)	1 420 375	1 418 146	1 405 772	1 419 242	1 385 995
– moyenne (diluée)	1 434 232	1 432 179	1 417 038	1 433 189	1 397 831
– à la fin	1 423 424	1 421 442	1 408 393	1 423 424	1 408 393
Dividendes déclarés par action	0,50 \$	0,50 \$	0,50 \$	1,00 \$	1,00 \$
Rendement de l'action (5)	3,5 %	3,6 %	5,8 %	3,5 %	5,4 %
Cours de clôture de l'action ordinaire (RY sur TSX) – à la fin	61,59 \$	52,28 \$	42,30 \$	61,59 \$	42,30 \$
Capitalisation boursière (TSX)	87 669	74 313	59 575	87 669	59 575
Renseignements généraux					
Nombre d'employés (équivalent de travail à plein temps)	70 812	70 600	72 479	70 812	72 479
Nombre de succursales	1 754	1 756	1 756	1 754	1 756
Nombre de guichets automatiques bancaires	5 043	5 037	5 012	5 043	5 012
Moyenne de l'équivalent de 1,00 \$ CA en dollars américains pour la période (6)	0,973 \$	0,945 \$	0,805 \$	0,958 \$	0,810 \$
Équivalent de 1,00 \$ CA en dollars américains à la fin de la période	0,984 \$	0,935 \$	0,838 \$	0,984 \$	0,838 \$

(1) Au cours de 2009, nous avons reclassé certains titres dans les prêts, conformément aux modifications du chapitre 3855 du *Manuel de l'Institut Canadien des Comptables Agréés (ICCA)*. Ce reclassement a donné lieu à une augmentation du bénéfice net du premier semestre de 2009, dont le montant déclaré était de 1 003 millions de dollars, le portant à 1 060 millions; il a aussi donné lieu à une augmentation de 0,04 \$ du bénéfice par action et de 30 points de base du rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires. Pour obtenir des détails sur l'incidence, y compris l'incidence sur certains postes du bilan et sur l'information concernant la qualité du crédit, se reporter à la rubrique Chapitre 3855 du *Manuel de l'ICCA* – reclassement de titres dans les prêts, à la page 62 de notre rapport annuel 2009.

(2) Les moyennes sont calculées à l'aide de méthodes visant à estimer les soldes quotidiens moyens pour la période. Elles ont trait au rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires, au rendement du capital de risque, à la moyenne des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires, à la moyenne du capital de risque et à la moyenne de l'actif. Pour une analyse plus détaillée, se reporter à la rubrique Principales mesures du rendement.

(3) Pour une analyse plus détaillée, se reporter à la rubrique Principales mesures du rendement et mesures hors PCGR.

(4) Représente le total des biens administrés de la coentreprise dans laquelle nous détenons une participation de 50 %, présenté avec un décalage de un mois.

(5) Dividende par action ordinaire divisé par la moyenne des cours extrêmes pour la période visée.

(6) Les moyennes sont calculées à l'aide des cours du change au comptant à la fin du mois pour la période.

Examen de la conjoncture économique et des marchés et perspectives – Données en date du 26 mai 2010

Canada

La reprise de l'économie canadienne se révèle plus rapide qu'il était prévu, le produit intérieur brut (PIB) réel ayant augmenté en février, pour un sixième mois consécutif. Le marché du travail a continué de s'améliorer, d'importants gains généraux ayant été enregistrés, particulièrement en avril. Nous prévoyons une hausse modérée du taux d'emploi au cours de 2010, en raison de la croissance stable du PIB réel. Le taux d'inflation de base moyen s'est établi à 1,9 % pour les quatre premiers mois de 2010, un taux supérieur au taux moyen de 1,6 % enregistré durant les six mois précédents; ce taux est cependant inférieur à la cible de 2 % de la Banque du Canada. En avril, la Banque du Canada a maintenu son taux de financement à un jour à 0,25 %, mais elle a retiré son engagement conditionnel de maintenir ce taux jusqu'à la fin de juin. Elle a laissé savoir que l'ampleur de la hausse des taux d'intérêt et le moment où cette hausse surviendra seront fonction des prévisions concernant l'activité économique et l'inflation. Nous prévoyons une hausse de 25 points de base en juin, suivie par une augmentation graduelle des taux d'intérêt de 100 points de base au deuxième semestre civil de 2010, au fur et à mesure que la Banque du Canada réduira les mesures de relance, tout en assurant le maintien de la reprise. Cette hausse des taux d'intérêt et l'augmentation des ratios de dette à la consommation pourraient exercer une pression modérée sur la croissance économique et sur la qualité du crédit.

Nous prévoyons une croissance de l'économie canadienne de 3,4 % en 2010, soit un taux 60 points de base plus élevé que la croissance que nous prévoyions le 1^{er} mars 2010, qui reflète la récente reprise de l'économie à l'échelle mondiale. Le taux de croissance du PIB réel devrait ralentir d'ici la fin de 2010 et au début de 2011, par rapport à la très forte croissance enregistrée à la fin de 2009 et au début de 2010, en raison du retrait des mesures de relance fiscale et de celles liées à la politique monétaire.

États-Unis

L'économie aux États-Unis a affiché un taux de croissance annualisé de 3,2 % au cours du premier trimestre civil de 2010, par rapport au trimestre précédent, en raison essentiellement de la solide croissance de 3,6 % des dépenses de consommation, laquelle reflète la compression de la demande au cours de la récession ainsi que les faibles taux d'intérêt.

Malgré l'amélioration du marché du travail vers la fin du trimestre, le taux de chômage a augmenté pour s'établir à 9,9 %, résultat qui reflète le retour sur le marché du travail d'un plus grand nombre de travailleurs, et il demeure élevé. En avril, la Réserve fédérale a maintenu le taux exceptionnellement bas des fonds fédéraux et elle s'est engagée à maintenir un tel taux pour une période de temps prolongée. En raison des pressions inflationnistes limitées et de l'important taux de chômage, nous nous attendons à ce que la Réserve fédérale réduise graduellement les mesures de relance liées à la politique monétaire. Nous nous attendons aussi à ce qu'elle maintienne le taux des fonds fédéraux entre 0 % et 0,25 % jusqu'à la fin de 2010, lorsque la viabilité de la reprise économique sera évidente et que les conditions sur le marché du travail se seront améliorées, ouvrant ainsi la voie à la suppression graduelle des mesures de relance. Nous prévoyons une croissance de l'économie américaine de 3,1 % en 2010, soit un taux de 20 points de base plus élevé que la croissance que nous prévoyions le 1^{er} mars 2010, qui reflète la récente reprise de l'économie mondiale; il faut cependant noter que la viabilité de la reprise est vulnérable aux chocs économiques et sur le marché.

Autres économies mondiales

L'activité économique à l'échelle mondiale s'est améliorée au premier trimestre civil, en raison de la forte croissance affichée par les économies émergentes, particulièrement en Asie et principalement en Chine et en Inde. Cette croissance a entraîné des pressions inflationnistes, et les autorités de réglementation en Chine et en Inde ont récemment pris des mesures afin de maîtriser l'inflation. En Europe, la reprise modérée s'explique principalement par les dépenses publiques et par le plus grand nombre d'exportations, facteurs neutralisés en partie par la faible demande dans le secteur privé. La crise de l'endettement qui touche des États souverains en Europe et qui a débuté vers la fin de l'an dernier s'est aggravée ce trimestre. Les cotes de crédit de la Grèce, du Portugal et de l'Espagne ont été révisées à la baisse ce trimestre, ce qui a fait en sorte que les investisseurs craignent une nouvelle période de perturbation du marché financier et donné lieu à d'autres pressions à la baisse sur l'euro et sur les marchés financiers mondiaux ce trimestre. Au début du mois de mai, l'Union européenne (UE) et le Fonds monétaire international (FMI) ont approuvé un plan de sauvetage de 110 milliards d'euros pour la Grèce qui vise à atténuer le risque de crédit de ce pays. L'UE et le FMI ont également convenu de fournir des fonds d'urgence de 750 milliards d'euros afin de soutenir les pays membres de l'UE qui ne sont pas en mesure de renouveler leur dette ou de financer leur déficit. De plus, la Banque centrale européenne (BCE) a annoncé qu'elle compte intervenir et stabiliser les marchés de la dette dans la zone euro. La Grèce, le Portugal et l'Espagne ont également adopté des mesures d'austérité financière, afin de tenter d'améliorer leur situation financière en limitant leurs dépenses et en haussant les taxes.

Il est peu probable que la BCE haussera ses taux d'intérêt avant que la crise de l'endettement touchant des États souverains ne soit maîtrisée et qu'une plus forte croissance économique ne soit évidente. Nous nous attendons à ce que la reprise des économies mondiales se poursuive en 2010, mais à ce que la croissance varie considérablement d'un pays ou d'une région à l'autre, et à ce que les économies émergentes, particulièrement en Asie, aient une longueur d'avance.

Marchés financiers

Bien que la conjoncture économique se soit améliorée, les chocs économiques et sur le marché pourraient se répercuter sur la viabilité de la reprise. La crise de l'endettement qui touche des États souverains en Europe a entraîné des pressions sur les marchés financiers mondiaux et eu une incidence défavorable sur notre secteur Marchés des Capitaux. Les investisseurs s'inquiètent toujours à savoir si les mesures, y compris les mesures fiscales, mises en œuvre afin de maîtriser cette crise de l'endettement seront efficaces à long terme.

Le dollar canadien s'est apprécié par rapport à la plupart des principales devises ce trimestre, situation qui reflète le goût accru des investisseurs pour le risque, la hausse des prix des marchandises et le fait qu'on s'attend de plus en plus à ce que la Banque du Canada hausse, à court terme, ses taux d'intérêt. Depuis la fin du deuxième trimestre, l'aversion pour le risque liée à la crise de l'endettement qui touche des États souverains en Europe a incité les investisseurs à acheter davantage de dollars américains. Par conséquent, le dollar canadien, qui avait récemment affiché un taux élevé, s'est déprécié.

Ces prédictions et prévisions se fondent sur des renseignements et des hypothèses provenant de sources qui nous semblent fiables. Si ces renseignements ou ces hypothèses ne sont pas exacts, les perspectives économiques réelles pourraient différer considérablement des perspectives présentées dans cette section.

Rendement financier**Vue d'ensemble**

Deuxième trimestre de 2010 par rapport au deuxième trimestre de 2009
Nous avons déclaré un bénéfice net de 1,3 milliard de dollars pour le deuxième trimestre terminé le 30 avril 2010, par rapport à une perte nette de 50 millions de dollars à l'exercice précédent, qui tenait principalement à la comptabilisation d'une charge au titre de la dépréciation de l'écart d'acquisition de 1 milliard de dollars

(838 millions de dollars US) avant et après impôts. Le bénéfice dilué par action s'est établi à 0,88 \$, comparativement à une perte diluée par action de 0,07 \$ à l'exercice précédent. Le rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires s'est chiffré à 15,8 %, comparativement à un rendement négatif de 1,4 % à l'exercice précédent. Le ratio du capital de première catégorie s'est établi à 13,4 %, en hausse de 200 points de base comparativement à 11,4 %.

En excluant la charge au titre de la dépréciation de l'écart d'acquisition comptabilisée à l'exercice précédent, le bénéfice net a augmenté de 379 millions de dollars, le bénéfice dilué par action a progressé de 0,25 \$, et le rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires s'est accru de 390 points de base, en raison essentiellement de l'amélioration générale de la conjoncture et des conditions du marché, pour laquelle une analyse est présentée ci-après. La dotation à la provision pour pertes sur créances a diminué, résultat qui reflète essentiellement la stabilisation de la qualité des actifs. Les secteurs Services bancaires canadiens et Gestion de patrimoine ont affiché une forte croissance des revenus, les résultats tirés des services de banque d'investissement ont connu une hausse, et nous avons continué d'accorder la priorité à la gestion des coûts ce trimestre. Ces facteurs ont été neutralisés en partie par la baisse des revenus tirés des activités de négociation, qui reflète la volatilité réduite des marchés. L'incidence de la conversion des devises en raison du raffermissement du dollar canadien s'est traduite par une baisse des bénéfices de 82 millions de dollars. Pour obtenir d'autres détails sur les résultats financiers de l'exercice précédent, déduction faite de la charge au titre de la dépréciation de l'écart d'acquisition, se reporter à la rubrique Principales mesures du rendement et mesures hors PCGR.

Le bénéfice net à l'exercice précédent a été touché par des pertes liées au contexte du marché de 556 millions de dollars (296 millions après impôts et écritures de compensation connexes) et par une dotation à la provision générale de 223 millions (146 millions après impôts), comparativement à une dotation à la provision générale de 27 millions (18 millions après impôts) comptabilisée ce trimestre. De plus, le niveau d'opérations de titrisation à l'exercice précédent s'était traduit par des gains de 406 millions de dollars (279 millions après impôts), par rapport à des gains de 16 millions (11 millions après impôts) ce trimestre.

Premier semestre de 2010 par rapport au premier semestre de 2009

Nous avons déclaré un bénéfice net de 2,8 milliards de dollars, en hausse de 1,8 milliard par rapport à l'exercice précédent. Le bénéfice dilué par action pour le semestre s'est établi à 1,88 \$, en hausse de 1,19 \$ par rapport à l'exercice précédent, et le rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires s'est élevé à 16,7 %, comparativement à 6,5 % à l'exercice précédent. En excluant la charge au titre de la dépréciation de l'écart d'acquisition comptabilisée à l'exercice précédent, le bénéfice net a augmenté de 766 millions de dollars, le bénéfice dilué par action s'est accru de 0,48 \$, et le rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires a progressé de 350 points de base, résultats qui reflètent l'amélioration de la conjoncture et des conditions du marché. La diminution de la dotation à la provision pour pertes sur créances reflète la stabilisation de la qualité des actifs. La croissance des volumes du secteur Services bancaires canadiens et l'amélioration des résultats tirés de la plupart des services de banque d'investissement ont également contribué au résultat à la hausse. Ces facteurs ont été neutralisés en partie par la diminution des revenus tirés des activités de négociation, laquelle reflète la volatilité réduite des marchés, et par l'incidence de la conversion des devises, qui ont entraîné une baisse des bénéfices de 147 millions de dollars.

Le bénéfice net à l'exercice précédent avait été touché par des pertes liées au contexte du marché de 1,7 milliard de dollars (858 millions de dollars après impôts et écritures de compensation connexes) et par une dotation à la provision générale de 372 millions (247 millions après impôts), comparativement à une dotation à la provision générale de 27 millions (18 millions après impôts) comptabilisée à la période considérée. Le niveau d'opérations de titrisation à l'exercice précédent s'était traduit par des gains de 673 millions de dollars (462 millions après impôts), par rapport à des gains de 47 millions (33 millions après impôts) à l'exercice considéré.

Deuxième trimestre de 2010 par rapport au premier trimestre de 2010

Le bénéfice net a reculé de 168 millions de dollars, ou 11 %, par rapport au dernier trimestre, en raison principalement de la réduction des activités de banque d'investissement et des revenus tirés des activités de négociation, ainsi que de l'incidence comptable défavorable du change sur certains titres disponibles à la vente du secteur Gestion de patrimoine. Les bénéfices ont également été touchés de façon défavorable par des facteurs saisonniers, principalement liés aux services bancaires canadiens, le trimestre considéré comptant quelques jours de moins que le trimestre précédent. Le recul tient également à la comptabilisation d'une dotation à la provision générale ce trimestre, aucune dotation à cette provision n'ayant été constatée au trimestre précédent, et à la reprise de la provision résiduelle au titre du litige lié à Enron Corp. de 53 millions de dollars (29 millions après impôts) comptabilisée au trimestre précédent. Ces facteurs ont été contrebalancés en partie par la diminution de la dotation aux provisions spécifiques pour pertes sur créances.

Incidence du change sur nos résultats financiers consolidés

La conversion en devises de nos bénéfices a eu une incidence importante sur nos résultats financiers consolidés par rapport à l'exercice précédent, en raison du raffermissement considérable du dollar canadien par rapport aux autres devises. Cette conversion a entraîné une baisse des revenus de 534 millions de dollars, une diminution du bénéfice net de 82 millions, et une baisse du bénéfice par action de 0,06 \$.

Le tableau suivant illustre l'incidence du change sur les principaux postes de l'état des résultats.

(en millions de dollars canadiens, sauf les montants par action)	Deuxième trimestre de 2010 par rapport au premier trimestre de 2010	Deuxième trimestre de 2010 par rapport au deuxième trimestre de 2009	Premier semestre de 2010 par rapport au premier semestre de 2009
Incidence sur le bénéfice :			
Total des revenus	(119) \$	(534) \$	(886) \$
Dotation à la provision pour pertes sur créances	5	43	77
Indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance	22	97	167
Frais autres que d'intérêt	66	282	459
Bénéfice net	(20)	(82)	(147)
Incidence sur le bénéfice par action :			
De base	(0,01) \$	(0,06) \$	(0,10) \$
Dilué	(0,01) \$	(0,06) \$	(0,10) \$

Le tableau suivant illustre la variation des taux de change moyens.

(moyenne de l'équivalent de 1,00 \$ CA en devises)	Pour le trimestre terminé le			Pour le semestre terminé le	
	30 avril 2010	31 janvier 2010	30 avril 2009	30 avril 2010	30 avril 2009
Dollar US/dollar CA	0,973	0,945	0,805	0,958	0,810
Livre sterling/dollar CA	0,638	0,583	0,556	0,609	0,553
Euro/dollar CA	0,722	0,656	0,616	0,687	0,618
Dollar de Trinité-et-Tobago/dollar CA	6,170	5,995	4,987	6,081	5,038

(1) Le dollar de Trinité-et-Tobago fluctue de manière sensiblement identique au dollar américain.

Pour de plus amples renseignements, se reporter aux rubriques Résultats des secteurs d'exploitation et Bilans condensés.

Total des revenus

(en millions de dollars canadiens)	Pour le trimestre terminé le			Pour le semestre terminé le	
	30 avril 2010	31 janvier 2010	30 avril 2009	30 avril 2010	30 avril 2009
Intérêts créditeurs	4 536	4 666	5 132	9 202	10 962
Intérêts débiteurs	1 837	1 919	2 234	3 756	5 232
Revenu net d'intérêt	2 699 \$	2 747 \$	2 898 \$	5 446 \$	5 730 \$
Services de placement (1)	1 123	1 175	1 088	2 298	2 184
Activités d'assurance (2)	1 325	1 383	1 232	2 708	2 578
Activités de négociation bancaires (3)	393	750	781	1 143	734
Services bancaires (3)	766	799	782	1 565	1 638
Commissions de prise ferme et autres honoraires tirés des services-conseils	250	311	213	561	412
Autres (4)	411	169	(233)	580	548
Revenus autres que d'intérêt	4 268	4 587	3 863	8 855	8 094
Total des revenus	6 967 \$	7 334 \$	6 761 \$	14 301 \$	13 824 \$
Renseignements supplémentaires					
Total des revenus tirés des activités de négociation					
Revenu net d'intérêt	339 \$	386 \$	666 \$	725 \$	1 340 \$
Revenus autres que d'intérêt	393	750	781	1 143	734
Total	732 \$	1 136 \$	1 447 \$	1 868 \$	2 074 \$
Total des revenus tirés des activités de négociation par produit					
Produits liés aux taux d'intérêt et produits de crédit	490 \$	900 \$	1 043 \$	1 390 \$	1 106 \$
Titres de participation	101	141	260	242	541
Opérations de change et contrats de négociation de marchandises	141	95	144	236	427
Total	732 \$	1 136 \$	1 447 \$	1 868 \$	2 074 \$

- (1) Comprend les commissions de courtage, les commissions de gestion de placements et de services de garde et les revenus tirés des fonds communs de placement.
- (2) Comprend les primes d'assurance, le revenu de placement et le revenu provenant de services tarifés. Le revenu de placement reflète la variation de la juste valeur des investissements garantissant nos obligations au titre des polices d'assurance et est neutralisé en grande partie dans les indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance.
- (3) Comprend les frais bancaires, les revenus de change autres que ceux tirés des activités de négociation, les frais de gestion des cartes et les commissions de crédit.
- (4) Comprend les revenus autres que d'intérêt, les gains nets (les pertes nettes) sur les titres disponibles à la vente (la perte de valeur durable et les gains ou pertes réalisés), les ajustements de la juste valeur de certains titres de créance de RBC désignés comme détenus à des fins de transaction, la variation de la juste valeur de certains dérivés liés à des couvertures économiques et les revenus tirés des opérations de titrisation.

Deuxième trimestre de 2010 par rapport au deuxième trimestre de 2009

Le total des revenus a augmenté de 206 millions de dollars, ou 3 %, par rapport à l'exercice précédent. Le raffermissement du dollar canadien a eu une incidence importante ce trimestre, car il a entraîné une baisse du total des revenus de 534 millions de dollars et s'est répercuté sur les principales catégories de revenus dont il est fait mention ci-dessous.

Nous avons enregistré une forte croissance des revenus tirés des services bancaires canadiens, une hausse de la moyenne des actifs liés aux services tarifés des clients et des volumes de transactions du secteur Gestion de patrimoine, ainsi que des résultats à la hausse au chapitre de nos services de banque d'investissement. Les revenus à l'exercice précédent tenaient compte de pertes liées au contexte du marché de 556 millions de dollars qui ont été en grande partie comptabilisées dans les revenus tirés des activités de négociation et autres revenus.

Le revenu net d'intérêt a diminué de 199 millions de dollars, ou 7 %. Le revenu net d'intérêt lié aux services bancaires et aux activités de la trésorerie générale s'est accru de 128 millions de dollars, ou 6 %, en raison principalement de la croissance des volumes, de l'accroissement des écarts liés aux prêts découlant de la révision des taux liés à nos services bancaires canadiens, et des intérêts sur les placements accrus dans des obligations d'État comptabilisés dans le secteur Services de soutien généraux. Les revenus tirés des activités de négociation comptabilisés dans le revenu net d'intérêt ont reculé de 327 millions de dollars, ou 49 %, comme il est mentionné ci-dessous dans le paragraphe portant sur les revenus tirés des activités de négociation.

Les revenus liés aux placements se sont accrus de 35 millions de dollars, ou 3 %, en raison principalement de la hausse de la moyenne des actifs liés aux services tarifés des clients découlant de l'appréciation du capital, ainsi que des volumes de transactions à la hausse et de l'augmentation des frais liés aux fonds communs de placement, qui tiennent à l'amélioration des conditions du marché et à la confiance accrue des investisseurs. Ces facteurs ont été partiellement neutralisés par l'augmentation des renoncations aux honoraires liés aux fonds du marché monétaire, en raison de la faiblesse continue des taux d'intérêt.

Les revenus liés aux activités d'assurance ont augmenté de 93 millions de dollars, ou 8 %, résultat qui reflète les volumes à la hausse dans tous les secteurs d'activité, y compris les volumes de rentes liés à nos activités aux États-Unis et dans les autres pays, ainsi que la variation de la juste valeur des investissements. Les volumes de rentes et la variation de la juste valeur des investissements ont été en grande partie compensés dans les indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance.

Les revenus tirés des activités de négociation inscrits dans les revenus autres que d'intérêt ont diminué de 388 millions de dollars. Le total des revenus tirés des activités de négociation, qui se compose des revenus tirés des activités de négociation comptabilisés dans le revenu net d'intérêt et les revenus autres que d'intérêt, s'est élevé à 732 millions de dollars, en baisse de 715 millions; ce résultat reflète principalement la baisse des revenus tirés des activités de négociation du secteur Marchés des Capitaux, qui tient à la volatilité réduite des marchés. Pour de plus amples renseignements sur les revenus tirés des activités de négociation, se reporter à la rubrique Marchés des Capitaux.

La diminution des revenus tirés des activités de négociation est aussi imputable aux pertes sur certaines positions liées aux obligations inscrites dans le secteur Services de soutien généraux, qui ont été en grande partie compensées dans les autres revenus et dans le revenu net d'intérêt en raison des gains sur les dérivés qui ont servi de couverture économique à ces positions.

Les revenus tirés des services bancaires ont diminué de 16 millions de dollars, ou 2 %. Avec prise d'effet au premier trimestre de 2010, une portion des commissions d'interchange liées aux cartes de crédit qui était précédemment inscrite dans les revenus tirés des services bancaires est maintenant comprise dans les opérations de titrisation de prêts sur cartes de crédit et inscrite dans les autres revenus. Ce facteur a été neutralisé en partie par la hausse des revenus sur cartes reflétant les volumes accrus des transactions.

Les commissions de prise ferme et autres honoraires tirés des services-conseils se sont accrus de 37 millions de dollars, ou 17 %, en raison essentiellement de l'augmentation des activités de montage de prêts et de titres de participation, principalement aux États-Unis, reflétant essentiellement l'amélioration des marchés.

Les autres revenus ont progressé de 644 millions de dollars, en raison essentiellement des gains liés à la variation de la juste valeur de certains titres de créance de RBC désignés comme détenus à des fins de transaction, des pertes à ce titre ayant été comptabilisées à l'exercice précédent, ainsi que des gains liés à la variation de la juste valeur de certains dérivés qui servent de couverture économique à nos activités de financement, des pertes à ce titre ayant été comptabilisées à l'exercice précédent. Les pertes moins élevées liées à certains titres

disponibles à la vente et les gains liés aux dérivés qui servent de couverture économique à certaines positions liées aux obligations, compensées en grande partie dans les revenus tirés des activités de négociation, ont également contribué à l'augmentation. Ces facteurs ont été neutralisés en partie par la diminution des gains au titre des opérations de titrisation et par l'incidence comptable défavorable du change sur certains titres disponibles à la vente dans le secteur Gestion de patrimoine.

Premier semestre de 2010 par rapport au premier semestre de 2009

Le total des revenus a augmenté de 477 millions de dollars, ou 3 %, par rapport à l'exercice précédent, en raison principalement de la constatation à l'exercice précédent de pertes liées au contexte du marché de 1 662 millions, inscrites en grande partie dans les revenus tirés des activités de négociation et les autres revenus. La forte croissance des revenus tirés des services bancaires au Canada, la hausse de la moyenne des actifs liés aux services tarifés des clients et l'accroissement des volumes de transactions de la Gestion de patrimoine, de même que l'amélioration des activités de montage de prêts et de titres de participation et des activités de fusion et d'acquisition, ont également contribué à l'augmentation. Ces facteurs ont été neutralisés en partie par la baisse des revenus tirés des activités de négociation du secteur Marchés des Capitaux, par l'incidence du raffermisssement du dollar canadien ainsi que par la baisse des gains au titre des opérations de titrisation.

Deuxième trimestre de 2010 par rapport au premier trimestre de 2010

Le total des revenus a diminué de 367 millions de dollars, ou 5 %, par rapport au dernier trimestre, en raison principalement de la baisse des revenus tirés des activités de négociation du secteur Marchés des Capitaux et par l'incidence comptable défavorable du change sur certains titres disponibles à la vente, ce facteur s'étant traduit par une incidence favorable au trimestre précédent. La diminution est aussi imputable aux pertes sur certains titres disponibles à la vente, des gains ayant été comptabilisés au trimestre précédent, à la réduction des activités de montage de prêts et de titres de participation et à l'incidence défavorable de facteurs saisonniers, particulièrement en ce qui concerne les services bancaires, tenant au fait que le trimestre considéré compte quelques jours de moins que le trimestre précédent. Ces facteurs ont été neutralisés en partie par un gain à la vente d'une portion de nos actions restantes de Visa Inc. ce trimestre.

Dotation à la provision pour pertes sur créances

La qualité du crédit s'est de façon générale améliorée par rapport à l'exercice précédent et est demeurée stable comparativement au trimestre précédent, résultat qui reflète la stabilisation de la qualité des actifs découlant de l'amélioration générale de l'économie mondiale. Le niveau de la dotation à la provision pour pertes sur créances d'ici la fin de 2010 demeurera tributaire de la reprise continue de l'économie et de l'amélioration des taux de chômage. Pour de plus amples renseignements sur la dotation à la provision pour pertes sur créances, se reporter à la rubrique Rendement au chapitre de la qualité du crédit.

Deuxième trimestre de 2010 par rapport au deuxième trimestre de 2009

Le total de la dotation à la provision pour pertes sur créances, de 504 millions de dollars, a diminué de 470 millions, ou 48 %, par rapport à l'exercice précédent. La dotation aux provisions spécifiques pour pertes

sur créances a reculé de 274 millions de dollars, en raison principalement de la baisse des dotations liées à nos portefeuilles de prêts aux grandes entreprises aux États-Unis et à la plupart de nos services bancaires aux États-Unis. La diminution des dotations liées à nos portefeuilles de prêts aux entreprises et de prêts aux particuliers non garantis au Canada et l'incidence du raffermisssement du dollar canadien ont également contribué à la diminution. Ces facteurs ont été neutralisés en partie par la hausse de la dotation à la provision pour pertes sur créances dans les Antilles, qui a trait principalement à un client commercial précis, ainsi que par les taux de pertes plus élevés liés à notre portefeuille de prêts sur cartes de crédit au Canada. Nous avons comptabilisé une dotation à la provision générale de 27 millions de dollars (18 millions après impôts) ce trimestre, laquelle concerne nos portefeuilles de prêts commerciaux et de prêts de détail aux États-Unis, comparativement à 223 millions (146 millions après impôts) à l'exercice précédent.

Premier semestre de 2010 par rapport au premier semestre de 2009

Le total de la dotation à la provision pour pertes sur créances s'est établi à 997 millions de dollars, en baisse de 763 millions, ou 43 %, par rapport à l'exercice précédent. La baisse de 418 millions de dollars de la dotation aux provisions spécifiques pour pertes sur créances découle de la diminution des dotations liées à nos prêts aux grandes entreprises aux États-Unis et à la plupart de nos services bancaires aux États-Unis. L'incidence du raffermisssement du dollar canadien et la réduction des dotations liées à nos portefeuilles de prêts aux entreprises au Canada ont également contribué à la diminution. Ces facteurs ont été neutralisés en partie par la hausse de la dotation aux provisions dans les Antilles, qui a trait principalement à quelques clients, ainsi que par les taux de pertes plus élevés liés à notre portefeuille de prêts sur cartes de crédit au Canada. La dotation à la provision générale pour pertes sur créances a reculé de 345 millions de dollars par rapport à l'exercice précédent, en raison principalement de la stabilisation de la qualité du crédit.

Deuxième trimestre de 2010 par rapport au premier trimestre de 2010

Le total de la dotation à la provision pour pertes sur créances a augmenté de 11 millions de dollars, ou 2 %, par rapport au trimestre précédent, résultat qui reflète essentiellement la comptabilisation d'une provision générale ce trimestre. Nous n'avons pas comptabilisé de provision générale au trimestre précédent. La dotation aux provisions spécifiques a reculé de 16 millions de dollars, en raison de la baisse des dotations liées à nos portefeuilles de prêts commerciaux aux États-Unis et de prêts aux entreprises au Canada. Ces facteurs ont été neutralisés en partie par la hausse de la dotation aux provisions dans les Antilles ainsi que par les taux de pertes plus élevés liés à notre portefeuille de prêts sur cartes de crédit au Canada.

Indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance

Pour le trimestre terminé le 30 avril 2010, les indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance ont augmenté de 138 millions de dollars, ou 14 %, par rapport à l'exercice précédent et ont diminué de 34 millions, ou 3 %, comparativement au trimestre précédent. Pour le semestre terminé le 30 avril 2010, les indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance ont augmenté de 192 millions de dollars, ou 9 %, par rapport à l'exercice précédent. Pour plus de détails à ce sujet, se reporter à la section concernant le secteur Assurances.

Frais autres que d'intérêt

(en millions de dollars canadiens)	Pour le trimestre terminé le			Pour le semestre terminé le	
	30 avril 2010	31 janvier 2010	30 avril 2009	30 avril 2010	30 avril 2009
Salaires	976 \$	1 000 \$	1 053 \$	1 976 \$	2 098 \$
Rémunération variable	875	991	832	1 866	1 699
Avantages sociaux et conservation du personnel	308	312	319	620	631
Rémunération à base d'actions	39	74	(15)	113	51
Ressources humaines	2 198 \$	2 377 \$	2 189 \$	4 575 \$	4 479 \$
Autres charges	1 374	1 249	1 386	2 623	2 718
Frais autres que d'intérêt	3 572 \$	3 626 \$	3 575 \$	7 198 \$	7 197 \$

Deuxième trimestre de 2010 par rapport au deuxième trimestre de 2009

Les frais autres que d'intérêt se sont établis à 3 572 millions de dollars, soit un résultat inchangé par rapport à l'exercice précédent. L'incidence favorable du raffermissement du dollar canadien a donné lieu à une baisse des frais autres que d'intérêt de 282 millions de dollars. La hausse de la rémunération à base d'actions, qui reflète en partie l'augmentation de la juste valeur du passif au titre de la rémunération gagnée lié à notre régime de rémunération à base d'actions aux États-Unis, ainsi que l'augmentation de la rémunération variable découlant principalement de la hausse des revenus basés sur les commissions du secteur Gestion de patrimoine ont été neutralisées par l'attention que nous continuons de prêter à la gestion des coûts. Une tranche d'environ 59 % de la rémunération variable est basée sur les résultats, et le reste, sur les commissions de vente.

Premier semestre de 2010 par rapport au premier semestre de 2009

Les frais autres que d'intérêt se sont établis à 7 198 millions de dollars, soit un résultat inchangé par rapport à l'exercice précédent. L'incidence favorable du raffermissement du dollar canadien a donné lieu à une baisse des frais autres que d'intérêt de 459 millions de dollars. La hausse de la rémunération variable découlant de l'amélioration des résultats des secteurs Marchés des Capitaux et Gestion de patrimoine ainsi que l'augmentation de la rémunération à base d'actions ont été neutralisées par l'attention que nous continuons de prêter à la gestion des coûts. Une tranche d'environ 60 % de la rémunération variable est basée sur les résultats, et le reste, sur les commissions de vente.

Deuxième trimestre de 2010 par rapport au premier trimestre de 2010

Les frais autres que d'intérêt ont diminué de 54 millions de dollars, ou 1 %, par rapport au dernier trimestre. La diminution tient principalement à l'incidence de facteurs saisonniers, y compris le fait que le trimestre considéré compte quelques jours de moins que le trimestre précédent, à la baisse de la rémunération variable et de la rémunération à base d'actions, ainsi qu'à l'incidence du raffermissement du dollar canadien. Ces facteurs ont été neutralisés en partie par la hausse des frais de marketing et des coûts à l'appui de la croissance des activités. Au dernier trimestre, la reprise de la tranche résiduelle de la provision au titre du litige lié à Enron a eu une incidence favorable sur les frais autres que d'intérêt.

Dépréciation de l'écart d'acquisition

Au deuxième trimestre de 2009, nous avons comptabilisé une charge au titre de la dépréciation de l'écart d'acquisition de 1 milliard de dollars (838 millions de dollars US) avant et après impôts, qui concerne le secteur Services bancaires internationaux. Pour de plus amples renseignements, se reporter à la note 10 de nos états financiers consolidés annuels 2009.

Impôts sur les bénéfices*Deuxième trimestre de 2010 par rapport au deuxième trimestre de 2009*

La charge d'impôts a augmenté de 177 millions de dollars par rapport à l'exercice précédent, en raison de la hausse du bénéfice avant impôts. Le taux d'imposition effectif s'est élevé à 24,7 %, par rapport à 104,7 % à l'exercice précédent, résultat qui tient au fait que la charge au titre de la dépréciation de l'écart d'acquisition n'était pas déductible. En excluant cette charge, le taux d'imposition effectif a augmenté de 3,5 %, en raison principalement de la plus faible proportion du bénéfice provenant de sources présentant des avantages fiscaux (dividendes imposables de sociétés canadiennes) et de la hausse du bénéfice déclaré dans des pays où les taux d'imposition sont plus élevés. Ces facteurs ont été neutralisés en partie par la réduction des taux d'imposition des sociétés canadiennes. Pour de plus amples renseignements sur le taux d'imposition effectif à l'exercice précédent excluant la charge au titre de la dépréciation de l'écart d'acquisition, se reporter à la rubrique Principales mesures du rendement et mesures hors PCGR.

Premier semestre de 2010 par rapport au premier semestre de 2009

La charge d'impôts s'est accrue de 278 millions de dollars, ou 38 %, par rapport à l'exercice précédent, en raison de la hausse du bénéfice avant impôts. Le taux d'imposition effectif s'est élevé à 26,0 %, comparativement à 39,8 % à l'exercice précédent. En excluant la charge au titre de la dépréciation de l'écart d'acquisition dont il est fait mention ci-dessus, le taux d'imposition effectif a subi une augmentation minime par rapport à l'exercice précédent.

Deuxième trimestre de 2010 par rapport au premier trimestre de 2010

La charge d'impôts a diminué de 122 millions de dollars, ou 22 %, par rapport au trimestre précédent, en raison de la baisse du bénéfice avant impôts. Le taux d'imposition effectif s'est élevé à 24,7 %, soit une baisse de 2,4 % qui tient en grande partie à la diminution du bénéfice déclaré ce trimestre dans des pays où les taux d'imposition sont plus élevés, facteur neutralisé en partie par les ajustements favorables visant les impôts comptabilisés au trimestre précédent.

Analyse des résultats trimestriels et des tendances

Notre bénéfice, nos revenus et nos charges trimestriels sont touchés par un certain nombre de tendances et de facteurs récurrents, qui comprennent les fluctuations saisonnières, la conjoncture générale et

les conditions du marché, de même que les variations des taux de change. Le tableau suivant présente un sommaire de nos résultats pour les huit derniers trimestres :

(en millions de dollars canadiens, sauf les pourcentages)	2010		2009				2008	
	T2	T1	T4	T3	T2	T1	T4	T3
Revenu net d'intérêt	2 699 \$	2 747 \$	2 876 \$	2 900 \$	2 898 \$	2 832 \$	2 629 \$	2 221 \$
Revenus autres que d'intérêt	4 268	4 587	4 583	4 923	3 863	4 231	2 440	3 691
Total des revenus	6 967 \$	7 334 \$	7 459 \$	7 823 \$	6 761 \$	7 063 \$	5 069 \$	5 912 \$
Dotation à la provision pour pertes sur créances	504	493	883	770	974	786	619	334
Indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance	1 096	1 130	1 322	1 253	958	1 076	(86)	553
Frais autres que d'intérêt	3 572	3 626	3 606	3 755	3 575	3 622	2 989	3 272
Charge au titre de la dépréciation de l'écart d'acquisition	—	—	—	—	1 000	—	—	—
Bénéfice net avant impôts et part des actionnaires sans contrôle dans les filiales	1 795 \$	2 085 \$	1 648 \$	2 045 \$	254 \$	1 579 \$	1 547 \$	1 753 \$
Charge d'impôts	443	565	389	449	266	464	428	442
Part des actionnaires sans contrôle dans le bénéfice net des filiales	23	23	22	35	38	5	(1)	49
Bénéfice net (perte nette)	1 329 \$	1 497 \$	1 237 \$	1 561 \$	(50) \$	1 110 \$	1 120 \$	1 262 \$
Taux d'imposition effectif	24,7 %	27,1 %	23,6 %	22,0 %	104,7 %	29,4 %	27,7 %	25,2 %
Moyenne de l'équivalent de 1,00 \$ CA en dollars américains pour la période	0,973 \$	0,945 \$	0,924 \$	0,900 \$	0,805 \$	0,815 \$	0,901 \$	0,988 \$

Éléments importants ayant une incidence sur nos résultats consolidés

Les éléments suivants ont eu une incidence sur nos résultats des huit derniers trimestres :

- Nous avons comptabilisé des dotations à la provision générale considérables entre le quatrième trimestre de 2008 et le quatrième trimestre de 2009.
- Les pertes liées au contexte du marché ont eu une incidence défavorable sur nos résultats, principalement en 2008 et au premier semestre de 2009.
- Au deuxième trimestre de 2009, nous avons comptabilisé une charge au titre de la dépréciation de l'écart d'acquisition de 1 milliard de dollars, qui avait trait au secteur Services bancaires internationaux.
- Au quatrième trimestre de 2008, nous avons comptabilisé une réduction de la provision au titre du litige lié à Enron de 542 millions de dollars. La tranche résiduelle de 53 millions de dollars de cette provision a fait l'objet d'une reprise au premier trimestre de 2010.
- Les fluctuations du taux de change du dollar canadien par rapport aux autres devises ont eu une incidence sur nos résultats consolidés au cours de la période.

Analyse des tendances

La difficile conjoncture et les conditions du marché ont influé sur notre bénéfice, particulièrement entre le troisième trimestre de 2008 et le deuxième trimestre de 2009. Depuis lors, nous avons noté des signes continus de reprise économique.

Les revenus ont de façon générale affiché une tendance à la hausse au cours de la période, laquelle tient principalement aux revenus élevés tirés des activités de négociation et aux variations de la juste valeur des investissements garantissant nos obligations au titre des polices d'assurances vie et maladie du secteur Assurances, facteur en grande partie compensé dans les indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance. La solide croissance des volumes liés à nos services bancaires canadiens et la croissance des revenus tirés de nos activités de gestion de patrimoine ont également

contribué aux résultats à la hausse. Ces facteurs ont été neutralisés en partie par les pertes liées au contexte du marché et par la compression des écarts liés à nos services bancaires et à nos activités de gestion de patrimoine.

La dotation à la provision pour pertes sur créances a de façon générale affiché une tendance à la hausse au cours de la période, en raison de la détérioration du crédit principalement liée à une conjoncture économique difficile. Cependant, au cours des deux derniers trimestres, la dotation à la provision pour pertes sur créances a diminué par rapport aux montants élevés comptabilisés en 2009, résultat qui reflète la stabilisation continue de la qualité des actifs. Pour plus de détails à ce sujet, se reporter à la rubrique Rendement au chapitre de la qualité du crédit.

Les indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance sont demeurés relativement stables depuis le début de 2009, résultat qui reflète essentiellement la volatilité réduite des marchés. Cependant, les indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance peuvent être assujettis à des fluctuations au cours d'un trimestre donné, en raison de la variation de la juste valeur des investissements garantissant nos obligations au titre des polices d'assurances vie et maladie reflétant la volatilité du marché, des ajustements de la provision actuarielle et des résultats techniques.

Les frais autres que d'intérêt sont de façon générale demeurés inchangés au cours des six derniers trimestres, malgré la hausse de la rémunération variable découlant du rendement élevé lié à certaines activités et de la hausse des coûts à l'appui de la croissance des activités. Ces facteurs reflètent essentiellement l'attention que nous continuons de prêter à la gestion des coûts.

Notre taux d'imposition effectif, de façon générale, a fluctué au cours de la période, reflétant une proportion variable du bénéfice généré par nos filiales qui exercent leurs activités dans des territoires où les taux d'imposition sont différents et un bénéfice variable provenant de sources présentant des avantages fiscaux (dividendes imposables de sociétés canadiennes). La réduction des taux d'imposition des sociétés canadiennes prévus par la loi a également influé sur notre taux d'imposition effectif au cours de la période.

Résultats des secteurs d'exploitation

Évaluation et présentation des secteurs d'exploitation

Les principales méthodes et hypothèses que nous utilisons aux fins de notre cadre d'information de gestion n'ont pas changé depuis le 31 octobre 2009. La direction revoit régulièrement ces méthodes et ces hypothèses afin de s'assurer de leur validité. Pour plus de détails à ce sujet, se reporter à la rubrique Évaluation et présentation des secteurs d'exploitation de notre rapport annuel 2009.

Information sur les opérations de titrisation

Les gains ou pertes au titre des activités de vente et de couverture liées à la titrisation de prêts hypothécaires canadiens montés par RBC et de nos prêts sur cartes de crédit titrisés sont comptabilisés dans le secteur Services de soutien généraux. Les activités de couverture comprennent

les variations de l'évaluation à la valeur de marché des instruments connexes et l'amortissement des gains ou pertes sur les couvertures des flux de trésorerie qui ont pris fin précédemment. Étant donné que les opérations de titrisation liées aux prêts hypothécaires canadiens montés par RBC et aux prêts sur cartes de crédit sont effectuées à des fins de financement, le secteur Services bancaires canadiens comptabilise les revenus et la dotation à la provision pour pertes sur créances liés aux prêts hypothécaires et aux prêts sur cartes de crédit, une écriture compensatoire étant présentée dans les résultats du secteur Services de soutien généraux, comme si les soldes n'avaient pas été titrisés.

Services bancaires canadiens

(en millions de dollars canadiens, sauf les pourcentages)	Pour le trimestre terminé le			Pour le semestre terminé le	
	30 avril 2010	31 janvier 2010	30 avril 2009	30 avril 2010	30 avril 2009
Revenu net d'intérêt	1 810 \$	1 879 \$	1 678 \$	3 689 \$	3 396 \$
Revenus autres que d'intérêt	781	759	693	1 540	1 440
Total des revenus	2 591 \$	2 638 \$	2 371 \$	5 229 \$	4 836 \$
Dotation à la provision pour pertes sur créances	302 \$	318 \$	351 \$	620 \$	621 \$
Frais autres que d'intérêt	1 234	1 205	1 171	2 439	2 347
Bénéfice net avant impôts	1 055 \$	1 115 \$	849 \$	2 170 \$	1 868 \$
Bénéfice net	736 \$	777 \$	581 \$	1 513 \$	1 277 \$
Revenus par division					
Particuliers clients	1 402 \$	1 436 \$	1 280 \$	2 838 \$	2 576 \$
Services financiers à l'entreprise	622	637	596	1 259	1 211
Solutions cartes et paiements	567	565	495	1 132	1 049
Principales données moyennes et autres renseignements					
Rendement des capitaux propres	34,6 %	39,6 %	32,9 %	37,0 %	35,9 %
Rendement du capital de risque	45,0 %	53,8 %	43,7 %	49,1 %	47,8 %
Marge nette d'intérêt (1)	2,76 %	2,80 %	2,78 %	2,78 %	2,80 %
Dotation aux provisions spécifiques pour pertes sur créances en pourcentage du montant net de la moyenne des prêts et des acceptations	0,47 %	0,48 %	0,59 %	0,47 %	0,51 %
Levier d'exploitation	3,9 %	4,5 %	2,4 %	4,2 %	3,2 %
Moyenne du total des actifs productifs (2)	268 800 \$	266 100 \$	247 400 \$	267 500 \$	244 800 \$
Moyenne des prêts et acceptations (2)	266 400	263 200	245 900	264 800	243 900
Moyenne des dépôts	187 700	187 500	173 700	187 600	171 900
Biens administrés	141 200	136 000	123 000	141 200	123 000

(1) La marge nette d'intérêt représente le revenu net d'intérêt divisé par la moyenne de l'actif productif.

(2) La moyenne du total des actifs productifs et la moyenne des prêts et acceptations comprennent la moyenne des prêts hypothécaires résidentiels et des prêts sur cartes de crédit titrisés, laquelle, pour le trimestre terminé le 30 avril 2010, s'est établie à 37 milliards de dollars et à 3 milliards, respectivement (38 milliards et 3 milliards au 31 janvier 2010; 36 milliards et 4 milliards au 30 avril 2009).

Deuxième trimestre de 2010 par rapport au deuxième trimestre de 2009

Le bénéfice net a augmenté de 155 millions de dollars, ou 27 %, par rapport à l'exercice précédent, résultat qui reflète principalement la forte croissance des volumes enregistrée dans la plupart des secteurs d'activité, la diminution de la dotation à la provision pour pertes sur créances, le gain de 34 millions (24 millions après impôts) à la vente d'une portion de nos actions restantes de Visa, et l'attention que nous continuons de prêter à la gestion des coûts. Ces facteurs ont été neutralisés en partie par la hausse des coûts à l'appui de la croissance des activités.

Le total des revenus a progressé de 220 millions de dollars, ou 9 %, par rapport à l'exercice précédent.

Les revenus tirés de la division Particuliers clients se sont accrus de 122 millions de dollars, ou 10 %, résultat qui reflète la forte croissance des volumes liés aux activités de financement aux fins d'accession à la propriété ainsi qu'aux prêts et dépôts de particuliers. L'augmentation des frais de placement liés aux fonds communs de placement découlant de la hausse des soldes attribuable à l'appréciation du capital et les ventes nettes ont également contribué à l'augmentation.

Les revenus tirés des services financiers à l'entreprise ont augmenté de 26 millions de dollars, ou 4 %, en raison essentiellement de la croissance des volumes de dépôts.

Les revenus tirés des Solutions cartes et paiements ont progressé de 72 millions de dollars, ou 15 %, résultat qui tient principalement au gain au titre de la vente des actions de Visa, à la forte croissance des volumes de transactions et à l'augmentation des écarts.

La marge nette d'intérêt a diminué de 2 points de base, résultat qui reflète le maintien de faibles taux d'intérêt, la diminution des écarts liés

aux taux préférentiels et aux acceptations bancaires, ainsi que la hausse des coûts liés à la rupture de contrats hypothécaires, facteurs qui ont été neutralisés en grande partie par l'augmentation des écarts découlant de la révision des taux.

La dotation à la provision pour pertes sur créances a diminué de 49 millions de dollars, ou 14 %, en raison principalement de la baisse des provisions liées à nos portefeuilles de prêts aux entreprises et de prêts aux particuliers non garantis, neutralisée en partie par les taux de pertes plus élevés liés à notre portefeuille de prêts sur cartes de crédit. Pour plus de détails à ce sujet, se reporter à la rubrique Rendement au chapitre de la qualité du crédit.

Les frais autres que d'intérêt se sont accrus de 63 millions de dollars, ou 5 %, résultat qui reflète la hausse des coûts à l'appui de la croissance des activités, l'augmentation de la rémunération liée au rendement, la hausse des charges de retraite ainsi que l'accroissement des coûts de marketing liés principalement à notre commandite des Jeux olympiques. Ces facteurs ont été neutralisés en partie par l'attention que nous continuons de prêter à la gestion des coûts.

Premier semestre de 2010 par rapport au premier semestre de 2009

Le bénéfice net a augmenté de 236 millions de dollars, ou 18 %, par rapport à l'exercice précédent, résultat qui reflète essentiellement la forte croissance des volumes enregistrée dans la plupart des secteurs d'activité. Notre bénéfice a aussi été touché de façon favorable par le gain à la vente d'une portion de nos actions restantes de Visa dont il est fait mention ci-dessus, mais il a été neutralisé en partie par la comptabilisation, à l'exercice précédent, d'un ajustement favorable du passif au titre de notre programme de fidélisation des clients détenteurs

d'une carte de crédit, ainsi que par le règlement favorable, à l'exercice précédent, d'une question concernant la taxe de vente.

Le total des revenus a progressé de 393 millions de dollars, ou 8 %, résultat qui reflète la forte croissance des volumes liés au financement aux fins d'accession à la propriété et des dépôts des particuliers et des entreprises, la hausse des volumes de transactions sur cartes de crédit et des frais de placement liés aux fonds communs de placement, ainsi que le gain à la vente d'une portion de nos actions restantes de Visa. Ces facteurs ont été neutralisés en partie par la comptabilisation, à l'exercice précédent, d'un ajustement favorable du passif au titre de notre programme des fidélisation des clients détenteurs d'une carte de crédit.

La dotation à la provision pour pertes sur créances est de façon générale demeurée inchangée par rapport à l'exercice précédent. La diminution des provisions liées à notre portefeuille de prêts aux entreprises a été neutralisée par les taux de pertes plus élevés liés à notre portefeuille de prêts sur cartes de crédit et, dans une moindre mesure, par la hausse des dotations aux provisions liées à notre portefeuille de prêts aux particuliers non garantis.

Les frais autres que d'intérêt se sont accrues de 92 millions de dollars, ou 4 %. L'accroissement des coûts à l'appui de la croissance des activités, le règlement favorable, à l'exercice précédent, d'une question concernant la taxe de vente, l'augmentation des charges de retraite, la hausse des coûts de marketing découlant principalement de notre commandite des Jeux olympiques, et l'augmentation de la rémunération liée au rendement ont été neutralisés en partie par l'attention que nous continuons de prêter à la gestion des coûts.

Deuxième trimestre de 2010 par rapport au premier trimestre de 2010

Le bénéfice net a diminué de 41 millions de dollars, ou 5 %, par rapport au trimestre précédent. L'incidence défavorable de facteurs saisonniers, y compris le fait que le trimestre considéré compte quelques jours de moins que le trimestre précédent, la hausse des coûts à l'appui de la croissance des activités et l'augmentation des coûts de marketing ont été neutralisées en partie par le gain à la vente d'actions de Visa dont il est fait mention ci-dessus et par la réduction de la dotation à la provision pour pertes sur créances.

Gestion de patrimoine	Pour le trimestre terminé le			Pour le semestre terminé le	
	30 avril 2010	31 janvier 2010	30 avril 2009	30 avril 2010	30 avril 2009
(en millions de dollars canadiens, sauf les pourcentages)					
Revenu net d'intérêt	72 \$	78 \$	100 \$	150 \$	228 \$
Revenus autres que d'intérêt					
Revenus tirés des services tarifés	579	574	515	1 153	1 054
Revenus tirés des transactions et autres revenus	324	412	376	736	706
Total des revenus	975 \$	1 064 \$	991 \$	2 039 \$	1 988 \$
Frais autres que d'intérêt	828 \$	806 \$	817 \$	1 634 \$	1 644 \$
Bénéfice net avant impôts	147 \$	258 \$	174 \$	405 \$	344 \$
Bénéfice net	90 \$	219 \$	126 \$	309 \$	254 \$
Revenus par division					
Gestion de patrimoine – Canada	356 \$	355 \$	302 \$	711 \$	637 \$
Gestion de patrimoine – États-Unis et International	437	527	544	964	1 056
Gestion de patrimoine – États-Unis et International (en millions de dollars américains)	431	498	439	929	856
Gestion mondiale d'actifs	182	182	145	364	295
Autres renseignements					
Rendement des capitaux propres	9,6 %	21,8 %	12,3 %	16,0 %	12,3 %
Rendement du capital de risque	36,2 %	72,9 %	43,2 %	56,6 %	42,5 %
Marge avant impôts (1)	15,1 %	24,2 %	17,6 %	19,9 %	17,3 %
Nombre de conseillers (2)	4 435	4 454	4 423	4 435	4 423
Biens administrés – Total	500 600 \$	510 000 \$	481 600 \$	500 600 \$	481 600 \$
Gestion de patrimoine – États-Unis et International (en millions de dollars américains)	310 100	310 400	271 300	310 100	271 300
Biens sous gestion	251 000	248 400	231 600	251 000	231 600
	Deuxième trimestre de 2010 par rapport au premier trimestre de 2010	Deuxième trimestre de 2010 par rapport au deuxième trimestre de 2009	Premier semestre de 2010 par rapport au premier semestre de 2009		
Incidence de la conversion en dollars canadiens de certaines opérations libellées en dollars américains					
Incidence sur le bénéfice					
Total des revenus	(13)\$	(89)\$	(153)\$		
Frais autres que d'intérêt	11	72	123		
Bénéfice net	(2)	(12)	(26)		
Variation en pourcentage de la moyenne de l'équivalent de 1,00 \$ CA en dollars américains	3 %	21 %	18 %		

(1) La marge avant impôts s'entend du bénéfice net avant impôts et part des actionnaires sans contrôle dans les filiales, divisé par le total des revenus.

(2) Représente les conseillers ayant un contact direct avec les clients au sein de tous nos services de gestion de patrimoine.

Deuxième trimestre de 2010 par rapport au deuxième trimestre de 2009

Le bénéfice net a diminué de 36 millions de dollars, ou 29 %, par rapport à l'exercice précédent, résultat qui reflète principalement l'incidence comptable défavorable de 68 millions (61 millions après impôts) de la conversion de certains titres disponibles à la vente. La hausse de la moyenne des actifs liés aux services tarifés des clients et des volumes de transaction a été contrebalancée en partie par la compression des écarts et l'incidence du raffermissement du dollar canadien par rapport au dollar américain.

Le total des revenus a subi une baisse de 16 millions de dollars, ou 2 %, par rapport à l'exercice précédent.

Les revenus tirés de la Gestion de patrimoine – Canada ont progressé de 54 millions de dollars, ou 18 %, en raison principalement de la hausse de la moyenne des actifs liés aux services tarifés des clients découlant de l'appréciation du capital, ainsi que de l'accroissement des volumes de transactions reflétant l'amélioration

des conditions du marché et la confiance accrue des investisseurs. Ces facteurs ont été neutralisés en partie par l'incidence de la compression des écarts sur les soldes des dépôts.

Les revenus tirés de la Gestion de patrimoine – États-Unis et International ont diminué de 107 millions de dollars, ou 20 %. Libellés en dollars américains, les revenus ont reculé de 8 millions de dollars, ou 2 %, résultat qui tient essentiellement à l'incidence comptable défavorable de la conversion de certains titres disponibles à la vente. La diminution tient aussi à la réduction des écarts liés aux dépôts et à la dispense des frais liés aux fonds du marché monétaire découlant du maintien de faibles taux d'intérêt. Ces facteurs ont été en grande partie neutralisés par l'accroissement des volumes de transactions reflétant l'amélioration des conditions du marché et la confiance accrue des investisseurs, ainsi que par la hausse de la moyenne des actifs liés aux services tarifés des clients découlant de l'appréciation du capital.

Les revenus tirés de la Gestion mondiale d'actifs se sont accrus de 37 millions de dollars, ou 26 %, en raison principalement de l'augmentation des actifs liés aux services tarifés des clients découlant de l'appréciation du capital et des ventes nettes de services tarifés à long terme.

Les frais autres que d'intérêt se sont accrus de 11 millions de dollars, ou 1 %, résultat qui tient en grande partie à l'augmentation de la rémunération variable découlant de l'augmentation des revenus basés sur les commissions, et à la hausse de la juste valeur du passif au titre de la rémunération gagnée lié à notre régime de rémunération à base d'actions. Ces facteurs ont été neutralisés en grande partie par l'incidence du raffermissement du dollar canadien par rapport au dollar américain, ainsi que par l'attention que nous continuons de prêter à la gestion des coûts.

Premier semestre de 2010 par rapport au premier semestre de 2009

Le bénéfice net a augmenté de 55 millions de dollars, ou 22 %, par rapport à l'exercice précédent, en raison principalement de la hausse de la moyenne des actifs liés aux services tarifés des clients et de l'accroissement des volumes de transactions, ainsi que de la comptabilisation, à l'exercice précédent, d'un ajustement favorable visant les impôts de 30 millions. Ces facteurs ont été neutralisés en partie par la compression des écarts, par l'incidence comptable défavorable de 29 millions de dollars (27 millions après impôts) se composant d'une incidence comptable défavorable de 68 millions (61 millions après impôts) ce trimestre et de l'incidence comptable favorable de 39 millions (34 millions après impôts) de la conversion de certains titres disponibles à la vente comptabilisée au premier trimestre de 2010.

Le total des revenus s'est accru de 51 millions de dollars, ou 3 %, résultat qui reflète essentiellement la hausse de la moyenne des actifs

liés aux services tarifés des clients découlant de l'appréciation du capital et des ventes nettes de services tarifés, ainsi que l'accroissement des volumes de transactions. Le résultat à la hausse tient aussi à la comptabilisation d'un gain au titre de notre régime de rémunération à base d'actions, une perte à ce titre ayant été comptabilisée à l'exercice précédent. Ces facteurs ont été neutralisés en partie par l'incidence du raffermissement du dollar canadien par rapport au dollar américain, par la compression des écarts et par l'incidence comptable défavorable touchant l'exercice considéré, qui se résorbera en grande partie au cours du prochain trimestre.

Les frais autres que d'intérêt ont reculé de 10 millions de dollars, en raison principalement de l'incidence du raffermissement du dollar canadien par rapport au dollar américain. La reprise de la tranche restante de la provision au titre de l'entente visant le soutien des clients de Ferris, Baker Watts Inc. ayant investi dans le Reserve Primary Fund a également contribué au recul. Ces facteurs ont été neutralisés en partie par l'augmentation de la rémunération variable découlant de l'augmentation des revenus basés sur les commissions et par la hausse de la juste valeur du passif au titre de la rémunération gagnée lié à notre régime de rémunération à base d'actions.

Deuxième trimestre de 2010 par rapport au premier trimestre de 2010

Le bénéfice net a reculé de 129 millions de dollars, ou 59 %, par rapport au trimestre précédent, en raison principalement de l'incidence comptable défavorable comptabilisée ce trimestre, une incidence comptable favorable ayant été comptabilisée au trimestre précédent, comme il est mentionné ci-dessus. La hausse des revenus tirés des services tarifés ce trimestre a été neutralisée en partie par l'incidence favorable de l'ajustement visant les impôts sur les bénéfices comptabilisé au dernier trimestre et la reprise de la tranche résiduelle de la provision au titre du Reserve Primary Fund.

Assurances

(en millions de dollars canadiens, sauf les pourcentages)	Pour le trimestre terminé le			Pour le semestre terminé le	
	30 avril 2010	31 janvier 2010	30 avril 2009	30 avril 2010	30 avril 2009
Revenus autres que d'intérêt					
Primes acquises, montant net	1 033 \$	1 067 \$	1 005 \$	2 100 \$	1 805 \$
Revenu de placement (1)	225	248	173	473	661
Honoraires	69	67	51	136	109
Total des revenus	1 327 \$	1 382 \$	1 229 \$	2 709 \$	2 575 \$
Indemnités et sinistres liés aux polices d'assurance (1)	933 \$	963 \$	789 \$	1 896 \$	1 711 \$
Coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance	163	167	169	330	323
Frais autres que d'intérêt	136	129	138	265	279
Bénéfice net avant impôts	95 \$	123 \$	133 \$	218 \$	262 \$
Bénéfice net	107 \$	118 \$	113 \$	225 \$	225 \$
Revenus par secteur d'activité					
Assurances – Canada	556 \$	623 \$	534 \$	1 179 \$	1 251 \$
Assurances – États-Unis	400	364	351	764	678
Assurances – États-Unis (en millions de dollars américains)	390	343	283	733	549
Assurances et autres activités – International	371	395	344	766	646
Principales données moyennes et autres renseignements					
Rendement des capitaux propres	27,2 %	35,5 %	33,4 %	31,0 %	33,6 %
Rendement du capital de risque	30,5 %	40,9 %	39,2 %	35,2 %	38,8 %
Primes et dépôts (2)	1 318 \$	1 382 \$	1 235 \$	2 700 \$	2 315 \$
Variation de la juste valeur des placements garantissant nos obligations liées aux polices d'assurance (1)	30	78	9	108	350
	Deuxième trimestre de 2010 par rapport au premier trimestre de 2010	Deuxième trimestre de 2010 par rapport au deuxième trimestre de 2009	Premier semestre de 2010 par rapport au premier semestre de 2009		
Incidence de la conversion en dollars canadiens de certaines opérations libellées en dollars américains et en livres sterling					
Incidence sur le bénéfice :					
Total des revenus	(22)\$	(100)\$	(174)\$		
Indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance	22	97	167		
Frais autres que d'intérêt	1	4	7		
Bénéfice net	–	1	1		
Variation en pourcentage de la moyenne de l'équivalent de 1,00 \$ CA en dollars américains	3 %	21 %	18 %		
Variation en pourcentage de la moyenne de l'équivalent de 1,00 \$ CA en livres sterling	9 %	15 %	10 %		

(1) Le revenu de placement peut être assujéti à la volatilité découlant des fluctuations de la juste valeur des actifs détenus à des fins de transaction. Les placements à l'appui des passifs actuariels sont principalement des actifs à revenu fixe désignés comme détenus à des fins de transaction; par conséquent, les variations de la juste valeur de ces actifs sont comptabilisées dans le poste Revenu de placement des états consolidés des résultats. Les variations de la juste valeur de ces actifs sont en grande partie neutralisées par les variations de la juste valeur des provisions actuarielles, dont l'incidence est reflétée dans les indemnités et sinistres liés aux polices d'assurance.

(2) Le poste Primes et dépôts comprend les primes liées aux produits d'assurance et de rente fondés sur le risque, ainsi que les dépôts des fonds distincts individuels et collectifs, conformément aux pratiques du secteur de l'assurance.

Deuxième trimestre de 2010 par rapport au deuxième trimestre de 2009

Le bénéfice net a diminué de 6 millions de dollars, ou 5 %, par rapport à l'exercice précédent, en raison principalement des résultats défavorables au chapitre des résultats techniques liés aux polices d'assurance vie et de la hausse des coûts liés aux sinistres au titre des polices d'assurances automobile et invalidité. Ces facteurs ont été neutralisés en partie par la forte croissance des volumes, qui concerne principalement le secteur Assurances et autres activités – International, ainsi que par les ajustements favorables des provisions techniques reflétant les mesures prises par la direction et les modifications apportées aux hypothèses.

Le total des revenus s'est accru de 98 millions de dollars, ou 8 %, par rapport à l'exercice précédent.

Les revenus tirés du secteur Assurances – Canada ont progressé de 22 millions de dollars, ou 4 %, en raison principalement de la croissance des volumes d'assurances vie, habitation et automobile. Ces facteurs ont été neutralisés en partie par la variation de la juste valeur des investissements garantissant nos obligations au titre des polices d'assurances vie et maladie, qui sont compensés en grande partie dans les indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance.

Les revenus tirés du secteur Assurances – États-Unis ont augmenté de 49 millions de dollars, ou 14 %. Libellés en dollars américains, les revenus ont progressé de 107 millions de dollars, ou 38 %, résultat qui tient essentiellement à l'augmentation des volumes de rentes et à la variation de la juste valeur des investissements, qui sont tous les deux en grande partie compensés dans les indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance.

Les revenus tirés du secteur Assurances et autres activités – International se sont accrus de 27 millions de dollars, ou 8 %, en raison principalement de l'accroissement des volumes de rentes et de la croissance de nos activités de réassurance vie en Europe, facteurs neutralisés en partie par le moment auquel les contrats annuels de réassurance vie en Europe sont renouvelés et par le raffermissement du dollar canadien.

Les indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance ont augmenté de 138 millions de dollars, ou 14 %, résultat qui reflète essentiellement la hausse des coûts découlant de l'augmentation des volumes de rentes, les résultats défavorables au chapitre des provisions techniques liées aux polices d'assurance vie et la hausse des coûts liés aux sinistres au titre des polices d'assurances automobile et invalidité. Ces facteurs ont été neutralisés en partie par l'incidence du raffermissement du dollar canadien.

Les frais autres que d'intérêt sont demeurés inchangé. L'attention que nous continuons de prêter à la gestion des coûts et l'incidence du

raffermissement du dollar canadien par rapport au dollar américain ont été neutralisés par la hausse des coûts à l'appui de la croissance des volumes.

Premier semestre de 2010 par rapport au premier semestre de 2009

Le bénéfice net est demeuré inchangé par rapport à l'exercice précédent, la croissance des volumes, qui concerne principalement le secteur Assurances et autres activités – International, ayant été neutralisée par la hausse des coûts liés aux sinistres au titre des polices d'assurances invalidité et automobile.

Le total des revenus a augmenté de 134 millions de dollars, ou 5 %, résultat qui reflète la croissance des volumes dans tous les secteurs d'activité, y compris la croissance des volumes de rentes liés à nos activités aux États-Unis et dans les autres pays. Ce facteur a été neutralisé en partie par la variation de la juste valeur des investissements et par l'incidence du raffermissement du dollar canadien. Les volumes de rentes et la variation de la juste valeur des investissements sont compensés en grande partie dans les indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance.

Les indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance se sont accrus de 192 millions de dollars, ou 9 %, en raison essentiellement de la hausse des coûts découlant de la croissance des volumes dans tous les secteurs d'activité, y compris la croissance des volumes de rentes liés à nos activités aux États-Unis et dans les autres pays, de la hausse des coûts liés aux sinistres au titre des assurances invalidité et automobile, ainsi que des résultats défavorables au chapitre des provisions techniques liées aux polices d'assurance vie. Ces facteurs ont été neutralisés en partie par la variation de la juste valeur des investissements et par l'incidence du raffermissement du dollar canadien.

Les frais autres que d'intérêt ont diminué de 14 millions de dollars, ou 5 %, en raison principalement de l'incidence du raffermissement du dollar canadien par rapport au dollar américain et de l'attention que nous continuons de prêter à la gestion des coûts. Ces facteurs ont été neutralisés en partie par la hausse des coûts découlant de la croissance des volumes.

Deuxième trimestre de 2010 par rapport au premier trimestre de 2010

Le bénéfice net a reculé de 11 millions de dollars, ou 9 %, par rapport au trimestre précédent, résultat qui tient principalement aux résultats défavorables au chapitre des provisions techniques liées aux polices d'assurance vie et à la hausse des coûts liés aux sinistres au titre des assurances automobile, voyage et invalidité. Ces facteurs ont été neutralisés en partie par les ajustements favorables des provisions techniques.

Services bancaires internationaux

(en millions de dollars canadiens, sauf les pourcentages)	Pour le trimestre terminé le			Pour le semestre terminé le	
	30 avril 2010	31 janvier 2010	30 avril 2009	30 avril 2010	30 avril 2009
Revenu net d'intérêt	351 \$	320 \$	459 \$	671 \$	873 \$
Revenus autres que d'intérêt	252	228	226	480	480
Total des revenus	603 \$	548 \$	685 \$	1 151 \$	1 353 \$
Dotation à la provision pour pertes sur créances	185 \$	175 \$	289 \$	360 \$	521 \$
Frais autres que d'intérêt	510	510	618	1 020	1 213
Charge au titre de la dépréciation de l'écart d'acquisition	–	–	1 000	–	1 000
(Perte nette) avant impôts et part des actionnaires sans contrôle dans les filiales	(92)\$	(137)\$	(1 222)\$	(229)\$	(1 381)\$
(Perte nette)	(27)\$	(57)\$	(1 126)\$	(84)\$	(1 226)\$
Revenus par division					
Services bancaires (1)	447 \$	389 \$	507 \$	836 \$	982 \$
RBC Dexia IS (1)	156	159	178	315	371
Principales données moyennes et autres renseignements					
Rendement des capitaux propres	(2,5)%	(4,3)%	(53,3)%	(3,4)%	(29,2)%
Rendement du capital de risque	(5,4)%	(10,2)%	(143,6)%	(7,7)%	(80,3)%
Dotation aux provisions spécifiques en pourcentage de la moyenne du montant net des prêts et des acceptations	2,58 %	2,27 %	3,07 %	2,42 %	2,73 %
Moyenne des prêts et des acceptations	29 300 \$	30 700 \$	38 600 \$	30 000 \$	38 500 \$
Moyenne des dépôts	44 300	47 100	54 500	45 700	54 400
Biens administrés – RBC (2)	7 300	7 400	8 700	7 300	8 700
– RBC Dexia IS (3)	2 481 900	2 528 800	2 105 100	2 481 900	2 105 100
Biens sous gestion – RBC (2)	2 600	2 700	3 600	2 600	3 600

	Deuxième trimestre de 2010 par rapport au premier trimestre de 2010	Deuxième trimestre de 2010 par rapport au deuxième trimestre de 2009	Premier semestre de 2010 par rapport au premier semestre de 2009
Incidence de la conversion en dollars canadiens de certaines opérations libellées en dollars américains, en euros et en dollars de Trinité-et-Tobago			
Incidence sur le bénéfice :			
Total des revenus	(25)\$	(110)\$	(167)\$
Dotations à la provision pour pertes sur créances	4	37	65
Frais autres que d'intérêt	21	88	136
Bénéfice net	–	4	14
Variation en pourcentage de la moyenne de l'équivalent de 1,00 \$ CA en dollars américains	3 %	21 %	18 %
Variation en pourcentage de la moyenne de l'équivalent de 1,00 \$ CA en euros	10 %	17 %	11 %
Variation en pourcentage de la moyenne de l'équivalent de 1,00 \$ CA en dollars de Trinité-et-Tobago	3 %	24 %	21 %

(1) Il existe un décalage de un mois dans la présentation des résultats de RBTT Financial Group (RBTT) et de RBC Dexia IS.

(2) Représente respectivement le total des biens administrés et des biens sous gestion de RBTT présenté avec un décalage de un mois.

(3) Représente le total des biens administrés de la coentreprise, dans laquelle nous détenons une participation de 50 %, présenté avec un décalage de un mois.

Deuxième trimestre de 2010 par rapport au deuxième trimestre de 2009

La perte nette s'est élevée à 27 millions de dollars, comparativement à une perte nette de 1 126 millions à l'exercice précédent. Ce résultat reflète principalement la comptabilisation, à l'exercice précédent, d'une charge au titre de la dépréciation de l'écart d'acquisition de 1 milliard de dollars (838 millions de dollars US) avant et après impôts. Nos résultats améliorés reflètent également la diminution de la dotation à la provision pour pertes sur créances et l'attention que nous continuons de prêter à la gestion des coûts.

Le total des revenus a reculé de 82 millions de dollars, ou 12 %, par rapport à l'exercice précédent.

Les revenus tirés des Services bancaires ont subi une baisse de 60 millions de dollars, ou 12 %. Libellés en dollars américains, les revenus tirés des Services bancaires ont augmenté de 27 millions de dollars, ou 7 %, en raison principalement de la hausse des revenus tirés des opérations de change et de l'incidence comptable favorable de la conversion de certains titres disponibles à la vente. Ces facteurs ont été neutralisés en partie par les pertes liées aux titres disponibles à la vente dans le secteur des services bancaires aux États-Unis.

Les revenus de RBC Dexia IS ont diminué de 22 millions de dollars, ou 12 %, résultat qui reflète principalement l'incidence du raffermissement du dollar canadien et la réduction des écarts liés aux dépôts en espèces des clients découlant des faibles taux d'intérêt. Ces facteurs ont été neutralisés en partie par l'augmentation des actifs liés aux services tarifés des clients découlant de l'appréciation du capital.

La dotation à la provision pour pertes sur créances a reculé de 104 millions de dollars, ou 36 %, résultat qui reflète en grande partie la diminution des provisions liées à nos services bancaires aux États-Unis, principalement celles liées à nos activités de financement de constructeurs résidentiels, l'incidence du raffermissement du dollar canadien et le nombre moins élevé de nouveaux prêts douteux liés à notre portefeuille de prêts pour l'achat de lots et à nos activités de financement de constructeurs résidentiels aux États-Unis. Ces facteurs ont été neutralisés en partie par la hausse des provisions dans les Antilles, qui ont trait principalement à un prêt commercial. Pour plus de détails à ce sujet, se reporter à la rubrique Rendement au chapitre de la qualité du crédit.

Les frais autres que d'intérêt ont diminué de 108 millions de dollars, ou 17 %, en raison principalement de l'incidence du raffermissement du dollar canadien et de l'attention que nous continuons de prêter à la gestion des coûts, notamment les réductions de coûts découlant de la restructuration de nos services bancaires aux États-Unis.

Premier semestre de 2010 par rapport au premier semestre de 2009

La perte nette s'est élevée à 84 millions de dollars, comparativement à une perte nette de 1 226 millions à l'exercice précédent. Ce résultat reflète principalement la comptabilisation, à l'exercice précédent, d'une charge au titre de la dépréciation de l'écart d'acquisition ainsi que les autres facteurs dont il est fait mention ci-dessus. Nos résultats améliorés reflètent également certains ajustements favorables visant les impôts pour l'exercice considéré, ainsi que l'incidence comptable favorable dont il est fait mention précédemment, facteurs qui ont été neutralisés en partie par la comptabilisation, ce trimestre, de pertes plus élevées sur nos titres disponibles à la vente liés à nos services bancaires dans les Antilles et aux États-Unis.

Le total des revenus a reculé de 202 millions de dollars, ou 15 %, résultat qui reflète principalement l'incidence du raffermissement du dollar canadien. Le recul est aussi imputable aux pertes plus élevées sur nos titres disponibles à la vente, à la compression des écarts de RBC Dexia IS et à l'ajustement comptable cumulatif concernant l'exercice précédent qui a été comptabilisé au cours de la période considérée. Ces facteurs ont été neutralisés en partie par les pertes liées à nos portefeuilles de négociation à l'exercice précédent et par l'incidence comptable favorable dont il est fait mention ci-dessus.

La dotation à la provision pour pertes sur créances a diminué de 161 millions de dollars, ou 31 %, résultat qui reflète essentiellement la diminution des provisions liées à nos services bancaires aux États-Unis, principalement en ce qui concerne nos activités de financement de constructeurs résidentiels, l'incidence du raffermissement du dollar canadien et les provisions liées à certains titres disponibles à la vente reclassés dans les prêts qui ont été comptabilisées au cours de la période précédente. Ces facteurs ont été neutralisés en partie par la hausse des provisions liées à nos portefeuilles de prêts commerciaux dans les Antilles et aux États-Unis.

Les frais autres que d'intérêt ont reculé de 193 millions de dollars, ou 16 %, en raison essentiellement des facteurs dont il est fait mention ci-dessus.

Deuxième trimestre de 2010 par rapport au premier trimestre de 2010

La perte nette s'est établie à 27 millions de dollars, comparativement à une perte nette de 57 millions au dernier trimestre, résultat qui reflète essentiellement les pertes sur nos titres disponibles à la vente liées à nos services bancaires dans les Antilles comptabilisées au trimestre précédent.

Marchés des Capitaux

(en millions de dollars canadiens, sauf les pourcentages)	Pour le trimestre terminé le			Pour le semestre terminé le	
	30 avril 2010	31 janvier 2010	30 avril 2009	30 avril 2010	30 avril 2009
Revenu net d'intérêt (1)	660 \$	729 \$	936 \$	1 389 \$	1 788 \$
Revenus autres que d'intérêt	940	1 111	630	2 051	1 187
Total des revenus (1)	1 600 \$	1 840 \$	1 566 \$	3 440 \$	2 975 \$
Dotations à la provision pour pertes sur créances	21 \$	30 \$	145 \$	51 \$	305 \$
Frais autres que d'intérêt	862	951	826	1 813	1 717
Bénéfice net avant impôts et part des actionnaires sans contrôle dans les filiales	717 \$	859 \$	595 \$	1 576 \$	953 \$
Bénéfice net	502 \$	571 \$	420 \$	1 073 \$	645 \$
Revenus par division					
Marchés des Capitaux – Ventes et opérations	1 172 \$	1 267 \$	1 250 \$	2 439 \$	2 141 \$
Services à la grande entreprise et banque d'investissement	428	573	316	1 001	834
Principales données moyennes et autres renseignements					
Rendement des capitaux propres	25,8 %	26,4 %	19,9 %	26,1 %	15,2 %
Rendement du capital de risque	29,6 %	30,1 %	23,2 %	29,8 %	17,6 %
Moyenne des titres du compte de négociation	126 300 \$	133 300 \$	118 000 \$	129 900 \$	120 500 \$
Dotations aux provisions spécifiques en pourcentage de la moyenne du montant net des prêts et des acceptations	0,29 %	0,38 %	1,40 %	0,34 %	1,39 %
Moyenne des prêts et des acceptations	29 000 \$	31 400 \$	42 600 \$	30 200 \$	44 400 \$
Moyenne des dépôts	89 900	89 800	113 600	89 900	123 300

	Deuxième trimestre de 2010 par rapport au premier trimestre de 2010	Deuxième trimestre de 2010 par rapport au deuxième trimestre de 2009	Premier semestre de 2010 par rapport au premier semestre de 2009
Incidence de la conversion en dollars canadiens de certaines opérations libellées en dollars américains, en livres sterling et en euros			
Incidence sur le bénéfice :			
Total des revenus	(51)\$	(219)\$	(366)\$
Frais autres que d'intérêt	22	88	148
Bénéfice net	(19)	(76)	(126)
Variation en pourcentage de la moyenne de l'équivalent de 1,00 \$ CA en dollars américains	3 %	21 %	18 %
Variation en pourcentage de la moyenne de l'équivalent de 1,00 \$ CA en livres sterling	9 %	15 %	10 %
Variation en pourcentage de la moyenne de l'équivalent de 1,00 \$ CA en euros	10 %	17 %	11 %

(1) Majoration au montant imposable équivalent. La majoration au montant imposable équivalent pour le trimestre terminé le 30 avril 2010 s'élève à 127 millions de dollars (121 millions au 31 janvier 2010; 103 millions au 30 avril 2009). Une analyse plus détaillée est présentée à la section Évaluation et présentation des secteurs d'exploitation de notre rapport annuel 2009.

Deuxième trimestre de 2010 par rapport au deuxième trimestre de 2009

Le bénéfice net s'est établi à 502 millions de dollars, en hausse de 82 millions, ou 20 %, par rapport à l'exercice précédent. Le bénéfice net de l'exercice précédent tenait compte de pertes liées au contexte du marché de 332 millions de dollars (137 millions après impôts et écritures de compensation connexes). Le bénéfice net a été touché de façon favorable par la diminution de la dotation à la provision pour pertes sur créances et par les résultats à la hausse liés à nos services de banque d'investissement, facteurs qui ont été neutralisés en partie par la baisse des revenus tirés des activités de négociation ce trimestre. L'incidence du raffermissement du dollar canadien a entraîné une baisse des bénéfices de 76 millions de dollars.

Le total des revenus s'est accru de 34 millions de dollars, ou 2 %, par rapport à l'exercice précédent. L'incidence du raffermissement du dollar canadien s'est traduite par une réduction des revenus de 219 millions de dollars.

Les revenus tirés des Ventes et opérations ont diminué de 78 millions de dollars, ou 6 %, résultat qui reflète essentiellement la volatilité réduite des marchés, laquelle s'est traduite par la baisse des revenus tirés des activités de négociation de titres à revenu fixe à l'échelle mondiale, la réduction des activités de négociation de titres et d'instruments du marché monétaire aux États-Unis par suite de la réduction des écarts acheteur-vendeur et des écarts de taux, ainsi que la hausse des coûts de financement et la baisse des volumes de transactions des clients. Ces facteurs ont été neutralisés en partie par les pertes liées au contexte du marché comptabilisées à l'exercice précédent.

Les revenus tirés des Services à la grande entreprise et banque d'investissement se sont accrus de 112 millions de dollars, ou 35 %, en

raison essentiellement de l'accroissement des activités de montage de prêts et de titres de participation découlant de l'amélioration des marchés, principalement aux États-Unis. Le résultat à la hausse tient également aux gains sur les placements privés, des pertes sur ces placements ayant été comptabilisées à l'exercice précédent, et à la diminution des pertes liées aux swaps sur défaillance qui servent de couverture économique du portefeuille de prêts aux grandes entreprises.

La dotation à la provision pour pertes sur créances a diminué de 124 millions de dollars, résultat qui est en grande partie attribuable à la comptabilisation, à l'exercice précédent, de provisions importantes liées à notre portefeuille de prêts aux grandes entreprises aux États-Unis.

Les frais autres que d'intérêt se sont accrus de 36 millions de dollars, ou 4 %, en raison principalement de la hausse des dépenses liées aux infrastructures engagées à l'appui de la croissance des activités et de l'évolution du contexte réglementaire. L'incidence du raffermissement du dollar canadien a entraîné une diminution de 88 millions de dollars des frais autres que d'intérêt.

Premier semestre de 2010 par rapport au premier semestre de 2009

Le bénéfice net s'est établi à 1 073 millions de dollars, en hausse de 428 millions, ou 66 %, par rapport à l'exercice précédent. Ce résultat reflète en grande partie la comptabilisation, à l'exercice précédent, de pertes liées au contexte du marché de 1 378 millions de dollars (616 millions après impôts et écritures de compensation connexes). L'incidence du raffermissement du dollar canadien s'est traduite par une baisse des bénéfices de 126 millions de dollars.

Le total des revenus s'est accru de 465 millions de dollars, ou 16 %, résultat qui tient au fait que les revenus à l'exercice précédent avaient été touchés par les pertes liées au contexte du marché. Ce résultat à la hausse tient aussi à l'augmentation des activités de montage de titres de participation et de prêts, principalement aux États-Unis, à l'accroissement des activités de fusion et d'acquisition au Canada et en Europe et à la hausse des frais liés aux activités de financement syndiqué et des gains sur les placements privés, des pertes sur ces placements ayant été comptabilisées à l'exercice précédent. Ces facteurs ont été neutralisés en partie par la réduction des revenus tirés des activités de négociation. Le raffermissement du dollar canadien s'est traduit par une baisse des revenus de 366 millions de dollars.

La dotation à la provision pour pertes sur créances a reculé de 254 millions de dollars, résultat qui reflète essentiellement la comptabilisation, à l'exercice précédent, de provisions importantes liées à notre portefeuille de prêts aux grandes entreprises aux États-Unis.

Les frais autres que d'intérêt se sont accrus de 96 millions de dollars, ou 6 %, en raison essentiellement de la hausse de la

rémunération variable découlant de l'amélioration des résultats. Le raffermissement du dollar canadien a occasionné une baisse des frais autres que d'intérêt de 148 millions de dollars.

Deuxième trimestre de 2010 par rapport au premier trimestre de 2010

Le bénéfice net a reculé de 69 millions de dollars, ou 12 %, résultat qui tient au fait que la crise de l'endettement qui touche des États souverains en Europe a entraîné des pressions sur les volumes et généré une incertitude dans la plupart des marchés financiers à l'échelle mondiale, situation qui s'est répercutée de façon défavorable sur nos activités, particulièrement au début du trimestre. Nous avons par conséquent enregistré une baisse des revenus tirés des activités de montage de prêts et de titres de participation, des activités de financement syndiqué, des activités de fusion et d'acquisition et des activités de négociation par rapport au trimestre précédent. De plus, les résultats du trimestre précédent tenaient compte de la reprise de la provision résiduelle au titre du litige lié à Enron.

Services de soutien généraux

(en millions de dollars canadiens)	Pour le trimestre terminé le			Pour le semestre terminé le	
	30 avril 2010	31 janvier 2010	30 avril 2009	30 avril 2010	30 avril 2009
Revenu net d'intérêt (1)	(194)\$	(259)\$	(275)\$	(453)\$	(555)\$
Revenus autres que d'intérêt	65	121	194	186	652
Total des revenus (1)	(129)\$	(138)\$	(81)\$	(267)\$	97 \$
Dotation à la provision pour pertes sur créances (2)	(4)\$	(30)\$	189 \$	(34)\$	313 \$
Frais autres que d'intérêt	2	25	5	27	(3)
(Perte nette) avant impôts et part des actionnaires sans contrôle dans les filiales (1)	(127)\$	(133)\$	(275)\$	(260)\$	(213)\$
(Perte nette)	(79)\$	(131)\$	(164)\$	(210)\$	(115)\$
Titrisation					
Total des créances titrisées et vendues en cours (3)	30 651 \$	32 412 \$	31 374 \$	30 651 \$	31 374 \$
Nouvelles opérations de titrisation au cours de la période (4)	492	1 018	7 904	1 510	14 929

- (1) Majoration au montant imposable équivalent. Ces montants tiennent compte de l'écriture d'élimination des ajustements liés à la hausse des revenus provenant des dividendes imposables de sociétés canadiennes comptabilisés dans le secteur Marchés des Capitaux. Le montant pour le trimestre terminé le 30 avril 2010 s'est établi à 127 millions de dollars (121 millions au 31 janvier 2010; 103 millions au 30 avril 2009).
- (2) La dotation à la provision pour pertes sur créances comptabilisée dans le secteur Services de soutien généraux se compose de la provision générale, d'un ajustement lié à la dotation à la provision pour pertes sur créances au titre des prêts sur cartes de crédit titrisés qui sont gérés par le secteur Services bancaires canadiens et d'un montant lié au reclassement de certains titres disponibles à la vente dans les prêts. Pour de plus amples renseignements, se reporter à la rubrique Évaluation et présentation des secteurs d'exploitation.
- (3) Le total des créances titrisées vendues et en cours se compose de créances liées aux prêts sur cartes de crédit et de prêts hypothécaires résidentiels.
- (4) Les nouvelles opérations de titrisation se composent des créances liées aux prêts hypothécaires résidentiels et aux prêts sur cartes de crédit titrisées au Canada et vendues au cours de la période. Se reporter à la note 5 des états financiers consolidés intermédiaires non vérifiés pour plus de détails à ce sujet. Ce montant ne tient pas compte des opérations de titrisation de prêts hypothécaires résidentiels au Canada et de prêts hypothécaires commerciaux du secteur Marchés des Capitaux.

Compte tenu de la nature des activités et des ajustements de consolidation présentés dans ce secteur, nous sommes d'avis qu'une analyse des tendances d'une période à l'autre n'est pas pertinente. Les renseignements qui suivent portent sur les éléments importants qui ont eu une incidence sur les résultats présentés pour chaque période.

Deuxième trimestre de 2010

La perte nette, qui s'est élevée à 79 millions de dollars, reflète essentiellement les ajustements comptables visant les impôts sur les bénéfices et une dotation à la provision générale pour pertes sur créances de 27 millions (18 millions après impôts).

Premier trimestre de 2010

La perte nette s'est établie à 131 millions de dollars. Ce résultat reflète principalement des ajustements visant les impôts sur les bénéfices, qui ont été contrebalancés en grande partie par des ajustements favorables visant les impôts liés à d'autres secteurs d'activité. La perte nette tient aussi compte de l'incidence défavorable de la comptabilité de couverture sur les opérations de couverture auxquelles nous avons mis fin, et des ajustements comptables cumulatifs défavorables de 47 millions de dollars (33 millions après impôts) liés à nos opérations de titrisation. Ces facteurs ont été neutralisés en partie par les gains sur nos portefeuilles de titres disponibles à la vente.

Deuxième trimestre de 2009

La perte nette de 164 millions de dollars comprend une provision générale pour pertes sur créances de 223 millions (146 millions après impôts), ainsi que des pertes résultant des ajustements à la juste valeur de 144 millions (99 millions après impôts) de certains titres de créance de RBC désignés comme détenus à des fins de transaction, qui reflètent le resserrement de nos écarts de taux. Les pertes de 148 millions de dollars (101 millions après impôts) liées à la variation de la juste valeur de certains dérivés qui servent de couverture économique à nos activités de financement et les pertes de 79 millions (59 millions après impôts) sur certains titres disponibles à la vente ont également contribué à la perte comptabilisée au cours du trimestre. Ces

facteurs ont été neutralisés en partie par les gains au titre des opérations de titrisation de 406 millions de dollars (279 millions après impôts), déduction faite de couvertures économiques, qui reflètent le niveau des opérations de titrisation.

Premier semestre de 2010

La perte nette de 210 millions de dollars comprend des ajustements visant les impôts sur les bénéfices, qui ont été contrebalancés en partie par des ajustements favorables visant les impôts liés à d'autres secteurs d'activité. La perte nette tient aussi compte des ajustements comptables cumulatifs défavorables de 51 millions de dollars (36 millions après impôts) liés à nos opérations de titrisation.

Premier semestre de 2009

La perte nette de 115 millions de dollars tient compte d'une dotation à la provision générale pour pertes sur créances et de pertes de 218 millions (160 millions après impôts) liées à certains titres disponibles à la vente. La perte est aussi imputable aux pertes découlant des ajustements à la juste valeur de certains titres de créance de RBC désignés comme détenus à des fins de transaction, qui reflètent le resserrement des écarts de taux. Ces facteurs ont été neutralisés en partie par la hausse des gains découlant des opérations de titrisation, déduction faite de couvertures économiques, laquelle reflète le niveau des opérations de titrisation.

Résultats par secteur géographique (1)

(en millions de dollars canadiens)	Pour le trimestre terminé le						Pour le semestre terminé le								
	30 avril 2010			31 janvier 2010			30 avril 2009			30 avril 2010			30 avril 2009		
	Canada	États-Unis	Autres pays	Canada	États-Unis	Autres pays	Canada	États-Unis	Autres pays	Canada	États-Unis	Autres pays	Canada	États-Unis	Autres pays
Total des revenus	4 191 \$	1 556 \$	1 220 \$	4 354 \$	1 799 \$	1 181 \$	4 027 \$	1 690 \$	1 044 \$	8 545 \$	3 355 \$	2 401 \$	8 481 \$	3 853 \$	1 490 \$
Bénéfice net (perte nette)	991 \$	38 \$	300 \$	959 \$	272 \$	266 \$	1 007 \$	(1 243) \$	186 \$	1 950 \$	310 \$	566 \$	2 076 \$	(1 059) \$	43 \$

(1) Aux fins de la présentation des résultats par secteur géographique, nos activités sont regroupées dans les colonnes Canada, États-Unis et Autres pays. Pour plus de détails à ce sujet, se reporter à la note 28 de notre rapport annuel 2009.

Deuxième trimestre de 2010 par rapport au deuxième trimestre de 2009

Le bénéfice net au Canada s'est établi à 991 millions de dollars, soit un résultat légèrement à la baisse par rapport à l'exercice précédent. Les gains découlant des ajustements à la juste valeur de certains titres de créance de RBC désignés comme détenus à des fins de transaction et les gains liés à certains dérivés ayant servi de couverture économique à nos activités de financement, des pertes ayant été constatées à l'exercice précédent, de même que la forte croissance des volumes liés aux services bancaires canadiens ont été neutralisés en grande partie par la diminution des gains et des pertes découlant des opérations de titrisation, des gains ayant été constatés à l'exercice précédent, au titre des ajustements des évaluations du crédit à l'égard de certains contrats dérivés.

Le bénéfice net aux États-Unis s'est élevé à 38 millions de dollars, comparativement à une perte nette de 1 243 millions, résultat qui reflète principalement la comptabilisation, à l'exercice précédent, d'une charge au titre de la dépréciation de l'écart d'acquisition. Le résultat à la hausse tient également à la diminution de la dotation à la provision pour pertes sur créances. Ces facteurs ont été neutralisés en partie par l'incidence du raffermissement du dollar canadien par rapport au dollar américain.

Le bénéfice net des autres pays s'est chiffré à 300 millions de dollars, en hausse de 114 millions, ou 61 %. Ce résultat tient principalement à la comptabilisation, à l'exercice précédent, de pertes liées au contexte du marché, facteur qui a été contrebalancé en partie par l'incidence comptable défavorable de la conversion de certains titres disponibles à la vente.

Premier semestre de 2010 par rapport au premier semestre de 2009

Le bénéfice net au Canada s'est établi à 1 950 millions de dollars, en baisse de 126 millions, ou 6 %, par rapport à l'exercice précédent. Ce résultat tient principalement à la diminution des gains découlant des opérations de titrisation et à la hausse de la rémunération variable. Ces facteurs ont été neutralisés en partie par la forte croissance des

volumes liés aux services bancaires canadiens ainsi que par la comptabilisation à l'exercice précédent de pertes sur certains titres disponibles à la vente liées au contexte du marché. La diminution de la dotation à la provision générale pour pertes sur créances et les gains découlant des ajustements à la juste valeur de certains titres de créance de RBC désignés comme détenus à des fins de transaction, des pertes ayant été constatées à l'exercice précédent, ont également neutralisé en partie le résultat à la baisse.

Le bénéfice net aux États-Unis s'est établi à 310 millions de dollars, comparativement à une perte nette de 1 059 millions, résultat qui reflète principalement la comptabilisation, à l'exercice précédent, d'une charge au titre de la dépréciation de l'écart d'acquisition. Nos résultats à la hausse reflètent également la diminution de la dotation à la provision pour pertes sur créances et l'attention que nous continuons de prêter à la gestion des coûts, y compris les coûts découlant de la restructuration en cours de nos services bancaires aux États-Unis. Ces facteurs ont été neutralisés en partie par la diminution des revenus tirés des activités de négociation et par l'incidence du raffermissement du dollar canadien.

Le bénéfice net des autres pays s'est établi à 566 millions de dollars, soit un résultat en hausse de 523 millions qui tient principalement à la comptabilisation, à l'exercice précédent, de pertes liées au contexte du marché, facteur neutralisé en partie par la hausse de la dotation à la provision pour pertes sur créances, qui a trait principalement à un client commercial des services bancaires dans les Antilles.

Deuxième trimestre de 2010 par rapport au premier trimestre de 2010

Le bénéfice net au Canada a progressé de 32 millions de dollars, ou 3 %, par rapport au dernier trimestre, en raison principalement de la diminution de la rémunération variable, d'un gain à la vente d'une portion de nos actions restantes de Visa, des gains liés à certains dérivés qui ont servi de couverture économique à nos activités de financement, des pertes liées à ces dérivés ayant été constatées au trimestre précédent, et de l'augmentation des écarts liés aux services

bancaires canadiens. Ces facteurs ont été neutralisés en partie par les pertes liées à certains titres disponibles à la vente, des gains ayant été comptabilisés au trimestre précédent, par l'incidence de facteurs saisonniers, y compris le fait que le trimestre considéré compte quelques jours de moins que le dernier trimestre, ainsi que par la diminution des activités de montage de titres de participation et des activités de fusion et d'acquisition.

Le bénéfice net aux États-Unis a reculé de 234 millions de dollars, ou 86 %. Ce recul est principalement imputable à la réduction des revenus tirés des activités de négociation, à la hausse de la dotation à

la provision pour pertes sur créances et à la constatation, au trimestre précédent, de la reprise de la tranche résiduelle de la provision au titre du litige lié à Enron.

Le bénéfice net des autres pays a augmenté de 34 millions de dollars, ou 13 %, en raison principalement de la hausse des gains liés à certains titres désignés comme détenus à des fins de transaction, et de la baisse des pertes liées aux titres disponibles à la vente. Ces facteurs ont été neutralisés en partie par l'incidence comptable défavorable de la conversion de certains titres disponibles à la vente.

Situation financière

Bilans condensés (1)

(en millions de dollars canadiens)	Au		
	30 avril 2010	31 janvier 2010	30 avril 2009
Actif			
Encaisse et montants à recevoir de banques	8 757 \$	9 535 \$	9 342 \$
Dépôts productifs d'intérêts à des banques	8 888	7 264	11 297
Valeurs mobilières	188 236	189 416	175 676
Biens acquis en vertu de conventions de revente et titres empruntés	52 804	49 585	42 290
Prêts (déduction faite de la provision pour pertes sur prêts)			
Prêts de détail	211 839	206 884	191 959
Prêts de gros	71 230	74 439	87 000
Autres – Dérivés	78 066	85 828	123 259
– Autres	35 316	36 548	39 691
Total de l'actif	655 136 \$	659 499 \$	680 514 \$
Passif et capitaux propres			
Dépôts	397 840 \$	394 695 \$	411 827 \$
Autres – Dérivés	77 859	81 246	110 284
– Autres	131 919	136 541	112 568
Débitures subordonnées	5 813	5 896	7 629
Titres de fiducies de capital	1 398	1 386	1 398
Part des actionnaires sans contrôle dans les filiales	2 243	2 101	2 150
Total du passif	617 072	621 865	645 856
Total des capitaux propres	38 064	37 634	34 658
Total du passif et des capitaux propres	655 136 \$	659 499 \$	680 514 \$

(1) L'actif et le passif monétaires exprimés en devises sont convertis en dollars canadiens. Pour plus de détails à ce sujet, se reporter à la note 1 des Notes complémentaires de notre rapport annuel 2009.

Notre bilan consolidé a été touché par la conversion de devises, qui a entraîné une réduction du total de l'actif de 44 milliards de dollars, en raison de l'important raffermissement du dollar canadien par rapport à l'exercice précédent.

Deuxième trimestre de 2010 par rapport au deuxième trimestre de 2009

Le total de l'actif a diminué de 25 milliards de dollars, ou 4 %, par rapport à l'exercice précédent.

Les dépôts productifs d'intérêts à des banques ont reculé de 2 milliards de dollars, ou 21 %, résultat qui reflète en grande partie l'incidence du raffermissement du dollar canadien et les changements apportés à la composition du portefeuille, qui visent à mettre l'accent sur les actifs générant des rendements plus élevés.

Les valeurs mobilières ont augmenté de 13 milliards de dollars, ou 7 %, résultat qui est principalement attribuable à l'augmentation des positions liées aux instruments de créance émis par les gouvernements, laquelle découle en grande partie de nos activités en tant que courtier principal, ainsi qu'à l'augmentation des titres de créance et de participation de sociétés classés dans les titres détenus à des fins de transaction, qui tient à l'amélioration de la conjoncture économique et des conditions du marché. Ces facteurs ont été neutralisés en partie par l'incidence du raffermissement du dollar canadien, par la réduction de notre portefeuille de titres disponibles à la vente, principalement la réduction stratégique de nos portefeuilles de titres d'emprunt de sociétés et de titres de gouvernements et d'agences, ainsi que par la vente d'actions ordinaires de banques canadiennes.

Les biens acquis en vertu de conventions de revente et titres empruntés ont progressé de 11 milliards de dollars, ou 25 %, résultat

qui tient essentiellement à nos activités à titre de courtier principal et à l'augmentation de certaines activités sur le marché.

Les prêts ont augmenté de 4 milliards de dollars, ou 1 %, en raison principalement de la forte croissance des prêts de détail découlant essentiellement de la croissance des volumes liés à nos activités de financement aux fins d'accession à la propriété au Canada. Ces facteurs ont été neutralisés en partie par l'incidence du raffermissement du dollar canadien et par la réduction des prêts de gros découlant de l'utilisation réduite des facilités de prêts aux grandes entreprises.

Les actifs dérivés ont diminué de 45 milliards de dollars, ou 37 %, en raison de la baisse de juste valeur découlant principalement de l'incidence du raffermissement du dollar canadien sur les actifs libellés en dollars américains, de l'incidence des taux d'intérêt à la hausse sur nos positions receveur de taux fixe, et de la réduction stratégique de certaines positions sur dérivés.

Les autres actifs ont reculé de 4 milliards de dollars, ou 11 %, résultat qui tient en grande partie à la diminution des taux d'utilisation d'acceptations bancaires découlant de l'amélioration des marchés.

Le total du passif a diminué de 29 milliards de dollars, ou 4 %.

Les dépôts ont reculé de 14 milliards de dollars, ou 3 %, résultat qui reflète principalement l'incidence du raffermissement du dollar canadien et la plus faible demande visant les dépôts à terme dans le contexte actuel lié aux taux d'intérêt. Ces facteurs ont été neutralisés par une hausse de la demande visant nos comptes d'épargne à intérêt élevé.

Les passifs dérivés ont reculé de 32 milliards de dollars, ou 29 %, en raison des réductions de juste valeur découlant principalement de l'incidence du raffermissement du dollar canadien sur les passifs libellés en dollars américains, de l'incidence des taux d'intérêt à la hausse sur les positions payeur de taux fixe et de la réduction stratégique de certaines positions sur dérivés.

Les autres passifs se sont accrus de 19 milliards de dollars, ou 17 %, en raison principalement de l'augmentation des engagements afférents à des titres vendus à découvert et de l'augmentation des conventions de revente, les deux augmentations découlant en grande partie de l'accroissement des volumes attribuable à nos activités en tant que courtier principal et de la hausse des activités sur le marché dans certains secteurs, facteurs neutralisés en partie par l'incidence du raffermissement du dollar canadien.

Les capitaux propres ont augmenté de 3 milliards de dollars, ou 10 %, résultat qui reflète principalement le bénéfice, déduction faite des dividendes.

Deuxième trimestre de 2010 par rapport au premier trimestre de 2010

Le total de l'actif a diminué de 4 milliards de dollars, ou 1 %, par rapport au trimestre précédent.

Les dépôts productifs d'intérêts à des banques ont augmenté de 2 milliards de dollars, ou 22 %, résultat qui reflète principalement les plus nombreuses exigences liées aux biens donnés en garantie.

Les valeurs mobilières ont subi une baisse de 1 milliard de dollars, ou 1 %, en raison essentiellement du raffermissement du dollar canadien, facteur qui a été neutralisé en grande partie par l'augmentation des activités de négociation.

Les biens acquis en vertu de conventions de revente et titres empruntés ont progressé de 3 milliards de dollars, ou 6 %, résultat qui reflète l'accroissement des volumes découlant des activités à la hausse

sur le marché, facteur qui a été contrebalancé en partie par l'incidence du raffermissement du dollar canadien.

Les prêts ont progressé de 2 milliards de dollars, ou 1 %, essentiellement en raison de l'augmentation des prêts de détail découlant de la forte croissance des volumes d'activités de financement aux fins d'accession à la propriété au Canada. Ces facteurs ont été neutralisés en partie par l'incidence du raffermissement du dollar canadien et par la diminution des prêts de gros résultant de l'utilisation réduite des facilités de prêts.

Les actifs dérivés ont diminué de 8 milliards de dollars, ou 9 %, en raison de la baisse de juste valeur découlant principalement de l'incidence du raffermissement du dollar canadien sur les dérivés libellés en dollars américains et de l'incidence des taux d'intérêt à la hausse sur les positions receveur de taux fixe.

Le total du passif a diminué de 5 milliards de dollars, ou 1 %.

Les dépôts ont augmenté de 3 milliards de dollars, ou 1 %, résultat qui reflète l'augmentation de certains dépôts à terme découlant des plus nombreuses exigences liées aux activités de financement interne, ainsi que l'accroissement des dépôts à vue de particuliers, qui tient aux raisons dont il est fait mention ci-dessus. Ces facteurs ont été en grande partie neutralisés par l'incidence du raffermissement du dollar canadien.

Les passifs dérivés ont reculé de 3 milliards de dollars, ou 4 %, en raison de la baisse de juste valeur découlant principalement de l'incidence du raffermissement du dollar canadien sur les dérivés libellés en dollars américains, et de l'incidence des taux d'intérêt à la hausse sur les positions payeur de taux fixe.

Les autres passifs ont reculé de 5 milliards de dollars, ou 3 %, résultat qui reflète essentiellement l'incidence du raffermissement du dollar canadien.

Arrangements hors bilan

Nous nous livrons, dans le cours normal de nos activités, à diverses opérations financières qui, conformément aux PCGR, ne sont pas constatées dans nos bilans consolidés. Une analyse complète de ces types d'arrangements, et plus précisément de leur nature, de leur utilisation et de leur importance, est présentée aux pages 33 à 37 de notre rapport annuel 2009.

Opérations de titrisation

Les opérations de titrisation peuvent être utilisées comme un moyen économique de réunir des fonds, par rapport aux coûts relatifs liés à l'émission de titres de créance de gros non garantis. L'analyse qui suit met en évidence la valeur nominale des opérations de titrisation qui se sont répercutées sur nos résultats d'exploitation pour le trimestre et le semestre terminés le 30 avril 2010. Pour plus de détails à ce sujet, se reporter à la note 5 de nos états financiers consolidés intermédiaires non vérifiés.

Deuxième trimestre de 2010

Au cours du deuxième trimestre de 2010, nous avons titrisé 3,3 milliards de dollars de prêts hypothécaires résidentiels au Canada et aux États-Unis. Une tranche de 0,9 milliard de dollars de ce montant a été vendue, et la tranche résiduelle de 2,4 milliards a été conservée.

Premier semestre de 2010

Au cours du semestre terminé le 30 avril 2010, nous avons titrisé 7,2 milliards de dollars de prêts hypothécaires résidentiels. Une tranche de 1,5 milliard de dollars de ce montant a été vendue, et la tranche résiduelle de 5,7 milliards a été conservée. La baisse des opérations de titrisation pour la période considérée par rapport à l'exercice précédent tient principalement à notre participation antérieure au Programme d'achat de prêts hypothécaires assurés du gouvernement du Canada, qui a pris fin en septembre 2009.

Structures d'accueil

Nous nous livrons, dans le cours normal de nos activités, à diverses opérations financières avec des structures d'accueil, qui ne sont pas des entités en exploitation et n'ont généralement aucun effectif. Les structures d'accueil peuvent également être des entités à détenteurs de droits variables (EDDV), qui peuvent être inscrites ou non à nos bilans. Se reporter aux pages 64 et 65 ainsi qu'aux pages 102 et 103 de notre rapport annuel 2009 pour en savoir davantage sur les EDDV que nous avons consolidées (figurant au bilan) et sur celles que nous n'avons pas consolidées (hors bilan). Le tableau suivant fournit des renseignements sur les EDDV dans lesquelles nous détenons des droits variables significatifs, mais que nous n'avons pas consolidées (hors bilan).

	Au					
	30 avril 2010		31 janvier 2010		30 avril 2009	
(en millions de dollars canadiens)	Total de l'actif (1)	Risque maximal (1), (2)	Total de l'actif (1)	Risque maximal (1), (2)	Total de l'actif (1)	Risque maximal (1), (2)
EDDV non consolidées dans lesquelles nous détenons des droits variables significatifs :						
Conduits multicédants (3)	21 389 \$	21 671 \$	26 002 \$	26 371 \$	36 356 \$	36 933 \$
EDDV de financement structuré	8 856	2 443	9 409	2 542	9 549	2 883
EDDV de création de produits de crédit	643	222	758	317	1 266	796
Conduits de tiers (4)	—	—	475	250	727	360
Fonds de placement (5)	66	27	399	106	199	87
Autres	398	118	373	112	300	86
Total	31 352 \$	24 481 \$	37 416 \$	29 698 \$	48 397 \$	41 145 \$

- (1) Le total de l'actif et le risque de perte maximal correspondent aux informations que nous fournissons à la note 6 des Notes complémentaires des états financiers consolidés annuels de 2009.
- (2) Le risque de perte maximal découlant des droits variables significatifs détenus dans ces EDDV est principalement lié aux placements, aux prêts, aux facilités de liquidités et de rehaussement de crédit et à la juste valeur des dérivés. Le risque de perte maximal découlant de nos conduits multicédants pourrait excéder le total de l'actif de ces conduits, car les facilités de liquidités que nous consentons peuvent parfois être élargies jusqu'à concurrence de 102 % du total de la valeur des actifs compris dans ces conduits.
- (3) Représente seulement les conduits multicédants que nous gérons.
- (4) Le risque auquel nous exposait cette entité a été éliminé, les montants liés à l'opération ayant été entièrement remboursés et l'opération ayant été résiliée au cours du trimestre.
- (5) La réduction du risque auquel nous exposent ces entités s'explique principalement par le rachat de certains fonds et, dans certains cas, par la dilution de nos participations.

Le risque de perte maximal a diminué considérablement depuis l'exercice précédent, en raison principalement des conduits multicédants que nous gérons, car nous continuons à mettre l'accent sur nos activités de montage de manière sélective.

Une tranche de 82 % des actifs dans des EDDV non consolidées dans lesquelles nous détenons des droits variables significatifs est assortie d'une cote supérieure ou égale à A sur une base interne, comparativement à 86 % à l'exercice précédent et à 80 % au trimestre précédent. Dans le cas des conduits multicédants, 95 % des actifs sont assortis d'une cote supérieure ou égale à A sur une base interne, par rapport à 95 % à l'exercice précédent et à 93 % au trimestre précédent. Dans le cas des EDDV de financement structuré, 59 % des actifs sont assortis d'une cote supérieure ou égale à A sur une base interne, comparativement à 57 % à l'exercice précédent et à 59 % au trimestre précédent.

Environ 79 % des actifs dans les EDDV non consolidées proviennent des États-Unis, par rapport à 80 % à l'exercice précédent et à 79 % au trimestre précédent. Environ 14 % des actifs dans les EDDV non consolidées proviennent du Canada, comparativement à 20 % à l'exercice précédent et à 16 % au trimestre précédent. La diminution des actifs provenant du Canada depuis l'exercice précédent reflète principalement l'amortissement des transactions en cours.

Les actifs dans les EDDV non consolidées au 30 avril 2010 ont différentes dates d'échéance, et leur durée de vie moyenne pondérée restante prévue est d'environ 4,3 ans.

Conduits multicédants gérés par RBC

Nous administrons des conduits multicédants qui servent principalement à titriser des actifs financiers de nos clients. Le tableau suivant illustre les actifs détenus par les conduits multicédants, par type d'actifs titrisés sous-jacents.

Risque de perte maximal par type d'actifs des clients

(en millions de dollars canadiens)	Au		
	30 avril 2010	31 janvier 2010	30 avril 2009
Actifs titrisés en cours			
Prêts sur cartes de crédit	8 028 \$	11 907 \$	13 710 \$
Prêts-auto et crédit-bail automobile	4 159	4 553	7 237
Créances clients	2 738	2 859	3 940
Prêts aux étudiants	2 430	2 596	4 110
Titres adossés à des actifs	2 006	2 188	2 608
Créances au titre du matériel	1 600	1 461	2 102
Prêts à la consommation	—	—	1 338
Autres	710	807	1 888
Total	21 671 \$	26 371 \$	36 933 \$

Le risque auquel nous sommes exposés a de façon générale diminué considérablement par rapport à l'exercice précédent, résultat qui reflète la réduction des actifs financés par les conduits multicédants, en raison du caractère sélectif continu des nouvelles activités de montage et de l'amortissement des transactions en cours. Plus de 95 % des actifs titrisés en cours des conduits multicédants sont assortis d'une cote de première qualité sur une base interne. Moins de 1 % des actifs titrisés en cours sont constitués de prêts hypothécaires à risque ou de catégorie Alt-A aux États-Unis, et les actifs titrisés ne comprennent pas de prêts hypothécaires commerciaux. La durée de vie restante moyenne pondérée prévue des actifs est d'environ 2,4 ans. Les actifs des conduits multicédants aux États-Unis comprennent 2,0 milliards de dollars de titres adossés à des actifs. Les conduits multicédants au Canada ne comprennent aucun titre adossé à des actifs.

Nous fournissons des facilités de garantie de liquidités et des rehaussements de crédit partiels aux conduits multicédants. La valeur nominale des facilités de garantie de liquidités que nous fournissons a totalisé 21,8 milliards de dollars, en baisse de 15 milliards, ou 41 %, par rapport à l'exercice précédent, et de 4,7 milliards comparativement au trimestre précédent. Le total des prêts consentis aux conduits multicédants en vertu des facilités de garantie de liquidités s'est élevé à 1,5 million de dollars, en baisse de 273 millions par rapport à l'exercice précédent et de 102 millions comparativement au trimestre précédent.

Les rehaussements de crédit partiels que nous fournissons ont totalisé 2,1 milliards de dollars, en baisse de 1,6 milliard par rapport à l'exercice précédent et de 493 millions de dollars comparativement au trimestre précédent. La diminution des facilités de garantie de liquidités et des rehaussements de crédit partiels fournis aux conduits multicédants par rapport à l'exercice précédent reflète la réduction des actifs titrisés en cours des conduits multicédants au cours de la période, comme il est fait mention ci-dessus.

Le papier commercial adossé à des actifs (PCAA) émis par des conduits s'est élevé à 13,4 milliards de dollars, en baisse de 15,2 milliards, ou 53 %, par rapport à l'exercice précédent, et de 5,3 milliards comparativement au trimestre précédent. Une tranche de 66 % de l'ensemble de ce PCAA a obtenu la cote la plus élevée des agences de notation qui évaluent le PCAA, comparativement à 72 % à l'exercice précédent et à 67 % au trimestre précédent. La tranche restante du papier commercial obtient la deuxième cote en importance attribuée par ces agences de notation. La diminution du PCAA émis par les conduits multicédants par rapport à l'exercice précédent reflète la réduction des actifs titrisés en cours des conduits multicédants durant la période, comme il est fait mention ci-dessus. Nous achetons à l'occasion le PCAA émis par les conduits multicédants, en notre qualité d'agent des placements, afin de faciliter les liquidités générales du programme. La juste valeur de nos placements s'élève à 6 millions de dollars, en baisse de 198 millions par rapport à l'exercice précédent et de 77 millions comparativement au trimestre précédent. La variation des placements par rapport à l'exercice et au trimestre précédents reflète des niveaux normaux d'activités de négociation. Ces placements sont classés au poste Valeurs mobilières – Titres détenus à des fins de transaction de nos bilans consolidés.

Garanties

Le montant maximal potentiel des paiements futurs relatifs à nos garanties s'est établi à 77 milliards de dollars, comparativement à 115 milliards à l'exercice précédent et à 86 milliards au trimestre précédent. La diminution par rapport à l'exercice précédent tient principalement au nombre moins élevé de facilités de garantie de liquidités, de dérivés de crédit et d'options de vente position vendeur. Pour plus de détails sur les garanties, se reporter à la note 13 de nos états financiers consolidés intermédiaires non vérifiés.

Gestion du risque, du capital et des liquidités**Contexte de gestion des risques**

Bien que la conjoncture se soit améliorée, le contexte de réglementation continue de poser des défis. En raison des perturbations antérieures sur le marché et des conditions de stress connexes touchant le système financier mondial, il se pourrait que les institutions financières à l'échelle mondiale doivent composer avec une réglementation accrue. Les propositions récentes ont trait principalement à l'imposition de taxes spéciales sur les bénéfices et la rémunération des institutions financières, de manière à couvrir les coûts liés au soutien financier fourni par le gouvernement aux institutions financières en difficulté, à l'instauration d'une règle pour limiter la taille des banques et à l'application de charges de capital connexes. Une autre option a été proposée, à savoir la constitution de fonds propres d'urgence, une forme d'autoassurance intégrée à la structure de fonds propres de l'institution, qui permettrait de reconstituer les fonds propres de l'institution en difficulté sans recourir à l'argent des contribuables. Le 20 mai 2010, le Sénat américain a approuvé un vaste projet de loi visant une réforme de la réglementation financière, intitulé Restoring American Financial Stability Act of 2010 (RAFSA), et une version modifiée du projet de loi devrait être promulguée plus tard cette année. Le RAFSA a pour but de résoudre les faiblesses et les écarts perçus dans le cadre réglementaire fédéral des services financiers aux États-Unis, de réduire le risque de faillite bancaire et de doter les organismes de réglementation financière américains de meilleurs outils pour prévenir les crises futures ou pour atténuer celles-ci. Nous évaluons actuellement l'incidence du RAFSA sur nos activités. Nous poursuivons notre évaluation de l'incidence possible, sur RBC, des propositions publiées en décembre 2009 par le comité de Bâle sur la supervision bancaire. Ce comité pourrait présenter sous leur forme définitive les

nouvelles normes et les réformes de la réglementation dont il est fait mention ci-dessus d'ici la fin de 2010. Un contexte de réglementation plus rigoureux pourrait entraîner le maintien de niveaux de fonds propres plus élevés, particulièrement en ce qui concerne les activités de négociation, et les modifications proposées pourraient donner lieu à la mise en place de nouvelles exigences en matière d'endettement et de liquidités.

Des risques importants subsistent, car la viabilité de la reprise économique mondiale demeure incertaine, situation qui tient au fait que les investisseurs s'inquiètent de la résilience des marchés financiers et de la vigueur de la reprise économique. Pour de plus amples renseignements sur la conjoncture actuelle et sur les conditions du marché, se reporter à la rubrique Examen de la conjoncture économique et des marchés et perspectives.

Au cours du trimestre, nous avons maintenu une position de liquidité et de financement qui demeure selon nous appropriée aux fins de la mise à exécution de notre stratégie, et les risques d'illiquidité et de financement demeurent très compatibles avec notre goût du risque.

Conformément à notre cadre de gestion du risque, nous continuons d'évaluer les conditions susceptibles d'entraîner un stress afin de nous assurer que nous sommes bien positionnés pour gérer ces conditions lorsque la conjoncture et les conditions du marché sont défavorables.

Notre structure de gouvernance des risques et notre approche aux fins de la gestion du risque n'ont pas changé de façon importante par rapport à celles décrites dans notre rapport annuel 2009. Pour plus de détails sur notre structure de gouvernance des risques, se reporter à la rubrique Gestion du risque, du capital et des liquidités de notre rapport annuel 2009.

Risque de crédit

Risque de crédit par portefeuille et par secteur

(en millions de dollars canadiens)	Au							
	30 avril 2010						31 janvier 2010	30 avril 2009
	Risques liés aux prêts et autres risques			Risques liés aux activités de négociation			Risque total (2)	Risque total (2)
	Prêts et acceptations			Mise en pension de titres				
En cours	Engagements inutilisés	Autres		Dérivés hors cote (1)	Risque total (2)			
Prêts hypothécaires résidentiels	125 307 \$	13 \$	349 \$	– \$	– \$	125 669 \$	123 475 \$	115 878 \$
Prêts aux particuliers	75 463	57 489	55	–	–	133 007	129 805	109 427
Prêts sur cartes de crédit	9 697	31 451	–	–	–	41 148	37 798	29 523
Prêts aux petites entreprises (3)	2 774	2 961	45	–	–	5 780	5 713	5 138
Prêts de détail	213 241 \$	91 914 \$	449 \$	– \$	– \$	305 604 \$	296 791 \$	259 966 \$
Prêts aux entreprises (3)								
Exploitations agricoles	4 997 \$	506 \$	24 \$	– \$	9 \$	5 536 \$	5 626 \$	5 716 \$
Industrie automobile	3 681	1 470	145	–	387	5 683	5 676	6 584
Biens de consommation	5 728	2 360	516	–	231	8 835	8 972	9 781
Énergie	5 626	8 677	2 196	–	1 819	18 318	17 974	21 623
Services financiers autres que ceux fournis par des banques	2 593	6 639	6 168	67 653	7 849	90 902	96 113	74 632
Industrie forestière	896	322	87	–	16	1 321	1 329	1 676
Produits industriels	3 854	2 201	350	–	153	6 558	6 717	7 894
Mines et métaux	948	1 199	637	–	213	2 997	3 488	5 817
Secteur immobilier et secteurs connexes	19 622	2 584	1 290	–	214	23 710	24 651	27 878
Technologie et médias	2 322	2 894	312	–	628	6 156	6 382	7 125
Transport et environnement	3 852	2 552	470	–	530	7 404	6 720	7 380
Autres	20 912	4 209	6 064	9 217	5 218	45 620	52 558	53 853
États souverains (3)	3 594	3 413	21 530	6 474	6 686	41 697	39 360	27 652
Banques (3)	1 984	571	37 133	52 874	26 309	118 871	113 761	136 539
Prêts de gros	80 609 \$	39 597 \$	76 922 \$	136 218 \$	50 262 \$	383 608 \$	389 327 \$	394 150 \$
Risque total	293 850 \$	131 511 \$	77 371 \$	136 218 \$	50 262 \$	689 212 \$	686 118 \$	654 116 \$

(1) Montant en équivalent-crédit, compte tenu des accords généraux de compensation.

(2) Les risques liés aux catégories d'actifs Expositions renouvelables sur la clientèle de détail éligibles et Autres expositions sur la clientèle de détail prévues par l'accord de Bâle II sont en grande partie inclus dans les risques liés aux prêts aux particuliers et aux prêts sur cartes de crédit, tandis que les risques liés aux marges de crédit aux fins d'accès à la propriété sont inclus dans les risques liés aux prêts aux particuliers.

(3) Se reporter à la note 4 de nos états financiers consolidés annuels de 2009 pour obtenir la définition de ces termes.

Deuxième trimestre de 2010 par rapport au deuxième trimestre de 2009

Le risque de crédit brut total a augmenté de 35 milliards de dollars, ou 5 %, par rapport à l'exercice précédent, résultat qui reflète la hausse enregistrée relativement à tous les portefeuilles de prêts de détail, facteur neutralisé en partie par les réductions liées à notre portefeuille de gros.

Le risque de crédit lié aux prêts de détail s'est accru de 46 milliards de dollars, ou 18 %, en raison de la mise en œuvre de paramètres de gestion du risque actualisés en ce qui concerne les engagements inutilisés et de la restructuration du système d'établissement de cotes de crédit pour les prêts de détail en fonction des résultats récents au chapitre du crédit, au trimestre correspondant de l'exercice précédent, ainsi que de la forte croissance des volumes d'activités de financement aux fins d'accès à la propriété au Canada. Le recours à des garanties et à des biens données en garantie fait partie intégrante de notre processus d'atténuation des risques liés à notre portefeuille de prêts de détail. Les prêts hypothécaires assurés représentent 23 % de notre portefeuille de prêts hypothécaires résidentiels, et les prêts aux particuliers garantis représentent 56 % du total des prêts aux particuliers en cours.

Le risque de crédit auquel nous sommes exposés relativement aux prêts de gros a reculé de 11 milliards de dollars, ou 3 %, en raison principalement des réductions enregistrées dans la plupart des secteurs. Le risque de crédit lié aux dérivés hors cote a diminué de 19 milliards de dollars, résultat qui tient à la réduction des justes valeurs, laquelle découle essentiellement de l'incidence du raffermissement du dollar canadien sur les dérivés libellés en dollars américains, à l'incidence des taux d'intérêt à la hausse sur les positions receveur de taux fixe et à la réduction stratégique de certaines positions sur dérivés. Les prêts et acceptations en cours ont diminué de 19 milliards de dollars, résultat qui reflète principalement l'incidence du

raffermissement du dollar canadien et l'utilisation réduite des facilités de prêts aux grandes entreprises. Le taux d'utilisation des prêts a diminué de 4 % dans la plupart des secteurs par rapport à l'exercice précédent, et il s'est établi à 38 %. Ces résultats à la baisse ont été neutralisés en partie par la hausse de 26 milliards de dollars des opérations de mise en pension de titres, laquelle est survenue principalement dans le secteur des services financiers autres que ceux fournis par des banques et tient en grande partie à nos activités à titre de courtier principal et à l'accroissement des activités sur le marché de certains secteurs.

Deuxième trimestre de 2010 par rapport au premier trimestre de 2010

Le risque de crédit brut total a augmenté de 3 milliards de dollars par rapport au trimestre précédent.

Le risque de crédit lié aux prêts de détail s'est accru de 9 milliards de dollars, ou 3 %, résultat qui tient en grande partie à l'accroissement des activités de financement aux fins d'accès à la propriété au Canada.

Le risque de crédit auquel nous sommes exposés relativement aux prêts de gros a diminué de 6 milliards de dollars, ou 1 %, en raison principalement de la baisse des prêts et acceptations en cours et du risque de crédit lié aux dérivés hors cote. Les prêts et acceptations ont subi une baisse de 4 milliards de dollars touchant de façon générale la plupart des secteurs, en grande partie en raison des facteurs dont il est fait mention ci-dessus. Le risque de crédit lié aux dérivés hors cote a diminué de 2 milliards de dollars, résultat qui touche principalement les services financiers autres que ceux fournis par des banques et qui tient à la baisse des justes valeurs résultant principalement de l'incidence du raffermissement du dollar canadien sur les dérivés libellés en dollars américains, et à l'incidence des taux d'intérêt à la hausse sur les positions receveur de taux fixe.

Rendement au chapitre de la qualité du crédit

Dotation à la provision pour pertes sur créances

(en millions de dollars canadiens)	Pour le trimestre terminé le			Pour le semestre terminé le	
	30 avril 2010	31 janvier 2010	30 avril 2009	30 avril 2010	30 avril 2009
Services bancaires canadiens	302 \$	318 \$	351 \$	620 \$	621 \$
Services bancaires internationaux	185	175	289	360	521
Marchés des Capitaux	21	30	145	51	305
Services de soutien généraux (1)	(4)	(30)	189	(34)	313
Canada (2)					
Prêts hypothécaires résidentiels	3 \$	1 \$	6 \$	4 \$	12 \$
Prêts aux particuliers	112	117	116	229	217
Prêts sur cartes de crédit	112	102	97	214	178
Prêts aux petites entreprises	15	13	13	28	28
Prêts de détail	242	233	232	475	435
Prêts de gros	24	49	(8)	73	166
Dotation aux provisions spécifiques pour pertes sur créances	266	282	224	548	601
États-Unis (2)					
Prêts de détail	49	45	98	94	147
Prêts de gros	122	127	409	249	610
Dotation aux provisions spécifiques pour pertes sur créances	171	172	507	343	757
Autres pays (2)					
Prêts de détail	6	9	10	15	16
Prêts de gros	34	30	10	64	14
Dotation aux provisions spécifiques pour pertes sur créances	40	39	20	79	30
Total de la dotation aux provisions spécifiques pour pertes sur créances	477	493	751	970	1 388
Provision générale (1)	27	–	223	27	372
Total de la dotation à la provision pour pertes sur créances (2)	504 \$	493 \$	974 \$	997 \$	1 760 \$

- (1) La dotation à la provision pour pertes sur créances comptabilisée dans le secteur Services de soutien généraux se compose de la dotation à la provision générale, d'un ajustement lié à la dotation à la provision pour pertes sur créances au titre des prêts sur cartes de crédit titrisés qui sont gérés par le secteur Services bancaires canadiens, ainsi que d'un montant lié au reclassement dans les prêts de certains titres disponibles à la vente comptabilisé au cours de l'exercice précédent. Pour de plus amples renseignements, se reporter à la rubrique Évaluation et présentation des secteurs d'exploitation de notre rapport annuel 2009.
- (2) Les données d'ordre géographique s'appuient sur le lieu de résidence de l'emprunteur.

Deuxième trimestre de 2010 par rapport au deuxième trimestre de 2009

Le total de la dotation à la provision pour pertes sur créances s'est établi à 504 millions de dollars, en baisse de 470 millions, ou 48 %, par rapport à l'exercice précédent. Ce résultat reflète principalement la diminution de 274 millions de dollars de la dotation aux provisions spécifiques pour pertes sur créances et la baisse de 196 millions de la dotation à la provision générale pour pertes sur créances.

La dotation aux provisions spécifiques pour pertes sur créances du secteur Services bancaires canadiens a diminué de 49 millions de dollars, ou 14 %, résultat qui reflète principalement la baisse des provisions liées à nos portefeuilles de prêts aux entreprises et de prêts

aux particuliers non garantis, facteur neutralisé en partie par les taux de pertes plus élevés liés à notre portefeuille de prêts sur cartes de crédit.

La dotation aux provisions spécifiques pour pertes sur créances du secteur Services bancaires internationaux a diminué de 104 millions de dollars, ou 36 %, résultat qui reflète en grande partie la réduction des provisions liées à nos services bancaires aux États-Unis, qui a trait principalement à nos activités de financement de constructeurs résidentiels et qui découle de la stabilisation de la qualité des actifs. L'incidence du raffermissement du dollar canadien et le nombre moins élevé de nouveaux prêts douteux liés à nos portefeuilles de prêts pour l'achat de lots et à nos activités de financement aux fins d'accès à la propriété aux États-Unis ont également contribué à la diminution. Ces facteurs ont été neutralisés en partie par la hausse des provisions dans les Antilles, qui a trait principalement à un prêt commercial.

La dotation aux provisions spécifiques pour pertes sur créances du secteur Marchés des Capitaux a reculé de 124 millions de dollars, résultat qui reflète essentiellement la comptabilisation, à l'exercice précédent, de provisions importantes liées à notre portefeuille de prêts aux grandes entreprises aux États-Unis.

Nous avons comptabilisé une provision générale de 27 millions de dollars ce trimestre, qui a trait à nos portefeuilles de prêts commerciaux et de prêts de détail aux États-Unis, comparativement à une provision générale de 223 millions à l'exercice précédent qui était liée à nos portefeuilles des services bancaires aux États-Unis et, dans une moindre mesure, à notre portefeuille de prêts de détail au Canada.

Premier semestre de 2010 par rapport au premier semestre de 2009

Le total de la dotation à la provision pour pertes sur créances s'est établi à 997 millions de dollars, en baisse de 763 millions par rapport à l'exercice précédent. Ce résultat tient principalement à la réduction de 418 millions de dollars de la dotation aux provisions spécifiques pour pertes sur créances et à la diminution de 345 millions de la dotation à la provision générale pour pertes sur créances.

La dotation aux provisions spécifiques pour pertes sur créances du secteur Services bancaires canadiens est demeurée essentiellement inchangée par rapport à l'exercice précédent. La diminution des provisions liées à notre portefeuille de prêts aux entreprises a été neutralisée par les taux de pertes plus élevés liés à notre portefeuille de prêts sur cartes de crédit et, dans une moindre mesure, par la hausse des provisions liées à notre portefeuille de prêts aux particuliers non garantis.

La dotation aux provisions spécifiques pour pertes sur créances du secteur Services bancaires internationaux a diminué de 161 millions de dollars, ou 31 %, résultat qui reflète en grande partie la diminution des provisions liées à nos services bancaires aux États-Unis, qui a trait principalement aux activités de financement de constructeurs résidentiels et qui découle de la stabilisation de la qualité des actifs.

L'incidence du raffermissement du dollar canadien et les provisions comptabilisées au premier trimestre de 2009 relativement à certains titres disponibles à la vente reclassés dans les prêts ont également contribué à la diminution. Ces facteurs ont été contrebalancés en partie par la hausse des provisions reflétant le nombre plus élevé de prêts douteux dans les Antilles, qui a trait à un petit nombre de prêts commerciaux, ainsi que par l'augmentation des provisions liées à nos prêts commerciaux aux États-Unis.

La dotation aux provisions spécifiques pour pertes sur créances du secteur Marchés des Capitaux a reculé de 254 millions de dollars, résultat qui reflète principalement la comptabilisation, à l'exercice précédent, de plusieurs provisions d'importance liées à notre portefeuille de prêts aux grandes entreprises aux États-Unis.

Nous avons comptabilisé une provision générale de 27 millions de dollars au cours de la période considérée, par rapport à une provision générale de 372 millions à l'exercice précédent.

Deuxième trimestre de 2010 par rapport au premier trimestre de 2010

Le total de la dotation à la provision pour pertes sur créances a augmenté de 11 millions de dollars, ou 2 %, par rapport au trimestre précédent, résultat qui reflète essentiellement la comptabilisation d'une provision générale au trimestre considéré.

La dotation aux provisions spécifiques pour pertes sur créances du secteur Services bancaires canadiens a diminué de 16 millions de dollars, ou 5 %, en raison essentiellement de la réduction des provisions liées à nos portefeuilles de prêts aux entreprises et de prêts aux particuliers non garantis, facteur neutralisé en partie par les taux de pertes plus élevés liés à notre portefeuille de prêts sur cartes de crédit découlant de facteurs saisonniers.

La dotation aux provisions spécifiques pour pertes sur créances du secteur Services bancaires internationaux a augmenté de 10 millions de dollars, ou 6 %, résultat qui tient en grande partie au nombre plus élevé de prêts douteux dans les Antilles, lesquels ont trait à un prêt commercial, facteur qui a été neutralisé en partie par la diminution des provisions liées à notre portefeuille de prêts commerciaux aux États-Unis.

La dotation aux provisions spécifiques pour pertes sur créances du secteur Marchés des Capitaux a reculé de 9 millions de dollars, ou 30 %, résultat qui reflète principalement la diminution des provisions et les reprises découlant des recouvrements ce trimestre.

Nous avons comptabilisé une provision générale de 27 millions de dollars ce trimestre, mais nous n'avons comptabilisé aucune provision générale au trimestre précédent.

Montant brut des prêts douteux

(en millions de dollars canadiens)	Au		
	30 avril 2010	31 janvier 2010	30 avril 2009
Services bancaires canadiens (1)	1 315 \$	1 239 \$	1 173 \$
Services bancaires internationaux (1)	2 959	3 075	3 105
Marchés des Capitaux (1)	646	680	772
Services de soutien généraux (1)	123	130	140
Canada			
Prêts de détail	737 \$	696 \$	589 \$
Prêts de gros	824	806	758
États-Unis			
Prêts de détail	215	234	242
Prêts de gros	2 635	2 822	3 203
Autres pays			
Prêts de détail	229	233	216
Prêts de gros	424	348	183
Total du montant brut des prêts douteux	5 064 \$	5 139 \$	5 191 \$

(1) Les secteurs pour lesquels le montant brut des prêts douteux est important sont illustrés dans le tableau ci-dessus.

Deuxième trimestre de 2010 par rapport au deuxième trimestre de 2009

Le total du montant brut des prêts douteux a diminué de 127 millions de dollars, ou 2 %, par rapport à l'exercice précédent. L'incidence du raffermeissement du dollar canadien s'est traduite par une baisse du montant brut des prêts douteux de 187 millions de dollars au cours du trimestre.

Le montant brut des prêts douteux du secteur Services bancaires canadiens a augmenté de 142 millions de dollars, ou 12 %, en raison principalement du nombre plus élevé de prêts douteux liés à nos portefeuilles de prêts hypothécaires résidentiels et de prêts aux particuliers.

Le montant brut des prêts douteux du secteur Services bancaires internationaux a diminué de 146 millions de dollars, ou 5 %, en raison principalement du nombre moins élevé de prêts douteux liés à nos activités de financement de constructeurs résidentiels reflétant la stabilisation de la qualité des actifs, ainsi que de l'incidence du raffermeissement du dollar canadien. Ces facteurs ont été neutralisés en partie par le nombre plus élevé de prêts douteux liés à nos portefeuilles de prêts commerciaux aux États-Unis et dans les Antilles.

Le montant brut des prêts douteux du secteur Marchés des Capitaux a diminué de 126 millions de dollars, ou 16 %, résultat qui reflète principalement le nombre moins élevé de prêts douteux liés à des clients du secteur Services financiers autres que ceux fournis par des banques, facteur neutralisé en partie par le nombre plus élevé de prêts douteux liés au secteur Immobilier et secteurs connexes et au secteur Autres.

Deuxième trimestre de 2010 par rapport au premier trimestre de 2010

Le total du montant brut des prêts douteux a diminué de 75 millions de dollars par rapport au trimestre précédent.

Le montant brut des prêts douteux du secteur Services bancaires canadiens a augmenté de 76 millions de dollars, ou 6 %, en raison principalement du nombre plus élevé de prêts douteux liés à nos portefeuilles de prêts hypothécaires résidentiels et de prêts aux entreprises.

Le montant brut des prêts douteux du secteur Services bancaires internationaux a diminué de 116 millions de dollars, ou 4 %, résultat qui tient en grande partie à l'incidence du raffermeissement du dollar canadien et au nombre moins élevé de prêts douteux liés à nos services bancaires aux États-Unis, principalement en ce qui concerne nos activités de financement de constructeurs résidentiels, ces facteurs ayant été neutralisés en partie par la hausse des prêts douteux liés à nos portefeuilles de prêts commerciaux aux États-Unis et dans les Antilles.

Le montant brut des prêts douteux du secteur Marchés des Capitaux a reculé de 34 millions de dollars, ou 5 %, résultat qui reflète principalement le nombre moins élevé de prêts douteux liés à des clients des secteurs Technologie et médias, Énergie et Banques. Le nombre plus élevé de prêts douteux liés au secteur Immobilier et secteurs connexes a neutralisé en partie la baisse.

Provision pour pertes sur créances

(en millions de dollars canadiens)	Au		
	30 avril 2010	31 janvier 2010	30 avril 2009
Services bancaires canadiens (1)	316 \$	317 \$	299 \$
Services bancaires internationaux (1)	587	595	506
Marchés des Capitaux (1)	271	296	271
Services de soutien généraux (1)	2 045	2 083	1 959
Provisions spécifiques pour pertes sur créances			
Canada	420 \$	432 \$	360 \$
États-Unis	586	617	647
Autres pays	235	228	134
Total des provisions spécifiques pour pertes sur créances	1 241	1 277	1 141
Provision générale			
Prêts de détail	1 122	1 110	983
Prêts de gros	860	907	911
Total de la provision générale	1 982	2 017	1 894
Total de la provision pour pertes sur créances	3 223 \$	3 294 \$	3 035 \$

(1) Les secteurs pour lesquels la provision pour pertes sur créances est importante sont illustrés dans le tableau ci-dessus.

Deuxième trimestre de 2010 par rapport au deuxième trimestre de 2009

Le total de la provision pour pertes sur créances a augmenté de 188 millions de dollars, ou 6 %, par rapport à l'exercice précédent; ce résultat reflète en grande partie la hausse des provisions spécifiques et de la provision générale découlant de la comptabilisation de provisions depuis le deuxième trimestre de 2009. L'incidence du raffermeissement du dollar canadien s'est traduite par une baisse de la provision pour pertes sur créances de 78 millions de dollars au cours du trimestre.

Deuxième trimestre de 2010 par rapport au premier trimestre de 2010

Le total de la provision pour pertes sur créances a diminué de 71 millions de dollars, ou 2 %, par rapport au trimestre précédent, en raison de la diminution des provisions spécifiques tenant aux facteurs dont il est fait mention ci-dessus, neutralisée en partie par l'incidence du raffermeissement du dollar canadien et le reclassement d'une portion de la provision générale dans les provisions spécifiques au cours du trimestre considéré, de manière à refléter de façon plus adéquate la nature de ces provisions. La baisse de la provision générale tient à l'incidence du raffermeissement du dollar canadien et au reclassement mentionné précédemment, neutralisés en partie par la provision générale comptabilisée ce trimestre.

Risque de marché

La volatilité des marchés a graduellement augmenté depuis le premier trimestre de 2010, mais elle demeure relativement faible. Notre modèle de scénario de la valeur à risque (VAR) tient toujours compte de la volatilité accrue enregistrée à la fin de 2008 et au début de 2009.

Le tableau ci-après illustre notre VAR par catégorie de risque important liée au total de nos activités de négociation selon notre démarche d'attribution du capital fondée sur des modèles, ainsi que l'effet de diversification de nos portefeuilles, lequel représente l'écart entre la VAR et la somme des VAR individuelles par facteur de risque.

VAR par catégorie de risque important

(en millions de dollars canadiens)	30 avril 2010				31 janvier 2010		30 avril 2009	
	Au 30 avril	Pour le trimestre terminé le			Au 31 janvier	Pour le trimestre terminé le	Au 30 avril	Pour le trimestre terminé le
		Moyenne	Haut	Bas		Moyenne		Moyenne
Actions	10 \$	13 \$	19 \$	8 \$	13 \$	17 \$	10 \$	10 \$
Change	7	5	9	3	6	5	4	3
Marchandises	2	4	7	1	4	2	3	1
Taux d'intérêt	60	42	60	33	43	45	51	56
Risque spécifique lié au crédit	21	15	21	11	17	16	11	9
Effet de diversification	(40)	(35)	(44)	(23)	(36)	(34)	(21)	(19)
VAR	60 \$	44 \$	60 \$	36 \$	47 \$	51 \$	58 \$	60 \$

(en millions de dollars canadiens)	30 avril 2010				30 avril 2009	
	Au 30 avril	Pour le semestre terminé le			Au 30 avril	Pour le semestre terminé le
		Moyenne	Haut	Bas		Moyenne
Actions	10 \$	15 \$	26 \$	7 \$	10 \$	11 \$
Change	7	5	9	2	4	4
Marchandises	2	3	7	0	3	1
Taux d'intérêt	60	44	60	33	51	49
Risque spécifique lié au crédit	21	16	21	11	11	10
Effet de diversification	(40)	(35)	(46)	(22)	(21)	(21)
VAR	60 \$	48 \$	60 \$	36 \$	58 \$	54 \$

Deuxième trimestre de 2010 par rapport au deuxième trimestre de 2009

La moyenne de la VAR pour le trimestre s'est établie à 44 millions de dollars, soit un résultat en baisse de 16 millions par rapport à l'exercice précédent, qui tient principalement à la réduction de la VAR liée au taux d'intérêt, laquelle découle essentiellement de l'incidence du raffermissement du dollar canadien sur les portefeuilles libellés en devises. L'augmentation de la diversification, qui est passée de 24 % à 44 %, a également contribué à la baisse. Ces facteurs ont été neutralisés en partie par la hausse de la VAR liée au risque spécifique de crédit reflétant la prise en compte, dans les données, de l'accroissement de la volatilité par rapport à l'exercice précédent.

Premier semestre de 2010 par rapport au premier semestre de 2009

La moyenne de la VAR s'est établie à 48 millions de dollars, soit un résultat en baisse de 6 millions par rapport à l'exercice précédent, qui s'explique essentiellement par l'incidence du raffermissement du dollar canadien sur les portefeuilles libellés en devises, ainsi que par l'augmentation de la diversification, qui est passée de 28 % à 42 %.

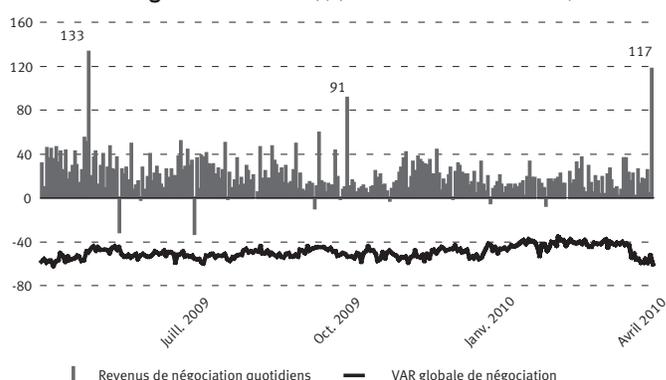
Deuxième trimestre de 2010 par rapport au premier trimestre de 2010

La moyenne de la VAR pour le trimestre s'est établie à 44 millions de dollars, en baisse de 7 millions par rapport au trimestre précédent. Ce

résultat tient en grande partie à la réduction de la VAR liée aux actions et de la VAR liée au taux d'intérêt, ainsi qu'à l'incidence du raffermissement du dollar canadien sur les portefeuilles libellés en devises.

La VAR, qui se chiffrait à 60 millions de dollars au 30 avril 2010, a augmenté de 13 millions par rapport à la VAR enregistrée au 31 janvier 2010. Ce résultat tient principalement à la hausse de la VAR liée au taux d'intérêt et de la VAR liée au risque spécifique de crédit, qui tient aux améliorations apportées à nos processus afin de mieux refléter nos positions liées à certains billets à taux variable.

Revenus de négociation et VAR (1) (en millions de dollars canadiens)



(1) Revenus de négociation majorés au montant imposable équivalent, exception faite des revenus liés aux EDDV consolidées.

Au cours du trimestre, nous avons connu une séance marquée par des pertes de négociation nettes, qui n'excédaient pas la VAR globale. De plus, nous avons connu une séance marquée par des profits importants à la fin du trimestre, qui tient principalement aux ajustements des évaluations de crédit.

Évaluations du risque de marché – activités bancaires autres que de négociation

Le tableau suivant présente l'incidence potentielle avant impôts d'une augmentation ou d'une diminution immédiate et soutenue de 100 points de base des taux d'intérêt sur le revenu net d'intérêt et sur la valeur économique des capitaux propres de notre portefeuille autre que de négociation, en présumant qu'aucune opération de couverture supplémentaire n'est effectuée. Ces mesures sont fondées sur des

hypothèses formulées par la haute direction et elles sont validées par des recherches empiriques. Toutes les mesures du risque de taux d'intérêt sont fondées sur nos positions de taux d'intérêt à un moment donné et elles changent continuellement en raison de nos activités commerciales et de nos activités de gestion des risques. Au deuxième trimestre de 2010, notre exposition au risque de taux d'intérêt s'est située dans les limites de notre objectif.

(en millions de dollars canadiens)	30 avril 2010						31 janvier 2010		30 avril 2009	
	Risque lié à la valeur économique des capitaux propres			Risque lié au revenu net d'intérêt (2)			Risque lié à la valeur économique des capitaux propres	Risque lié au revenu net d'intérêt (2)	Risque lié à la valeur économique des capitaux propres	Risque lié au revenu net d'intérêt (2)
	Incidence du dollar canadien	Incidence du dollar américain (1)	Total	Incidence du dollar canadien	Incidence du dollar américain (1)	Total				
Avant l'incidence fiscale d'une : augmentation des taux de 100 p.b. diminution des taux de 100 p.b.	(211)\$ 178	9 \$ (23)	(202)\$ 155	129 \$ (120)	31 \$ (20)	160 \$ (140)	(181)\$ 155	307 \$ (82)	(440)\$ 353	228 \$ (48)

(1) Représente l'incidence sur les portefeuilles autres que de négociation détenus par nos Services bancaires aux États-Unis.

(2) Représente le risque lié au revenu net d'intérêt sur 12 mois découlant d'une variation instantanée et soutenue des taux d'intérêt.

Gestion du capital

Capital réglementaire, actif ajusté en fonction des risques et ratios de capital (1)

(en millions de dollars canadiens, sauf les pourcentages)	Accord de Bâle II		
	Au		
	30 avril 2010	31 janvier 2010	30 avril 2009
Capital			
Capital de première catégorie	33 427 \$	32 802 \$	30 371 \$
Capital total	35 863	35 289	35 387
Actif ajusté en fonction des risques			
Risque de crédit	189 001 \$	195 731 \$	211 585 \$
Risque de marché	22 555	26 136	20 100
Risque opérationnel	37 713	37 149	33 962
Total de l'actif ajusté en fonction des risques	249 269 \$	259 016 \$	265 647 \$
Ratios de capital			
Capital de première catégorie	13,4 %	12,7 %	11,4 %
Capital total	14,4 %	13,6 %	13,3 %
Coefficient actif/capital	16,0X	16,2X	16,3X

(1) Les ratios de capital au 30 avril 2009 ont été mis à jour afin de tenir compte d'un retraitement des bénéfices non répartis et de l'adoption des modifications apportées au chapitre 3855 du *Manuel de l'ICCA*. Pour de plus amples renseignements, se reporter à la rubrique Modifications de conventions comptables de notre rapport annuel 2009.

Au deuxième trimestre de 2010, notre position de capital est demeurée solide en raison principalement des capitaux autogénérés à l'interne grâce aux bénéfices. Par conséquent, nos ratios de capital demeurent bien supérieurs aux cibles réglementaires.

Deuxième trimestre de 2010 par rapport au deuxième trimestre de 2009

Au 30 avril 2010, notre ratio du capital de première catégorie était de 13,4 % et notre ratio du capital total, de 14,4 %.

Notre ratio du capital de première catégorie a augmenté de 200 points de base par rapport à l'exercice précédent, principalement en raison de l'augmentation des capitaux générés grâce aux bénéfices et de la baisse de l'actif ajusté en fonction des risques.

Notre ratio du capital total a augmenté de 110 points de base, essentiellement en raison des mêmes facteurs que ceux indiqués précédemment, partiellement contrebalancés par le rachat de débentures subordonnées.

L'actif ajusté en fonction des risques a diminué de 16,4 milliards de dollars, ou 6 %, principalement en raison de la diminution de l'actif ajusté en fonction des risques lié au risque de crédit découlant de l'incidence du raffermissement du dollar canadien sur nos actifs libellés en devises, de la diminution du risque de crédit et des améliorations apportées à notre classification des risques liés aux actifs.

Au 30 avril 2010, notre coefficient actif/capital s'établissait à 16,0 fois, comparativement à 16,3 fois pour l'exercice précédent, en raison principalement de l'augmentation des capitaux générés grâce aux bénéfices, facteur neutralisé en partie par le rachat de débentures subordonnées.

Deuxième trimestre de 2010 par rapport au premier trimestre de 2010

Notre ratio du capital de première catégorie a augmenté de 70 points de base par rapport au trimestre précédent, principalement en raison de la baisse de l'actif ajusté en fonction des risques et des bénéfices.

Notre ratio du capital total a augmenté de 80 points de base, essentiellement en raison des mêmes facteurs que ceux indiqués précédemment.

L'actif ajusté en fonction des risques a diminué de 9,7 milliards de dollars, ou 4 %, résultat qui tient principalement à la diminution de l'actif ajusté en fonction des risques lié au risque de crédit et au risque de marché. La diminution de l'actif ajusté en fonction des risques lié au risque de crédit tient en grande partie à l'incidence du raffermissement du dollar canadien sur nos actifs libellés en devises. La diminution de l'actif ajusté en fonction des risques lié au risque de marché est essentiellement attribuable à la réduction de la moyenne du risque de taux et du risque spécifique de crédit modélisés, ainsi qu'à la baisse des charges liées à de nombreux portefeuilles calculées selon l'approche standardisée.

Notre coefficient actif/capital s'est établi à 16,0 fois, comparativement à 16,2 fois au trimestre précédent, ce qui s'explique essentiellement par la hausse des capitaux autogénérés grâce aux bénéfices.

Principales activités de gestion du capital

(en millions de dollars canadiens, sauf le nombre d'actions)	Pour le trimestre terminé le 30 avril 2010			Pour le semestre terminé le 30 avril 2010		
	Date d'émission ou de rachat	Nombre d'actions (en milliers)	Montant	Date d'émission ou de rachat	Nombre d'actions (en milliers)	Montant
Capital de première catégorie						
Actions ordinaires émises						
Régime de réinvestissement de dividendes (1),(2)		–	– \$		2 862	161 \$
Options sur actions levées (3)		1 982	64		2 952	95
Capital de deuxième catégorie						
Rachat de débentures subordonnées échéant le 25 janvier 2015 (4)				25 janvier 2010		500

- (1) Au cours du trimestre terminé le 30 avril 2010, nous avons financé notre régime de réinvestissement de dividendes au moyen d'achats d'actions sur le marché libre.
- (2) Au cours du trimestre terminé le 31 janvier 2010, des actions autodétenues ont été émises à un prix 3 % moins élevé que le cours du marché moyen des cinq jours de Bourse précédant la date de versement des dividendes.
- (3) Le montant comprend les espèces reçues au titre des options sur actions levées au cours de la période, les ajustements à la juste valeur des options sur actions et la levée des options sur actions jumelées à des droits à la plus-value des actions et liée aux attributions assorties de droits à la plus-value des actions qui ont fait l'objet d'une renonciation.
- (4) Pour plus de détails, se reporter à la note 9 de nos états financiers consolidés intermédiaires non vérifiés.

Principales données concernant les actions (1)

(en millions de dollars canadiens, sauf le nombre d'actions)	Au 30 avril 2010	
	Nombre d'actions (en milliers)	Montant
Actions ordinaires en circulation	1 423 424	13 331 \$
Actions privilégiées de premier rang en circulation		
À dividende non cumulatif, série W (2)	12 000	300
À dividende non cumulatif, série AA	12 000	300
À dividende non cumulatif, série AB	12 000	300
À dividende non cumulatif, série AC	8 000	200
À dividende non cumulatif, série AD	10 000	250
À dividende non cumulatif, série AE	10 000	250
À dividende non cumulatif, série AF	8 000	200
À dividende non cumulatif, série AG	10 000	250
À dividende non cumulatif, série AH	8 500	213
À dividende non cumulatif, série AJ (3)	16 000	400
À dividende non cumulatif, série AL (3)	12 000	300
À dividende non cumulatif, série AN (3)	9 000	225
À dividende non cumulatif, série AP (3)	11 000	275
À dividende non cumulatif, série AR (3)	14 000	350
À dividende non cumulatif, série AT (3)	11 000	275
À dividende non cumulatif, série AV (3)	16 000	400
À dividende non cumulatif, série AX (3)	13 000	325
Actions autodétenues – privilégiées	(43)	(1)
Actions autodétenues – ordinaires	(1 887)	(84)
Actions échangeables de RBC PH&N Holdings Inc.	6 413	324
Options sur actions		
En cours	17 192	
Pouvant être levées	11 654	
Dividendes		
Actions ordinaires		711
Actions privilégiées		65

(1) Pour plus de détails au sujet des principales activités de gestion du capital, se reporter à la note 9 des Notes complémentaires de nos états financiers consolidés intermédiaires non vérifiés.

(2) Avec prise d'effet le 24 février 2010, nous avons le droit de convertir ces actions en actions ordinaires de RBC, à notre gré et sous réserve de certaines restrictions.

(3) Le taux de dividende sera révisé tous les cinq ans.

Après le 30 avril 2010, nous avons effectué les annonces suivantes concernant le capital.

Le 18 mai 2010, nous avons annoncé que Fiducie de capital RBC rachètera la totalité de ses titres de fiducie de capital de série 2010 (TruCS RBC – série 2010) émis et en circulation, d'un montant de 650 millions de dollars, au prix de rachat plus la distribution indiquée. Le rachat devrait être effectué d'ici le 30 juin 2010 et il sera financé à même les fonds affectés aux besoins généraux.

Le 18 mai 2010, nous avons annoncé que nous comptons racheter la totalité des débentures subordonnées d'un montant de 800 millions de dollars échéant le 24 juin 2015 en circulation à la valeur nominale plus les intérêts courus. Le rachat devrait être effectué d'ici le 24 juin 2010 et il sera financé à même les fonds affectés aux besoins généraux.

Au 21 mai 2010, le nombre d'actions ordinaires et d'options sur actions en circulation ou en cours se chiffrait à 1 423 434 000 et à 17 182 000, respectivement. Au 21 mai 2010, le nombre de nos actions

privilégiées et ordinaires autodétenues s'établissait à 39 000 et à 1 887 000, respectivement.

Capital économique

(soldes moyens en millions de dollars canadiens)	Pour le trimestre terminé le		
	30 avril 2010	31 janvier 2010	30 avril 2009
Risque de crédit	10 100 \$	9 350 \$	10 500 \$
Risque de marché (activités de négociation et autres que de négociation)	2 800	3 050	2 550
Risque opérationnel	3 600	3 500	3 450
Risque commercial et risque lié aux immobilisations corporelles	2 500	2 350	2 300
Risque d'assurance	450	200	150
Capital de risque	19 450 \$	18 450 \$	18 950 \$
Écart d'acquisition et actifs incorporels	9 950	10 200	12 100
Capital économique	29 400 \$	28 650 \$	31 050 \$
Sous-attribution (surattribution) de capital	3 450	3 800	(500)
Capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires	32 850 \$	32 450 \$	30 550 \$

Deuxième trimestre de 2010 par rapport au deuxième trimestre de 2009

Le capital économique a diminué de 1,7 milliard de dollars par rapport à l'exercice précédent, en raison principalement de la baisse de l'écart d'acquisition et des actifs incorporels. La diminution tient aussi au risque de crédit. La baisse de l'écart d'acquisition et des actifs incorporels et du risque de crédit tient principalement à l'incidence du raffermissement du dollar canadien sur la valeur de conversion des actifs libellés en devises. Ces facteurs ont été neutralisés en partie par l'augmentation du risque d'assurance, laquelle est principalement imputable à la diminution des avantages tirés de la diversification, ainsi qu'à l'augmentation du risque de marché lié aux activités de négociation résultant en grande partie de la hausse des charges de capital liées à nos opérations de titrisation, laquelle découle d'un changement de méthode. Nous nous attendons à ce que la crise qui sévit en Europe se répercute sur le risque de marché au cours des prochains trimestres.

Deuxième trimestre de 2010 par rapport au premier trimestre de 2010

Le capital économique a augmenté de 750 millions de dollars par rapport au trimestre précédent, essentiellement en raison de l'augmentation du risque de crédit reflétant la croissance des activités et la révision des paramètres de risque liés à notre portefeuille de prêts de détail, ainsi que de l'augmentation du risque d'assurance découlant principalement de la diminution des avantages tirés de la diversification. Ces facteurs ont été neutralisés en partie par la diminution du risque de marché lié aux activités de négociation résultant de l'accroissement des facteurs de diversification, et par la baisse de l'écart d'acquisition et des actifs incorporels, qui tient principalement à l'incidence du raffermissement du dollar canadien sur la valeur de conversion de l'écart d'acquisition libellé en devises.

Gestion des liquidités et du financement

Sauf en ce qui concerne les facteurs d'ordre économique et réglementaire dont il est fait mention à la rubrique Contexte de gestion des risques, il n'y a pas selon nous de tendance, de demande, d'engagement ni d'événement connus qui pourraient actuellement modifier notre position de liquidité et de financement. Il n'y a eu aucun changement important à notre cadre de gestion des liquidités et du financement depuis celui qui est décrit dans notre rapport annuel 2009.

Nos dépôts de base, qui tiennent compte de nos estimations statistiques des tranches très stables du total des soldes relationnels, des soldes des dépôts des particuliers et des dépôts des clients commerciaux et institutionnels (dépôts à vue, dépôts à préavis et dépôts à terme fixe), ainsi que des fonds de gros venant à échéance dans plus de un an, ont augmenté d'environ 1 % par rapport au montant présenté au 31 janvier 2010 et représentaient 65 % du total de nos dépôts.

Cotes de crédit

Le tableau ci-dessous présente nos principales cotes de crédit et perspectives au 26 mai 2010. Le 25 mai 2010, Standard & Poor's (S&P)

a révisé notre perspective, la faisant passer de stable à positive; autrement, nos cotes et perspectives demeurent inchangées par rapport à celles au 2 mars 2010. Nos cotes de crédit demeurent parmi les plus élevées de celles obtenues par les institutions financières à l'échelle mondiale et elles étayent notre capacité à accéder aux marchés du financement non garanti de façon concurrentielle.

	Au 26 mai 2010 (1)		
	Dettes à court terme	Dettes à long terme de premier rang	Perspective
Moody's Investors Service (Moody's)	P-1	Aaa	Négative
Standard & Poor's (S&P)	A-1+	AA-	Positive
Fitch Ratings (Fitch)	F1+	AA	Stable
DBRS	R-1 (élevé)	AA	Stable

(1) Les cotes de crédit ne constituent pas des recommandations visant l'achat, la vente ou la détention d'une obligation financière, car elles ne fournissent pas de commentaires sur le cours du marché ni sur la pertinence pour un investisseur en particulier. Les cotes de crédit sont déterminées par les agences de notation en fonction des critères que celles-ci établissent à l'occasion, et elles peuvent faire l'objet d'une révision ou d'un retrait par une agence de notation en tout temps.

Obligations contractuelles

Dans le cours normal de nos affaires, nous concluons des contrats qui entraînent des engagements à l'égard des paiements minimaux futurs ayant une incidence sur nos liquidités. Selon la nature de ces engagements, l'obligation peut être constatée au bilan ou hors bilan. Le tableau suivant présente un sommaire de nos engagements de financement contractuels futurs.

(en millions de dollars canadiens) (1)	30 avril 2010					31 janvier 2010	30 avril 2009
	Moins de 1 an	De 1 an à 3 ans	De 3 ans à 5 ans	Plus de 5 ans	Total	Total	Total
Financement à long terme non garanti	13 574 \$	20 937 \$	7 735 \$	5 417 \$	47 663 \$	48 993 \$	53 004 \$
Obligations couvertes	87	2 839	3 279	1 775	7 980	6 011	5 606
Débitures subordonnées (2)	93	–	195	5 618	5 906	5 957	7 750
	13 754 \$	23 776 \$	11 209 \$	12 810 \$	61 549 \$	60 961 \$	66 360 \$

(1) Les montants présentés ci-dessus excluent les intérêts courus, à l'exception des montants présentés dans la colonne Moins de 1 an.

(2) Le 18 mai 2010, nous avons annoncé que nous comptons racheter nos débiteures subordonnées à 3,7 % d'un montant de 800 millions de dollars échéant le 24 juin 2015, qui sont prises en compte dans la colonne Plus de 5 ans ci-dessus. Pour de plus amples renseignements, se reporter à la rubrique Gestion du capital.

Information financière supplémentaire**Total du portefeuille de titres disponibles à la vente de RBC**

Au 30 avril 2010, tous les titres disponibles à la vente comportant des pertes non réalisées ont fait l'objet d'une évaluation visant à déterminer s'ils avaient subi une perte de valeur durable. Les instruments de créance pour lesquels la direction a jugé que le recouvrement de la somme totale du capital et des intérêts était improbable ont été considérés comme ayant subi une perte de valeur durable et ont été ramenés à leur juste valeur. Dans le cas des titres de participation pour lesquels la direction a jugé improbable le recouvrement de la juste valeur de ces titres avant qu'ils ne soient cédés ou pour lesquels des

perthes sont non réalisées pendant une période prolongée, ces titres ont été considérés comme ayant subi une perte de valeur durable et ont été ramenés à leur juste valeur. La direction est d'avis que les pertes non réalisées au 30 avril 2010 sont de nature temporaire et elle a l'intention de détenir ces titres jusqu'au recouvrement de leur valeur ou jusqu'à ce que les titres soient rachetés ou arrivent à échéance. Se reporter à la note 3 de nos états financiers consolidés intermédiaires non vérifiés pour des renseignements détaillés sur notre évaluation des pertes de valeur durables liées à ces titres disponibles à la vente.

Total du portefeuille de titres disponibles à la vente de RBC

(en millions de dollars canadiens)	Pour le trimestre terminé le				Pour le semestre terminé le							
	30 avril 2010				31 janvier 2010		30 avril 2009		30 avril 2010		30 avril 2009	
	Coût après amortissement (1)	Juste valeur (1)	Gains nets (pertes nettes) non réalisés	Gains nets (pertes nettes) comptabilisés dans les résultats	Gains nets (pertes nettes) non réalisés	Gains nets (pertes nettes) comptabilisés dans les résultats	Gains nets (pertes nettes) non réalisés	Gains nets (pertes nettes) comptabilisés dans les résultats	Gains nets (pertes nettes) comptabilisés dans les résultats	Gains nets (pertes nettes) comptabilisés dans les résultats	Gains nets (pertes nettes) comptabilisés dans les résultats	
Titres de gouvernements et d'agences	19 826 \$	20 161 \$	335 \$	(18)\$	404 \$	75 \$	407 \$	(17)\$	57 \$	(17)\$		
Titres adossés à des créances hypothécaires	1 545	1 442	(103)	(21)	(219)	11	(780)	(74)	(10)	(77)		
Titres adossés à des actifs	3 584	3 497	(87)	(5)	(108)	11	(358)	(28)	6	(43)		
Titres d'emprunt de sociétés et autres créances	10 485	10 456	(29)	(10)	1	(17)	(397)	(46)	(27)	(123)		
Titres de participation	1 748	1 757	9	40	10	–	(511)	(29)	40	(50)		
Titres de substitut de prêts	256	227	(29)	–	(49)	–	(105)	–	–	–		
Total	37 444 \$	37 540 \$	96 \$	(14)\$	39 \$	80 \$	(1 744)\$	(194)\$	66 \$	(310)\$		

(1) Comprend des titres détenus jusqu'à l'échéance de 284 millions de dollars qui sont groupés avec les titres disponibles à la vente dans le bilan.

Deuxième trimestre de 2010 par rapport au deuxième trimestre de 2009

Le total du coût après amortissement relatif aux titres disponibles à la vente a diminué de 13,9 milliards de dollars, ou 27 %, par rapport à l'exercice précédent. Cette baisse est principalement attribuable à l'incidence du raffermisssement du dollar canadien, à la réduction du nombre de titres disponibles à la vente, y compris des certificats de dépôt, des titres adossés à des créances hypothécaires d'agences aux États-Unis, des billets, et des titres émis par le gouvernement canadien, ainsi qu'à la vente d'actions ordinaires de banques canadiennes, afin de rééquilibrer le portefeuille et de gérer les risques.

Au 30 avril 2010, des gains nets non réalisés de 96 millions de dollars ont été comptabilisés relativement au portefeuille de titres disponibles à la vente, comparativement à des pertes nettes non réalisées de 1,7 milliard à l'exercice précédent. Ce résultat reflète principalement une augmentation de la valeur de la plupart des titres non garantis par le gouvernement, laquelle tient essentiellement au resserrement des écarts de taux et à la baisse des taux d'intérêt.

Une perte nette de 14 millions de dollars a été constatée au trimestre considéré, comparativement à une perte nette de 194 millions à l'exercice précédent. La perte nette pour le trimestre considéré comprenait une dépréciation de 40 millions de dollars, principalement liée à des billets privilégiés de fiduciaire et à certains placements privés, ainsi que la réduction de valeur de 27 millions découlant de la décision de la direction de vendre certains titres adossés à des créances

hypothécaires d'agences et non garantis par une agence aux États-Unis. Ces pertes ont été contrebalancées en partie par des gains nets réalisés de 53 millions de dollars liés principalement à la vente de titres de participation. La perte nette de 194 millions de dollars constatée à l'exercice précédent tenait compte d'une dépréciation de 89 millions liée principalement à un certain nombre de placements privés et à des titres adossés à des créances hypothécaires non garantis par une agence aux États-Unis, de réductions de valeur de 35 millions découlant de la décision de la direction de vendre certains titres d'emprunt de sociétés et titres adossés à des créances hypothécaires non garantis par une agence aux États-Unis, et de pertes nettes de 70 millions liées à la vente essentiellement de titres adossés à des créances hypothécaires non garantis par une agence aux États-Unis et d'engagements sous forme de prêt garanti.

Premier semestre de 2010 par rapport au premier semestre de 2009

Le gain net pour le semestre terminé le 30 avril 2010 s'est établi à 66 millions de dollars, par rapport à une perte nette de 310 millions à l'exercice précédent. Ce gain tient compte de gains réalisés nets de 211 millions de dollars découlant de la vente de titres d'agences aux États-Unis, d'actions ordinaires, d'instruments hybrides et de titres adossés à des créances hypothécaires non garantis par une agence aux États-Unis. Ces gains ont été neutralisés en partie par des pertes de 145 millions de dollars tenant principalement à la dépréciation

d'actions ordinaires, de titres de gouvernements de pays non membres de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE), de billets privilégiés de fiducie et de certains placements privés, ainsi que des réductions de valeur tenant à la décision de la direction de vendre certains titres adossés à des créances hypothécaires d'agences et non garantis par une agence aux États-Unis.

La perte nette comptabilisée à l'exercice précédent reflète principalement les pertes découlant de la dépréciation et des réductions de valeur, qui tient à la décision de la direction de vendre certains titres adossés à des créances hypothécaires non garantis par une agence aux États-Unis, des placements privés et des titres d'emprunt de sociétés, ainsi que les pertes réalisées à la vente de titres adossés à des créances hypothécaires non garantis par une agence aux États-Unis et d'engagements sous forme de prêt garanti.

Deuxième trimestre de 2010 par rapport au premier trimestre de 2010

Le total du coût après amortissement relatif aux titres disponibles à la vente a diminué de 5,7 milliards de dollars, ou 13 %, par rapport au trimestre précédent, en raison en grande partie de l'incidence du raffermissement du dollar canadien et de la réduction des titres en portefeuille, y compris les certificats de dépôt et les titres adossés à des créances hypothécaires d'agences aux États-Unis.

Risques liés à certains instruments financiers auxquels nous sommes exposés

Risques liés aux titres adossés à des créances hypothécaires résidentielles à risque et de catégorie Alt-A sur le marché américain, aux TGC et aux prêts hypothécaires

Certaines activités et opérations que nous effectuons nous exposent au risque de crédit lié aux créances hypothécaires résidentielles à risque et de catégorie Alt-A sur le marché américain. Notre exposition nette aux prêts à risque et aux prêts de catégorie Alt-A sur le marché américain, qui représente 0,4 % du total de notre actif au 30 avril 2010, est demeurée essentiellement inchangée par rapport à l'exercice précédent.

Deuxième trimestre de 2010 par rapport au deuxième trimestre de 2009

Du total de nos placements dans des titres adossés à des créances hypothécaires résidentielles, des placements ayant une juste valeur de 93 millions de dollars, déduction faite des opérations de couverture de 218 millions liées à MBIA Inc., pourraient être exposés aux risques liés aux prêts à risque sur le marché américain. L'exposition aux risques liés aux titres adossés à des créances hypothécaires résidentielles à risque sur le marché américain a diminué de 55 millions de dollars par rapport à l'exercice précédent. Relativement à ces risques potentiels, plus de 59 % de nos placements connexes présentaient une cote A. Au 30 avril 2010, nos placements dans des titres adossés à des créances hypothécaires résidentielles à risque sur le marché américain présentant une cote AAA, sur une base nette, représentaient 25 % du total des placements dans des titres adossés à des créances hypothécaires résidentielles à risque sur le marché américain, comparativement à 51 % à l'exercice précédent. L'exposition aux prêts à risque aux États-Unis s'établissait à 424 millions de dollars au 30 avril 2010, soit moins de 0,06 % du total de l'actif.

Du total de nos placements dans des titres adossés à des créances hypothécaires résidentielles, des placements ayant une juste valeur de 1,2 milliard de dollars, déduction faite des opérations de couverture, pourraient être exposés aux risques liés aux prêts de catégorie Alt-A sur le marché américain. L'exposition aux risques liés aux prêts de catégorie Alt-A sur le marché américain a diminué de 42 millions de dollars par rapport à l'exercice précédent, ce qui reflète principalement l'incidence du raffermissement du dollar canadien. Environ 44 % de ces titres adossés à des créances hypothécaires résidentielles ont été émis en 2006 et en 2007. Notre exposition aux prêts de catégorie Alt-A sur le marché américain se chiffrait à 1,1 milliard de dollars au 30 avril 2010, ce qui représente 0,17 % du total de l'actif.

Du total de nos placements dans des titres garantis par des créances (TGC), des placements de 24 millions de dollars, déduction faite des opérations de couverture de 4 millions de MBIA, pourraient être exposés aux risques liés aux prêts à risque ou aux prêts de catégorie Alt-A sur le marché américain, ce qui constitue une baisse de 14 millions par rapport à l'exercice précédent.

La juste valeur des TGC de sociétés, déduction faite des opérations de couverture, se chiffrait à 247 millions de dollars au 30 avril 2010, en

Au 30 avril 2010, des gains nets non réalisés de 96 millions de dollars ont été comptabilisés relativement au portefeuille de titres disponibles à la vente, comparativement à 39 millions au trimestre précédent. Ce résultat à la hausse reflète principalement le recouvrement de la juste valeur des titres adossés à des créances hypothécaires non garantis par une agence et des titres adossés à des actifs aux États-Unis. L'augmentation des gains non réalisés a été neutralisée en partie par la baisse de la juste valeur des créances du gouvernement canadien découlant de la hausse des taux d'intérêt.

Une perte nette de 14 millions de dollars a été constatée ce trimestre, comparativement à un gain net de 80 millions au trimestre précédent, lequel est en grande partie attribuable aux gains réalisés de 158 millions liés principalement à la vente de titres d'agences aux États-Unis, d'actions ordinaires de banques canadiennes, d'instruments hybrides et de titres adossés à des créances hypothécaires non garantis par une agence aux États-Unis. Ces gains ont été contrebalancés en partie par des pertes de 78 millions de dollars tenant principalement à la dépréciation de certaines actions ordinaires et de titres de gouvernements de pays non membres de l'OCDE.

baisse de 26 millions par rapport à l'exercice précédent, résultat qui reflète le raffermissement du dollar canadien.

Risques nets liés aux prêts à risque et aux prêts de catégorie Alt-A sur le marché américain découlant des titres adossés à des créances hypothécaires résidentielles, des TGC et des prêts hypothécaires

	Au 30 avril 2010			Total
	Titres adossés à des créances hypothécaires résidentielles à risque	Titres adossés à des créances hypothécaires résidentielles de catégorie Alt-A	TGC pouvant comprendre des prêts hypothécaires à risque ou de catégorie Alt-A	
(en millions de dollars canadiens)				
Juste valeur des titres, compte non tenu des opérations de couverture	311 \$	1 237 \$	28 \$	1 576 \$
Juste valeur des titres, déduction faite des opérations de couverture, selon la cote				
AAA	23 \$	204 \$	– \$	
AA	27	193	–	
A	5	96	–	
BBB	–	47	–	
Inférieure à BBB(-1)	38	697	24	
Total	93 \$	1 237 \$	24 \$	1 354 \$
Juste valeur des titres, déduction faite des opérations de couverture, par année de montage				
2003 (ou avant)	18 \$	319 \$	– \$	
2004	11	78	–	
2005	44	291	20	
2006	20	193	4	
2007	–	356	–	
Total	93 \$	1 237 \$	24 \$	1 354 \$
Coût après amortissement des prêts hypothécaires à risque et de catégorie Alt-A (prêts entiers)	200 \$	773 \$	– \$	973 \$
Coût après amortissement des titres adossés à des créances hypothécaires résidentielles à risque et de catégorie Alt-A transférés dans les prêts en vertu du chapitre 3855	224 \$	361 \$	– \$	585 \$
Risque total lié aux prêts à risque et de catégorie Alt-A, déduction faite des opérations de couverture	517 \$	2 371 \$	24 \$	2 911 \$

Sensibilité de la juste valeur des titres, déduction faite des opérations de couverture, aux modifications des hypothèses :

Augmentation de 100 points de base de l'écart de taux	(4)\$	(32)\$
Augmentation de 100 points de base des taux d'intérêt	(2)	(50)
Augmentation de 20 % des taux de défaillance	(2)	(20)
Diminution de 25 % des taux de paiement anticipé	(1)	(76)

Arrangements hors bilan

Pour de plus amples renseignements sur nos arrangements hors bilan, y compris les conduits multicédants, les instruments de placement structurés et les autres entités à détenteurs de droits variables au 30 avril 2010, se reporter à la rubrique Arrangements hors bilan.

Financement avec endettement

Nos services de financement avec endettement comprennent les activités de financement des infrastructures, des services essentiels et d'autres types de financement. Ils ne comprennent pas le financement de première qualité ni le financement de qualité inférieure pour lequel il n'y a pas de commandite liée aux placements privés. Au 30 avril 2010, le total de nos engagements de financement capitalisés et non capitalisés s'établissait à 4 042 millions de dollars, ou 0,6 % du total de l'actif, comparativement à 4 150 millions, ou 0,6 % du total de l'actif à l'exercice précédent, surtout en raison du raffermissement du dollar canadien.

Polices d'assurance souscrites directement et indirectement auprès d'assureurs spécialisés

Nous souscrivons directement des polices d'assurance auprès d'assureurs spécialisés, lesquelles couvrent les actifs liés et non liés au marché des prêts à risque, comme il est illustré ci-dessous.

Polices d'assurance souscrites directement auprès d'assureurs spécialisés

(en millions de dollars canadiens)	Au 30 avril 2010	
	Valeur en capital/nominale	Juste valeur
MBIA	3 842 \$	492 \$
Financial Security Assurance Holdings Ltd. (FSA)	268	21
Syncora Holdings Ltd. (auparavant XL Capital Ltd.)	243	11
AMBAC Financial Group (AMBAC)	102	–
Total	4 455 \$	524 \$

Au 30 avril 2010, nous détenions des polices d'assurance de 4 455 millions de dollars souscrites auprès d'assureurs spécialisés; ces polices couvrent le risque de défaillance par l'émetteur ou la contrepartie relativement aux actifs détenus à des fins de transaction

liés aux prêts à risque et aux prêts autres que les prêts à risque. La juste valeur comptabilisée relativement à ces polices d'assurance s'élevait à 524 millions de dollars, déduction faite des ajustements de l'évaluation du crédit. Notre méthode d'évaluation du risque lié à MBIA Inc. demeure inchangée par rapport au trimestre précédent, mais nous avons actualisé les estimations liées à nos paramètres de manière à refléter les conditions du marché actuelles.

Nous sommes également exposés à un risque indirect lié aux polices d'assurance souscrites auprès d'assureurs spécialisés, en raison des actifs que nous détenons et des facilités de liquidités que nous fournissons. Les assureurs spécialisés fournissent de l'assurance cautionnement sur les actifs de tiers que nous détenons, tels que les obligations sur le marché municipal américain, les titres à enchères, les swaps de taux d'intérêt et les obligations du secteur de l'infrastructure publique. Dans de tels cas, nous bénéficions de la protection fournie par ce contrat. La valeur en capital/nominale de ces actifs s'élevait à 1 482 millions de dollars au 30 avril 2010. La majorité de ces actifs sont détenus dans notre portefeuille de négociation, et les variations de la juste valeur sont reflétées au poste Revenus autres que d'intérêt – Revenus tirés des activités de négociation, tandis que la valeur implicite de l'assurance est reflétée dans la juste valeur de l'actif. Nous fournissons par ailleurs des facilités de liquidités de 175 millions de dollars à certains clients au titre de leurs programmes d'émissions d'obligations à l'égard desquels une assurance a été souscrite auprès d'un assureur spécialisé dans le cadre du programme, sur lesquelles une tranche de néant avait été prélevée au 30 avril 2010.

Informations sur les titres adossés à des créances hypothécaires commerciales

La juste valeur de nos placements directs dans des titres adossés à des créances hypothécaires commerciales s'élevait à 266 millions de dollars au 30 avril 2010.

Actifs et passifs évalués à la juste valeur

Aucun transfert important d'instruments dans les niveaux 1, 2 et 3 ni aucune sortie importante d'instruments de ces niveaux n'ont eu lieu ce trimestre, selon la hiérarchie de la juste valeur définie au chapitre 3862, intitulé « Instruments financiers – informations à fournir ». Pour plus de détails, se reporter à la note 2 de nos états financiers consolidés intermédiaires non vérifiés.

Questions et contrôles comptables

Conventions comptables critiques et estimations

Nos états financiers consolidés intermédiaires non vérifiés ont été dressés conformément aux PCGR du Canada. Les principales conventions comptables sont présentées à la note 1 des états financiers consolidés intermédiaires non vérifiés, ainsi qu'à la note 1 de nos états financiers consolidés annuels de 2009. Nos conventions comptables critiques et nos estimations sont présentées en détail aux pages 67 à 70 de notre rapport annuel 2009.

Modification des conventions comptables et estimations – PCGR des États-Unis

Le 1^{er} février 2010, nous avons adopté l'Accounting Standards Update (ASU) 2010-06, intitulée *Fair value Measurements and Disclosures*, qui modifie le *Topic 820* de manière à exiger la présentation d'informations supplémentaires sur les transferts d'instruments dans les niveaux 1 et 2 et sur les sorties d'instruments de ces niveaux, et la présentation d'informations distinctes sur les achats, ventes, émissions et règlements liés aux instruments financiers de niveau 3. Cette norme clarifie également la présentation d'informations sur la juste valeur, notamment le degré de ventilation ainsi que les données d'entrée et les techniques d'évaluation de la juste valeur.

Par ailleurs, plusieurs nouvelles prises de position aux termes des PCGR des États-Unis publiées par le Financial Accounting Standard Board (FASB) ont eu prise d'effet le 1^{er} novembre 2009 en ce qui nous concerne, mais l'adoption de ces prises de position n'a pas eu une incidence importante sur notre situation financière et nos résultats d'exploitation consolidés. Pour de plus amples renseignements sur ces nouvelles prises de position, se reporter à la note 16, Rapprochement des principes comptables généralement reconnus du Canada et de ceux des États-Unis, de nos états financiers consolidés intermédiaires non vérifiés.

Adoption future des Normes internationales d'information financière

Cette mise à jour doit être lue en parallèle avec l'analyse présentée aux pages 71 et 72 de notre rapport annuel 2009.

Nous avons terminé notre évaluation de l'étendue et de la complexité du passage aux IFRS, et nous avons mis en œuvre le processus visant à modifier nos politiques, nos processus et nos systèmes, de manière à pouvoir présenter l'information financière consolidée selon les IFRS avec prise d'effet à l'exercice 2012 et à fournir des chiffres correspondants pour l'exercice 2011. Nous nous conformerons aux dispositions transitoires d'IFRS 1, *Première adoption des Normes internationales d'information financière*, qui décrit le cadre de la première adoption des IFRS et indique qu'en général, une entité doit appliquer les IFRS de manière rétrospective, et prévoit également certaines exceptions à l'égard de l'application rétrospective des IFRS dans les cas où cette application s'avérerait impraticable d'un point de vue opérationnel.

Comme il est fait mention dans notre rapport annuel 2009, les éléments susceptibles d'avoir la plus grande incidence sur notre situation financière et sur notre capital comprennent la décomptabilisation et la consolidation du bilan, les regroupements d'entreprises et les écarts de conversion cumulatifs des devises. Nous avons déterminé que les différences les plus complexes découlant de l'adoption des IFRS concernent la décomptabilisation et la consolidation.

En vertu des IFRS, la méthode utilisée aux fins de la décomptabilisation des actifs financiers diffère considérablement de celle utilisée aux termes des PCGR du Canada. En vertu des IFRS, nous devons tenir compte des risques et des avantages inhérents à la propriété et prêter une importance secondaire au contrôle des actifs

transférés. En vertu des PCGR du Canada, une forme juridique axée sur la capacité à protéger les actifs contre la faillite s'applique. Nous n'avons pas encore terminé notre évaluation de l'incidence du passage au modèle de décomptabilisation préconisé dans les IFRS, mais selon nos conclusions préliminaires, le total de l'actif figurant au bilan sera plus élevé, en raison principalement de nos activités de vente de prêts hypothécaires dans le cadre du Programme Obligations hypothécaires du Canada et du processus d'adjudication de titres adossés à des créances hypothécaires assurées en vertu de la *Loi nationale sur l'habitation*.

En vertu des IFRS, la consolidation d'une entité est basée uniquement sur l'application du principe du contrôle, plutôt que sur le contrôle des voix ou sur les droits variables. Cette modification de convention fera en sorte que certaines entités qui n'étaient pas consolidées aux termes des PCGR du Canada le seront en vertu des IFRS, en raison de nos droits juridiques et contractuels de contrôle de l'entité, au sens des IFRS. Nous avons terminé notre évaluation initiale des structures existantes. Nous continuons de surveiller ces structures afin de mettre en évidence tout changement dans leurs activités commerciales, et nous poursuivons notre évaluation des répercussions de la consolidation de nouvelles structures.

Le passage aux IFRS ne devrait pas avoir une incidence importante sur nos processus et nos systèmes informatiques. Les principaux éléments mis en évidence à l'heure actuelle se limitent à la nécessité d'assurer le suivi des ajustements effectués aux termes des IFRS aux fins de la préparation des chiffres correspondants de l'exercice 2011, et la préparation ou la modification de rapports visant à faciliter la présentation d'informations supplémentaires par voie de note, comme l'exigent les IFRS. Nous évaluons actuellement l'incidence du contrôle interne à l'égard de l'information financière à la lumière des

modifications de conventions comptables visant les transactions et des modifications apportées aux obligations d'information.

Le plan aux fins du passage aux IFRS prévoit la tenue de séances de formation à l'intention des membres du personnel responsables du passage et de ceux qui sont responsables de la présentation de l'information financière sur une base continue. Ce plan prévoit également des communications régulières avec le comité de vérification du conseil d'administration, qui englobent un examen des progrès réalisés aux fins du passage aux IFRS, une analyse des répercussions possibles des dispositions transitoires et des répercussions permanentes sur les activités, et un aperçu des faits nouveaux liés aux notes d'orientation concernant la comptabilité et la réglementation qui sont liées aux IFRS.

Contrôles et procédures de présentation de l'information

Au 30 avril 2010, la direction a évalué l'efficacité des contrôles et processus liés à la présentation de l'information, conformément aux règles adoptées par la Securities and Exchange Commission des États-Unis. Cette évaluation a été faite sous la supervision et avec le concours du président et chef de la direction et du chef de l'administration et chef des finances. Au terme de cette évaluation, le président et chef de la direction ainsi que le chef de l'administration et chef des finances ont conclu que nos contrôles et processus liés à la présentation de l'information étaient efficaces au 30 avril 2010.

Contrôle interne à l'égard de l'information financière

Au cours du trimestre terminé le 30 avril 2010, nous n'avons effectué aucune modification du contrôle interne à l'égard de l'information financière ayant eu une incidence importante ou raisonnablement susceptible d'avoir une incidence importante sur notre contrôle interne à l'égard de l'information financière.

Principales mesures du rendement et mesures hors PCGR

Principales mesures du rendement

Ratio du capital-actions ordinaire de première catégorie

Nous utilisons le ratio du capital-actions ordinaire de première catégorie ainsi que les ratios de capital réglementaire pour évaluer l'adéquation de nos fonds propres liés aux actions ordinaires. Ce ratio est conforme à un test de tension qu'utilise la Réserve fédérale américaine pour déterminer l'adéquation des fonds propres des banques américaines selon divers scénarios défavorables, mais nous effectuons notre calcul du capital-actions ordinaire de première catégorie selon l'approche préconisée dans l'accord de Bâle II, pour laquelle une analyse détaillée est fournie à la rubrique Gestion du capital de notre rapport annuel 2009. Nous sommes d'avis que le ratio du capital-actions ordinaire de première catégorie constitue une mesure supplémentaire utile de l'adéquation de nos fonds propres. Ce ratio n'a pas de définition normalisée en vertu des PCGR et n'est pas nécessairement comparable à des mesures semblables présentées par d'autres institutions financières.

Le tableau suivant illustre le calcul de notre ratio du capital-actions ordinaire de première catégorie.

(en millions de dollars canadiens, sauf les pourcentages)	Au		
	30 avril 2010	31 janvier 2010	30 avril 2009
Capital de première catégorie	33 427 \$	32 802 \$	30 371 \$
Déduire : montant admissible au titre de la part des actionnaires sans contrôle dans les filiales – autres	353	354	356
Instrument de capital innovateurs de première catégorie (1)	3 999	3 983	4 139
Actions privilégiées de premier rang à dividende non cumulatif (1)	4 811	4 812	4 811
Capital-actions ordinaire de première catégorie	24 264 \$	23 653 \$	21 065 \$
Actif ajusté en fonction des risques	249 269 \$	259 016 \$	265 647 \$
Ratio du capital-actions ordinaire de première catégorie	9,7 %	9,1 %	7,9 %

(1) Déduction faite des actions autodétenues.

Rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires et rendement du capital de risque

Nous mesurons et évaluons le rendement de nos activités consolidées et de chacun de nos secteurs d'exploitation en fonction d'un certain nombre de mesures, y compris le bénéfice net, le rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires et le rendement du capital de risque. Nous utilisons le rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires et le rendement du capital de risque, tant sur une base consolidée que par secteur, à titre de mesures du rendement du total du capital investi dans nos secteurs. La mesure du rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires et du rendement du capital de risque par secteur est considérée comme une mesure utile pour appuyer

les prises de décisions relatives aux investissements et à l'attribution des ressources puisqu'elle permet d'effectuer des ajustements en fonction de certains éléments qui pourraient avoir une incidence sur la comparabilité entre nos secteurs d'exploitation et certains de nos concurrents. Le rendement du capital de risque n'a aucune définition normalisée en vertu des PCGR et n'est pas nécessairement comparable aux mesures analogues présentées par d'autres institutions financières. Pour de plus amples renseignements, se reporter à la rubrique Principales mesures du rendement et mesures hors PCGR de notre rapport annuel 2009.

Le tableau suivant présente un sommaire des calculs du rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires et du rendement du capital de risque.

(en millions de dollars canadiens, sauf les pourcentages) (1)	Pour le trimestre terminé le							Pour le trimestre terminé le	
	30 avril 2010							31 janvier 2010	30 avril 2009
	Services bancaires canadiens	Gestion de patrimoine	Assurances	Services bancaires internationaux	Marchés des Capitaux	Services de soutien généraux	Total	Total	Total
Bénéfice net (perte nette) attribuable aux actionnaires ordinaires	719 \$	83 \$	104 \$	(40)\$	487 \$	(89)\$	1 264 \$	1 433 \$	(105)\$
Moyenne du capital de risque (2)	6 550 \$	950 \$	1 400 \$	3 000 \$	6 750 \$	800 \$	19 450 \$	18 450 \$	18 950 \$
Ajouter : sous-attribution (surattribution) de capital	–	–	–	–	–	3 450	3 450	3 800	(500)
Écart d'acquisition et capital incorporel	2 000	2 600	150	3 550	1 000	650	9 950	10 200	12 100
Moyenne des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires (3)	8 550 \$	3 550 \$	1 550 \$	6 550 \$	7 750 \$	4 900 \$	32 850 \$	32 450 \$	30 550 \$
Ajouter : incidence de la charge au titre de la dépréciation de l'écart d'acquisition	–	–	–	–	–	–	–	–	250
Moyenne des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires, déduction faite de l'écart d'acquisition	8 550 \$	3 550 \$	1 550 \$	6 550 \$	7 750 \$	4 900 \$	32 850 \$	32 450 \$	30 800 \$
Rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires	34,6 %	9,6 %	27,2 %	(2,5)%	25,8 %	n.s.	15,8 %	17,5 %	(1,4)%
Ajouter : incidence de la charge au titre de la dépréciation de l'écart d'acquisition	–	–	–	–	–	–	–	–	13,3 %
Rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires	34,6 %	9,6 %	27,2 %	(2,5)%	25,8 %	n.s.	15,8 %	17,5 %	11,9 %

(en millions de dollars canadiens, sauf les pourcentages) (1)	Pour le semestre terminé le							Pour le semestre terminé le	
	30 avril 2010							30 avril 2009	
	Services bancaires canadiens	Gestion de patrimoine	Assurances	Services bancaires internationaux	Marchés des Capitaux	Services de soutien généraux	Total	Total	
Bénéfice net (perte nette) attribuable aux actionnaires ordinaires	1 481 \$	294 \$	219 \$	(110)\$	1 042 \$	(229)\$	2 697 \$	964 \$	
Moyenne du capital de risque (2)	6 100 \$	1 050 \$	1 250 \$	2 850 \$	7 050 \$	650 \$	18 950 \$	18 850 \$	
Ajouter : sous-attribution (surattribution) de capital	–	–	–	–	–	3 600	3 600	(1 200)	
Écart d'acquisition et capital incorporel	2 000	2 650	150	3 650	1 000	650	10 100	12 150	
Moyenne des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires (3)	8 100 \$	3 700 \$	1 400 \$	6 500 \$	8 050 \$	4 900 \$	32 650 \$	29 800 \$	
Ajouter : incidence de la charge au titre de la dépréciation de l'écart d'acquisition	–	–	–	–	–	–	–	150	
Moyenne des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires, déduction faite de l'écart d'acquisition	8 100 \$	3 700 \$	1 400 \$	6 500 \$	8 050 \$	4 900 \$	32 650 \$	29 950 \$	
Rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires	37,0 %	16,0 %	31,0 %	(3,4)%	26,1 %	n.s.	16,7 %	6,5 %	
Ajouter : incidence de la charge au titre de la dépréciation de l'écart d'acquisition	–	–	–	–	–	–	–	6,7 %	
Rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires	37,0 %	16,0 %	31,0 %	(3,4)%	26,1 %	n.s.	16,7 %	13,2 %	

(1) Les chiffres ayant trait à la moyenne du capital de risque, à l'écart d'acquisition et au capital incorporel ainsi qu'à la moyenne des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires sont arrondis. Les calculs du rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires et du rendement du capital de risque sont fondés sur les soldes réels avant leur arrondissement. Ces montants sont calculés à l'aide de méthodes visant à estimer les soldes quotidiens moyens pour la période.

(2) La moyenne du capital de risque comprend le capital de risque lié au risque de crédit, au risque de marché (activités de négociation et autres que de négociation), au risque opérationnel, au risque commercial et au risque lié aux immobilisations corporelles, ainsi qu'au risque d'assurance. Se reporter à la rubrique Gestion du capital pour plus de détails à ce sujet.

(3) Les montants se rapportant aux différents secteurs d'exploitation sont désignés à titre de capital attribué ou de capital économique.

n.s. : non significatif

Mesures hors PCGR

Résultats excluant la charge au titre de la dépréciation de l'écart d'acquisition

Au deuxième trimestre de 2009, nous avons comptabilisé une charge au titre de la dépréciation de l'écart d'acquisition de 1 milliard de dollars (838 millions de dollars US) avant et après impôts. Le tableau suivant illustre le rapprochement de nos résultats de 2009 excluant cette charge pour le trimestre et le semestre terminés le 30 avril 2009.

Selon nous, le fait de ne pas tenir compte de la charge au titre de la dépréciation de l'écart d'acquisition constitue une mesure plus représentative des résultats tirés de l'exploitation courante des

activités, qui permettra au lecteur de mieux comprendre le point de vue de la direction en ce qui concerne notre performance. Ces mesures devraient également accroître la comparabilité de notre performance pour le trimestre et le semestre terminés le 30 avril 2010 par rapport aux périodes correspondantes de l'exercice précédent.

Ces mesures ne sont pas établies selon les PCGR, elles n'ont pas de définition normalisée en vertu des PCGR, et elles pourraient ne pas être comparables aux mesures analogues présentées par d'autres institutions financières.

	Pour le trimestre terminé le			Pour le semestre terminé le		
		30 avril 2009	Excluant la charge au titre de la dépréciation de l'écart d'acquisition		30 avril 2009 (1)	Excluant la charge au titre de la dépréciation de l'écart d'acquisition
(en millions de dollars canadiens, sauf les pourcentages et les montants par action)	Présenté			Présenté		
Bénéfice avant impôts	254 \$	1 000 \$	1 254 \$	1 833 \$	1 000 \$	2 833 \$
Charge d'impôts	266	–	266	730	–	730
Bénéfice net (perte nette) avant part des actionnaires sans contrôle	(12)\$	1 000 \$	988 \$	1 103 \$	1 000 \$	2 103 \$
Part des actionnaires sans contrôle dans le bénéfice net des filiales	38	–	38	43	–	43
Bénéfice net (perte nette)	(50)\$	1 000 \$	950 \$	1 060 \$	1 000 \$	2 060 \$
Dividendes sur actions privilégiées	(55)	–	(55)	(96)	–	(96)
Bénéfice net (perte nette) attribuable aux actionnaires ordinaires	(105)\$	1 000 \$	895 \$	964 \$	1 000 \$	1 964 \$
Nombre moyen d'actions ordinaires en circulation (en milliers)	1 405 772		1 405 772	1 385 995		1 385 995
Bénéfice (perte) de base par action (en dollars)	(0,07)\$	0,71 \$	0,64 \$	0,70 \$	0,72 \$	1,42 \$
Nombre moyen d'actions ordinaires dilué (en milliers)	1 417 038		1 417 038	1 397 831		1 397 831
Bénéfice (perte) dilué par action (en dollars)	(0,07)\$	0,71 \$	0,63 \$	0,69 \$	0,72 \$	1,40 \$
Moyenne des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires	30 550 \$		30 800 \$	29 800 \$		29 950 \$
Rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires (2)	(1,4)%		11,9 %	6,5 %		13,2 %
Taux d'imposition effectif	104,7 %		21,2 %	39,8 %		25,8 %

(1) Au cours de 2009, nous avons reclassé certains titres dans les prêts, conformément aux modifications du chapitre 3855 du *Manuel de l'ICCA*. Pour le premier semestre de 2009, le reclassement a donné lieu à une augmentation du bénéfice net, dont le montant déclaré était de 1 003 millions de dollars, le portant à 1 060 millions; il a aussi donné lieu à une augmentation du bénéfice par action, du bénéfice dilué par action et du rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires de 0,05 \$, de 0,04 \$ et de 30 points de base, respectivement. Pour obtenir des détails sur l'incidence, se reporter à la rubrique Chapitre 3855 du *Manuel de l'ICCA* – reclassement de titres dans les prêts, à la page 62 de notre rapport annuel 2009.

(2) Basé sur les soldes réels avant arrondissement

Opérations entre apparentés

Nos politiques et procédures liées aux opérations entre apparentés n'ont pas changé de façon importante depuis le 31 octobre 2009. Pour de plus amples renseignements, se reporter à la note 27 de nos états financiers consolidés annuels de 2009.

États financiers consolidés intermédiaires (non vérifié)

Bilans consolidés (non vérifié)

(en millions de dollars canadiens)	30 avril 2010	31 janvier 2010	31 octobre 2009	30 avril 2009 (1)
Actif				
Encaisse et montants à recevoir de banques	8 757 \$	9 535 \$	8 353 \$	9 342 \$
Dépôts productifs d'intérêts à des banques	8 888	7 264	8 923	11 297
Valeurs mobilières				
Titres détenus à des fins de transaction	150 696	146 212	140 062	126 101
Titres disponibles à la vente	37 540	43 204	46 210	49 575
	188 236	189 416	186 272	175 676
Biens achetés en vertu de conventions de revente et titres empruntés	52 804	49 585	41 580	42 290
Prêts				
Prêts de détail	213 241	208 282	205 224	193 195
Prêts de gros	72 940	76 221	78 927	88 713
	286 181	284 503	284 151	281 908
Provision pour pertes sur prêts	(3 112)	(3 180)	(3 188)	(2 949)
	283 069	281 323	280 963	278 959
Autres				
Engagements de clients en contrepartie d'acceptations	7 669	7 966	9 024	11 146
Dérivés	78 066	85 828	92 173	123 259
Locaux et matériel, montant net	2 366	2 372	2 367	2 418
Écart d'acquisition	8 021	8 279	8 368	8 819
Autres actifs incorporels	1 861	1 952	2 033	2 150
Autres actifs	15 399	15 979	14 933	15 158
	113 382	122 376	128 898	162 950
	655 136 \$	659 499 \$	654 989 \$	680 514 \$
Passif et capitaux propres				
Dépôts				
Particuliers	156 173 \$	155 865 \$	152 328 \$	146 476 \$
Entreprises et gouvernements	224 418	221 431	220 772	239 580
Banques	17 249	17 399	25 204	25 771
	397 840	394 695	398 304	411 827
Autres				
Acceptations	7 669	7 966	9 024	11 146
Engagements afférents à des titres vendus à découvert	46 560	48 833	41 359	35 540
Engagements afférents à des biens vendus en vertu de conventions de rachat et aux titres prêtés	41 630	42 571	35 150	28 871
Dérivés	77 859	81 246	84 390	110 284
Sinistres et obligations liées aux indemnités d'assurance	9 450	9 297	8 922	8 002
Autres passifs	26 610	27 874	31 007	29 009
	209 778	217 787	209 852	222 852
Débitures subordonnées	5 813	5 896	6 461	7 629
Titres de fiducie de capital	1 398	1 386	1 395	1 398
Part des actionnaires sans contrôle dans les filiales	2 243	2 101	2 071	2 150
Capitaux propres				
Actions privilégiées	4 813	4 813	4 813	4 813
Actions ordinaires (émises – 1 423 423 740; 1 421 442 344; 1 417 609 720; 1 408 392 720)	13 331	13 267	13 075	12 730
Surplus d'apport	228	233	246	239
Actions autodétenues – privilégiées (détenues – 42 700; 27 800; 64 600; 93 900)	(1)	(1)	(2)	(2)
– ordinaires (détenues – 1 886 940; 1 881 595; 2 126 699; 1 630 407)	(84)	(84)	(95)	(78)
Bénéfices non répartis	21 860	21 307	20 585	19 352
Cumul des autres éléments du résultat étendu	(2 083)	(1 901)	(1 716)	(2 396)
	38 064	37 634	36 906	34 658
	655 136 \$	659 499 \$	654 989 \$	680 514 \$

(1) Les données correspondantes des périodes précédentes ont été reclassées par suite de l'adoption des modifications du chapitre 3855 du *Manuel de l'ICCA*, qui ont été publiées en août 2009. Se reporter à la note 1 de nos états financiers consolidés annuels de 2009.

États consolidés des résultats (non vérifié)

(en millions de dollars canadiens)	Pour le trimestre terminé le			Pour le semestre terminé le	
	30 avril 2010	31 janvier 2010	30 avril 2009	30 avril 2010	30 avril 2009 (1)
Revenu d'intérêt					
Prêts	3 250 \$	3 344	3 287 \$	6 594 \$	6 895 \$
Valeurs mobilières	1 175	1 219	1 560	2 394	3 303
Biens achetés en vertu de conventions de revente et titres empruntés	98	93	242	191	635
Dépôts à des banques	13	10	43	23	129
	4 536	4 666	5 132	9 202	10 962
Frais d'intérêt					
Dépôts	1 216	1 217	1 699	2 433	4 050
Autres passifs	550	623	443	1 173	989
Débentures subordonnées	71	79	92	150	193
	1 837	1 919	2 234	3 756	5 232
Revenu net d'intérêt	2 699	2 747	2 898	5 446	5 730
Revenus autres que d'intérêt					
Primes d'assurance, revenu de placement et honoraires	1 325	1 383	1 232	2 708	2 578
Revenus tirés des activités de négociation	393	750	781	1 143	734
Commissions de gestion de placements et de services de garde	432	440	384	872	803
Revenus tirés des fonds communs de placement	376	397	349	773	705
Commissions de courtage en valeurs mobilières	315	338	355	653	676
Frais bancaires	358	360	356	718	714
Commissions de prise ferme et autres honoraires tirés de services-conseils	250	311	213	561	412
Revenus de change, autres que ceux tirés des activités de négociation	141	132	129	273	296
Revenus sur cartes	128	134	164	262	382
Commissions de crédit	139	173	133	312	246
Revenus tirés de la titrisation	147	197	465	344	813
(Perte nette) gain net sur les titres disponibles à la vente	(14)	77	(195)	63	(313)
Autres	278	(105)	(503)	173	48
Revenus autres que d'intérêt	4 268	4 587	3 863	8 855	8 094
Total des revenus	6 967	7 334	6 761	14 301	13 824
Dotation à la provision pour pertes sur créances	504	493	974	997	1 760
Indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance	1 096	1 130	958	2 226	2 034
Frais autres que d'intérêt					
Ressources humaines	2 198	2 377	2 189	4 575	4 479
Matériel	243	248	273	491	528
Frais d'occupation	256	255	267	511	518
Communications	214	187	203	401	373
Honoraires	144	124	131	268	256
Impartition de services de traitement	79	72	82	151	154
Amortissement des autres actifs incorporels	122	120	116	242	226
Autres	316	243	314	559	663
	3 572	3 626	3 575	7 198	7 197
Charge au titre de la dépréciation de l'écart d'acquisition	–	–	1 000	–	1 000
Bénéfice avant impôts	1 795	2 085	254	3 880	1 833
Charge d'impôts	443	565	266	1 008	730
Bénéfice net (perte nette) avant part des actionnaires sans contrôle	1 352	1 520	(12)	2 872	1 103
Part des actionnaires sans contrôle dans le bénéfice net des filiales	23	23	38	46	43
Bénéfice net (perte nette)	1 329 \$	1 497 \$	(50) \$	2 826 \$	1 060 \$
Dividendes sur actions privilégiées	(65)	(64)	(55)	(129)	(96)
Bénéfice net (perte nette) attribuable aux actionnaires ordinaires	1 264 \$	1 433 \$	(105) \$	2 697 \$	964 \$
Nombre moyen d'actions ordinaires (en milliers)	1 420 375	1 418 146	1 405 772	1 419 242	1 385 995
Bénéfice (perte) de base par action (en dollars)	0,89 \$	1,01 \$	(0,07) \$	1,90 \$	0,70 \$
Nombre moyen d'actions ordinaires dilués (en milliers)	1 434 232	1 432 179	1 417 038	1 433 189	1 397 831
Bénéfice (perte) dilué par action (en dollars)	0,88 \$	1,00 \$	(0,07) \$	1,88 \$	0,69 \$
Dividendes par action (en dollars)	0,50 \$	0,50 \$	0,50 \$	1,00 \$	1,00 \$

(1) Les données correspondantes des périodes précédentes ont été reclassées par suite de l'adoption des modifications du chapitre 3855 du Manuel de l'ICCA, qui ont été publiées en août 2009. Se reporter à la note 1 de nos états financiers consolidés annuels de 2009.

États consolidés du résultat étendu (non vérifié)

(en millions de dollars canadiens)	Pour le trimestre terminé le			Pour le semestre terminé le	
	30 avril 2010	31 janvier 2010	30 avril 2009	30 avril 2010	30 avril 2009 (1)
Résultat étendu					
Bénéfice net (perte nette)	1 329 \$	1 497 \$	(50)\$	2 826 \$	1 060 \$
Autres éléments du résultat étendu, déduction faite des impôts					
Gains nets (pertes nettes) non réalisés sur les titres disponibles à la vente	168	8	133	176	(250)
Reclassement aux résultats de (gains) pertes sur les titres disponibles à la vente	(135)	(46)	52	(181)	122
Variation nette des gains (pertes) non réalisés sur les titres disponibles à la vente	33	(38)	185	(5)	(128)
(Pertes) gains de change non réalisés	(1 601)	(461)	(784)	(2 062)	(632)
Reclassement aux résultats de (gains) pertes de change	(2)	–	2	(2)	1
Gains nets de change liés aux activités de couverture	1 338	385	613	1 723	594
Écarts de conversion	(265)	(76)	(169)	(341)	(37)
(Pertes nettes) gains nets sur les dérivés désignés comme couverture des flux de trésorerie	42	(54)	76	(12)	35
Reclassement aux résultats de pertes (gains) liés aux dérivés désignés comme couverture des flux de trésorerie	8	(17)	(11)	(9)	(12)
Variation nette des couvertures des flux de trésorerie	50	(71)	65	(21)	23
Autres éléments du résultat étendu	(182)	(185)	81	(367)	(142)
Total du résultat étendu	1 147 \$	1 312 \$	31 \$	2 459 \$	918 \$

États consolidés de la variation des capitaux propres (non vérifié)

(en millions de dollars canadiens)	30 avril 2010	31 janvier 2010	30 avril 2009 (1)	30 avril 2010	30 avril 2009 (1)
	Actions privilégiées				
Solde au début	4 813 \$	4 813 \$	3 813 \$	4 813 \$	2 663 \$
Émises	–	–	1 000	–	2 150
Solde à la fin	4 813	4 813	4 813	4 813	4 813
Actions ordinaires					
Solde au début	13 267	13 075	12 694	13 075	10 384
Émises	64	192	36	256	2 346
Solde à la fin	13 331	13 267	12 730	13 331	12 730
Surplus d'apport					
Solde au début	233	246	242	246	242
Renonciation aux droits à la plus-value des actions	–	–	(3)	–	(3)
Attributions de rémunération à base d'actions	(3)	(7)	–	(10)	(8)
Autres	(2)	(6)	–	(8)	8
Solde à la fin	228	233	239	228	239
Actions autodétenues – actions privilégiées					
Solde au début	(1)	(2)	(2)	(2)	(5)
Ventes	2	2	2	4	7
Achats	(2)	(1)	(2)	(3)	(4)
Solde à la fin	(1)	(1)	(2)	(1)	(2)
Actions autodétenues – actions ordinaires					
Solde au début	(84)	(95)	(88)	(95)	(104)
Ventes	5	45	11	50	39
Achats	(5)	(34)	(1)	(39)	(13)
Solde à la fin	(84)	(84)	(78)	(84)	(78)
Bénéfices non répartis					
Solde au début	21 307	20 585	20 183	20 585	19 816
Ajustement transitoire – instruments financiers	–	–	–	–	66
Bénéfice net	1 329	1 497	(50)	2 826	1 060
Dividendes sur actions privilégiées	(65)	(64)	(55)	(129)	(96)
Dividendes sur actions ordinaires	(711)	(710)	(704)	(1 421)	(1 406)
Frais d'émission et autres	–	(1)	(22)	(1)	(88)
Solde à la fin	21 860	21 307	19 352	21 860	19 352
Cumul des autres éléments du résultat étendu					
Ajustement transitoire – instruments financiers	59	59	59	59	59
Gains et pertes non réalisés sur les titres disponibles à la vente	(81)	(114)	(1 196)	(81)	(1 196)
Gains et pertes de change non réalisés, déduction faite des activités de couverture	(1 715)	(1 450)	(839)	(1 715)	(839)
Gains et pertes sur les dérivés désignés comme couverture des flux de trésorerie	(346)	(396)	(420)	(346)	(420)
Solde à la fin	(2 083)	(1 901)	(2 396)	(2 083)	(2 396)
Bénéfices non répartis et cumul des autres éléments du résultat étendu	19 777	19 406	16 956	19 777	16 956
Capitaux propres à la fin	38 064 \$	37 634 \$	34 658 \$	38 064 \$	34 658 \$

(1) Les données correspondantes des périodes précédentes ont été reclassées par suite de l'adoption des modifications du chapitre 3855 du *Manuel de l'ICCA*, qui ont été publiées en août 2009. Se reporter à la note 1 de nos états financiers consolidés annuels de 2009.

États consolidés des flux de trésorerie (non vérifié)

(en millions de dollars canadiens)	Pour le trimestre terminé le			Pour le semestre terminé le	
	30 avril 2010	31 janvier 2010	30 avril 2009	30 avril 2010	30 avril 2009 (1)
Flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation					
Bénéfice net (perte nette)	1 329 \$	1 497 \$	(50)\$	2 826 \$	1 060 \$
Ajustements visant à déterminer les flux de trésorerie nets provenant des (affectés aux) activités d'exploitation					
Dotation à la provision pour pertes sur créances	504	493	974	997	1 760
Amortissement	97	99	98	196	193
Impôts futurs	(99)	129	(227)	30	(486)
Perte de valeur de l'écart d'acquisition et amortissement des autres actifs incorporels	122	120	1 116	242	1 226
Perte (gain) à la vente de locaux et de matériel	27	14	(3)	41	(7)
Gain sur la titrisation	(16)	(33)	(461)	(49)	(826)
(Gain) perte sur les titres disponibles à la vente	(52)	(158)	70	(210)	58
Réduction de valeur de titres disponibles à la vente	66	78	124	144	252
Variations de l'actif et du passif d'exploitation					
Sinistres et obligations liées aux indemnités d'assurance	153	375	122	528	617
Variation nette des intérêts courus à recevoir et à payer	383	(363)	433	20	35
Impôts exigibles	611	(1 877)	1 444	(1 266)	1 669
Actifs dérivés	7 762	6 345	21 117	14 107	12 875
Passifs dérivés	(3 387)	(3 144)	(19 912)	(6 531)	(18 421)
Titres détenus à des fins de transaction	(3 415)	(4 015)	(4 807)	(7 430)	(475)
Variation nette des montants à payer aux courtiers ou à recevoir de courtiers	(521)	262	754	(259)	3 663
Autres	573	(934)	1 725	(361)	(289)
Flux de trésorerie nets (affectés aux) provenant des activités d'exploitation	4 137	(1 112)	2 517	3 025	2 904
Flux de trésorerie liés aux activités d'investissement					
Variation des dépôts productifs d'intérêts à des banques	(1 624)	1 659	4 065	35	8 744
Variation des prêts, déduction faite de la titrisation	(4 864)	(4 141)	(2 612)	(9 005)	(7 385)
Produit de la titrisation	1 018	1 650	8 744	2 668	16 541
Produit de la vente de titres disponibles à la vente	1 949	4 821	2 347	6 770	7 557
Produit de l'arrivée à échéance de titres disponibles à la vente	10 163	9 257	4 280	19 420	7 137
Acquisitions de titres disponibles à la vente	(6 919)	(11 283)	(7 287)	(18 202)	(17 996)
Acquisitions nettes de locaux, de matériel et de logiciels	(181)	(172)	(230)	(353)	(386)
Variation des biens achetés en vertu de conventions de revente et des titres empruntés	(3 219)	(8 005)	(1 360)	(11 224)	2 528
Encaisse affectée aux acquisitions, montant net	-	(2)	(27)	(2)	(27)
Flux de trésorerie nets (affectés aux) provenant des activités d'investissement	(3 677)	(6 216)	7 920	(9 893)	16 713
Flux de trésorerie liés aux activités de financement					
Variation des dépôts	3 145	(3 609)	(11 494)	(464)	(27 219)
Remboursement de débentures subordonnées	-	(500)	(159)	(500)	(659)
Émission d'actions privilégiées	-	-	1 000	-	2 150
Émission d'actions ordinaires	58	28	17	86	2 327
Actions autodétenues – ventes	7	47	13	54	46
Actions autodétenues – achats	(7)	(35)	(3)	(42)	(17)
Dividendes versés	(774)	(610)	(727)	(1 384)	(1 423)
Frais d'émission	-	-	(16)	-	(77)
Dividendes/distributions versés par des filiales aux actionnaires sans contrôle	(46)	-	(1)	(46)	(2)
Variation des engagements afférents à des biens vendus en vertu de conventions de rachat et aux titres prêtés	(941)	7 421	(3 499)	6 480	(3 182)
Variation des engagements afférents à des titres vendus à découvert	(2 273)	7 474	3 839	5 201	8 033
Rachat de billets privilégiés de fiducie	-	-	-	-	-
Variation des emprunts à court terme des filiales	(230)	(1 685)	(191)	(1 915)	(1 368)
Flux de trésorerie nets provenant des (affectés aux) activités de financement	(1 061)	8 531	(11 221)	7 470	(21 391)
Incidence de la variation des taux de change sur l'encaisse et les montants à recevoir de banques	(177)	(21)	(73)	(198)	30
Variation nette de l'encaisse et des montants à recevoir de banques	(778)	1 182	(857)	404	(1 744)
Encaisse et montants à recevoir de banques au début	9 535	8 353	10 199	8 353	11 086
Encaisse et montants à recevoir de banques à la fin	8 757 \$	9 535 \$	9 342 \$	8 757 \$	9 342 \$
Présentation de renseignements supplémentaires relatifs aux flux de trésorerie					
Intérêts versés durant la période	1 601 \$	2 379 \$	2 193 \$	3 980 \$	5 778 \$
Impôts sur les bénéfices (recouvrés) payés durant la période	1 040 \$	2 517 \$	(19)\$	3 557 \$	(212)\$

(1) Les données correspondantes des périodes précédentes ont été reclassées par suite de l'adoption des modifications du chapitre 3855 du *Manuel de l'ICCA*, qui ont été publiées en août 2009. Se reporter à la note 1 de nos états financiers consolidés annuels de 2009.

Notes complémentaires (non vérifié) (Tous les montants des tableaux sont en millions de dollars canadiens, sauf les montants liés aux actions et les pourcentages.)

Ces états financiers consolidés intermédiaires non vérifiés ont été préparés conformément aux principes comptables généralement reconnus du Canada (PCGR du Canada) et en fonction des mêmes conventions et méthodes comptables que celles décrites dans les états financiers consolidés vérifiés de l'exercice terminé le 31 octobre 2009 (états financiers consolidés annuels de 2009). En vertu des PCGR du Canada, des renseignements supplémentaires sont exigés dans les états financiers annuels; par conséquent, ces états financiers consolidés intermédiaires non vérifiés doivent être lus en parallèle avec les états financiers consolidés annuels de 2009 et les notes complémentaires figurant aux pages 86 à 152 du rapport annuel 2009. Selon la direction, tous les ajustements nécessaires à la présentation fidèle des résultats des périodes visées ont été apportés. Sauf indication contraire, ces ajustements se composent uniquement d'ajustements récurrents habituels. Certains chiffres correspondants ont été reclassés afin que leur présentation soit conforme à celle de la période considérée.

Note 1 : Principales conventions comptables**Modifications des principales conventions comptables**

Aucune modification des principales conventions comptables n'a pris effet en ce qui nous concerne ce trimestre.

Modifications comptables futures

Regroupements d'entreprises, états financiers consolidés, participations ne donnant pas le contrôle, et option de remboursement anticipé incorporée dans un titre – modifications au chapitre 3855, intitulé « Instruments financiers – comptabilisation et évaluation »

En 2009, l'Institut Canadien des Comptables Agréés (ICCA) a publié trois nouvelles normes comptables : le chapitre 1582 du *Manuel*, intitulé *Regroupements d'entreprises*, le chapitre 1601, intitulé *États financiers consolidés*, ainsi que le chapitre 1602, intitulé *Participations ne*

donnant pas le contrôle. Il a aussi fourni, dans le chapitre 3855, des précisions à l'égard de l'option de remboursement anticipé incorporée dans un titre. Ces nouvelles normes seront applicables à compter du 1^{er} novembre 2011 en ce qui nous concerne. Se reporter à la note 1 de nos états financiers consolidés annuels de 2009 pour des renseignements plus détaillés à ce sujet.

Normes internationales d'information financière (IFRS)

L'ICCA a annoncé que les PCGR du Canada qui s'appliquent aux sociétés ayant une obligation publique de rendre des comptes seront remplacés par les IFRS sur une période de transition qui devrait s'étendre jusqu'en 2011. Nous commencerons à publier nos états financiers conformément aux IFRS à compter du 1^{er} novembre 2011.

Note 2 : Juste valeur des instruments financiers**Valeur comptable et juste valeur de certains instruments financiers**

Le tableau suivant illustre la comparaison de la valeur comptable et de la juste valeur des instruments financiers de chaque catégorie.

	Au 30 avril 2010								
	Valeur comptable et juste valeur			Valeur comptable		Juste valeur		Total de la valeur comptable	Total de la juste valeur
	Instruments financiers devant être classés comme détenus à des fins de transaction	Instruments financiers désignés comme détenus à des fins de transaction	Instruments disponibles à la vente évalués à la juste valeur	Prêts et créances et passifs autres que détenus à des fins de transaction	Prêts et créances et passifs autres que détenus à des fins de transaction	Instruments disponibles à la vente évalués au coût (1)			
Actifs financiers									
Valeurs mobilières									
Titres détenus à des fins de transaction	133 586 \$	17 110 \$	– \$	– \$	– \$	– \$	150 696 \$	150 696 \$	
Titres disponibles à la vente	–	–	36 177	–	–	1 363	37 540	37 540	
Total des valeurs mobilières	133 586 \$	17 110 \$	36 177 \$	– \$	– \$	1 363 \$	188 236 \$	188 236 \$	
Biens achetés en vertu de conventions de revente et titres empruntés	– \$	27 288 \$	– \$	25 516 \$	25 516 \$	– \$	52 804 \$	52 804 \$	
Prêts									
Prêts de détail	– \$	– \$	– \$	211 839 \$	209 029 \$	– \$	211 839 \$	209 029 \$	
Prêts de gros	–	2 433	–	68 797	65 580	–	71 230	68 013	
Total des prêts	– \$	2 433 \$	– \$	280 636 \$	274 609 \$	– \$	283 069 \$	277 042 \$	
Autres									
Dérivés	78 066 \$	– \$	– \$	– \$	– \$	– \$	78 066 \$	78 066 \$	
Autres actifs	–	301	–	16 963	16 963	–	17 264	17 264	
Passifs financiers									
Dépôts									
Particuliers	– \$	3 261 \$	– \$	152 912 \$	154 083 \$	– \$	156 173 \$	157 344 \$	
Entreprises et gouvernements (2)	–	46 811	–	177 607	177 427	–	224 418	224 238	
Banques (3)	–	5 961	–	11 288	11 288	–	17 249	17 249	
Total des dépôts	– \$	56 033 \$	– \$	341 807 \$	342 798 \$	– \$	397 840 \$	398 831 \$	
Autres									
Engagements afférents à des titres vendus à découvert	46 560 \$	– \$	– \$	– \$	– \$	– \$	46 560 \$	46 560 \$	
Engagements afférents à des biens vendus en vertu de conventions de rachat et aux titres prêtés	–	27 174	–	14 456	14 456	–	41 630	41 630	
Dérivés (4)	77 859	–	–	–	–	–	77 859	77 859	
Autres passifs	(271)	160	–	27 096	27 096	–	26 985	26 985	
Débiteures subordonnées	–	100	–	5 713	5 604	–	5 813	5 704	
Titres de fiducie de capital	–	–	–	1 398	1 444	–	1 398	1 444	

(1) Comprend la valeur nominale de nos placements détenus jusqu'à l'échéance, qui sont comptabilisés au coût après amortissement.

(2) Le poste Entreprises et gouvernements inclut les dépôts provenant d'institutions de dépôt réglementées qui ne sont pas des banques réglementées.

(3) Les banques désignent les banques réglementées.

(4) Comprend des contrats à valeur stable visant des polices d'assurance vie détenues par des banques d'un montant de 169 millions de dollars et des contrats à valeur stable visant des régimes 401(k) d'un montant de 2 millions.

Note 2 : Juste valeur des instruments financiers (suite)

	Au 31 octobre 2009								
	Valeur comptable et juste valeur			Valeur comptable		Juste valeur		Total de la valeur comptable	Total de la juste valeur
	Instruments financiers devant être classés comme détenus à des fins de transaction	Instruments financiers désignés comme détenus à des fins de transaction	Instruments disponibles à la vente évalués à la juste valeur	Prêts et créances et passifs autres que détenus à des fins de transaction	Prêts et créances et passifs autres que détenus à des fins de transaction	Instruments disponibles à la vente évalués au coût (1)			
Actifs financiers									
Valeurs mobilières									
Titres détenus à des fins de transaction	127 394 \$	12 668 \$	– \$	– \$	– \$	– \$	140 062 \$	140 062 \$	
Titres disponibles à la vente	–	–	44 850	–	–	1 360	46 210	46 210	
Total des valeurs mobilières	127 394 \$	12 668 \$	44 850 \$	– \$	– \$	1 360 \$	186 272 \$	186 272 \$	
Biens achetés en vertu de conventions de revente et titres empruntés	– \$	18 911 \$	– \$	22 669 \$	22 669 \$	– \$	41 580 \$	41 580 \$	
Prêts									
Prêts de détail	– \$	– \$	– \$	203 856 \$	201 166 \$	– \$	203 856 \$	201 166 \$	
Prêts de gros	–	2 818	–	74 289	69 712	–	77 107	72 530	
Total des prêts	– \$	2 818 \$	– \$	278 145 \$	270 878 \$	– \$	280 963 \$	273 696 \$	
Autres									
Dérivés	92 173 \$	– \$	– \$	– \$	– \$	– \$	92 173 \$	92 173 \$	
Autres actifs	–	244	–	18 590	18 590	–	18 834	18 834	
Passifs financiers									
Dépôts									
Particuliers	– \$	2 605 \$	– \$	149 723 \$	151 051 \$	– \$	152 328 \$	153 656 \$	
Entreprises et gouvernements (2)	–	40 335	–	180 437	180 354	–	220 772	220 689	
Banques (3)	–	10 880	–	14 324	14 324	–	25 204	25 204	
Total des dépôts	– \$	53 820 \$	– \$	344 484 \$	345 729 \$	– \$	398 304 \$	399 549 \$	
Autres									
Engagements afférents à des titres vendus à découvert	41 359 \$	– \$	– \$	– \$	– \$	– \$	41 359 \$	41 359 \$	
Engagements afférents à des biens vendus en vertu de conventions de rachat et aux titres prêtés	–	21 628	–	13 522	13 522	–	35 150	35 150	
Dérivés (4)	84 390	–	–	–	–	–	84 390	84 390	
Autres passifs	–	240	–	33 757	33 757	–	33 997	33 997	
Débitures subordonnées	–	110	–	6 351	6 262	–	6 461	6 372	
Titres de fiducie de capital	–	–	–	1 395	1 482	–	1 395	1 482	

(1) Comprend la valeur nominale de nos placements détenus jusqu'à l'échéance, qui sont comptabilisés au coût après amortissement.

(2) Le poste Entreprises et gouvernements inclut les dépôts provenant d'institutions de dépôt réglementées qui ne sont pas des banques réglementées.

(3) Les banques désignent les banques réglementées.

(4) Comprend des contrats à valeur stable visant des polices d'assurance vie détenues par des banques d'un montant de 257 millions de dollars et des contrats à valeur stable visant des régimes 401(k) d'un montant de 3 millions.

Instruments financiers désignés comme détenus à des fins de transaction selon l'option de la juste valeur

Le tableau suivant présente des renseignements sur les prêts et les créances désignés comme détenus à des fins de transaction selon l'option de la juste valeur, le risque maximal de crédit, le degré d'atténuation du risque par les

dérivés de crédit et les instruments semblables, ainsi que les variations de la juste valeur de ces actifs. Se reporter à la note 2 de nos états financiers consolidés annuels de 2009 pour de plus amples renseignements sur la méthode d'évaluation des variations de la juste valeur attribuables aux modifications du risque de crédit.

	30 avril 2010						
	Valeur comptable des prêts et créances désignés comme détenus à des fins de transaction	Risque maximal de crédit	Variation de la juste valeur depuis le 1 ^{er} novembre 2009 attribuable aux modifications du risque de crédit	Variation cumulative de la juste valeur depuis la comptabilisation initiale attribuable aux modifications du risque de crédit	Degré d'atténuation du risque de crédit par les dérivés de crédit ou des instruments semblables	Variation de la juste valeur des dérivés de crédit ou des instruments semblables depuis le 1 ^{er} novembre 2009	Variation cumulative de la juste valeur des dérivés de crédit ou des instruments semblables (1)
	Prêts et créances désignés comme détenus à des fins de transaction						
Dépôts productifs d'intérêts à des banques	3 056 \$	3 056 \$	– \$	– \$	– \$	– \$	– \$
Biens achetés en vertu de conventions de revente et titres empruntés	27 288	27 288	–	–	–	–	–
Prêts de gros	2 433	2 428	–	(218)	346	(3)	(1)
Total	32 777	32 772	– \$	(218)\$	346 \$	(3)\$	(1)\$

(1) La variation cumulative est évaluée à partir du 1^{er} novembre 2006 ou à partir de la date de la comptabilisation initiale des dérivés de crédit ou des instruments semblables, selon la plus rapprochée de ces deux dates.

	30 avril 2009						
	Valeur comptable des prêts et créances désignés comme détenus à des fins de transaction	Risque maximal de crédit	Variation de la juste valeur depuis le 1 ^{er} novembre 2008 attribuable aux modifications du risque de crédit	Variation cumulative de la juste valeur depuis la comptabilisation initiale attribuable aux modifications du risque de crédit	Degré d'atténuation du risque de crédit par les dérivés de crédit ou des instruments semblables	Variation de la juste valeur des dérivés de crédit ou des instruments semblables depuis le 1 ^{er} novembre 2008	Variation cumulative de la juste valeur des dérivés de crédit ou des instruments semblables (1)
	Prêts et créances désignés comme détenus à des fins de transaction						
Dépôts productifs d'intérêts à des banques	4 050 \$	4 050 \$	– \$	– \$	– \$	– \$	– \$
Biens achetés en vertu de conventions de revente et titres empruntés	18 045	18 045	–	–	–	–	–
Prêts de gros	4 409	4 409	34	(126)	838	(51)	16
Total	26 504 \$	26 504 \$	34 \$	(126)\$	838 \$	(51)\$	16 \$

(1) La variation cumulative est évaluée à partir du 1^{er} novembre 2006 ou à partir de la date de la comptabilisation initiale des dérivés de crédit ou des instruments semblables, selon la plus rapprochée de ces deux dates.

Note 2 : Juste valeur des instruments financiers (suite)

Les tableaux suivants présentent les variations de la juste valeur des passifs financiers désignés comme détenus à des fins de transaction selon l'option de la juste valeur ainsi que leur valeur à l'échéance contractuelle et leur valeur comptable. Se reporter à la note 2 de nos états financiers consolidés

annuels de 2009 pour de plus amples renseignements sur les méthodes d'évaluation de ces passifs et sur les variations de la juste valeur attribuables aux modifications de nos écarts de taux.

	30 avril 2010			Variations de la juste valeur depuis le 1 ^{er} novembre 2009 attribuables aux modifications des écarts de taux de RBC	Variation cumulative de la juste valeur attribuable aux modifications des écarts de taux de RBC (1)
	Valeur à l'échéance contractuelle	Valeur comptable	Écart entre la valeur comptable et la valeur à l'échéance contractuelle		
Passifs désignés comme détenus à des fins de transaction					
Dépôts à terme					
Particuliers	3 261 \$	3 261 \$	– \$	(8)\$	(14)\$
Entreprises et gouvernements (2)	46 749	46 811	62	(26)	(83)
Banques (3)	5 961	5 961	–	–	(1)
Total des dépôts à terme	55 971 \$	56 033 \$	62 \$	(34)\$	(98)\$
Engagements afférents à des biens vendus en vertu de conventions de rachat et aux titres prêtés	27 174	27 174	–	–	–
Autres passifs	160	160	–	–	–
Débitures subordonnées	108	100	(8)	(1)	(13)
Total	83 413 \$	83 467 \$	54 \$	(35)\$	(111)\$

- (1) La variation cumulative attribuable aux modifications de nos écarts de taux est évaluée à partir du 1^{er} novembre 2006 ou à partir de la date de la comptabilisation initiale des passifs désignés comme détenus à des fins de transaction, selon la plus rapprochée de ces deux dates.
(2) Le poste Entreprises et gouvernements inclut les dépôts provenant d'institutions de dépôt réglementées qui ne sont pas des banques réglementées.
(3) Les banques désignent les banques réglementées.

	30 avril 2009			Variations de la juste valeur depuis le 1 ^{er} novembre 2008 attribuables aux modifications des écarts de taux de RBC	Variation cumulative de la juste valeur attribuable aux modifications des écarts de taux de RBC (1)
	Valeur à l'échéance contractuelle	Valeur comptable	Écart entre la valeur comptable et la valeur à l'échéance contractuelle		
Passifs désignés comme détenus à des fins de transaction					
Dépôts à terme					
Particuliers	764 \$	739 \$	(25)\$	13 \$	(33)\$
Entreprises et gouvernements (2)	47 239	47 249	10	282	(282)
Banques (3)	8 861	8 861	–	–	(4)
Total des dépôts à terme	56 864 \$	56 849 \$	(15)\$	295 \$	(319)\$
Engagements afférents à des biens vendus en vertu de conventions de rachat et aux titres prêtés	15 722	15 723	1	–	–
Débitures subordonnées	121	87	(34)	6	(43)
Total	72 707 \$	72 659 \$	(48)\$	301 \$	(362)\$

- (1) La variation cumulative attribuable aux modifications de nos écarts de taux est évaluée à partir du 1^{er} novembre 2006 ou à partir de la date de la comptabilisation initiale des passifs désignés comme détenus à des fins de transaction, selon la plus rapprochée de ces deux dates.
(2) Le poste Entreprises et gouvernements inclut les dépôts provenant d'institutions de dépôt réglementées qui ne sont pas des banques réglementées.
(3) Les banques désignent les banques réglementées.

Gains et pertes non réalisés reportés au moment de la comptabilisation initiale

Les gains et les pertes non réalisés au moment de la comptabilisation initiale des instruments financiers constituent la différence entre le prix de transaction et la juste valeur de l'instrument à la date de transaction. Le tableau suivant illustre les ajustements apportés au montant global des gains non réalisés reportés au moment de la comptabilisation initiale des instruments financiers. Les gains non réalisés reportés au moment de la comptabilisation initiale proviennent principalement des obligations structurées liées à des titres de participation et à des taux d'intérêt.

	Pour le trimestre terminé le		
	30 avril 2010	31 janvier 2010	30 avril 2009
Gains non réalisés reportés qui ne sont pas encore comptabilisés dans le résultat net, au début	45 \$	46 \$	188 \$
Déduire : ajustements	–	–	(130)
Ajouter : pertes non réalisées reportées survenues au cours de la période	45 \$	46 \$	58 \$
Déduire : gains reportés reclassés au résultat net au cours de la période	(1)	–	(3)
Gains non réalisés reportés, à la fin	1	1	–
Total	43 \$	45 \$	55 \$

Note 2 : Juste valeur des instruments financiers (suite)**Reclassement d'instruments financiers**

Le tableau suivant présente des données sur certains titres détenus à des fins de transaction qui ont été reclassés dans les titres disponibles à la

vente le 1^{er} août 2008, conformément aux modifications apportées par l'ICCA aux chapitres 3855, 3861 et 3862. Se reporter à la note 3 de nos états financiers consolidés annuels de 2009 pour obtenir les détails.

	Au		Trimestre terminé le		Trimestre terminé le		Trimestre terminé le	
	30 avril 2010	31 octobre 2009	30 avril 2010		31 janvier 2010		30 avril 2009	
	Total de la valeur comptable et de la juste valeur	Total de la valeur comptable et de la juste valeur	Variation de la juste valeur au cours de la période (1)	Revenu d'intérêt/gains (pertes) comptabilisés dans le résultat net au cours de la période (2)	Variation de la juste valeur au cours de la période (1)	Revenu d'intérêt/gains (pertes) comptabilisés dans le résultat net au cours de la période (2)	Variation de la juste valeur au cours de la période (1)	Revenu d'intérêt/gains (pertes) comptabilisés dans le résultat net au cours de la période (2)
Actifs financiers								
Créances d'États, de municipalités et d'organismes américains	1 412 \$	1 904 \$	43 \$	(16)\$	17 \$	4 \$	63 \$	16 \$
Titres adossés à des créances hypothécaires	322	500	43	(13)	8	15	(37)	(21)
Titres adossés à des actifs	933	1 007	(1)	1	-	4	(26)	5
Titres d'emprunt de sociétés et autres créances	597	641	(11)	3	6	2	19	3
	3 264 \$	4 052 \$	74 \$	(25)\$	31 \$	25 \$	19 \$	3 \$

- (1) Ce montant représente la variation de la juste valeur des titres que nous détenons à la fin de la période et comprend tout prélèvement de capital ou rachat de ces titres.
(2) Le montant total comprend une perte nette de 12 millions de dollars relativement aux titres et aux créances rachetés ou vendus au cours du trimestre terminé le 30 avril 2010 (gain net de 6 millions pour le trimestre terminé le 31 janvier 2010; perte nette de 35 millions pour le trimestre terminé le 30 avril 2009).

	Semestre terminé le		Semestre terminé le	
	30 avril 2010		30 avril 2009	
	Variation de la juste valeur au cours de la période (1)	Revenu d'intérêt/gains (pertes) comptabilisés dans le résultat net au cours de la période (2)	Variation de la juste valeur au cours de la période (1)	Revenu d'intérêt/gains (pertes) comptabilisés dans le résultat net au cours de la période (2)
Actifs financiers				
Créances d'États, de municipalités et d'organismes américains	60 \$	(12)\$	51 \$	55 \$
Titres adossés à des créances hypothécaires	51	2	(176)	9
Titres adossés à des actifs	(1)	5	6	12
Titres d'emprunt de sociétés et autres créances	(5)	5	7	9
	105 \$	- \$	(112)\$	85 \$

- (1) Ce montant représente la variation de la juste valeur des titres que nous détenons à la fin de la période et comprend tout prélèvement de capital ou rachat de ces titres.
(2) Le montant total comprend une perte nette de 6 millions de dollars relativement aux titres et aux créances rachetés ou vendus au cours du semestre terminé le 30 avril 2010 (perte nette de 35 millions pour le semestre terminé le 30 avril 2009).

Note 2 : Juste valeur des instruments financiers (suite)

Juste valeur des actifs et des passifs classés selon la hiérarchie des évaluations à la juste valeur

Le tableau suivant présente les instruments financiers évalués à la juste valeur selon la hiérarchie définie au chapitre 3862, comme il est décrit à la note 1 de nos états financiers consolidés annuels de 2009 :

	Au 30 avril 2010					Au 31 octobre 2009					Au 30 avril 2009							
	Évaluations à la juste valeur selon le (1)			Total de la juste valeur, montant brut	Ajustements de compensation (2)	Actifs/passifs à la juste valeur	Évaluations à la juste valeur selon le (1)			Total de la juste valeur, montant brut	Ajustements de compensation (2)	Actifs/passifs à la juste valeur	Évaluations à la juste valeur selon le (1)			Total de la juste valeur, montant brut	Ajustements de compensation (2)	Actifs/passifs à la juste valeur
	Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3				Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3				Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3			
Actifs financiers																		
Dépôts productifs d'intérêts à des banques	- \$	3 056 \$	- \$	3 056 \$	- \$	3 056 \$	- \$	2 773 \$	- \$	2 773 \$	- \$	2 773 \$	- \$	4 050 \$	- \$	4 050 \$	- \$	4 050 \$
Valeurs mobilières																		
Titres détenus à des fins de transaction																		
Créances du gouvernement canadien (3)																		
Gouvernement fédéral	-	27 916	9	27 925	-	27 925	-	25 269	5	25 274	-	25 274	-	24 778	-	24 778	-	24 778
Provinces et municipalités	-	6 449	7	6 456	-	6 456	-	5 073	54	5 127	-	5 127	-	4 573	-	4 573	-	4 573
Créances d'États, de municipalités et d'organismes américains (3)	-	16 078	64	16 142	-	16 142	-	13 289	9	13 298	-	13 298	-	12 151	10	12 161	-	12 161
Autres créances de gouvernements de pays membres de l'OCDE (4)	-	8 978	-	8 978	-	8 978	-	8 033	-	8 033	-	8 033	-	2 828	66	2 894	-	2 894
Titres adossés à des créances hypothécaires (3)	-	11	878	889	-	889	-	20	1 052	1 072	-	1 072	-	18	1 862	1 880	-	1 880
Titres adossés à des actifs TGC (5)	-	50	2 806	2 856	-	2 856	-	-	3 074	3 074	-	3 074	-	-	3 463	3 463	-	3 463
Titres autres que des TGC	-	189	620	809	-	809	-	211	321	532	-	532	-	628	241	869	-	869
Titres d'emprunt de sociétés et autres créances	7	48 459	816	49 282	-	49 282	-	46 015	303	46 318	-	46 318	2	39 781	396	40 179	-	40 179
Titres de participation	34 490	449	2 420	37 359	-	37 359	34 313	119	2 902	37 334	-	37 334	30 972	62	4 270	35 304	-	35 304
	34 497 \$	108 579 \$	7 620 \$	150 696 \$	- \$	150 696 \$	34 313 \$	98 029 \$	7 720 \$	140 062 \$	- \$	140 062 \$	30 974 \$	84 819 \$	10 308 \$	126 101 \$	- \$	126 101 \$
Titres disponibles à la vente (6)																		
Créances du gouvernement canadien (3)																		
Gouvernement fédéral	-	12 186	-	12 186	-	12 186	-	12 161	-	12 161	-	12 161	-	11 710	-	11 710	-	11 710
Provinces et municipalités	190	946	-	1 136	-	1 136	237	897	-	1 134	-	1 134	220	911	-	1 131	-	1 131
Créances d'États, de municipalités et d'organismes américains (3)	-	1 902	2 129	4 031	-	4 031	-	3 435	2 358	5 793	-	5 793	-	6 249	2 381	8 630	-	8 630
Autres créances de gouvernements de pays membres de l'OCDE (4)	481	2 226	98	2 805	-	2 805	908	2 622	-	3 530	-	3 530	42	2 677	-	2 719	-	2 719
Titres adossés à des créances hypothécaires (3)	-	9	1 433	1 442	-	1 442	-	4	1 848	1 852	-	1 852	-	-	2 107	2 107	-	2 107
Titres adossés à des actifs TGC (5)	-	-	213	213	-	213	-	-	222	222	-	222	-	-	184	184	-	184
Titres autres que des TGC	-	2 169	1 115	3 284	-	3 284	-	3 050	1 155	4 205	-	4 205	-	2 535	1 561	4 096	-	4 096
Titres d'emprunt de sociétés et autres créances	213	7 108	2 854	10 175	-	10 175	177	10 802	3 580	14 559	-	14 559	614	11 519	3 588	15 721	-	15 721
Titres de participation	106	149	459	714	-	714	537	147	560	1 244	-	1 244	970	159	606	1 735	-	1 735
Titres de substitut de prêt	-	191	-	191	-	191	-	150	-	150	-	150	-	116	-	116	-	116
	990 \$	26 886 \$	8 301 \$	36 177 \$	- \$	36 177 \$	1 859 \$	33 268 \$	9 723 \$	44 850 \$	- \$	44 850 \$	1 846 \$	35 876 \$	10 427 \$	48 149 \$	- \$	48 149 \$
Biens acquis en vertu de conventions de revente et titres empruntés																		
	-	27 288	-	27 288	-	27 288	-	18 911	-	18 911	-	18 911	-	18 045	-	18 045	-	18 045
Prêts																		
	-	2 038	395	2 433	-	2 433	-	2 441	377	2 818	-	2 818	-	3 740	669	4 409	-	4 409
Autres																		
Dérivés																		
Contrats de taux d'intérêt	-	45 774	675	46 449	-	46 449	24	53 070	842	53 936	-	53 936	-	69 890	738	70 628	-	70 628
Contrats de change	-	23 403	123	23 526	-	23 526	1	25 331	236	25 568	-	25 568	2	31 938	341	32 281	-	32 281
Dérivés de crédit	-	1 113	1 322	2 435	-	2 435	-	2 865	2 455	5 320	-	5 320	-	6 161	5 336	11 497	-	11 497
Autres contrats	2 565	2 210	1 690	6 465	-	6 465	3 394	2 869	1 987	8 250	-	8 250	4 542	3 605	2 023	10 170	-	10 170
Ajustements de l'évaluation déterminés collectivement	(2)	(221)	(371)	(594)	-	(594)	(6)	(396)	(231)	(633)	-	(633)	33	(318)	(443)	(728)	-	(728)
Total des dérivés, montant brut	2 563	72 279	3 439	78 281	-	78 281	3 413	83 739	5 289	92 441	-	92 441	4 577	111 276	7 995	123 848	-	123 848
Ajustements de compensation (2)					(215)	(215)					(268)	(268)					(589)	(589)
Total des dérivés	2 563	72 279	3 439	78 281	(215)	78 066	3 413	83 739	5 289	92 441	(268)	92 173	4 577	111 276	7 995	123 848	(589)	123 259
Autres actifs	301	-	-	301	-	301	244	-	-	244	-	244	208	21	-	229	-	229
	38 351 \$	240 126 \$	19 755 \$	298 232 \$	(215) \$	298 017 \$	39 829 \$	239 161 \$	23 109 \$	302 099 \$	(268) \$	301 831 \$	37 605 \$	257 827 \$	29 399 \$	324 831 \$	(589) \$	324 242 \$
Passifs financiers																		
Dépôts																		
Particuliers	- \$	- \$	3 261 \$	3 261 \$	- \$	3 261 \$	- \$	- \$	2 605 \$	2 605 \$	- \$	2 605 \$	- \$	- \$	739 \$	739 \$	- \$	739 \$
Entreprises et gouvernements	-	43 737	3 074	46 811	-	46 811	-	35 994	4 341	40 335	-	40 335	-	37 672	9 577	47 249	-	47 249
Banques	-	5 961	-	5 961	-	5 961	-	10 880	-	10 880	-	10 880	1 178	7 683	-	8 861	-	8 861
Autres																		
Engagements afférents à des titres vendus à découvert	14 221	32 262	77	46 560	-	46 560	14 006	27 203	150	41 359	-	41 359	13 648	21 414	478	35 540	-	35 540
Engagements afférents à des biens vendus en vertu de conventions de rachat et aux titres prêtés	-	27 174	-	27 174	-	27 174	-	21 628	-	21 628	-	21 628	-	15 723	-	15 723	-	15 723
Dérivés																		
Contrats de taux d'intérêt	2	41 334	421	41 757	-	41 757	18	47 688	423	48 129	-	48 129	-	62 976	393	63 369	-	63 369
Contrats de change	-	26 761	7	26 768	-	26 768	-	23 983	16	23 999	-	23 999	3	28 507	115	28 625	-	28 625
Dérivés de crédit	-	1 253	811	2 064	-	2 064	-	2 863	1 555	4 418	-	4 418	-	6 083	3 349	9 432	-	9 432
Autres contrats	1 148	3 290	3 107	7 485	-	7 485	1 350	3 290	3 472	8 112	-	8 112	1 337	4 384	3 726	9 447	-	9 447
Total des dérivés, montant brut	1 150	72 578	4 346	78 074	-	78 074	1 368	77 824	5 466	84 658	-	84 658	1 340	101 950	7 583	110 873	-	110 873
Ajustements de compensation (2)					(215)	(215)					(268)	(268)					(589)	(589)
Total des dérivés	1 150	72 578	4 346	78 074	(215)	77 859	1 368	77 824	5 466	84 658	(268)	84 390	1 340	101 950	7 583	110 873	(589)	110 284
Autres passifs	-	-	(111)	(111)	-	(111)	-	-	240	240	-	240	-	-	87	87	-	87
Débitures subordonnées	-	-	100	100	-	100	-	-	110	110	-	110	-	-	-	-	-	-
	15 371 \$	181 712 \$	10 747 \$	207 830 \$	(215) \$	207 615 \$	15 374 \$	173 529 \$	12 912 \$	201 815 \$	(268) \$	201 547 \$	16 166 \$	184 442 \$	18 464 \$	219 072 \$	(589) \$	218 483 \$

- (1) Il n'y a eu aucun transfert important entre les niveaux 1 et 2.
- (2) Les ajustements de compensation représentent l'incidence de la compensation des risques de crédit liés aux dérivés lorsque nous détenons un accord général de compensation juridiquement exécutoire en vigueur et que nous avons l'intention de procéder au règlement des contrats soit sur la base du solde net, soit simultanément. En conséquence, certains des actifs et passifs liés aux dérivés sont comptabilisés sur la base du solde net.
- (3) Au 30 avril 2010, les titres adossés à des créances hypothécaires résidentielles et commerciales inclus dans les titres détenus à des fins de transaction totalisaient 13 117 millions de dollars et 157 millions, respectivement, (12 414 millions et 185 millions, respectivement, au 31 octobre 2009; 12 022 millions et 855 millions, respectivement, au 30 avril 2009) et ceux inclus dans les titres disponibles à la vente se chiffraient à 6 516 millions et à 167 millions, respectivement (8 454 millions et 213 millions, respectivement, au 31 octobre 2009; 8 741 millions et 223 millions, respectivement, au 30 avril 2009).
- (4) OCDE signifie Organisation de coopération et de développement économiques.
- (5) TGC signifie « titres garantis par des créances ».
- (6) Exclut des titres disponibles à la vente d'un montant de 1 363 millions de dollars (1 360 millions au 31 octobre 2009; 1 426 millions au 30 avril 2009) qui sont comptabilisés au coût.

Note 2 : Juste valeur des instruments financiers (suite)

Variations de l'évaluation à la juste valeur des instruments classés dans le niveau 3

Le tableau suivant présente les variations de l'évaluation à la juste valeur des instruments compris dans le niveau 3 de la hiérarchie définie au chapitre 3862, comme il est décrit à la note 1 de nos états financiers consolidés annuels de 2009 :

	Trimestre terminé le 30 avril 2010							Juste valeur au 30 avril 2010	Variations des gains (pertes) non réalisés compris dans les résultats relativement aux positions encore détenues au titre des actifs et des passifs pour la période terminée le 30 avril 2010
	Juste valeur au 1 ^{er} février 2010	Total des gains (pertes) réalisés/non réalisés compris dans les résultats (1)	Total des gains (pertes) non réalisés compris dans les autres éléments du résultat étendu (2)	Achats d'actifs/Émissions de passifs	Ventes d'actifs/Règlements de passifs et autres (3)	Transferts d'instruments dans le niveau 3 (1)	Sorties d'instruments du niveau 3 (1)		
Actifs									
Valeurs mobilières									
Titres détenus à des fins de transaction									
Créances du gouvernement canadien									
Gouvernement fédéral	5 \$	– \$	– \$	– \$	– \$	4 \$	– \$	9 \$	– \$
Provinces et municipalités	–	–	–	7	–	–	–	7	–
Créances d'États, de municipalités et d'organismes américains	69	–	(3)	–	(2)	–	–	64	–
Autres créances de gouvernements de pays membres de l'OCDE	–	–	–	–	–	–	–	–	–
Titres adossés à des créances hypothécaires	983	45	(47)	566	(669)	–	–	878	33
Titres adossés à des actifs									
TGC	2 997	(21)	(148)	36	(58)	–	–	2 806	(21)
Titres autres que des TGC	374	12	(9)	1 286	(1 043)	–	–	620	105
Titres d'emprunt de sociétés et autres créances	745	31	(40)	1 025	(943)	23	(25)	816	26
Titres de participation	2 301	47	(122)	286	(92)	–	–	2 420	49
	7 474 \$	114 \$	(369)\$	3 206 \$	(2 807)\$	27 \$	(25)\$	7 620 \$	192 \$
Titres disponibles à la vente									
Créances d'États, de municipalités et d'organismes américains	2 350 \$	(9)\$	(72)\$	159 \$	(299)\$	– \$	– \$	2 129 \$	– \$
Autres créances de gouvernements de pays membres de l'OCDE	4	–	–	–	–	98	(4)	98	–
Titres adossés à des créances hypothécaires	1 514	(21)	25	–	(85)	–	–	1 433	–
Titres adossés à des actifs									
TGC	220	–	(8)	–	1	–	–	213	–
Titres autres que des TGC	1 163	(4)	(58)	–	14	–	–	1 115	–
Titres d'emprunt de sociétés et autres créances	3 038	(15)	(119)	214	(429)	170	(5)	2 854	–
Titres de participation	543	–	(26)	–	(60)	2	–	459	–
	8 832 \$	(49)\$	(258)\$	373 \$	(858)\$	270 \$	(9)\$	8 301 \$	– \$
Prêts de gros	371 \$	(16)\$	(14)\$	69 \$	(15)\$	– \$	– \$	395 \$	(11)\$
Autres									
Dérivés, déduction faite des passifs liés aux dérivés (4)	(29)	(63)	41	(10)	(836)	(4)	(6)	(907)	(164)
	16 648 \$	(14)\$	(600)\$	3 638 \$	(4 516)\$	293 \$	(40)\$	15 409 \$	17 \$
Passifs									
Dépôts									
Particuliers	(3 070)\$	(43)\$	135 \$	(963)\$	680 \$	– \$	– \$	(3 261)\$	(48)\$
Entreprises et gouvernements	(3 481)	75	176	(95)	251	–	–	(3 074)	24
Autres									
Engagements afférents à des titres vendus à découvert	(113)	(2)	6	(318)	350	–	–	(77)	1
Autres passifs	(510)	(30)	8	–	643	–	–	111	30
Débiteures subordonnées	(112)	2	10	–	–	–	–	(100)	(2)
	(7 286)\$	2 \$	335 \$	(1 376)\$	1 924 \$	– \$	– \$	(6 401)\$	5 \$

(1) Les transferts d'instruments dans le niveau 3 et sorties d'instruments de ce niveau sont présumés avoir eu lieu à la fin de la période. En ce qui concerne les actifs ou les passifs qui ont été transférés dans le niveau 3 au cours de la période, la variation totale de la juste valeur pour la période est exclue de la colonne intitulée Total des gains (pertes) réalisés/non réalisés compris dans les résultats du tableau de rapprochement; pour ce qui est des sorties d'instruments du niveau 3 effectuées au cours de la période, la variation totale de la juste valeur pour la période est incluse dans cette colonne du tableau de rapprochement. Au cours du trimestre terminé le 30 avril 2010, il n'y a eu aucun transfert important d'instruments dans le niveau 3, ni aucune sortie importante d'instruments de ce niveau.

(2) Comprend les gains et les pertes de change découlant de la consolidation des filiales étrangères à l'égard des instruments de niveau 3 s'il y a lieu. Les gains et les pertes non réalisés sur les titres disponibles à la vente ont totalisé 151 millions de dollars pour le trimestre terminé le 30 avril 2010, exclusion faite des gains ou des pertes de change.

(3) Comprend l'amortissement des primes ou des escomptes comptabilisés dans le résultat net.

(4) Le montant net des dérivés au 30 avril 2010 comprend des actifs dérivés de 3 439 millions de dollars et des passifs dérivés de 4 346 millions.

Note 2 : Juste valeur des instruments financiers (suite)

Trimestre terminé le 30 avril 2009									
	Juste valeur au 1 ^{er} février 2009	Total des gains (pertes) réalisés/non réalisés/autres éléments du résultat étendu (1)	Total des gains (pertes) non réalisés/compris dans les autres éléments du résultat étendu (2)	Achats d'actifs/Émissions de passifs	Ventes d'actifs/Règlements de passifs et autres (3)	Transferts d'instruments dans le niveau 3 (1)	Sorties d'instruments du niveau 3 (1)	Juste valeur au 30 avril 2009	Variations des gains (pertes) non réalisés/compris dans les résultats relativement aux positions encore détenues au titre des actifs et des passifs pour la période terminée le 30 avril 2009
Actifs									
Valeurs mobilières									
Titres détenus à des fins de transaction									
Créances du gouvernement canadien									
Gouvernement fédéral	– \$	– \$	– \$	– \$	– \$	– \$	– \$	– \$	– \$
Provinces et municipalités	–	–	–	–	–	–	–	–	–
Créances d'États, de municipalités et d'organismes américains									
Autres créances de gouvernements de pays membres de l'OCDE	232	4	(7)	–	16	–	(235)	10	–
Titres adossés à des créances hypothécaires									
Titres adossés à des actifs	1 657	(21)	(45)	261	10	–	–	1 862	(3)
TGC	3 711	347	(97)	24	(522)	–	–	3 463	173
Titres autres que des TGC	491	8	(1)	472	(517)	5	(217)	241	1
Titres d'emprunt de sociétés et autres créances									
Titres de participation	1 691	17	(17)	(7)	(903)	214	(599)	396	(3)
	6 496	(2)	(181)	2	(2 331)	289	(3)	4 270	(5)
	14 441 \$	354 \$	(348)\$	752 \$	(4 345)\$	508 \$	(1 054)\$	10 308 \$	163 \$
Titres disponibles à la vente									
Créances d'États, de municipalités et d'organismes américains									
Autres créances de gouvernements de pays membres de l'OCDE	2 885 \$	(12)\$	10 \$	443 \$	(278)\$	131 \$	(798)\$	2 381 \$	– \$
Titres adossés à des créances hypothécaires									
Titres adossés à des actifs	2 532	(82)	(35)	23	(331)	–	–	2 107	–
TGC	251	(17)	4	–	(54)	–	–	184	–
Titres autres que des TGC	1 589	–	(10)	–	(27)	9	–	1 561	–
Titres d'emprunt de sociétés et autres créances									
Titres de participation	3 821	(34)	(64)	114	(255)	19	(13)	3 588	–
	665	–	(10)	–	(31)	–	(18)	606	–
	11 743 \$	(145)\$	(105)\$	580 \$	(976)\$	159 \$	(829)\$	10 427 \$	– \$
Prêts de gros									
	582 \$	110 \$	(11)	2 \$	(14)\$	– \$	– \$	669 \$	317 \$
Autres									
Dérivés, déduction faite des passifs liés aux dérivés (4)									
	10	(251)	7	1 034	(254)	11	(145)	412	(715)
	26 776 \$	68 \$	(457)\$	2 368 \$	(5 589)\$	678 \$	(2 028)\$	21 816 \$	(235)\$
Passifs									
Dépôts									
Particuliers									
Entreprises et gouvernements	(1 335)\$	468 \$	(1)\$	27 \$	(183)\$	– \$	285 \$	(739)\$	468 \$
	(10 753)	118	143	341	519	(41)	96	(9 577)	65
Autres									
Engagements afférents à des titres vendus à découvert									
Autres passifs	–	–	–	–	–	–	–	–	–
Débitures subordonnées	(35)	(8)	2	28	(466)	–	1	(478)	(18)
	(72)	(26)	11	–	–	–	–	(87)	(26)
	(12 195)\$	552 \$	155 \$	396 \$	(130)\$	(41)\$	382 \$	(10 881)\$	489 \$

(1) Les transferts d'instruments dans le niveau 3 et sorties d'instruments de ce niveau sont présumés avoir eu lieu à la fin de la période. En ce qui concerne les actifs ou les passifs qui ont été transférés dans le niveau 3 au cours de la période, la variation totale de la juste valeur pour la période est exclue de la colonne intitulée Total des gains (pertes) réalisés/non réalisés compris dans les résultats du tableau de rapprochement; pour ce qui est des sorties d'instruments du niveau 3 effectuées au cours de la période, la variation totale de la juste valeur pour la période est incluse dans cette colonne du tableau de rapprochement.

(2) Comprend les gains et les pertes de change découlant de la consolidation des filiales étrangères à l'égard des instruments de niveau 3 s'il y a lieu. Les gains et les pertes non réalisés sur les titres disponibles à la vente ont totalisé 199 millions de dollars pour le trimestre terminé le 30 avril 2009, exclusion faite des gains ou des pertes de change.

(3) Comprend l'amortissement des primes ou des escomptes comptabilisés dans le résultat net.

(4) Le montant net des dérivés au 30 avril 2009 comprend des actifs dérivés de 7 995 millions de dollars et des passifs dérivés de 7 583 millions.

Note 2 : Juste valeur des instruments financiers (suite)

	Semestre terminé le 30 avril 2010								Variations des gains (pertes) non réalisés compris dans les résultats relativement aux positions encore détenues au titre des actifs et des passifs pour la période terminée le 30 avril 2010
	Juste valeur au 1 ^{er} novembre 2009	Total des gains (pertes) réalisés/non réalisés compris dans les résultats (1)	Total des gains (pertes) non réalisés compris dans les autres éléments du résultat étendu (2)	Achats d'actifs/Émissions de passifs	Ventes d'actifs/Règlements de passifs et autres (3)	Transferts d'instruments dans le niveau 3 (1)	Sorties d'instruments du niveau 3 (1)	Juste valeur au 30 avril 2010	
Actifs									
Valeurs mobilières									
Titres détenus à des fins de transaction									
Créances du gouvernement canadien									
Gouvernement fédéral	5 \$	– \$	– \$	– \$	– \$	4 \$	– \$	9 \$	– \$
Provinces et municipalités	54	(1)	–	7	1	–	(54)	7	–
Créances d'États, de municipalités et d'organismes américains	9	2	(3)	59	(2)	–	(1)	64	–
Autres créances de gouvernements de pays membres de l'OCDE	–	–	–	–	–	–	–	–	–
Titres adossés à des créances hypothécaires	1 052	112	(58)	1 745	(1 940)	–	(33)	878	115
Titres adossés à des actifs									
TGC	3 074	(54)	(189)	36	(61)	–	–	2 806	(82)
Titres autres que des TGC	321	13	(9)	2 279	(1 984)	–	–	620	113
Titres d'emprunt de sociétés et autres créances	303	(1)	(38)	2 487	(2 288)	402	(49)	816	(12)
Titres de participation	2 902	143	(152)	522	(990)	–	(5)	2 420	91
	7 720 \$	214 \$	(449)\$	7 135 \$	(7 264)\$	406 \$	(142)\$	7 620 \$	225 \$
Titres disponibles à la vente									
Créances d'États, de municipalités et d'organismes américains	2 358 \$	(9)\$	(82)\$	191 \$	(329)\$	– \$	– \$	2 129 \$	– \$
Autres créances de gouvernements de pays membres de l'OCDE	–	–	–	–	–	102	(4)	98	–
Titres adossés à des créances hypothécaires	1 848	41	14	8	(478)	–	–	1 433	–
Titres adossés à des actifs									
TGC	222	–	(8)	–	(1)	–	–	213	–
Titres autres que des TGC	1 155	(4)	(74)	60	(22)	–	–	1 115	–
Titres d'emprunt de sociétés et autres créances	3 580	33	(163)	333	(624)	170	(475)	2 854	–
Titres de participation	560	–	(33)	10	(82)	4	–	459	–
	9 723 \$	61 \$	(346)\$	602 \$	(1 536)\$	276 \$	(479)\$	8 301 \$	– \$
Prêts de gros	377 \$	(32)\$	(16)\$	89 \$	(23)\$	– \$	– \$	395 \$	(23)\$
Autres									
Dérivés, déduction faite des passifs liés aux dérivés	(177)	(327)	36	20	(329)	(98)	(32)	(907)	(146)
	17 643 \$	(84)\$	(775)\$	7 846 \$	(9 152)\$	584 \$	(653)\$	15 409 \$	56 \$
Passifs									
Dépôts									
Particuliers	(2 605)\$	(476)\$	165 \$	(1 894)\$	1 549 \$	– \$	– \$	(3 261)\$	(197)\$
Entreprises et gouvernements	(4 341)	294	265	(499)	1 207	–	–	(3 074)	228
Autres									
Engagements afférents à des titres vendus à découvert	(150)	92	2	(857)	836	–	–	(77)	–
Autres passifs	(240)	195	16	–	140	–	–	111	(195)
Débitures subordonnées	(110)	–	11	–	(1)	–	–	(100)	–
	(7 446)\$	105 \$	459 \$	(3 250)\$	3 731 \$	– \$	– \$	(6 401)\$	(164)\$

- (1) Les transferts d'instruments dans le niveau 3 et sorties d'instruments de ce niveau sont présumés avoir eu lieu à la fin de la période. En ce qui concerne les actifs ou les passifs qui ont été transférés dans le niveau 3 au cours de la période, la variation totale de la juste valeur pour la période est exclue de la colonne intitulée Total des gains (pertes) réalisés/non réalisés compris dans les résultats du tableau de rapprochement; pour ce qui est des sorties d'instruments du niveau 3 effectuées au cours de la période, la variation totale de la juste valeur pour la période est incluse dans cette colonne du tableau de rapprochement. Au cours du semestre terminé le 30 avril 2010, il n'y a eu aucun transfert important d'instruments dans le niveau 3, ni aucune sortie importante d'instruments de ce niveau.
- (2) Comprend les gains et les pertes de change découlant de la consolidation des filiales étrangères à l'égard des instruments de niveau 3 s'il y a lieu. Les gains et les pertes non réalisés sur les titres disponibles à la vente ont totalisé 191 millions de dollars pour le semestre terminé le 30 avril 2010, exclusion faite des gains ou des pertes de change.
- (3) Comprend l'amortissement des primes ou des escomptes comptabilisés dans le résultat net.

Note 2 : Juste valeur des instruments financiers (suite)

Semestre terminé le 30 avril 2009									
	Juste valeur au 1 ^{er} novembre 2008	Total des gains (pertes) réalisés/non réalisés compris dans les résultats (1)	Total des gains (pertes) non réalisés compris dans les autres éléments du résultat étendu (2)	Achats d'actifs/Émissions de passifs	Ventes d'actifs/Règlements de passifs et autres (3)	Transferts d'instruments dans le niveau 3 (1)	Sorties d'instruments du niveau 3 (1)	Juste valeur au 30 avril 2009	Variations des gains (pertes) non réalisés compris dans les résultats relativement aux positions encore détenues au titre des actifs et des passifs pour la période terminée le 30 avril 2009
Actifs									
Valeurs mobilières									
Titres détenus à des fins de transaction									
Créances du gouvernement canadien									
Gouvernement fédéral	– \$	– \$	– \$	– \$	– \$	– \$	– \$	– \$	– \$
Provinces et municipalités	–	–	–	–	–	–	–	–	–
Créances d'États, de municipalités et d'organismes américains	206	5	(3)	23	14	–	(235)	10	–
Autres créances de gouvernements de pays membres de l'OCDE	150	9	7	22	(106)	–	(16)	66	(4)
Titres adossés à des créances hypothécaires	1 531	(41)	(18)	1 595	(1 205)	–	–	1 862	(2)
Titres adossés à des actifs									
TGC	4 208	(115)	(28)	108	(710)	–	–	3 463	(293)
Titres autres que des TGC	605	(9)	(3)	616	(756)	5	(217)	241	12
Titres d'emprunt de sociétés et autres créances	1 482	(182)	(37)	121	(561)	465	(892)	396	(5)
Titres de participation	10 315	(601)	13	28	(5 771)	289	(3)	4 270	(596)
	18 497 \$	(934)\$	(69)\$	2 513 \$	(9 095)\$	759 \$	(1 363)\$	10 308 \$	(888)\$
Titres disponibles à la vente									
Créances d'États, de municipalités et d'organismes américains	2 522 \$	(12)\$	(18)\$	1 102 \$	(546)\$	131 \$	(798)\$	2 381 \$	– \$
Autres créances de gouvernements de pays membres de l'OCDE	402	–	9	–	(411)	–	–	–	–
Titres adossés à des créances hypothécaires	2 646	(131)	(249)	69	(228)	–	–	2 107	–
Titres adossés à des actifs									
TGC	256	(20)	3	–	(55)	–	–	184	–
Titres autres que des TGC	1 568	–	6	86	(108)	9	–	1 561	–
Titres d'emprunt de sociétés et autres créances	3 783	(110)	(269)	470	(292)	19	(13)	3 588	–
Titres de participation	78	–	(13)	600	(41)	–	(18)	606	–
	11 255 \$	(273)\$	(531)\$	2 327 \$	(1 681)\$	159 \$	(829)\$	10 427 \$	– \$
Prêts de gros	651 \$	65 \$	(3)\$	2 \$	(46)\$	– \$	– \$	669 \$	309 \$
Autres									
Dérivés, déduction faite des passifs liés aux dérivés	(1 010)	438	36	3 902	(2 992)	11	27	412	48
	29 393 \$	(704)\$	(567)\$	8 744 \$	(13 814)\$	929 \$	(2 165)\$	21 816 \$	(531)\$
Passifs									
Dépôts									
Particuliers	(2 656)\$	717 \$	(46)\$	(37)\$	998 \$	– \$	285 \$	(739)\$	384 \$
Entreprises et gouvernements	(12 214)	285	(66)	375	1 978	(41)	106	(9 577)	(55)
Autres									
Engagements afférents à des titres vendus à découvert	(22)	(19)	1	28	(466)	(1)	1	(478)	(18)
Autres passifs	–	–	–	–	–	–	–	–	–
Débiteures subordonnées	(81)	(6)	1	–	(1)	–	–	(87)	(6)
	(14 973)\$	977 \$	(110)\$	366 \$	2 509 \$	(42)\$	392 \$	(10 881)\$	305 \$

- (1) Les transferts d'instruments dans le niveau 3 et sorties d'instruments de ce niveau sont présumés avoir eu lieu à la fin de la période. En ce qui concerne les actifs ou les passifs qui ont été transférés dans le niveau 3 au cours de la période, la variation totale de la juste valeur pour la période est exclue de la colonne intitulée Total des gains (pertes) réalisés/non réalisés compris dans les résultats du tableau de rapprochement; pour ce qui est des sorties d'instruments du niveau 3 effectuées au cours de la période, la variation totale de la juste valeur pour la période est incluse dans cette colonne du tableau de rapprochement.
- (2) Comprend les gains et les pertes de change découlant de la consolidation des filiales étrangères à l'égard des instruments de niveau 3 s'il y a lieu. Les gains et les pertes non réalisés sur les titres disponibles à la vente ont totalisé (394) millions de dollars pour le semestre terminé le 30 avril 2009, exclusion faite des gains ou des pertes de change.
- (3) Comprend l'amortissement des primes ou des escomptes comptabilisés dans le résultat net.

Les instruments financiers de niveau 3 comprennent les placements dans des fonds de couverture comportant certaines clauses de rachat restrictive, certains titres de créance structurés (titres adossés à des actifs, titres à enchères, titres adossés à des créances, engagements sous forme de prêts garantis et titres adossés à des créances hypothécaires américains non garantis par une agence), les titres de créance de gouvernements de pays

non membres de l'OCDE et les titres d'emprunt de sociétés présentant des écarts de taux non observables importants, les dérivés (swaps sur défaillance liés à des titres adossés à des actifs, swaps sur marchandises, options sur taux d'intérêt et sur actions) et les obligations structurées (liées à des actions et à des taux d'intérêt).

Note 3 : Gains et pertes non réalisés sur les titres disponibles à la vente

Le tableau suivant présente les gains et pertes non réalisés bruts sur les titres disponibles à la vente (1), (2).

	Au				Au			
	30 avril 2010				31 octobre 2009			
	Coût après amortissement	Gains bruts non réalisés	Pertes brutes non réalisées	Juste valeur	Coût après amortissement	Gains bruts non réalisés	Pertes brutes non réalisées	Juste valeur
Créances du gouvernement canadien								
Gouvernement fédéral	11 885 \$	316 \$	(15)\$	12 186 \$	11 764 \$	404 \$	(7)\$	12 161 \$
Provinces et municipalités	1 117	19	(1)	1 135	1 104	31	(1)	1 134
Créances du gouvernement fédéral, d'États, de municipalités et d'organismes américains	4 022	68	(59)	4 031	5 781	129	(117)	5 793
Autres créances de gouvernements de pays membres de l'OCDE	2 802	10	(3)	2 809	3 517	18	(1)	3 534
Titres adossés à des créances hypothécaires	1 545	24	(127)	1 442	2 057	24	(229)	1 852
Titres adossés à des actifs								
TGC	219	12	(18)	213	234	11	(24)	222
Titres autres que des TGC	3 365	37	(118)	3 284	4 282	67	(143)	4 205
Titres d'emprunt de sociétés et autres créances	10 485	287	(316)	10 456	14 718	382	(389)	14 711
Titres de participation	1 748	40	(31)	1 757	2 437	45	(70)	2 412
Titres de substitut de prêt	256	–	(29)	227	256	–	(70)	186
	37 444 \$	813 \$	(717)\$	37 540 \$	46 150 \$	1 111 \$	(1 051)\$	46 210 \$

(1) Comprend des titres détenus jusqu'à l'échéance d'un montant de 284 millions de dollars (156 millions au 31 octobre 2009).

(2) La plupart des titres adossés à des créances hypothécaires sont liés au secteur résidentiel. Le coût après amortissement, les gains bruts non réalisés, les pertes brutes non réalisées et la juste valeur liés aux titres adossés à des créances hypothécaires commerciales se sont chiffrés à 170 millions de dollars, à 1 million, à (4) millions et à 167 millions, respectivement, au 30 avril 2010 [224 millions, 1 million, (11) millions et 213 millions au 31 octobre 2009].

Les titres disponibles à la vente et les titres détenus jusqu'à l'échéance font l'objet de tests de dépréciation à chaque date de clôture, ou plus souvent si la situation le justifie. Selon la nature des titres faisant l'objet d'un test de dépréciation, nous appliquons une méthode particulière et constante pour évaluer la probabilité de recouvrer le coût après amortissement du titre. Lorsque nous déterminons qu'un titre a subi une perte de valeur durable, le titre est réduit à sa juste valeur, et la perte non réalisée est reclassée du cumul des autres éléments du résultat étendu au résultat net. Se reporter aux notes 1 et 3 de nos états financiers consolidés annuels de 2009 pour une description des conventions et méthodes comptables que nous utilisons pour évaluer les pertes de valeur durables des titres.

Le total du coût après amortissement relatif au portefeuille de titres disponibles à la vente a diminué de 8,7 milliards de dollars au cours du semestre terminé le 30 avril 2010. Cette baisse est principalement attribuable à l'incidence de l'appréciation du dollar canadien par rapport au dollar américain, ainsi qu'à une diminution des placements dans certains titres, notamment des certificats de dépôts et des titres adossés à des créances hypothécaires garantis par une agence aux États-Unis. Les gains bruts non réalisés ont diminué de 298 millions de dollars pour s'établir à 813 millions au cours de la même période, car des gains ont été réalisés à la vente de certains titres adossés à des créances hypothécaires garantis par une agence et de certains billets sur le marché américain, de prêts aux étudiants inclus dans les titres adossés à des actifs et d'instruments hybrides compris dans les titres d'emprunt de sociétés et autres créances. Les pertes brutes non réalisées ont également diminué de 334 millions de dollars pour s'établir à 717 millions au cours du semestre terminé le 30 avril 2010, résultat qui reflète essentiellement la remontée des prix des titres adossés à des créances hypothécaires non garantis par une agence sur le marché américain et des titres à enchères, ainsi que les pertes de valeur portées en résultat net relativement à certaines actions ordinaires comprises dans les titres de participation et à des créances de gouvernements de pays non membres de l'OCDE comprises dans les titres d'emprunt de sociétés et autres créances.

Selon notre évaluation, la direction est d'avis que les pertes non réalisées au 30 avril 2010 sur les titres disponibles à la vente sont de nature temporaire et elle a l'intention de détenir ces titres jusqu'au recouvrement de leur juste valeur ou jusqu'à ce que les titres soient rachetés ou arrivent à échéance. Nous avons également déterminé que nos placements détenus jusqu'à l'échéance n'avaient subi aucune perte de valeur au 30 avril 2010.

Gains nets/pertes nettes sur les titres disponibles à la vente

Au cours du trimestre terminé le 30 avril 2010, des pertes nettes de 14 millions de dollars liées aux titres disponibles à la vente ont été constatées en résultat net (gains nets de 80 millions pour le trimestre terminé le 31 janvier 2010; pertes nettes de 194 millions pour le trimestre

terminé le 30 avril 2009). Pour le trimestre terminé le 30 avril 2010, les pertes nettes comprenaient i) un montant de 40 millions de dollars constaté en résultat net principalement en raison de la perte de valeur durable de certains portefeuilles de billets privilégiés de fiducie et de titres de sociétés fermées (perte de 66 millions pour le trimestre terminé le 31 janvier 2010; perte de 89 millions pour le trimestre terminé le 30 avril 2009), ii) des réductions de valeur de 27 millions qui s'expliquent par l'intention de la direction de vendre certains titres adossés à des créances hypothécaires garantis ou non par une agence sur le marché américain afin de rééquilibrer certains portefeuilles et de gérer les risques (perte de 12 millions pour le trimestre terminé le 31 janvier 2010; perte de 35 millions pour le trimestre terminé le 30 avril 2009) et iii) des gains nets réalisés de 53 millions principalement liés à la vente d'actions ordinaires (gain de 158 millions pour le trimestre terminé le 31 janvier 2010; perte de 70 millions pour le trimestre terminé le 30 avril 2009). Les pertes réalisées susmentionnées comprennent des pertes de valeur de néant des actions ordinaires, contrebalancées en partie par un gain à la vente de titres disponibles à la vente liés à nos activités d'assurance, lesquels ont été pris en compte dans le poste Primes d'assurance, revenu de placement et honoraires des états consolidés des résultats (gains de 3 millions pour le trimestre terminé le 31 janvier 2010; gains de 1 million pour le trimestre terminé le 30 avril 2009).

Pour le semestre terminé le 30 avril 2010, des gains nets de 66 millions de dollars liés aux titres disponibles à la vente ont été constatés en résultat net (perte nette de 310 millions pour le semestre terminé le 30 avril 2009). Le gain net du trimestre considéré comprenait i) des gains nets réalisés de 211 millions de dollars principalement liés à la vente de titres adossés à des créances hypothécaires garantis par une agence sur le marché américain, d'actions ordinaires, d'instruments hybrides et de titres adossés à des créances hypothécaires américains non garantis par une agence sur le marché américain (perte de 58 millions pour le semestre terminé le 30 avril 2009) et ii) des pertes de 145 millions constatées en résultat net principalement en raison de la perte de valeur durable de certaines actions ordinaires, de titres de gouvernements de pays non membres de l'OCDE, de billets privilégiés de fiducie et d'actions de sociétés fermées. Les gains réalisés au cours du semestre comprennent des gains de 3 millions de dollars à la vente de titres disponibles à la vente liés à nos activités d'assurance, lesquels ont été pris en compte dans le poste Primes d'assurance, revenu de placement et honoraires des états consolidés des résultats (gains de 3 millions pour le semestre terminé le 30 avril 2009).

Note 4 : Provision pour pertes sur prêts et prêts douteux

	Au 30 avril 2010						Au 31 octobre 2009
	Solde au début	Radiations	Recouvrements	Dotation à la provision pour pertes sur créances	Autres ajustements (1)	Solde à la fin	Solde à la fin
Prêts de détail							
Prêts hypothécaires résidentiels	61 \$	(10)\$	– \$	12 \$	2 \$	65 \$	54 \$
Prêts aux particuliers	203	(182)	23	153	(5)	192	197
Prêts sur cartes de crédit	–	(132)	16	117	(1)	–	–
Prêts aux petites entreprises (2)	24	(18)	2	15	–	23	22
	288 \$	(342)\$	41 \$	297 \$	(4)\$	280 \$	273 \$
Prêts de gros							
Prêts aux entreprises (3)	944 \$	(208)\$	12 \$	180 \$	(9)\$	919 \$	976 \$
États souverains (4)	10	–	–	–	(1)	9	10
Banques (5)	35	–	–	–	(2)	33	20
	989 \$	(208)\$	12 \$	180 \$	(12)\$	961 \$	1 006 \$
Provisions spécifiques	1 277 \$	(550)\$	53 \$	477 \$	(16)\$	1 241 \$	1 279 \$
Prêts de détail							
Prêts hypothécaires résidentiels	67 \$	– \$	– \$	4 \$	(3)\$	68 \$	50 \$
Prêts aux particuliers	666	–	–	7	(11)	662	671
Prêts sur cartes de crédit	330	–	–	2	–	332	327
Prêts aux petites entreprises (2)	47	–	–	–	13	60	47
	1 110 \$	– \$	– \$	13 \$	(1)\$	1 122 \$	1 095 \$
Prêts de gros							
Prêts aux entreprises (3)	793 \$	– \$	– \$	16 \$	(60)\$	749 \$	814 \$
États souverains (4)	–	–	–	–	–	–	–
Banques (5)	–	–	–	–	–	–	–
	793 \$	– \$	– \$	16 \$	(60)\$	749 \$	814 \$
Provision pour engagements hors bilan et autres (6)	114 \$	– \$	– \$	(2)\$	(1)\$	111 \$	114 \$
Provision générale (6)	2 017 \$	– \$	– \$	27 \$	(62)\$	1 982 \$	2 023 \$
Total de la provision pour pertes sur créances	3 294 \$	(550)\$	53 \$	504 \$	(78)\$	3 223 \$	3 302 \$
Provision pour engagements hors bilan et autres (7)	(114)	–	–	2	1	(111)	(114)
Total de la provision pour pertes sur prêts	3 180 \$	(550)\$	53 \$	506 \$	(77)\$	3 112 \$	3 188 \$

- (1) Représente principalement : i) l'incidence de la conversion de la provision pour pertes sur prêts libellée en devises et ii) le reclassement d'un montant de 30 millions de dollars de la provision générale aux provisions spécifiques afin de mieux refléter la nature de ces provisions.
- (2) Comprend le risque lié aux petites entreprises géré collectivement.
- (3) Comprend le risque lié aux petites entreprises géré individuellement. Comprend une dotation aux provisions minime (provision minime au 31 octobre 2009) relativement aux prêts consentis en vertu de facilités de liquidités prélevés par des conduits multicédants administrés par RBC qui offrent des programmes de papier commercial adossé à des actifs.
- (4) Les organismes souverains désignent tous les gouvernements et organismes centraux, les banques centrales ainsi que les autres entités du secteur public et les banques multilatérales de développement admissibles.
- (5) S'entend principalement des institutions de dépôt réglementées et des maisons de courtage.
- (6) Comprend un montant de 111 millions de dollars lié aux engagements hors bilan et autres (114 millions au 31 octobre 2009).
- (7) La provision pour engagements hors bilan et autres fait l'objet d'une présentation distincte au poste Autres passifs.

Un prêt est considéré comme en souffrance lorsque la contrepartie n'a pas effectué de paiement à la date d'échéance contractuelle. Le tableau suivant présente la valeur comptable des prêts en souffrance qui ne sont pas classés à titre de prêts douteux puisqu'ils sont i) en souffrance depuis moins

de 90 jours ou ii) entièrement garantis et qu'il est raisonnable de s'attendre à ce que les efforts de recouvrement donnent lieu à un remboursement. Les soldes de cartes de crédit sont radiés lorsqu'un paiement est en souffrance depuis 180 jours.

Prêts en souffrance mais non douteux

	Au 30 avril 2010				Au 31 octobre 2009			
	De 1 jour à 29 jours	De 30 à 89 jours	90 jours et plus	Total	De 1 jour à 29 jours	De 30 à 89 jours	90 jours et plus	Total
Prêts de détail	2 646 \$	1 196 \$	228 \$	4 070 \$	2 841 \$	1 359 \$	323 \$	4 523 \$
Prêts de gros	1 437	512	11	1 960	1 313	563	36	1 912
Total	4 083 \$	1 708 \$	239 \$	6 030 \$	4 154 \$	1 922 \$	359 \$	6 435 \$

Prêts douteux (1)

	Au 30 avril 2010			Au 31 octobre 2009
	Montant brut	Provisions spécifiques	Montant net	Montant net
Prêts de détail				
Prêts hypothécaires résidentiels	736 \$	(65)\$	671 \$	587 \$
Prêts aux particuliers	390	(192)	198	212
Prêts aux petites entreprises (2)	55	(23)	32	37
	1 181 \$	(280)\$	901 \$	836 \$
Prêts de gros				
Prêts aux entreprises (3)	3 841 \$	(919)\$	2 922 \$	3 300 \$
États souverains (4)	9	(9)	–	–
Banques (5)	33	(33)	–	42
	3 883 \$	(961)\$	2 922 \$	3 342 \$
Total	5 064 \$	(1 241)\$	3 823 \$	4 178 \$

- (1) Le solde moyen des prêts douteux bruts pour le semestre terminé le 30 avril 2010 s'est élevé à 5 220 millions de dollars (5 260 millions au 31 octobre 2009).
- (2) Comprend le risque lié aux petites entreprises géré collectivement.
- (3) Comprend le risque lié aux petites entreprises géré individuellement. Comprend des prêts douteux d'un montant brut de 58 millions de dollars (65 millions au 31 octobre 2009) et d'un montant net de 55 millions (63 millions au 31 octobre 2009) relativement aux prêts consentis en vertu de facilités de liquidités prélevés par des conduits multicédants administrés par RBC qui offrent des programmes de papier commercial adossé à des actifs.
- (4) Les organismes souverains désignent tous les gouvernements et organismes centraux, les banques centrales ainsi que les autres entités du secteur public et les banques multilatérales de développement admissibles.
- (5) S'entend principalement des institutions de dépôt réglementées et des maisons de courtage.

Note 4 : Provision pour pertes sur prêts et prêts douteux (suite)

Au cours du trimestre et du semestre terminés le 30 avril 2010, les actifs acquis à l'égard des prêts douteux se sont établis à 118 millions de dollars et à 206 millions, respectivement, (121 millions et 220 millions, respectivement, pour le trimestre et le semestre terminés le 31 octobre

2009). Les réductions connexes de la provision pour pertes sur créances se sont établies à 85 millions de dollars et à 187 millions, respectivement, (107 millions et 135 millions, respectivement, pour le trimestre et le semestre terminés le 31 octobre 2009).

Note 5 : Titrisations**Activités de titrisation pour le trimestre terminé le**

	30 avril 2010		31 janvier 2010		30 avril 2009	
	Prêts hypothécaires résidentiels canadiens (1), (2), (3)	Prêts hypothécaires résidentiels américains (4)	Prêts hypothécaires résidentiels canadiens (1), (2), (3)	Prêts hypothécaires résidentiels américains (4)	Prêts hypothécaires résidentiels canadiens (1), (2), (3)	Prêts hypothécaires résidentiels américains (4)
	Prêts titrisés et vendus (5)	869 \$	164 \$	1 534 \$	136 \$	8 659 \$
Produit net en espèces reçu	852	166	1 515	135	8 622	121
Droits conservés relatifs aux intérêts futurs excédentaires	31	–	53	–	498	–
Gain (la perte) à la vente avant impôts, déduction faite des activités de couverture	14	2	28	(1)	412	–

- (1) Nous n'avons pas comptabilisé d'actif ni de passif de gestion pour nos droits de gestion relatifs aux opérations titrisées, car nous avons reçu une rémunération adéquate pour nos services.
(2) Les prêts hypothécaires résidentiels canadiens assurés titrisés au cours du trimestre par la création de titres adossés à des créances hypothécaires et conservés au 30 avril 2010 totalisaient 2 069 millions de dollars (2 312 millions au 31 janvier 2010; 4 168 millions au 30 avril 2009). Ces titres sont comptabilisés à la juste valeur.
(3) Le gain (la perte) à la vente avant impôts reflète les résultats de néant liés à nos activités de couverture économique [(6) millions de dollars au 31 janvier 2010; (49) millions au 30 avril 2009].
(4) Les prêts hypothécaires résidentiels américains titrisés et cédés comprennent des créances hypothécaires assurées et non assurées. Nous avons constaté des montants nominaux liés aux droits de gestion à l'égard des prêts titrisés au cours du trimestre. Nous n'avons conservé aucun de ces titres.
(5) Comprend des prêts hypothécaires résidentiels canadiens titrisés au cours de la période et des périodes précédentes.

Activités de titrisation pour le semestre terminé le

	30 avril 2010		30 avril 2009	
	Prêts hypothécaires résidentiels canadiens (1), (2), (3)	Prêts hypothécaires résidentiels américains (4)	Prêts hypothécaires résidentiels canadiens (1), (2), (3)	Prêts hypothécaires résidentiels américains (4)
	Prêts titrisés et vendus (5)	2 403 \$	300 \$	16 249 \$
Produit net en espèces reçu	2 367	301	16 127	413
Droits conservés relatifs aux intérêts futurs excédentaires	84	–	947	–
Gain à la vente avant impôts, déduction faite des activités de couverture	42	1	669	1

- (1) Nous n'avons pas comptabilisé d'actif ni de passif de gestion pour nos droits de gestion relatifs aux opérations titrisées, car nous avons reçu une rémunération adéquate pour nos services.
(2) Les prêts hypothécaires résidentiels canadiens assurés titrisés au cours du semestre par la création de titres adossés à des créances hypothécaires et conservés au 30 avril 2010 totalisaient 4 381 millions de dollars (7 092 millions au 30 avril 2009). Ces titres sont comptabilisés à la juste valeur.
(3) Le gain (la perte) à la vente avant impôts reflète les résultats de (6) millions de dollars liés à nos activités de couverture économique [(156) millions au 30 avril 2009].
(4) Les prêts hypothécaires résidentiels américains titrisés et cédés comprennent des créances hypothécaires assurées et non assurées. Nous avons constaté des montants nominaux liés aux droits de gestion à l'égard des prêts titrisés au cours du trimestre. Nous n'avons conservé aucun de ces titres.
(5) Comprend des prêts hypothécaires résidentiels canadiens titrisés au cours de la période et des périodes précédentes.

Le tableau ci-dessous présente un sommaire des hypothèses clés utilisées pour déterminer la valeur des droits conservés à la date des activités de titrisation du trimestre terminé le 30 avril 2010.

Hypothèses clés (1), (2)

	Prêts hypothécaires résidentiels canadiens
Durée moyenne pondérée prévue des créances payables d'avance (en années)	3,74
Taux de remboursement	17,28 %
Marge excédentaire, déduction faite des pertes sur créances	1,37
Taux d'actualisation	0,40 %-3,19 %

- (1) Tous les taux sont annualisés.
(2) La présente analyse ne s'applique pas aux titrisations de prêts hypothécaires résidentiels américains car nous n'avons conservé aucun droit lié aux marges excédentaires futures relativement à ces opérations de titrisation.

Outre les opérations de titrisation mentionnées précédemment, dans le cours normal de nos activités, nous avons vendu à des tiers investisseurs des prêts de gros liés à des prêts hypothécaires résidentiels et commerciaux américains, pour leur montant en capital. Les prêts détenus au 1^{er} août 2009 ont été reclassés dans les titres détenus à des fins de transaction conformément aux modifications du chapitre 3855 de l'ICCA. Se reporter à la note 1 de nos états financiers consolidés annuels de 2009. Par suite du reclassement susmentionné, il n'y avait aucun montant à comptabiliser au titre des ventes de prêts de gros liés à des prêts hypothécaires résidentiels et commerciaux américains au cours du trimestre et du semestre terminés le 30 avril 2010 (au cours du trimestre et du semestre terminés le 30 avril 2009, nous avons vendu des prêts de gros de 506 millions de dollars et de 592 millions, respectivement, liés à des prêts hypothécaires résidentiels américains et, au cours du semestre terminé le 30 avril 2009, nous avons vendu des prêts de gros de 23 millions liés à des prêts hypothécaires commerciaux américains). Les gains à la vente étaient négligeables.

Note 6 : Instruments dérivés et activités de couverture

Le tableau suivant illustre la juste valeur des instruments dérivés et non dérivés qui sont désignés comme des instruments de couverture, ainsi que des instruments financiers dérivés qui ne sont pas désignés comme des instruments de couverture.

	Au 30 avril 2010 (1)				Au 31 octobre 2009 (1)			
	Désignés comme des instruments de couverture			Non désignés comme des instruments de couverture (2)	Désignés comme des instruments de couverture			Non désignés comme des instruments de couverture (2)
	Couvertures des flux de trésorerie	Couvertures de la juste valeur	Couvertures de l'investissement net		Couvertures des flux de trésorerie	Couvertures de la juste valeur	Couvertures de l'investissement net	
Actifs								
Instruments dérivés	803 \$	1 693 \$	390 \$	75 180 \$	1 130 \$	2 107 \$	139 \$	88 797 \$
Passifs								
Instruments dérivés	961 \$	66 \$	131 \$	76 701 \$	1 493 \$	82 \$	327 \$	82 488 \$
Instruments non dérivés	–	288	4 913	s.o.	–	278	5 233	s.o.

(1) Tous les instruments dérivés sont comptabilisés à la juste valeur, et tous les instruments non dérivés sont comptabilisés au coût après amortissement.

(2) Les passifs dérivés comprennent des contrats à valeur stable visant des polices d'assurance vie détenues par des banques de 169 millions de dollars et des régimes 401(k) de 2 millions (257 millions et 3 millions, respectivement, au 31 octobre 2009).

s.o. : sans objet.

Résultats des activités de couverture comptabilisées en résultat net et dans les autres éléments du résultat étendu

	Pour le trimestre terminé le 30 avril 2010			Pour le trimestre terminé le 31 janvier 2010			Pour le trimestre terminé le 30 avril 2009		
	Gains nets (pertes nettes) compris dans les Revenus autres que d'intérêt	Gains nets (pertes nettes) compris dans le Revenu net d'intérêt	Gains (pertes) non réalisés après impôts compris dans les Autres éléments du résultat étendu	Gains nets (pertes nettes) compris dans les Revenus autres que d'intérêt	Gains nets (pertes nettes) compris dans le Revenu net d'intérêt	Gains (pertes) non réalisés après impôts compris dans les Autres éléments du résultat étendu	Gains nets (pertes nettes) compris dans les Revenus autres que d'intérêt	Gains nets (pertes nettes) compris dans le Revenu net d'intérêt	Gains (pertes) non réalisés après impôts compris dans les Autres éléments du résultat étendu
Couvertures de la juste valeur									
Tranche inefficace	(1)\$	s.o.	s.o.	(3)\$	s.o.	s.o.	8 \$	s.o.	s.o.
Couvertures des flux de trésorerie									
Tranche inefficace	(11)	s.o.	s.o.	5	s.o.	s.o.	1	s.o.	s.o.
Tranche efficace	s.o.	s.o.	42	s.o.	s.o.	(54)	s.o.	s.o.	76
Reclassées dans le résultat au cours de la période (1)	s.o.	(12)	s.o.	s.o.	25	s.o.	s.o.	16	s.o.
Couvertures de l'investissement net									
(Pertes) gains de change	s.o.	s.o.	(1 601)	s.o.	s.o.	(461)	s.o.	s.o.	(784)
Gains liés aux couvertures	s.o.	s.o.	1 338	s.o.	s.o.	385	s.o.	s.o.	613
	(12)\$	(12)\$	(221)\$	2 \$	25 \$	(130)\$	9 \$	16 \$	(95)\$

(1) Des pertes après impôts de 8 millions de dollars ont été reclassées du cumul des autres éléments du résultat étendu aux résultats pour le trimestre terminé le 30 avril 2010 (gains de 17 millions pour le trimestre terminé le 31 janvier 2010; gains de 11 millions pour le trimestre terminé le 30 avril 2009).

s.o. : sans objet.

	Pour le semestre terminé le 30 avril 2010			Pour le semestre terminé le 30 avril 2009		
	Gains nets (pertes nettes) compris dans les Revenus autres que d'intérêt	Gains nets (pertes nettes) compris dans le Revenu net d'intérêt	Gains (pertes) non réalisés après impôts compris dans les Autres éléments du résultat étendu	Gains nets (pertes nettes) compris dans les Revenus autres que d'intérêt	Gains nets (pertes nettes) compris dans le Revenu net d'intérêt	Gains (pertes) non réalisés après impôts compris dans les Autres éléments du résultat étendu
Couvertures de la juste valeur						
Tranche inefficace	(4)\$	s.o.	s.o.	2 \$	s.o.	s.o.
Couvertures des flux de trésorerie						
Tranche inefficace	(6)	s.o.	s.o.	10	s.o.	s.o.
Tranche efficace	s.o.	s.o.	(12)	s.o.	s.o.	35
Reclassées dans le résultat au cours de la période (1)	s.o.	13	s.o.	s.o.	17	s.o.
Couvertures de l'investissement net						
(Pertes) de change	s.o.	s.o.	(2 062)	s.o.	s.o.	(632)
Gains liés aux couvertures	s.o.	s.o.	1 723	s.o.	s.o.	594
	(10)\$	13 \$	(351)\$	12 \$	17 \$	(3)\$

(1) Des gains après impôts de 9 millions de dollars ont été reclassés du cumul des autres éléments du résultat étendu aux résultats pour le semestre terminé le 30 avril 2010 (gains de 12 millions pour le semestre terminé le 30 avril 2009).

s.o. : sans objet.

Note 6 : Instruments dérivés et activités de couverture (suite)**Juste valeur des instruments dérivés selon la durée jusqu'à l'échéance**

	Au				31 octobre 2009
	30 avril 2010			Total	
	Moins de 1 an	De 1 an à 5 ans	Plus de 5 ans		
Actifs dérivés (1)	18 939 \$	30 797 \$	28 330 \$	78 066 \$	92 173 \$
Passifs dérivés (2)	18 642	31 862	27 355	77 859	84 390

- (1) Tient compte d'ajustements de l'évaluation à l'égard des risques de marché et de crédit, qui ont été déterminés pour certains instruments précis et collectivement. Les actifs dérivés dans le tableau ci-dessus et dans nos bilans consolidés excluent les dépôts de garantie obligatoires de 112 millions de dollars qui sont inclus dans les autres actifs (67 millions au 31 octobre 2009).
- (2) Comprend des contrats à valeur stable visant des polices d'assurance vie détenues par des banques de 169 millions de dollars et des régimes 401(k) de 2 millions (257 millions et 3 millions, respectivement, au 31 octobre 2009).

Note 7 : Entités à détenteurs de droits variables (EDDV)**Programmes d'obligations encaissables par anticipation liés à des obligations municipales**

En 2010, nous avons vendu des obligations municipales à des programmes d'obligations encaissables par anticipation. Chaque programme est constitué d'une fiducie de transfert ou de rehaussement de crédit et d'une fiducie d'obligations encaissables par anticipation. Certaines obligations municipales vendues au programme d'obligations encaissables par anticipation sont soutenues par des lettres de crédit que nous avons émises, et toutes les obligations municipales sont financées par l'émission de certificats à taux variable à l'intention de tiers investisseurs à court terme et d'un certificat résiduel à notre intention. Nous procurons une facilité de liquidités à chaque programme d'obligations encaissables par anticipation aux fins d'achat des certificats à taux variables qui ont été encaissés mais non revendus. Tant les fiducies de transfert ou de rehaussement de crédit que celles d'obligations encaissables par anticipation sont des entités à détenteurs de droits variables (EDDV). Nous consolidons ces fiducies car

nous assumons la majorité de leurs pertes prévues. Le total de l'actif des programmes d'obligations encaissables par anticipation liés à des obligations municipales que nous avons consolidés en 2010 et qui soutiennent les obligations de ces programmes consolidés s'établissait à 656,1 millions de dollars au 30 avril 2010 et est classé dans les titres disponibles à la vente de nos bilans consolidés.

Fonds de placement

En contrepartie de commissions, en 2010, nous avons conclu un dérivé sur actions avec un fonds de placement. Ce dérivé offre aux investisseurs du fonds de placement le degré de risque qu'ils souhaitent, et nous couvrons notre risque lié à ce produit dérivé en investissant dans un autre fonds, que nous consolidons cette année car nous assumons la majorité des pertes prévues du fonds. Au 30 avril 2010, le total de l'actif du fonds que nous avons consolidé dans le poste Titres détenus à des fins de transaction de notre bilan consolidé se chiffrait à 307,3 millions de dollars.

Note 8 : Prestations de retraite et autres avantages postérieurs à l'emploi

Nous offrons divers régimes d'avantages sociaux, en vertu desquels les employés admissibles ont droit à des prestations de retraite et autres avantages postérieurs à l'emploi. Les charges au titre de ces régimes sont présentées dans le tableau suivant :

	Pour le trimestre terminé le			Pour le semestre terminé le	
	30 avril 2010	31 janvier 2010	30 avril 2009	30 avril 2010	30 avril 2009
Charge au titre des prestations constituées	90 \$	95 \$	67 \$	185 \$	141 \$
Charge au titre des autres avantages postérieurs à l'emploi	22	22	24	44	49

Note 9 : Opérations importantes portant sur les capitaux propres et le financement**Débetures subordonnées**

Le 25 janvier 2010, nous avons racheté la totalité des débetures subordonnées à 7,10 % échéant le 25 janvier 2015 en circulation, pour le montant total du capital plus les intérêts courus à la date de rachat.

Actions ordinaires émises

	Pour le trimestre terminé le 30 avril 2010		Pour le trimestre terminé le 31 janvier 2010		Pour le trimestre terminé le 30 avril 2009	
	Nombre d'actions (en milliers)	Montant	Nombre d'actions (en milliers)	Montant	Nombre d'actions (en milliers)	Montant
Régime de réinvestissement de dividendes (1), (2)	–	– \$	2 862	161 \$	561	15 \$
Options sur actions levées (3)	1 982	64	970	31	859	21
	1 982	64 \$	3 832	192 \$	1 420	36 \$

	Pour le semestre terminé le 30 avril 2010		Pour le semestre terminé le 30 avril 2009	
	Nombre d'actions (en milliers)	Montant	Nombre d'actions (en milliers)	Montant
À des fins commerciales générales	–	– \$	65 263	2 301 \$
Régime de réinvestissement de dividendes (1), (2)	2 862	161	561	15
Options sur actions levées (3)	2 952	95	1 309	30
	5 814	256 \$	67 133	2 346 \$

- (1) Au cours du trimestre terminé le 30 avril 2010, nous avons financé notre régime de réinvestissement de dividendes au moyen d'achats d'actions sur le marché libre.
- (2) Au cours du trimestre terminé le 31 janvier 2010, des actions autodétenues ont été émises à un prix 3 % moins élevé que le cours du marché moyen des cinq jours de Bourse précédant la date de versement des dividendes.
- (3) Les montants comprennent les espèces reçues au titre des options sur actions levées au cours de la période, l'ajustement à la juste valeur des options sur actions et la levée des options sur actions liée aux droits à la plus-value des actions et aux droits à la plus-value des actions qui ont fait l'objet d'une renonciation.

Note 10 : Revenus liés aux instruments financiers détenus à des fins de transaction et à certains instruments financiers autres que détenus à des fins de transaction

Instruments financiers détenus à des fins de transaction

Le total des revenus liés aux activités de négociation comprend le revenu net d'intérêt lié aux activités de négociation et les revenus liés aux activités de négociation qui sont comptabilisés dans les revenus autres que d'intérêt. Le revenu net d'intérêt est tiré du revenu d'intérêt et des dividendes comptabilisés relativement à l'actif et au passif des activités de négociation. Les revenus autres que d'intérêt comprennent une augmentation de 529 millions de dollars des justes valeurs de nos actifs financiers nets classés dans les titres détenus à des fins de transaction pour le trimestre terminé le 30 avril 2010 (augmentation de 472 millions pour le trimestre terminé le 31 janvier 2010; augmentation de 403 millions pour le trimestre terminé le 30 avril 2009). Pour le semestre terminé le 30 avril 2010, les revenus autres que d'intérêt comprennent une augmentation de 1 001 millions de dollars de la juste valeur de nos actifs financiers nets classés dans les titres détenus à des fins de transaction (augmentation de 657 millions pour le semestre terminé le 30 avril 2009).

	Pour le trimestre terminé le			Pour le semestre terminé le	
	30 avril 2010	31 janvier 2010	30 avril 2009 (1)	30 avril 2010	30 avril 2009 (1), (2)
Revenu net d'intérêt	339 \$	386 \$	666 \$	725 \$	1 340 \$
Revenus autres que d'intérêt	393	750	781	1 143	734
Total	732 \$	1 136 \$	1 447 \$	1 868 \$	2 074 \$

- (1) Certains montants des résultats présentés précédemment ont été reclassés du Revenu net d'intérêt aux Revenus autres que d'intérêt.
- (2) Retraité en raison de l'incidence de l'adoption des modifications du chapitre 3855 du *Manuel de l'ICCA*, qui ont été publiées en août 2009. Se reporter à la note 1 de nos états financiers consolidés annuels de 2009.

Instruments désignés comme détenus à des fins de transaction

Au cours du trimestre, les gains nets ou les pertes nettes représentant la variation nette de la juste valeur d'actifs financiers et de passifs financiers désignés comme détenus à des fins de transaction ont augmenté de 50 millions de dollars (augmentation de 113 millions pour le trimestre terminé le 31 janvier 2010; diminution de 288 millions pour le trimestre terminé le 30 avril 2009). Au cours du semestre terminé le 30 avril 2010, les gains nets ou les pertes nettes représentant la variation nette de la juste valeur d'actifs financiers et de passifs financiers désignés comme détenus à des fins de transaction ont augmenté de 163 millions de dollars (augmentation de 51 millions pour le semestre terminé le 30 avril 2009).

Instruments financiers évalués au coût après amortissement

Le revenu net d'intérêt reflète les instruments financiers suivants qui sont évalués au coût après amortissement :

	Pour le trimestre terminé le			Pour le semestre terminé le	
	30 avril 2010	31 janvier 2010	30 avril 2009	30 avril 2010	30 avril 2009
Honoraires nets qui ne font pas partie intégrante du taux d'intérêt effectif au titre d'actifs et de passifs financiers autres que détenus à des fins de transaction	865 \$	933 \$	832 \$	1 798 \$	1 696 \$
Honoraires nets provenant des activités de fiducie	1 318	1 514	1 239	2 832	2 509
Gains nets découlant d'instruments financiers évalués au coût après amortissement	1	2	4	3	6
Total	2 184 \$	2 449 \$	2 075 \$	4 633 \$	4 211 \$

Note 11 : Impôts sur les bénéfices

Recouvrabilité de l'actif d'impôts reportés

Nous revoyons trimestriellement notre actif d'impôts reportés, lequel est inscrit au poste Autres actifs de nos bilans consolidés, afin de déterminer s'il est plus probable qu'improbable que les avantages liés à cet actif se réaliseront; dans le cadre de cet examen, nous évaluons les éléments probants positifs et négatifs. L'actif d'impôts reportés représente les écarts temporaires entre la valeur comptable et la valeur fiscale de certains actifs et passifs, ainsi que l'avantage fiscal lié aux reports prospectifs de pertes nettes d'exploitation.

Dans le cadre de notre examen de la capacité de réaliser notre actif d'impôts reportés au 30 avril 2010, nous avons évalué l'économie d'impôts liée à nos services bancaires aux États-Unis, qui génèrent actuellement des résultats négatifs et contribuent aux éléments probants négatifs relevés. Cet examen nous a permis de conclure qu'il existe suffisamment d'éléments probants positifs que l'actif d'impôts reportés de RBC Bank est réalisable pour neutraliser les éléments probants négatifs et qu'il n'était donc pas nécessaire de constater une provision pour moins-value au titre de cet actif au 30 avril 2010.

Impôts sur les bénéfices liés aux composantes des autres éléments du résultat étendu

Le tableau suivant illustre la charge ou l'économie d'impôts attribuée à chaque composante des autres éléments du résultat étendu :

	Pour le trimestre terminé le			Pour le semestre terminé le	
	30 avril 2010	31 janvier 2010	30 avril 2009	30 avril 2010	30 avril 2009 (1)
Gains nets (pertes nettes) non réalisés sur les titres disponibles à la vente	50 \$	12 \$	81 \$	62 \$	(107)\$
Reclassement aux résultats de (gains) pertes sur les titres disponibles à la vente	(6)	(30)	30	(36)	54
Gains nets de change liés aux activités de couverture	610	178	288	788	251
Gains nets (pertes nettes) sur les dérivés désignés comme couverture de flux de trésorerie	19	(24)	34	(5)	13
Reclassement aux résultats de gains (pertes) sur les dérivés désignés comme couverture de flux de trésorerie	3	(8)	(5)	(5)	(5)
Total de la charge d'impôts	676 \$	128 \$	428 \$	804 \$	206 \$

- (1) Certains montants ont été retraités en raison de l'incidence de l'adoption des modifications du chapitre 3855 du *Manuel de l'ICCA*, qui ont été publiées en août 2009. Se reporter à la note 1 de nos états financiers consolidés annuels de 2009.

Note 12 : Bénéfice par action

	Pour le trimestre terminé le			Pour le semestre terminé le	
	30 avril 2010	31 janvier 2010	30 avril 2009	30 avril 2010	30 avril 2009 (1)
Bénéfice de base par action					
Bénéfice net (perte nette)	1 329 \$	1 497 \$	(50)\$	2 826 \$	1 060 \$
Dividendes sur actions privilégiées	(65)	(64)	(55)	(129)	(96)
Bénéfice net (perte nette) attribuable aux actionnaires ordinaires	1 264 \$	1 433 \$	(105)\$	2 697 \$	964 \$
Nombre moyen d'actions ordinaires (en milliers)	1 420 375	1 418 146	1 405 772	1 419 242	1 385 995
Bénéfice (perte) de base par action	0,89 \$	1,01 \$	(0,07)\$	1,90 \$	0,70 \$
Bénéfice dilué par action					
Bénéfice net attribuable aux actionnaires ordinaires	1 264 \$	1 433 \$	(105)\$	2 697 \$	964 \$
Nombre moyen d'actions ordinaires (en milliers)	1 420 375	1 418 146	1 405 772	1 419 242	1 385 995
Options sur actions (2)	5 564	5 630	2 927	5 598	3 489
Actions pouvant être émises en vertu d'autres régimes de rémunération à base d'actions	1 880	1 990	1 926	1 936	1 934
Actions échangeables (3)	6 413	6 413	6 413	6 413	6 413
Nombre moyen d'actions ordinaires dilué (en milliers)	1 434 232	1 432 179	1 417 038	1 433 189	1 397 831
Bénéfice (perte) dilué par action	0,88 \$	1,00 \$	(0,07)\$	1,88 \$	0,69 \$

- (1) Certains montants ont été retraités en raison de l'incidence de l'adoption des modifications du chapitre 3855 du *Manual de l'ICCA* qui ont été publiées en août 2009. Se reporter à la note 1 de nos états financiers consolidés annuels de 2009.
- (2) L'incidence de la dilution liée aux options sur actions a été établie au moyen de la méthode du rachat d'actions. Lorsque le prix de levée des options en cours excède le cours moyen du marché de nos actions ordinaires, les options sont exclues du calcul du bénéfice dilué par action. Les montants suivants ont été exclus du calcul trimestriel du bénéfice dilué par action : pour le trimestre terminé le 30 avril 2010, un nombre moyen d'options en cours de néant ayant un prix de levée moyen de néant; pour le trimestre terminé le 31 janvier 2010, un nombre moyen de 41 124 options en cours ayant un prix de levée moyen de 57,90 \$; et pour le trimestre terminé le 30 avril 2009, un nombre moyen de 7 616 273 options en cours ayant un prix de levée moyen de 46,17 \$. Les montants suivants ont été exclus du calcul semestriel du bénéfice dilué par action : pour le semestre terminé le 30 avril 2010, un nombre moyen de 41 124 options en cours ayant un prix de levée moyen de 57,90 \$; et pour le semestre terminé le 30 avril 2009, un nombre moyen de 5 304 375 options en cours ayant un prix de levée moyen de 50,88 \$.
- (3) Les actions échangeables ont été émises dans le cadre de l'acquisition de Phillips, Hager & North Investment Management Ltd. Se reporter à la note 11 de nos états financiers consolidés annuels de 2009.

Note 13 : Garanties et éventualités

Garanties

Dans le cours normal de nos activités, nous concluons de nombreuses ententes qui peuvent comporter des éléments répondant à la définition de « garantie » aux termes de la note d'orientation concernant la comptabilité n° 14 de l'ICCA, intitulée *Informations à fournir sur les garanties*. Le montant maximal potentiel des paiements futurs représente le risque maximal de perte en cas de défaut complet des parties aux garanties, compte non tenu des recouvrements possibles qui pourraient être effectués en vertu de dispositions de recours ou de polices d'assurance ou en raison de biens détenus ou affectés en garantie. Le tableau qui suit résume les garanties importantes que nous avons accordées à des tiers :

	Au			
	30 avril 2010		31 octobre 2009	
	Montant maximal potentiel des paiements	Valeur comptable	Montant maximal potentiel des paiements	Valeur comptable
Dérivés de crédit et options vendues (1)	14 953 \$	558 \$	19 720 \$	1 049 \$
Facilités de garantie de liquidités (2)	20 823	67	24 982	66
Produits à valeur stable (3)	20 175	171	21 777	260
Lettres de crédit de soutien financier et garanties de bonne fin (4)	17 230	100	18 082	96
Rehaussements de crédit	3 159	57	3 240	45
Prêts hypothécaires vendus avec garantie	863	–	1 103	–

- (1) La valeur comptable est comprise dans le poste Autres – Dérivés de nos bilans consolidés. Le montant théorique d'un contrat correspond approximativement au montant maximal potentiel des paiements futurs.
- (2) Certains conduits multicédants administrés par RBC qui offrent des programmes de papier commercial adossé à des actifs ont prélevé des montants en vertu de certaines de nos facilités de garantie de liquidités. Au 30 avril 2010, ces prêts totalisaient 1,5 milliard de dollars US (1,5 milliard de dollars CA) (au 31 octobre 2009, 1,6 milliard de dollars US, 1,7 milliard de dollars CA), déduction faite de la provision pour pertes sur prêts de 3 millions de dollars US (3 millions de dollars CA) (au 31 octobre 2009, 2 millions de dollars US, 2 millions de dollars CA) et étaient inclus dans le poste Prêts de gros – Prêts aux entreprises de nos bilans consolidés.

- (3) Le montant théorique d'un contrat correspond approximativement au montant maximal potentiel des paiements futurs. Le montant maximal potentiel des paiements futurs comprend un montant de 7,9 milliards de dollars (8,3 milliards au 31 octobre 2009) au titre des polices d'assurance vie détenues par des banques et un montant de 12,3 milliards (13,5 milliards au 31 octobre 2009) au titre de régimes de retraite aux termes de l'Employee Retirement Income Security Act of 1974 (ERISA) des États-Unis, tels que les régimes 401(k). Nous avons comptabilisé une provision à l'égard des contrats à valeur stable visant des polices d'assurance vie détenues par des banques qui reflète la valeur des actifs dans les portefeuilles de placement sous-jacents ainsi que notre estimation de la probabilité que les titulaires de polices résilient leurs polices. Au cours du trimestre terminé le 30 avril 2010, nous avons effectué une (reprise) dotation à la provision de 28 millions de dollars [(54) millions pour le trimestre terminé le 31 janvier 2010; 6 millions pour le trimestre terminé le 30 avril 2009].
- (4) La valeur comptable est comprise dans le poste Autres – Autres passifs de nos bilans consolidés. Le montant maximal potentiel des paiements futurs comprend un montant de 1 138 millions de dollars (816 millions au 31 octobre 2009) relativement aux programmes d'obligations encaissables par anticipation liés à des titres à enclères, lequel correspond au montant théorique le plus élevé au titre des lettres de crédit et des facilités de liquidités.

Outre les garanties ci-dessus, la presque totalité de nos activités de prêt de titres pour lesquelles nous agissons à titre d'agent pour les porteurs de titres sont exercées par l'intermédiaire de notre coentreprise, RBC Dexia Investor Services (RBC Dexia IS). Au 30 avril 2010, les engagements d'indemnisation liés aux prêts de titres de RBC Dexia IS totalisaient 36,7 milliards de dollars (34,7 milliards au 31 octobre 2009). De ce montant, une tranche de 50 % représente notre risque de perte.

Veuillez vous reporter à la note 25 de nos états financiers consolidés annuels de 2009 pour de plus amples renseignements relatifs aux garanties susmentionnées et pour une description de nos obligations relatives à certaines ententes d'indemnisation.

Actifs donnés en garantie

Les détails des actifs donnés en garantie de passifs sont présentés dans les tableaux ci-dessous :

	Au	
	30 avril 2010	31 octobre 2009
Encaisse et montants à recevoir des banques	576 \$	665 \$
Dépôts productifs d'intérêts à des banques	3 109	2 696
Prêts	11 174	7 422
Valeurs mobilières	47 634	53 276
Biens achetés en vertu de conventions de revente	41 783	27 479
Autres actifs	712	205
	104 988 \$	91 743 \$

Note 13 : Garanties et éventualités (suite)

	Au	
	30 avril 2010	31 octobre 2009
Actifs donnés en garantie aux contreparties suivantes :		
Gouvernements étrangers et banques centrales	2 436 \$	2 824 \$
Systèmes de compensation, systèmes de paiement et dépositaires	2 012	2 574
Actifs donnés en garantie pour les opérations suivantes :		
Emprunts et prêts de titres	34 130	27 429
Engagements afférents à des titres vendus en vertu de conventions de rachat	47 228	44 155
Opérations sur produits dérivés	9 350	8 040
Obligations couvertes	8 596	5 187
Autres	1 236	1 534
	104 988 \$	91 743 \$

Nous sommes également tenus de fournir à la Banque du Canada des garanties intrajournalières lorsque nous utilisons le Système de transfert de paiements de grande valeur (STPGV), un système de transfert électronique télégraphique en temps réel qui traite en continu tous les paiements de grande valeur ou de classe critique libellés en dollars canadiens au cours de la journée. Les titres donnés en garantie affectés aux activités du STPGV nous sont généralement remis à la fin du cycle de règlement quotidien. Par conséquent, les actifs donnés en garantie ne sont pas pris en compte dans le tableau ci-dessus. Pour le trimestre terminé le 30 avril 2010, nous avons donné en moyenne des titres d'un montant de 3,4 milliards de dollars (4,3 milliards au 31 octobre 2009 et 4,6 milliards au 30 avril 2009) en garanties intrajournalières à la Banque du Canada chaque jour. Pour le semestre terminé le 30 avril 2010, nous avons donné en moyenne des titres d'un montant de 4,0 milliards de dollars (4,6 milliards au 30 avril 2009) en garanties intrajournalières à la Banque du Canada chaque jour. Dans certaines rares occasions, nous devons obtenir une avance à un jour auprès de la Banque du Canada afin de répondre à un besoin de règlement, auquel cas une valeur équivalant aux titres donnés en garantie est utilisée pour garantir l'avance. Aucune avance à un jour n'était en cours au 30 avril 2010, au 31 octobre 2009 ni au 30 avril 2009.

Biens affectés en garantie

Au 30 avril 2010, la valeur de marché approximative des biens acceptés en garantie que nous pouvons vendre ou affecter de nouveau en garantie se

chiffrait à 90,5 milliards de dollars (78,9 milliards au 31 octobre 2009). Ces biens affectés en garantie ont été obtenus en vertu de conventions de revente, d'emprunts de titres et de prêts et d'opérations sur produits dérivés. De ce montant, une tranche de 36,3 milliards de dollars (26,1 milliards au 31 octobre 2009) a été vendue ou donnée de nouveau en garantie, généralement à titre de bien affecté en garantie relatif aux conventions de rachat ou pour couvrir des ventes à découvert.

Litiges*Litige lié à Enron Corp. (Enron)*

Comme il est mentionné à la note 25 de nos états financiers consolidés annuels de 2009, la Banque Royale du Canada et certaines entités apparentées ont été nommées à titre de défenderesses dans le cadre d'un recours collectif intenté par Regents of the University of Southern California, qui a fait l'objet d'un regroupement avec la poursuite principale intitulée *Newby v. Enron Corp.*, qui constituait le principal recours collectif d'actionnaires présumés d'Enron. Ce recours collectif contre la Banque Royale du Canada et certaines entités apparentées a été rejeté de façon définitive le 2 décembre 2009. En conséquence, nous avons déterminé, au cours du premier trimestre, que la provision de 60 millions de dollars (50 millions de dollars US, ou 53 millions selon le taux de change en vigueur au 31 janvier 2010) que nous avons constituée au titre de ce litige n'est plus nécessaire. Par conséquent, au cours du trimestre terminé le 31 janvier 2010, nous l'avons contrepassée au poste Frais autres que d'intérêt – Autres pas de l'état consolidé des résultats, où la provision avait initialement été comptabilisée.

La Banque Royale du Canada est également citée en tant que défenderesse par un investisseur particulier relativement aux pertes qu'il a subies à titre d'acquéreur de titres de participation et d'emprunt d'Enron. Nous n'avons pas comptabilisé de provision relativement à cette poursuite, car il nous est impossible de prédire son dénouement ni le moment auquel elle sera réglée; nous estimons toutefois que le règlement final de cette poursuite n'aura pas une incidence défavorable importante sur notre situation financière consolidée. Nous revoyons régulièrement l'évolution de la situation et nous exercerons un jugement de manière à résoudre cette poursuite au mieux de nos intérêts.

Autres

Nous faisons l'objet de diverses autres poursuites judiciaires qui contestent le bien-fondé de certaines de nos pratiques ou mesures. Nous jugeons que le montant global du passif éventuel lié à ces autres poursuites ne sera pas important eu égard à notre situation financière et à nos résultats d'exploitation.

Note 14 : Résultats par secteur d'exploitation**Résultats trimestriels**

	Services bancaires canadiens			Gestion de patrimoine			Assurances		
	T2/10	T1/10	T2/09	T2/10	T1/10	T2/09	T2/10	T1/10	T2/09
Revenu net d'intérêt	1 810 \$	1 879 \$	1 678 \$	72 \$	78 \$	100 \$	– \$	– \$	– \$
Revenus autres que d'intérêt	781	759	693	903	986	891	1 327	1 382	1 229
Total des revenus	2 591	2 638	2 371	975	1 064	991	1 327	1 382	1 229
Dotation à la provision pour pertes sur créances	302	318	351	–	–	–	–	–	–
Indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance	–	–	–	–	–	–	1 096	1 130	958
Frais autres que d'intérêt	1 234	1 205	1 171	828	806	817	136	129	138
Bénéfice net avant charge d'impôts	1 055	1 115	849	147	258	174	95	123	133
Charge (économie) d'impôts	319	338	268	57	39	48	(12)	5	20
Part des actionnaires sans contrôle	–	–	–	–	–	–	–	–	–
Bénéfice net	736 \$	777 \$	581 \$	90 \$	219 \$	126 \$	107 \$	118 \$	113 \$
Moins : dividendes sur actions privilégiées	17	15	13	7	8	7	3	3	2
Bénéfice net attribuable aux actionnaires ordinaires	719 \$	762 \$	568 \$	83 \$	211 \$	119 \$	104 \$	115 \$	111 \$
Total de l'actif moyen (2)	276 700 \$	273 600 \$	254 800 \$	18 200 \$	19 200 \$	22 800 \$	14 800 \$	14 300 \$	13 000 \$

Note 14 : Résultats par secteur d'exploitation (suite)**Résultats trimestriels**

	Services bancaires internationaux			Marchés des Capitaux (1)			Services de soutien généraux (1)		
	T2/10	T1/10	T2/09	T2/10	T1/10	T2/09	T2/10	T1/10	T2/09
Revenu net d'intérêt	351 \$	320 \$	459 \$	660 \$	729 \$	936 \$	(194)\$	(259)\$	(275)\$
Revenus autres que d'intérêt	252	228	226	940	1 111	630	65	121	194
Total des revenus	603	548	685	1 600	1 840	1 566	(129)	(138)	(81)
Dotations à la (reprise sur) provision pour pertes sur créances	185	175	289	21	30	145	(4)	(30)	189
Indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance	–	–	–	–	–	–	–	–	–
Frais autres que d'intérêt	510	510	618	862	951	826	2	25	5
Charge au titre de la dépréciation de l'écart d'acquisition	–	–	1 000	–	–	–	–	–	–
Bénéfice net (perte nette) avant charge d'impôts	(92)	(137)	(1 222)	717	859	595	(127)	(133)	(275)
Charge (économie) d'impôts	(66)	(80)	(98)	216	288	163	(71)	(25)	(135)
Part des actionnaires sans contrôle	1	–	2	(1)	–	12	23	23	24
Bénéfice net (perte nette)	(27)\$	(57)\$	(1 126)\$	502 \$	571 \$	420 \$	(79)\$	(131)\$	(164)\$
Moins : dividendes sur actions privilégiées	13	13	16	15	16	15	10	9	2
Bénéfice net (perte nette) attribuable aux actionnaires ordinaires	(40)\$	(70)\$	(1 142)\$	487 \$	555 \$	405 \$	(89)\$	(140)\$	(166)\$
Total de l'actif moyen (2)	53 400 \$	56 100 \$	67 300 \$	304 300 \$	312 100 \$	362 800 \$	(14 000)\$	(15 000)\$	(8 400)\$

Résultats trimestriels

	Total		
	T2/10	T1/10	T2/09
Revenu net d'intérêt	2 699 \$	2 747 \$	2 898 \$
Revenus autres que d'intérêt	4 268	4 587	3 863
Total des revenus	6 967	7 334	6 761
Dotations à la provision pour pertes sur créances	504	493	974
Indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance	1 096	1 130	958
Frais autres que d'intérêt	3 572	3 626	3 575
Charge au titre de la dépréciation de l'écart d'acquisition	–	–	1 000
Bénéfice net avant charge d'impôts	1 795	2 085	254
Charge d'impôts	443	565	266
Part des actionnaires sans contrôle	23	23	38
Bénéfice net (perte nette)	1 329 \$	1 497 \$	(50)\$
Moins : dividendes sur actions privilégiées	65	64	55
Bénéfice net (perte nette) attribuable aux actionnaires ordinaires	1 264 \$	1 433 \$	(105)\$
Total de l'actif moyen (2)	653 400 \$	660 300 \$	712 300 \$

Résultats semestriels

	Services bancaires canadiens		Gestion de patrimoine		Assurances	
	T2/10	T2/09	T2/10	T2/09	T2/10	T2/09
Revenu net d'intérêt	3 689 \$	3 396 \$	150 \$	228 \$	– \$	– \$
Revenus autres que d'intérêt	1 540	1 440	1 889	1 760	2 709	2 575
Total des revenus	5 229	4 836	2 039	1 988	2 709	2 575
Dotations à la provision pour pertes sur créances	620	621	–	–	–	–
Indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance	–	–	–	–	2 226	2 034
Frais autres que d'intérêt	2 439	2 347	1 634	1 644	265	279
Bénéfice net avant charge d'impôts	2 170	1 868	405	344	218	262
Charge (économie) d'impôts	657	591	96	90	(7)	37
Part des actionnaires sans contrôle	–	–	–	–	–	–
Bénéfice net	1 513 \$	1 277 \$	309 \$	254 \$	225 \$	225 \$
Moins : dividendes sur actions privilégiées	32	23	15	13	6	4
Bénéfice net attribuable aux actionnaires ordinaires	1 481 \$	1 254 \$	294 \$	241 \$	219 \$	221 \$
Total de l'actif moyen (2)	275,100 \$	252 200 \$	18 700 \$	20 300 \$	14 600 \$	12 800 \$

(1) Majoration au montant imposable équivalent.

(2) Calculé à l'aide de méthodes visant à estimer les soldes quotidiens moyens pour la période.

Note 14 : Résultats par secteur d'exploitation (suite)**Résultats semestriels**

	Services bancaires internationaux		Marchés des Capitaux (1)		Services de soutien généraux (1)	
	T2/10	T2/09 (3)	T2/10	T2/09	T2/10	T2/09 (3)
Revenu net d'intérêt	671 \$	873 \$	1 389 \$	1 788 \$	(453)\$	(555)\$
Revenus autres que d'intérêt	480	480	2 051	1 187	186	652
Total des revenus	1 151	1 353	3 440	2 975	(267)	97
Dotation à la (reprise sur) provision pour pertes sur créances	360	521	51	305	(34)	313
Indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance	–	–	–	–	–	–
Frais autres que d'intérêt	1 020	1 213	1 813	1 717	27	(3)
Charge au titre de la dépréciation de l'écart d'acquisition	–	1 000	–	–	–	–
Bénéfice net (perte nette) avant charge d'impôts	(229)	(1 381)	1 576	953	(260)	(213)
Charge (économie) d'impôts	(146)	(160)	504	317	(96)	(145)
Part des actionnaires sans contrôle	1	5	(1)	(9)	46	47
Bénéfice net (perte nette)	(84)\$	(1 226)\$	1 073 \$	645 \$	(210)\$	(115)\$
Moins : dividendes sur actions privilégiées	26	28	31	26	19	2
Bénéfice net (perte nette) attribuable aux actionnaires ordinaires	(110)\$	(1 254)\$	1 042 \$	619 \$	(229)\$	(117)\$
Total de l'actif moyen (2)	54 800 \$	68 200 \$	308 200 \$	378 800 \$	(14 400)\$	(4 500)\$

Résultats semestriels

	Total	
	T2/10	T2/09 (3)
Revenu net d'intérêt	5 446 \$	5 730 \$
Revenus autres que d'intérêt	8 855	8 094
Total des revenus	14 301	13 824
Dotation à la provision pour pertes sur créances	997	1 760
Indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance	2 226	2 034
Frais autres que d'intérêt	7 198	7 197
Charge au titre de la dépréciation de l'écart d'acquisition	–	1 000
Bénéfice net avant charge d'impôts	3 880	1 833
Charge d'impôts	1 008	730
Part des actionnaires sans contrôle	46	43
Bénéfice net (perte nette)	2 826 \$	1 060 \$
Moins : dividendes sur actions privilégiées	129	96
Bénéfice net attribuable aux actionnaires ordinaires	2 697 \$	964 \$
Total de l'actif moyen (2)	657 000 \$	727 800 \$

(1) Majoration au montant imposable équivalent.

(2) Calculé à l'aide de méthodes visant à estimer les soldes quotidiens moyens pour la période.

(3) Certains montants ont été retraités en raison de l'incidence de l'adoption des modifications du chapitre 3855 du *Manuel de l'ICCA*, qui ont été publiées en août 2009. Se reporter à la note 1 de nos états financiers consolidés annuels de 2009.**Note 15 : Gestion du capital****Capital réglementaire et ratios de capital**

Le Bureau du surintendant des institutions financières Canada (BSIF) établit des objectifs formels pour le capital à risque visant les institutions de dépôt au Canada. À l'heure actuelle, cet objectif est de 7 % pour le ratio du capital de première catégorie et de 10 % pour le ratio du capital total. Outre les ratios du capital de première catégorie et du capital total, les banques canadiennes doivent s'assurer que leur coefficient actif/capital, qui est calculé au moyen de la division du montant brut de l'actif ajusté par le capital total, n'excède pas le niveau maximal prescrit par le BSIF. Notre coefficient actif/capital n'excède pas le niveau maximal permis par le BSIF.

Capital réglementaire, actif ajusté en fonction des risques et ratios de capital

	Accord de Bâle II	
	Au	
	30 avril 2010	31 octobre 2009
Capital		
Capital de première catégorie	33 427 \$	31 774 \$
Capital total	35 863	34 881
Actif ajusté en fonction des risques		
Risque de crédit	189 001 \$	185 051 \$
Risque de marché	22 555	23 321
Risque opérationnel	37 713	36 465
Total de l'actif ajusté en fonction des risques	249 269 \$	244 837 \$
Ratios de capital		
Capital de première catégorie	13,4 %	13,0 %
Capital total	14,4 %	14,2 %
Coefficient actif/capital	16,0X	16,3X

Note 16 : Rapprochement des principes comptables généralement reconnus du Canada et des États-Unis

Les états financiers consolidés intermédiaires ont été préparés conformément au paragraphe 308 de la *Loi sur les banques* (Canada), qui prévoit qu'à moins d'indication contraire du BSIF, les états financiers consolidés intermédiaires doivent être préparés selon les PCGR du Canada. Comme l'exige la Securities and Exchange Commission (SEC) des États-Unis, les différences importantes entre les PCGR du Canada et ceux des États-Unis sont quantifiées ci-après. Pour une analyse plus complète des différences entre les PCGR du Canada et ceux des États-Unis, se reporter à la note 31 de nos états financiers consolidés annuels de 2009.

Certains des titres adossés à des créances hypothécaires que nous classons dans les titres détenus à des fins de transaction selon les PCGR du Canada sont classés dans les titres disponibles à la vente selon les PCGR des États-Unis. Au cours de l'exercice, nous avons constaté que certains des ajustements comptabilisés au cours des périodes précédentes pour tenir compte de la différence entre les PCGR du Canada et les PCGR des États-Unis étaient erronés; toutefois, comme l'incidence cumulative de ces erreurs n'était pas importante pour les périodes auxquelles elles se rapportaient, nous les avons corrigées au premier trimestre de 2010, comme suit : les valeurs mobilières, les autres passifs, les capitaux propres de RBC et le bénéfice net ont augmenté de 284 millions de dollars, de 43 millions, de 93 millions et de 101 millions, respectivement, et les autres actifs ont diminué de 148 millions.

Bilans consolidés condensés

	Au 30 avril 2010			Au 31 octobre 2009			Au 30 avril 2009		
	PCGR du Canada	Différences	PCGR des États-Unis	PCGR du Canada	Différences	PCGR des États-Unis	PCGR du Canada	Différences	PCGR des États-Unis
Actif									
Encaisse et montants à recevoir de banques	8 757 \$	(60)\$	8 697 \$	8 353 \$	(119)\$	8 234 \$	9 342 \$	(40)\$	9 302 \$
Dépôts productifs d'intérêts à des banques	8 888	(6 033)	2 855	8 923	(6 047)	2 876	11 297	(6 960)	4 337
Valeurs mobilières	188 236	(6 826)	181 410	186 272	(5 472)	180 800	175 676	(2 996)	172 680
Biens achetés en vertu de conventions de revente et titres empruntés	52 804	(1 764)	51 040	41 580	(1 135)	40 445	42 290	(1 815)	40 475
Prêts (déduction faite de la provision pour pertes sur prêts)	283 069	(794)	282 275	280 963	(978)	279 985	278 959	(909)	278 050
Autres (1)	113 382	(43 141)	70 241	128 898	(53 703)	75 195	162 950	(72 527)	90 423
	655 136 \$	(58 618)\$	596 518 \$	654 989 \$	(67 454)\$	587 535 \$	680 514 \$	(85 247)\$	595 267 \$
Passif et capitaux propres									
Dépôts	397 840 \$	(18 193)\$	379 647 \$	398 304 \$	(20 766)\$	377 538 \$	411 827 \$	(21 993)\$	389 834 \$
Autres (2)	209 778	(40 013)	169 765	209 852	(46 053)	163 799	222 852	(62 686)	160 166
Débitures subordonnées	5 813	–	5 813	6 461	–	6 461	7 629	–	7 629
Titres de fiducie de capital	1 398	(1 398)	–	1 395	(1 395)	–	1 398	(1 398)	–
Total du passif	614 829	(59 604)	555 225	616 012	(68 214)	547 798	643 706	(86 077)	557 629
Capitaux propres de RBC (3)	38 064	(443)	37 621	36 906	(667)	36 239	34 658	(576)	34 082
Part des actionnaires sans contrôle dans les filiales	2 243	1 429	3 672	2 071	1 427	3 498	2 150	1 406	3 556
Total des capitaux propres	40 307	986	41 293	38 977	760	39 737	36 808	830	37 638
	655 136 \$	(58 618)\$	596 518 \$	654 989 \$	(67 454)\$	587 535 \$	680 514 \$	(85 247)\$	595 267 \$

- (1) Comprend des ajustements de 60 788 millions de dollars au 30 avril 2010 (70 824 millions au 31 octobre 2009) liés aux dérivés, attribuables essentiellement aux montants compensatoires qui découlent des accords généraux de compensation conformément aux PCGR des États-Unis. Se reporter à la rubrique Principales différences entre les PCGR du Canada et ceux des États-Unis – Droit de compensation, à la note 31 de nos états financiers consolidés annuels de 2009.
- (2) Comprend des ajustements de 59 287 millions de dollars au 30 avril 2010 (66 546 millions au 31 octobre 2009) liés aux dérivés, attribuables essentiellement aux montants compensatoires qui découlent des accords généraux de compensation conformément aux PCGR des États-Unis. Se reporter à la rubrique Principales différences entre les PCGR du Canada et ceux des États-Unis – Droit de compensation, à la note 31 de nos états financiers consolidés annuels de 2009.
- (3) Au 30 avril 2010, notre bénéfice net consolidé comprenait un montant de 605 millions de dollars (582 millions au 31 octobre 2009) tiré des bénéfices non distribués de nos coentreprises et de placements comptabilisés selon la méthode de la comptabilisation à la valeur de consolidation, conformément aux PCGR des États-Unis.

Éléments importants du rapprochement pour le bilan

Le tableau suivant présente les augmentations (diminutions) des actifs, des passifs et des capitaux propres par élément important du rapprochement entre les PCGR du Canada et ceux des États-Unis.

	PCGR du Canada	Coentreprises	Comptabilisation des activités d'assurance	Classement et évaluation de certains instruments financiers	Sociétés en commandite	Droits à la plus-value des actions	Passif et capitaux propres	Obligation additionnelle au titre des régimes de retraite	Comptabilisation à la date de transaction	Garanties autres qu'en espèces	Droit de compensation	Garanties, engagements de prêt et autres éléments secondaires	Différences	PCGR des États-Unis
Au 30 avril 2010														
Actif														
Encaisse et montants à recevoir de banques	8 757 \$	(60)	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	(60)	8 697 \$
Dépôts productifs d'intérêts à des banques	8 888	(3 659)	–	–	–	–	–	–	–	–	(2 374)	–	(6 033)	2 855
Valeurs mobilières	188 236	(3 451)	–	(90)	(234)	–	–	–	(321)	–	(2 731)	1	(6 826)	181 410
Biens achetés en vertu de conventions de revente et titres empruntés	52 804	(1 764)	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	(1 764)	51 040
Prêts	283 069	(730)	–	(779)	–	–	–	–	–	–	683	32	(794)	282 275
Autres actifs	113 382	(3 411)	3 225	893	253	(17)	–	71	8 387	8 049	(60 726)	135	(43 141)	70 241
Passif et capitaux propres														
Dépôts	397 840	(11 550)	–	–	–	–	–	–	–	–	(6 637)	(6)	(18 193)	379 647
Autres passifs	209 778	(1 522)	2 883	45	–	(36)	(34)	1 044	8 066	8 049	(58 511)	3	(40 013)	169 765
Débitures subordonnées	5 813	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	5 813
Titres de fiducie de capital	1 398	–	–	–	–	–	(1 398)	–	–	–	–	–	(1 398)	–
Part des actionnaires sans contrôle dans les filiales	2 243	(3)	–	–	–	–	1 432	–	–	–	–	–	1 429	3 672
Capitaux propres	38 064	–	342	(21)	19	19	–	(973)	–	–	–	171	(443)	37 621

Note 16 : Rapprochement des principes comptables généralement reconnus du Canada et des États-Unis (suite)**États consolidés condensés des résultats**

	Pour le trimestre terminé le		Pour le semestre terminé le	
	30 avril 2010	30 avril 2009	30 avril 2010 ⁽¹⁾	30 avril 2009
Bénéfice net (perte nette) selon les PCGR du Canada	1 329 \$	(50)\$	2 826 \$	1 060 \$
Différences :				
Revenu net d'intérêt				
Coentreprises	(15)	(47)	(32)	(101)
Passif et capitaux propres	26	26	51	51
Revenus autres que d'intérêt				
Comptabilisation des activités d'assurance	(304)	(309)	(700)	(765)
Dérivés et opérations de couverture	(8)	39	(13)	(12)
Reclassement de valeurs mobilières, perte de valeur de titres disponibles à la vente et application de l'option de la juste valeur	77	118	244	(290)
Coentreprises	(165)	(158)	(333)	(302)
Indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance	321	234	701	675
Frais autres que d'intérêt				
Comptabilisation des activités d'assurance	14	20	28	41
Coentreprises	166	186	333	367
Autres	29	18	68	55
Charge d'impôts et variation nette de la charge d'impôts découlant des éléments ci-dessus	(46)	(17)	(98)	118
Part des actionnaires sans contrôle dans le bénéfice net des filiales				
Passif et capitaux propres	(26)	(26)	(51)	(51)
Bénéfice net selon les PCGR des États-Unis	1 398 \$	34 \$	3 024 \$	846 \$
Bénéfice (perte) de base par action ⁽²⁾				
PCGR du Canada	0,89 \$	(0,07)\$	1,90 \$	0,70 \$
PCGR des États-Unis	0,94 \$	(0,01)\$	2,03 \$	0,54 \$
Bénéfice (perte) dilué par action ⁽²⁾				
PCGR du Canada	0,88 \$	(0,07)\$	1,88 \$	0,69 \$
PCGR des États-Unis	0,93 \$	(0,01)\$	2,02 \$	0,54 \$

(1) Les montants semestriels pour 2010 liés aux postes « Reclassement de valeurs mobilières, perte de valeur de titres disponibles à la vente et application de l'option de la juste valeur » et « Charge d'impôts et variation nette de la charge d'impôts découlant des éléments ci-dessus » ont été accrus de 147 millions de dollars et de 46 millions, respectivement, afin de corriger les erreurs des périodes précédentes décrites au début de la présente note.

(2) L'incidence du calcul du bénéfice par action selon la méthode des deux catégories a réduit le bénéfice (la perte) de base par action et le bénéfice (la perte) dilué par action en vertu des PCGR des États-Unis de moins de un cent pour tous les exercices présentés.

États consolidés condensés des flux de trésorerie

	Pour le trimestre terminé le		Pour le semestre terminé le	
	30 avril 2010	30 avril 2009	30 avril 2010	30 avril 2009
Flux de trésorerie provenant des activités d'exploitation selon les PCGR du Canada	4 137 \$	2 517 \$	3 025 \$	2 904 \$
Ajustements selon les PCGR des États-Unis à l'égard du bénéfice net	69	84	198	(214)
Ajustements visant à déterminer les flux de trésorerie nets affectés aux activités d'exploitation	(958)	838	(3 258)	133
Flux de trésorerie nets provenant des activités d'exploitation selon les PCGR des États-Unis	3 248	3 439	(35)	2 823
Flux de trésorerie provenant des (affectés aux) activités d'investissement selon les PCGR du Canada	(3 677)	7 920	(9 893)	16 713
Ajustements visant à déterminer les flux de trésorerie nets provenant des activités d'investissement	1 581	87	1 198	(1 969)
Flux de trésorerie nets provenant des (affectés aux) activités d'investissement selon les PCGR des États-Unis	(2 096)	8 007	(8 695)	14 744
Flux de trésorerie (affectés aux) provenant des activités de financement selon les PCGR du Canada	(1 061)	(11 221)	7 470	(21 391)
Ajustements visant à déterminer les flux de trésorerie nets provenant des (affectés aux) activités d'investissement	(684)	(982)	1 921	2 143
Flux de trésorerie nets (affectés aux) provenant des activités de financement selon les PCGR des États-Unis	(1 745)	(12 203)	9 391	(19 248)
Incidence de la variation des taux de change sur l'encaisse et les montants à recevoir de banques	(177)	(73)	(198)	30
Variation nette de l'encaisse et des montants à recevoir de banques	(770) \$	(830) \$	463 \$	(1 651) \$
Encaisse et montants à recevoir de banques au début	9 467	10 132	8 234	10 953
Encaisse et montants à recevoir de banques à la fin selon les PCGR des États-Unis	8 697 \$	9 302 \$	8 697 \$	9 302 \$

Note 16 : Rapprochement des principes comptables généralement reconnus du Canada et des États-Unis (suite)**Cumul des autres éléments du résultat étendu, déduction faite des impôts sur les bénéfices**

	Au				
	30 avril 2010			31 octobre 2009	30 avril 2009
	PCGR du Canada	Différences	PCGR des États-Unis		
Ajustement transitoire (1)	59 \$	(80) \$	(21) \$	(21) \$	– \$
Gains (pertes) non réalisés sur les titres disponibles à la vente :					
Ajustement transitoire et (pertes) non réalisés sur les titres de créance ayant subi une perte de valeur durable (2), (3)	–	(12)	(12)	(39)	–
(Pertes) gains non réalisés sur les autres titres, montant net	(81)	446	365	364	(886)
(Pertes) de change non réalisées, déduction faite des opérations de couverture	(1 715)	44	(1 671)	(1 329)	(772)
(Pertes) sur les dérivés désignés comme couverture des flux de trésorerie	(346)	(56)	(402)	(381)	(476)
Obligation additionnelle au titre des régimes de retraite	–	(956)	(956)	(956)	(523)
Cumul des autres éléments du résultat étendu, déduction faite des impôts sur les bénéfices	(2 083) \$	(614) \$	(2 697) \$	(2 362) \$	(2 657) \$

- (1) Les différences liées aux ajustements transitoires comprennent : i) un montant de (104) millions de dollars lié au reclassement, au 1^{er} novembre 2008, de certains titres disponibles à la vente dans les prêts, conformément aux modifications apportées par l'ICCA au chapitre 3855 (se reporter à la note 1 de nos états financiers consolidés annuels de 2009); ii) un montant de (18) millions lié à l'adoption de la norme sur l'option de la juste valeur contenue dans le Topic 825-10 de l'Accounting Standards Codification (ASC) (FAS 159); se reporter à la rubrique Application de l'option de la juste valeur, à la note 31 de nos états financiers consolidés annuels de 2009; iii) un montant de (3) millions lié à la mise en œuvre des exigences en matière de date d'évaluation contenues dans le Topic 715 de l'ASC (FAS 158); se reporter à la rubrique Prestations de retraite et autres avantages postérieurs à l'emploi, à la note 31 de nos états financiers consolidés annuels de 2009 et iv) un montant de 45 millions en 2008 lié à l'adoption par l'ICCA du chapitre 1530, intitulé *Résultat étendu*, le 1^{er} novembre 2006.
- (2) En ce qui a trait aux titres de créance que nous n'avons pas l'intention de vendre ou qu'il est plus probable qu'improbable que nous n'aurons pas à vendre avant le recouvrement des coûts après amortissement, la tranche liée au crédit de la perte non réalisée a été imputée aux résultats et la tranche non liée au crédit a été constatée dans les autres éléments du résultat étendu, conformément aux PCGR des États-Unis.
- (3) L'ajustement de transition à l'adoption du Topic 320 de l'ASC (FSP FAS 115-2 et FAS 124-2) au 1^{er} mai 2009 s'est traduit par une perte nette non réalisée de 225 millions de dollars après impôts. Se reporter à la rubrique Perte de valeur durable d'un titre, à la note 31 de nos états financiers consolidés annuels de 2009.

États consolidés du résultat étendu

	Pour le trimestre terminé le			
	30 avril 2010			30 avril 2009
	PCGR du Canada	Différences	PCGR des États-Unis	
Bénéfice net	1 329 \$	69 \$	1 398 \$	34 \$
Autres éléments du résultat étendu, déduction faite des impôts				
Gains nets (pertes nettes) non réalisés sur les titres disponibles à la vente, déduction faite des ajustements de reclassement :				
Gains non réalisés sur les titres de créance ayant subi une perte de valeur durable (1)	–	9	9	–
Gains non réalisés sur les autres titres, montant net (2)	33	(54)	(21)	54
(Pertes) de change non réalisés	(1 601)	(2)	(1 603)	(793)
Reclassement aux résultats de (gains) pertes de change	(2)	2	–	–
Gains de change nets liés aux opérations de couverture	1 338	–	1 338	613
Gains nets sur les dérivés désignés comme couverture des flux de trésorerie	42	–	42	105
Reclassement aux résultats de pertes (gains) liés aux dérivés désignés comme couverture des flux de trésorerie	8	–	8	(11)
Obligation additionnelle au titre des régimes de retraite	–	–	–	–
Total du résultat étendu	1 147 \$	24 \$	1 171 \$	2 \$
Charge (économie) d'impôts déduite des éléments ci-dessus :				
Gains nets (pertes nettes) non réalisés sur les titres disponibles à la vente (3)	44 \$	(28) \$	16 \$	53 \$
Gains nets de change liés aux opérations de couverture	610	–	610	288
Gains nets non réalisés sur les dérivés désignés comme couverture des flux de trésorerie	19	–	19	47
Reclassement aux résultats de pertes (gains) liés aux dérivés désignés comme couverture des flux de trésorerie	3	–	3	(5)
Obligation additionnelle au titre des régimes de retraite	–	–	–	–
Total de la charge (l'économie) d'impôts	676 \$	(28) \$	648 \$	383 \$

- (1) Représente les gains et pertes non réalisés sur les titres de créance ayant subi une perte de valeur durable depuis le 1^{er} mai 2009, soit la date de l'adoption du Topic 320 de l'ASC (FSP FAS 115-2 et FAS 124-2); se reporter à la rubrique Perte de valeur durable d'un titre, à la note 31 de nos états financiers consolidés annuels de 2009.
- (2) La différence comprend un montant de 8 millions de dollars lié au reclassement, au 1^{er} novembre 2008, de certains titres disponibles à la vente dans les prêts et créances, conformément aux modifications apportées par l'ICCA au chapitre 3855. Se reporter à la note 1 de nos états financiers consolidés annuels de 2009.
- (3) La différence comprend un montant de 2 millions de dollars lié au reclassement, au 1^{er} novembre 2008, de certains titres disponibles à la vente dans les prêts et créances, conformément aux modifications apportées par l'ICCA au chapitre 3855. Se reporter à la note 1 de nos états financiers consolidés annuels de 2009.

Note 16 : Rapprochement des principes comptables généralement reconnus du Canada et des États-Unis (suite)**États consolidés du résultat étendu**

	Pour le semestre terminé le			
	30 avril 2010			30 avril 2009
	PCGR du Canada	Différences	PCGR des États-Unis	
Bénéfice net	2 826 \$	198 \$	3 024 \$	846 \$
Autres éléments du résultat étendu, déduction faite des impôts				
Gains nets (pertes nettes) non réalisés sur les titres disponibles à la vente, déduction faite des ajustements de reclassement :				
Gains non réalisés sur les titres de créance ayant subi une perte de valeur durable (1)	–	27	27	–
(Pertes) gains non réalisés sur les autres titres, montant net (2)	(5)	6	1	143
(Pertes) de change non réalisées	(2 062)	(3)	(2 065)	(609)
Reclassement aux résultats de (gains) pertes de change	(2)	2	–	–
Gains de change nets liés aux opérations de couverture	1 723	–	1 723	594
(Pertes nettes) gains nets sur les dérivés désignés comme couverture des flux de trésorerie	(12)	–	(12)	64
Reclassement aux résultats de (gains) liés aux dérivés désignés comme couverture des flux de trésorerie	(9)	–	(9)	(11)
Obligation additionnelle au titre des régimes de retraite	–	–	–	–
Total du résultat étendu	2 459 \$	230 \$	2 689 \$	1 027 \$
Charge (économie) d'impôts déduite des éléments ci-dessus :				
(Pertes nettes) gains nets non réalisés sur les titres disponibles à la vente (3)	26 \$	(9)\$	17 \$	79 \$
Gains nets de change liés aux opérations de couverture	788	–	788	251
(Pertes nettes) gains nets non réalisés sur les dérivés désignés comme couverture des flux de trésorerie	(5)	–	(5)	26
Reclassement aux résultats de (gains) liés aux dérivés désignés comme couverture des flux de trésorerie	(5)	–	(5)	(4)
Obligation additionnelle au titre des régimes de retraite	–	–	–	–
Total de la charge (l'économie) d'impôts	804 \$	(9)\$	795 \$	352 \$

- (1) Représente les gains et pertes non réalisés sur les titres de créance ayant subi une perte de valeur durable depuis le 1^{er} mai 2009, soit la date de l'adoption du Topic 320 de l'ASC (FSP FAS 115-2 et FAS 124-21); se reporter à la rubrique Perte de valeur durable d'un titre ci-dessous.
- (2) La différence comprend un montant de 16 millions de dollars lié au reclassement, au 1^{er} novembre 2008, de certains titres disponibles à la vente dans les prêts et créances, conformément aux modifications apportées par l'ICCA au chapitre 3855. Se reporter à la note 1 de nos états financiers consolidés annuels de 2009.
- (3) La différence comprend un montant de 4 millions de dollars lié au reclassement, au 1^{er} novembre 2008, de certains titres disponibles à la vente dans les prêts et créances, conformément aux modifications apportées par l'ICCA au chapitre 3855. Se reporter à la note 1 de nos états financiers consolidés annuels de 2009.

Valeurs mobilières

Le tableau suivant illustre la durée des pertes non réalisées sur les titres disponibles à la vente et les titres détenus jusqu'à l'échéance. Se reporter à la note 3 pour connaître les raisons pour lesquelles ces titres sont considérés comme ayant subi une perte de valeur temporaire au 30 avril 2010. Le montant brut des pertes non réalisées sur les titres disponibles à la

vente en vertu des PCGR des États-Unis est plus élevé que celui calculé en vertu des PCGR du Canada et est présenté à la note 3, la différence tenant principalement au fait que certains de ces titres ont été désignés comme détenus à des fins de transaction et comptabilisés selon l'option de la juste valeur et également au reclassement de certains titres disponibles à la vente dans les prêts en vertu des PCGR du Canada.

Juste valeur et pertes non réalisées liées aux titres disponibles à la vente

	Au 30 avril 2010					
	Moins de 12 mois		12 mois ou plus		Total	
	Juste valeur	Pertes non réalisées	Juste valeur	Pertes non réalisées	Juste valeur	Pertes non réalisées
Créances – Gouvernement canadien						
Gouvernement fédéral	1 324 \$	12 \$	350 \$	6 \$	1 674 \$	18 \$
Provinces et municipalités	572	9	48	2	620	11
Créances d'États, des municipalités et des organismes américains	662	1	35	1	697	2
Autres créances de gouvernements de pays membres de l'OCDE	184	3	31	3	215	6
Titres adossés à des créances hypothécaires (1)	96	18	1 787	340	1 883	358
Titres adossés à des actifs						
TGC	–	–	196	18	196	18
Titres autres que des TGC	518	10	292	47	810	57
Titres d'emprunt de sociétés et autres créances	2 156	57	1 348	214	3 504	271
Titres de participation	59	10	45	14	104	24
Titres de substitut de prêt	–	–	191	29	191	29
	5 571 \$	120 \$	4 323 \$	674 \$	9 894 \$	794 \$

- (1) La plupart des prêts hypothécaires relatifs à nos titres adossés à des créances hypothécaires sont résidentiels. La juste valeur et les pertes non réalisées liées aux titres adossés à des créances hypothécaires commerciales de moins de 12 mois s'établissent à 5 millions de dollars et à 1 million, respectivement, et pour les créances de 12 mois ou plus, elles s'établissent à 118 millions et à 8 millions, respectivement.

Note 16 : Rapprochement des principes comptables généralement reconnus du Canada et des États-Unis (suite)

	Au 31 octobre 2009					
	Moins de 12 mois		12 mois ou plus		Total	
	Juste valeur	Pertes non réalisées	Juste valeur	Pertes non réalisées	Juste valeur	Pertes non réalisées
Créances – Gouvernement canadien						
Gouvernement fédéral	1 213 \$	8 \$	– \$	– \$	1 213 \$	8 \$
Provinces et municipalités	148	4	93	2	241	6
Créances d'États, des municipalités et des organismes américains	162	1	487	27	649	28
Autres créances de gouvernements de pays membres de l'OCDE	503	2	74	2	577	4
Titres adossés à des créances hypothécaires (1)	496	118	2 113	379	2 609	497
Titres adossés à des actifs						
TGC	–	–	205	24	205	24
Titres autres que des TGC	724	15	275	68	999	83
Titres d'emprunt de sociétés et autres créances	1 382	42	1 887	305	3 269	347
Titres de participation	59	40	97	23	156	63
Titres de substitut de prêt (2)	–	–	150	70	150	70
	4 687 \$	230 \$	5 381 \$	900 \$	10 068 \$	1 130 \$

(1) La plupart des prêts hypothécaires relatifs à nos titres adossés à des créances hypothécaires sont résidentiels. La juste valeur et les pertes non réalisées liées aux titres adossés à des créances hypothécaires commerciales de moins de 12 mois s'établissent à néant et à néant, respectivement, et pour les créances de 12 mois ou plus, elles s'établissent à 197 millions de dollars et à 23 millions, respectivement.

(2) Les titres de substitut de prêt n'étaient pas inclus dans ce tableau dans nos états financiers consolidés annuels de 2009.

Perte de valeur durable d'un titre

Le Topic 320 de l'Accounting Standards Codification (ASC), intitulé *Investments – Debt and Equity Securities*, fournit des directives en matière d'évaluation d'une perte de valeur et les principes de constatation de la perte de valeur durable pour les titres de créance et accroît les exigences de présentation et d'informations à fournir pour les titres de créance et de capitaux propres. Conformément à ces lignes directrices, la perte non réalisée liée à un titre de créance disponible à la vente est durable lorsque :

i) l'entité a l'intention de vendre le titre; ii) il est plus probable qu'improbable que l'entité devra vendre le titre avant que le coût après amortissement ne puisse être recouvré ou iii) l'entité ne prévoit pas recouvrer la totalité du coût après amortissement du titre (perte sur créance) même si elle ne vendra pas le titre. Si l'une des deux premières conditions est respectée, le montant total de la perte non réalisée comprise dans le cumul des autres éléments du résultat étendu devrait être constaté dans les résultats. Si ces deux conditions ne sont pas respectées, mais que l'entité a subi une perte sur créance liée au titre, la perte sur créance et la perte non liée au crédit sont constatées dans les résultats et dans les autres éléments du résultat étendu, respectivement.

Pertes de valeur durables des titres de créance disponibles à la vente (1)

	Pour le trimestre terminé le 30 avril 2010	Pour le semestre terminé le 30 avril 2010
Pertes sur créances liées aux titres que nous n'avons pas l'intention de vendre ou pour lesquels il est plus probable qu'improbable que nous ne devons pas les vendre	10 \$	49 \$
Total des pertes liées aux titres que nous avons l'intention de vendre ou pour lesquels il est plus probable qu'improbable que nous devons les vendre	17	29
Total des réductions de valeur des titres de créance constatées aux résultats	27 \$	78 \$
Ajouter : pertes non liées au crédit sur les titres de créance constatées dans les autres éléments du résultat étendu (avant impôts sur les bénéfices) (2)	18	23
Total des pertes de valeur durables réalisées et non réalisées	45 \$	101 \$

(1) Il n'y a aucun chiffre correspondant pour ce tableau car nous avons adopté le Topic 320 de l'ASC le 1^{er} mai 2009.

(2) Le solde présenté exclut un montant de 59 millions de dollars et de 80 millions pour le trimestre et le semestre terminés le 30 avril 2010, respectivement, au titre des gains bruts non réalisés comptabilisés dans les autres éléments du résultat étendu relativement aux titres dont la juste valeur a été recouvrée et a excédé le coût après amortissement depuis les réductions de valeur initiales.

Cumul des pertes de valeur durables sur créances comptabilisées dans les résultats relativement aux titres de créance disponibles à la vente

	Au 30 avril 2010	Au 31 octobre 2009
Solde au début	401 \$	– \$
Pertes sur créances liées aux titres de créance ayant subi une perte de valeur durable à l'adoption du Topic 320 (FSP FAS 115-2 et 124-2) au 1 ^{er} mai 2009	–	322
Pertes sur créances comptabilisées dans les résultats relativement aux titres de créance qui n'avaient pas fait l'objet d'une perte de valeur auparavant	23	64
Pertes sur créances comptabilisées dans les résultats relativement aux titres de créance qui avaient fait l'objet d'une perte de valeur auparavant	26	38
Réductions liées aux titres que nous avons l'intention de vendre ou pour lesquels il est plus probable qu'improbable que nous serons tenus de les vendre avant le recouvrement des coûts après amortissement	(6)	(19)
Réductions liées aux titres vendus ou échus au cours de la période	(84)	(4)
Solde à la fin	360 \$	401 \$

Se reporter à la note 3 de nos états financiers consolidés annuels de 2009 pour obtenir la méthode et les principales données utilisées pour déterminer les pertes sur créances.

Note 16 : Rapprochement des principes comptables généralement reconnus du Canada et des États-Unis (suite)

Le tableau suivant présente les titres disponibles à la vente et les titres détenus à des fins de transaction que nous détenions à la fin de la période, évalués à la valeur comptable :

	Durée jusqu'à l'échéance (2)					Sans échéance précise	Au 30 avril 2010 Total	Au 31 octobre 2009 Total
	Moins de 3 mois	De 3 mois à 1 an	De 1 an à 5 ans	Plus de 5 ans à 10 ans	Plus de 10 ans			
Titres disponibles à la vente (1)								
Créances – gouvernement canadien								
Gouvernement fédéral								
Coût après amortissement	143	3 102	12 486	160	16	–	15 907	15 392
Juste valeur	143	3 127	12 872	162	18	–	16 322	15 927
Provinces et municipalités								
Coût après amortissement	–	6	909	55	1 837	–	2 807	2 694
Juste valeur	–	6	928	56	1 951	–	2 941	2 886
Créances d'États, de municipalités et d'organisme américains								
Coût après amortissement	1 361	209	871	348	823	–	3 612	5 153
Juste valeur	1 367	209	911	372	859	–	3 718	5 296
Autres créances de gouvernements de pays membres de l'OCDE								
Coût après amortissement	39	64	361	69	33	–	566	1 412
Juste valeur	37	64	366	69	32	–	568	1 420
Titres adossés à des créances hypothécaires								
Coût après amortissement	2	18	424	302	2 153	–	2 899	3 497
Juste valeur	2	19	409	275	1 869	–	2 574	3 027
Titres adossés à des actifs								
Coût après amortissement	637	378	254	381	1 482	–	3 132	4 028
Juste valeur	341	387	261	383	1 452	–	3 124	4 015
Titres d'emprunt de sociétés et autres créances								
Coût après amortissement	2 247	1 035	3 587	2 070	3 873	236	13 048	16 750
Juste valeur	2 250	1 069	3 704	2 163	3 843	183	13 212	16 952
Titres de participation								
Coût	–	–	–	–	–	370	370	1 094
Juste valeur	–	–	–	–	–	397	397	1 074
Titres de substitut de prêt								
Coût	–	–	–	–	–	221	221	220
Juste valeur	–	–	–	–	–	191	191	150
Coût après amortissement	4 429	4 812	18 892	3 385	10 217	827	42 562	50 240
Juste valeur	4 140	4 881	19 451	3 480	10 024	771	43 047	50 747
Titres détenus jusqu'à l'échéance (1)								
Coût après amortissement	91	93	72	22	6	–	284	156
Juste valeur	91	93	72	22	6	–	284	156
Total de la valeur comptable des titres (1)	4 231 \$	4 974 \$	19 523 \$	3 502 \$	10 030 \$	771 \$	43 331 \$	50 903 \$

(1) Les titres disponibles à la vente, y compris les titres de substitut de prêt, sont comptabilisés à la juste valeur, et les titres détenus jusqu'à l'échéance sont comptabilisés au coût après amortissement.

(2) Les échéances réelles pourraient être différentes des échéances contractuelles présentées ci-dessus, car les emprunteurs peuvent avoir le droit de rembourser leur emprunt à l'avance, avec ou sans pénalité pour remboursement anticipé.

Cadre d'évaluation de la juste valeur

Le Topic 820 de l'ASC, intitulé *Fair Value Measurements and Disclosures*, (Topic 820) établit un cadre d'évaluation de la juste valeur et prescrit, aux fins de la présentation d'informations, une hiérarchie de la juste valeur à trois niveaux, selon la transparence des données prises en compte dans l'évaluation de la juste valeur des actifs et des passifs. Se reporter à la note 31 de nos états financiers consolidés annuels de 2009 pour obtenir des détails sur les lignes directrices, ainsi qu'à la note 2 des présents états financiers consolidés intermédiaires non vérifiés pour obtenir les informations sur la hiérarchie de la juste valeur.

En 2009 et en 2010, le Financial Accounting Standards Board (FASB) a publié de nouvelles lignes directrices visant à améliorer les informations à fournir sur l'évaluation à la juste valeur et les placements non traditionnels qui étaient en vigueur, en ce qui nous concerne, au trimestre considéré. Se reporter à la rubrique Principales modifications comptables de la présente note pour obtenir des détails.

Option d'évaluation des actifs et des passifs financiers à la juste valeur

En vertu du Topic 825-10 de l'ASC, intitulé *Financial Instruments*, une entité peut comptabiliser à la juste valeur certains actifs et passifs financiers et le Topic établit de nouvelles exigences concernant l'information à fournir sur les actifs et passifs financiers comptabilisés à la juste valeur.

Notre méthode de comptabilisation relative à l'option de la juste valeur est décrite à la note 1 de nos états financiers consolidés annuels de 2009 et à la rubrique Principales différences entre les PCGR du Canada et ceux des États-Unis figurant à la note 31 de ces états annuels. Le tableau suivant présente les catégories d'actifs et de passifs financiers qui étaient évalués selon l'option de la juste valeur conformément aux lignes directrices en vertu du Topic 815-15-25 de l'ASC, intitulé *Derivatives and Hedging – Embedded Derivatives*, et du Topic 825-10 de l'ASC, ainsi que l'écart entre la juste valeur totale et la valeur totale à l'échéance contractuelle des prêts et des emprunts à long terme qui ont été évalués à la juste valeur en vertu de ces normes :

	Au 30 avril 2010			Au 31 octobre 2009		
	Juste valeur totale – valeur comptable	Valeur à l'échéance contractuelle	Juste valeur supérieure (inférieure) à la valeur à l'échéance contractuelle	Juste valeur totale – valeur comptable	Valeur à l'échéance contractuelle	Juste valeur supérieure (inférieure) à la valeur à l'échéance contractuelle
Actifs financiers						
Dépôts productifs d'intérêts à des banques	3 056 \$	3 056 \$	– \$	2 773 \$	2 773 \$	– \$
Valeurs mobilières – titres détenus à des fins de transaction	6 020	s.o.	s.o.	1 718	s.o.	s.o.
Biens achetés en vertu de conventions de revente et titres empruntés	27 288	27 289	(1)	18 911	18 914	(3)
Prêts – prêts de détail	89	89	–	214	214	–
Prêts – prêts de gros	2 433	2 556	(123)	2 818	2 934	(116)
Prêts productifs	2 433	2 556	(123)	2 441	2 557	(116)
En souffrance de 90 jours ou plus mais non compris dans les prêts douteux	–	–	–	377	377	–

Note 16 : Rapprochement des principes comptables généralement reconnus du Canada et des États-Unis (suite)

	Au 30 avril 2010			Au 31 octobre 2009		
	Juste valeur totale – valeur comptable	Valeur à l'échéance contractuelle	Juste valeur supérieure (inférieure) à la valeur à l'échéance contractuelle	Juste valeur totale – valeur comptable	Valeur à l'échéance contractuelle	Juste valeur supérieure (inférieure) à la valeur à l'échéance contractuelle
Passifs financiers						
Dépôts						
Particuliers	3 261 \$	3 261 \$	– \$	2 605 \$	2 605 \$	– \$
Entreprises et gouvernements	46 811	46 749	62	40 335	40 167	168
Banques	5 961	5 961	–	10 880	10 880	–
Engagements afférents aux biens vendus en vertu de conventions de rachat et aux titres prêtés	27 174	27 174	–	21 628	21 626	2
Autres passifs	160	160	–	240	240	–
Débitures subordonnées	100	108	(8)	110	120	(10)

Les gains non réalisés de ces actifs et de ces passifs comptabilisés en résultat pour le semestre terminé le 30 avril 2010 se sont établis à 51 millions de dollars. Le montant des variations de la juste valeur attribuables aux modifications du risque de crédit lié aux prêts et aux créances et aux modifications de nos écarts de taux liés à nos instruments financiers et la méthode de détermination de ce montant sont présentés à la note 2. Les variations de la juste valeur depuis le 1^{er} novembre 2009 attribuables aux modifications de nos écarts de taux ont entraîné une diminution de la juste valeur de nos passifs liés aux dépôts à terme de

34 millions de dollars. Cette diminution est principalement attribuable à l'augmentation de nos écarts de taux à l'égard des passifs liés aux dépôts à terme libellés en dollars canadiens et en dollars américains. Les variations de la juste valeur au cours de la période considérée attribuables aux modifications de nos écarts de taux à l'égard des prêts de gros et des débitures subordonnées, respectivement, ne sont pas importantes.

Les intérêts créditeurs et les intérêts débiteurs de ces titres d'emprunt et prêts sont évalués en fonction de leur taux d'intérêt et comptabilisés dans le revenu net d'intérêt.

Produits dérivés et opérations de couverture

Le Topic 815 de l'ASC, intitulé *Derivatives and Hedging*, exige qu'une entité explique comment et pourquoi elle utilise les dérivés, comment elle comptabilise ceux-ci et tout élément couvert connexe et quelle est l'incidence des dérivés et des éléments couverts sur sa situation financière, son rendement et ses flux de trésorerie. Se reporter aux notes 1 et 7 de nos états financiers consolidés annuels de 2009 pour plus de renseignements sur notre utilisation des instruments dérivés et des activités de couverture.

Juste valeur des dérivés selon les principaux types de produits

Le tableau suivant illustre la juste valeur des instruments financiers dérivés et non dérivés qui sont désignés comme des instruments de couverture, ainsi que des instruments financiers dérivés qui ne sont pas désignés comme des instruments de couverture.

	Au 30 avril 2010				Au 31 octobre 2009			
	Désignés comme des instruments de couverture			Non désignés comme des instruments de couverture (1)	Désignés comme des instruments de couverture			Non désignés comme des instruments de couverture (1)
	Couvertures des flux de trésorerie	Couvertures de la juste valeur	Couvertures de l'investissement net		Couvertures des flux de trésorerie	Couvertures de la juste valeur	Couvertures de l'investissement net	
Actifs								
Instruments financiers dérivés								
Contrats de taux d'intérêt	803 \$	1 693 \$	– \$	43 985 \$	1 130 \$	2 107 \$	– \$	50 732 \$
Contrats de change	–	–	390	23 255	–	–	139	25 598
Produits dérivés de crédit	–	–	–	2 435	–	–	–	5 320
Autres contrats	–	–	–	5 657	–	–	–	7 359
Total	803 \$	1 693 \$	390 \$	75 332 \$	1 130 \$	2 107 \$	139 \$	89 009 \$
Passifs								
Instruments financiers dérivés								
Contrats de taux d'intérêt	955 \$	66 \$	– \$	40 735 \$	1 493 \$	82 \$	– \$	46 551 \$
Contrats de change	–	–	131	26 760	–	–	327	23 832
Produits dérivés de crédit	–	–	–	2 063	–	–	–	4 418
Autres contrats	6	–	–	7 264	–	–	–	7 844
Total	961 \$	66 \$	131 \$	76 822 \$	1 493 \$	82 \$	327 \$	82 645 \$
Instruments financiers non dérivés	– \$	– \$	4 913 \$	– \$	– \$	– \$	5 233 \$	s.o.

(1) Les passifs dérivés comprennent des contrats à valeur stable visant des polices d'assurance vie détenues par des banques de 169 millions de dollars (257 millions au 31 octobre 2009) et des régimes 401(k) de 2 millions (3 millions au 31 octobre 2009).

s.o. sans objet.

Note 16 : Rapprochement des principes comptables généralement reconnus du Canada et des États-Unis (suite)

Activités de couverture selon les principaux types de produits

		Pour le trimestre terminé le 30 avril 2010			Pour le trimestre terminé le 30 avril 2009			Pour le semestre terminé le 30 avril 2010		
		Gains nets (pertes nettes) compris dans les revenus autres que d'intérêt	Gains nets (pertes nettes) compris dans le revenu net d'intérêt	Gains (pertes) non réalisés après impôts compris dans les autres éléments du résultat étendu	Gains nets (pertes nettes) compris dans les revenus autres que d'intérêt	Gains nets (pertes nettes) compris dans le revenu net d'intérêt	Gains (pertes) non réalisés après impôts compris dans les autres éléments du résultat étendu	Gains nets (pertes nettes) compris dans les revenus autres que d'intérêt	Gains nets (pertes nettes) compris dans le revenu net d'intérêt	Gains (pertes) non réalisés après impôts compris dans les autres éléments du résultat étendu
Couvertures de la juste valeur	Tranche inefficace Contrats de taux d'intérêt	(1)\$	s.o.	s.o.	8 \$	s.o.	s.o.	(5)\$	s.o.	s.o.
Couvertures des flux de trésorerie	Tranche inefficace Contrats de taux d'intérêt	(11)	s.o.	s.o.	1	s.o.	s.o.	(5)	s.o.	s.o.
	Tranche efficace Contrats de taux d'intérêt	s.o.	s.o.	48	s.o.	s.o.	105	s.o.	s.o.	(2)
	Autres contrats	s.o.	s.o.	(6)	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.	(10)
	Reclassées dans les résultats au cours de la période (1) Contrats de taux d'intérêt	s.o.	(12)	s.o.	s.o.	16	s.o.	s.o.	19	s.o.
	Autres contrats	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.	(6)	s.o.
Couvertures de l'investissement net	Pertes de change	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.	(793)	s.o.	s.o.	s.o.
	Gains liés aux couvertures Contrats de change	s.o.	s.o.	1 155	s.o.	s.o.	499	s.o.	s.o.	1 497
	Instruments financiers non dérivés	s.o.	s.o.	183	s.o.	s.o.	114	s.o.	s.o.	226
		(12)\$	(12)\$	1 380 \$	9 \$	16 \$	(75)\$	(10)\$	13 \$	1 711 \$

(1) Des pertes après impôts de 8 millions de dollars et des gains de 9 millions (gains de 11 millions pour le trimestre terminé le 30 avril 2009) ont été reclassés du cumul des autres éléments du résultat étendu aux résultats pour le trimestre et le semestre terminés le 30 avril 2010, respectivement.
s.o. : sans objet.

Revenus liés aux activités de négociation et à certains instruments financiers autres que détenus à des fins de transaction

	Pour le trimestre terminé le 30 avril 2010	Pour le trimestre terminé le 30 avril 2009	Pour le semestre terminé le 30 avril 2010
Revenus autres que d'intérêt			
Taux d'intérêt et crédit	336 \$	758 \$	999 \$
Capitaux propres	(25)	4	(34)
Opérations de change et opérations sur marchandises (1)	139	138	232
Total	450 \$	900 \$	1 197 \$

(1) Incluant des métaux précieux.

Caractéristiques liées à des situations incertaines

Certains de nos instruments dérivés sont assortis de dispositions qui lient les exigences en matière de garantie aux cotes de crédit qui nous sont attribuées par les principales agences de notation. Si nos cotes de crédit diminuaient, certaines contreparties aux instruments dérivés pourraient demander le paiement immédiat du passif dérivé net ou une garantie à un jour immédiate et continue à l'égard de ce passif. La juste valeur nette totale de l'ensemble des instruments dérivés assortis d'exigences en matière de garantie, qui sont en position de passif net au 30 avril 2010, s'établit à

12,8 milliards de dollars (10,5 milliards au 31 octobre 2009), montant au titre duquel nous avons donné une garantie de 8,6 milliards (6,4 milliards au 31 octobre 2009) dans le cours normal des activités. Si nos cotes de crédit avaient baissé à BBB au 30 avril 2010, nous aurions été tenus de donner un montant additionnel de 2,4 milliards de dollars en garantie (2,2 milliards au 31 octobre 2009) aux contreparties de ces contrats. Dans l'éventualité où nos cotes de crédit baisseraient en deçà de BBB, nous ne nous attendons pas à ce que le montant supplémentaire qui devrait être donné en garantie soit important.

Dérivés de crédit et garanties

En vertu du Topic 815 de l'ASC, des informations supplémentaires sur les répercussions défavorables possibles des variations du risque de crédit sur la situation financière, la performance financière et les flux de trésorerie des entités qui vendent des dérivés de crédit, y compris ceux qui sont incorporés à des instruments hybrides, doivent être présentées. Les lignes directrices modifient également le Topic 460 de l'ASC, intitulé *Guarantees*, en ce sens qu'elles exigent la présentation d'informations supplémentaires sur l'état actuel du risque lié au paiement ou à l'exécution d'une garantie. Se reporter à la note 31 de nos états financiers consolidés annuels de 2009 pour obtenir des détails sur la nature de ces contrats.

Le tableau ci-dessous illustre les dérivés de crédit pour lesquels nous vendons une protection de crédit. Ces dérivés ont été classés comme des titres jouissant d'une cote de première qualité ou d'une cote de qualité inférieure, en fonction de la qualité du crédit de l'actif référencé sous-jacent lié au dérivé de crédit. La valeur nominale de la plupart des dérivés de crédit représente le montant maximal que nous sommes tenus de payer. Cependant, nous ne surveillons pas uniquement le risque lié aux dérivés de crédit auquel nous sommes exposés en nous basant sur la valeur nominale, car cette mesure ne tient pas compte de la probabilité de réalisation. Par conséquent, la valeur nominale ne constitue pas un indicateur fiable du risque lié à ces contrats auquel nous sommes exposés.

Note 16 : Rapprochement des principes comptables généralement reconnus du Canada et des États-Unis (suite)**Dérivés de crédit – protection vendue selon la cote/l'échéance**

	Au 30 avril 2010						Au 31 octobre 2009					
	Paiement maximal/valeur nominale				Juste valeur		Paiement maximal/valeur nominale				Juste valeur	
	Moins de 1 an	De 1 an à 5 ans	Plus de 5 ans	Total	Positive	Négative	Moins de 1 an	De 1 an à 5 ans	Plus de 5 ans	Total	Positive	Négative
Swaps sur défaillance (1)												
Cote de première qualité (2)	3 530 \$	13 054 \$	3 262 \$	19 846 \$	251 \$	369 \$	6 380 \$	19 864 \$	5 338 \$	31 582 \$	227 \$	1 105 \$
Cote de qualité inférieure (2)	1 350	4 030	1 276	6 656	113	569	1 668	6 880	1 489	10 037	74	1 377
Aucune cote	139	6 937	385	7 461	67	130	707	7 279	532	8 518	33	368
	5 019 \$	24 021 \$	4 923 \$	33 963 \$	431 \$	1 068 \$	8 755 \$	34 023 \$	7 359 \$	50 137 \$	334 \$	2 850 \$
Options panier sur défaillance												
Aucune cote (3)	751 \$	2 363 \$	4 294 \$	7 408 \$	– \$	511 \$	1 161 \$	4 538 \$	2 543 \$	8 242 \$	– \$	1 074 \$
Total (4)	5 770 \$	26 384 \$	9 217 \$	41 371 \$	431 \$	1 579 \$	9 916 \$	38 561 \$	9 902 \$	58 379 \$	334 \$	3 924 \$

- (1) Les swaps sur défaillance comprennent les swaps sur rendement total qui représentent une tranche nominale de l'ensemble du portefeuille.
- (2) Les cotes AAA, AA, A et BBB représentent des investissements de qualité supérieure tandis que les cotes BB ou inférieures représentent des investissements de qualité inférieure. Ces cotes de crédit reflètent essentiellement les cotes attribuées par des agences de notation externes et elles représentent le risque lié au paiement ou à l'exécution du titre sous-jacent ou de l'actif référencé. Dans les cas où aucune cote externe n'était disponible, nous avons utilisé nos cotes internes.
- (3) Les options panier sur défaillance sont semblables aux swaps sur défaillance, sauf que l'instrument financier référencé sous-jacent est un groupe d'actifs plutôt qu'un actif unique. Par conséquent, aucune cote n'a été attribuée, car aucune cote ne peut être raisonnablement attribuée aux actifs sous-jacents.
- (4) Au 30 avril 2010, la valeur nominale et la valeur comptable nette de la protection de crédit vendue relativement à laquelle nous détenons une protection achetée assortie d'actifs sous-jacents identiques se chiffraient à 40,3 milliards de dollars et à 1,4 milliard, respectivement, (48,7 milliards et 2,5 milliards, respectivement, au 31 octobre 2009).

Garanties

Le tableau suivant illustre les principales garanties que nous avons fournies à des tiers, selon la cote de première qualité ou de qualité inférieure.

	Au 30 avril 2010					Au 31 octobre 2009				
	Montant maximal possible des paiements futurs					Montant maximal possible des paiements futurs				
	Cote de première qualité (1)	Cote de qualité inférieure (1)	Aucune cote	Total	Valeur comptable	Cote de première qualité (1)	Cote de qualité inférieure (1)	Aucune cote	Total	Valeur comptable
Dérivés de crédit et options de vente position vendeur (2)	4 788 \$	2 056 \$	8 109 \$	14 953 \$	558 \$	7 508 \$	3 813 \$	8 399 \$	19 720 \$	1 049 \$
Facilités de garantie de liquidités	19 704	1 119	–	20 823	67	23 806	1 176	–	24 982	66
Produits à valeur stable	20 175	–	–	20 175	171	21 777	–	–	21 777	260
Lettres de crédit de soutien et garanties de bonne fin (3)	10 566	6 573	91	17 230	100	11 236	6 778	68	18 082	96
Rehaussements de crédit	3 159	–	–	3 159	57	3 240	–	–	3 240	45
Prêts hypothécaires vendus avec garantie	–	863	–	863	–	1 103	–	–	1 103	–

- (1) Les cotes AAA, AA, A et BBB représentent des investissements de qualité supérieure tandis que les cotes BB ou inférieures représentent des investissements de qualité inférieure. Ces cotes de crédit reflètent essentiellement les cotes attribuées par des agences de notation externes et elles représentent le risque lié au paiement ou à l'exécution du titre sous-jacent ou de l'actif référencé. Dans les cas où aucune cote externe n'était disponible, nous avons utilisé nos cotes internes.
- (2) Aucune cote de crédit ne pouvait être attribuée à des dérivés de crédit d'un montant de 1,9 milliard de dollars (1,9 milliard au 31 octobre 2009) et à des options de vente position vendeur d'un montant de 5,5 milliards (6,5 milliards au 31 octobre 2009).
- (3) Aucune cote de crédit ne pouvait être attribuée à des lettres de crédit de soutien et garanties de bonne fin pour lesquelles le montant maximal possible des paiements futurs s'élève à 91 millions de dollars, car aucune cote n'est actuellement disponible en ce qui concerne l'entité sous-jacente liée à ces garanties.

Opérations de titrisation et EDDV

En vertu du Topic 860 de l'ASC, intitulé *Transfers and Servicing*, et du Topic 810 de l'ASC, intitulé *Consolidation*, les sociétés ouvertes doivent fournir des informations supplémentaires sur leur intervention continue dans les actifs financiers transférés et sur le risque connexe conservé, ainsi que sur tout soutien contractuel ou autre fourni et sur tout soutien financier futur aux structures d'accueil. De plus, en vertu des modifications, les sociétés ouvertes, y compris les promoteurs qui détiennent des droits variables dans une entité à détenteurs de droits variables, doivent également fournir des informations supplémentaires sur leur participation à des entités à détenteurs de droits variables.

Opérations de titrisation

Nos opérations de titrisation par principal type de produit, notre intervention continue dans les actifs transférés et le risque connexe conservé sont décrits à la note 5 de nos états financiers consolidés annuels de 2009.

Le tableau suivant illustre le total de l'actif de la structure d'accueil admissible que nous utilisons pour les prêts sur cartes de crédit titrisés et le classement des actifs et des passifs comptabilisés dans nos bilans consolidés qui sont liés aux opérations que nous concluons avec la structure d'accueil admissible et avec des structures d'accueil.

	Au 30 avril 2010		Au 31 octobre 2009	
	Droits liés aux opérations de titrisation		Droits liés aux opérations de titrisation	
	Prêts sur cartes de crédit	Prêts hypothécaires résidentiels et commerciaux	Prêts sur cartes de crédit	Prêts hypothécaires résidentiels et commerciaux
Total de l'actif de la structure d'accueil admissible (1)	3 917 \$	s.o.	3 923 \$	s.o.
Actif figurant au bilan				
Titres – détenus à des fins de transaction ou disponibles à la vente	1 016 \$	1 132 \$	1 014 \$	1 479 \$
Prêts – de détail et de gros	4	–	6	–
Dérivés	11	1 325	–	203
Total	1 031 \$	2 457 \$	1 020 \$	1 682 \$
Passif figurant au bilan				
Dérivés	– \$	1 626 \$	6 \$	673 \$
Total	– \$	1 626 \$	6 \$	673 \$

- (1) Représente le solde résiduel du capital des actifs détenus par la structure d'accueil admissible, calculé selon les informations les plus à jour disponibles.
s.o. : sans objet.

Flux de trésorerie provenant de titrisations (1)

	Pour le trimestre terminé le				Pour le semestre terminé le			
	30 avril 2010		30 avril 2009		30 avril 2010		30 avril 2009	
	Prêts sur cartes de crédit	Prêts hypothécaires résidentiels canadiens	Prêts sur cartes de crédit	Prêts hypothécaires résidentiels canadiens	Prêts sur cartes de crédit	Prêts hypothécaires résidentiels canadiens	Prêts sur cartes de crédit	Prêts hypothécaires résidentiels canadiens
Produit réinvesti dans des titrisations à rechargement	3 599 \$	2 475 \$	4 005 \$	3 229 \$	7 611 \$	4 246 \$	8 402 \$	5 328 \$
Flux de trésorerie découlant des marges excédentaires (2)	98	197	64	137	224	398	135	206
Autres flux de trésorerie reçus (3)	8	–	8	–	21	–	21	–

- (1) La présente analyse ne s'applique pas aux titrisations de prêts hypothécaires commerciaux, de prêts hypothécaires résidentiels américains et d'obligations car nous n'avons conservé aucun droit lié aux marges excédentaires futures relativement à ces opérations de titrisation.
- (2) Comprend les honoraires de gestion reçus.
- (3) Comprend les flux de trésorerie reçus sur les titres disponibles à la vente que nous détenons, y compris les paiements de capital et d'intérêts reçus.

Note 16 : Approchement des principes comptables généralement reconnus du Canada et des États-Unis (suite)**Prêts gérés**

	Au 30 avril 2010		Au 31 octobre 2009	
	Capital des prêts	En souffrance (1)	Capital des prêts	En souffrance (1)
Prêts de détail	252 616 \$	1 759 \$	246 038 \$	1 752 \$
Prêts de gros	71 883	3 015	77 581	3 246
Total des prêts gérés (2)	324 499	4 774	323 619	4 998
Moins : prêts titrisés et gérés				
Prêts sur cartes de crédit	2 870	63	3 870	57
Titres adossés à des créances hypothécaires résidentielles canadiens créés et vendus	27 781	219	28 815	204
Titres adossés à des créances hypothécaires résidentielles canadiens créés et conservés	8 095	64	7 521	53
Titres adossés à des créances hypothécaires résidentielles américains créés et vendus	545	4	429	6
Total des prêts au bilan consolidé	285 208 \$	4 424 \$	282 984 \$	4 678 \$

(1) Comprend des prêts douteux ainsi que des prêts en souffrance depuis 90 jours en vertu de contrats, mais qui ne sont pas considérés comme des prêts douteux.

(2) Exclut tout actif dont nous avons temporairement fait l'acquisition dans le but, au moment de l'acquisition, de le vendre à des structures d'accueil.

	Pour le trimestre terminé le		Pour le semestre terminé le	
	30 avril 2010 Radiations nettes	30 avril 2009 Radiations nettes	30 avril 2010 Radiations nettes	30 avril 2009 Radiations nettes
Prêts de détail	334 \$	353 \$	646 \$	617 \$
Prêts de gros	196	337	406	577
Total des prêts gérés (1)	530	690	1 052	1 194
Prêts sur cartes de crédit	33	35	67	65
Total	497 \$	655 \$	985 \$	1 129 \$

(1) Exclut tout actif dont nous avons temporairement fait l'acquisition dans le but, au moment de l'acquisition, de le vendre à des structures d'accueil.

Augmentation (diminution) de la juste valeur des droits conservés advenant un changement défavorable des hypothèses clés (1), (2)

	Au 30 avril 2010		Au 31 octobre 2009	
	Prêts sur cartes de crédit	Prêts hypothécaires résidentiels canadiens	Prêts sur cartes de crédit	Prêts hypothécaires résidentiels canadiens
Juste valeur des droits conservés	49,28 \$	1 129,2 \$	33,5 \$	1 240,6 \$
Moyenne pondérée de la durée de la gestion qu'il reste à assurer (en années)	0,25	3,38 – 4,84	0,25	2,90 – 3,77
Taux de remboursement	38,45 %	16,00 % – 24,13 %	38,33 %	9,00 % – 28,00 %
Incidence d'un changement défavorable de 10 % sur la juste valeur	(3,0)\$	(29,6)\$	(2,0)\$	(35,0)\$
Incidence d'un changement défavorable de 20 % sur la juste valeur	(6,0)	(58,2)	(4,1)	(68,9)
Marge excédentaire, déduction faite des pertes sur créances	10,50 %	1,25 % – 1,95 %	5,61 %	0,80 % – 1,98 %
Incidence d'un changement défavorable de 10 % sur la juste valeur	(7,2)\$	(127,4)\$	(6,1)\$	(137,8)\$
Incidence d'un changement défavorable de 20 % sur la juste valeur	(14,5)	(257,0)	(12,2)	(296,1)
Pertes sur créances prévues	3,88 %	–	3,86 %	–
Incidence d'un changement défavorable de 10 % sur la juste valeur	(1,9)\$	– \$	(2,3)\$	– \$
Incidence d'un changement défavorable de 20 % sur la juste valeur	(3,7)	–	(4,6)	–
Taux d'actualisation	10,50 %	0,40 % – 3,19 %	10,50 %	0,40 % – 2,76 %
Incidence d'un changement défavorable de 10 % sur la juste valeur	(0,1)\$	(2,9)\$	– \$	(1,8)\$
Incidence d'un changement défavorable de 20 % sur la juste valeur	(0,1)	(5,7)	(0,1)	(4,2)

(1) Tous les taux sont annualisés, à l'exception du taux de remboursement lié aux prêts sur cartes de crédit, lequel est mensuel.

(2) La présente analyse ne s'applique pas aux titrisations de prêts hypothécaires commerciaux car nous n'avons conservé aucun droit lié aux marges excédentaires futures relativement à ces prêts titrisés.

EDDV

Nous effectuons des analyses qualitatives et, dans certains cas, des analyses quantitatives afin de déterminer si nous sommes le principal bénéficiaire d'une EDDV et nous nous basons pour ce faire sur les faits et circonstances ainsi que sur nos droits dans l'EDDV. Nous pouvons également détenir des droits variables significatifs dans des EDDV et nous ne consolidons pas ces EDDV, mais nous avons comptabilisé, dans nos bilans consolidés, les actifs et les passifs découlant de nos opérations avec ces EDDV et de notre participation à ces dernières. Le tableau suivant illustre ces informations. De plus, le Topic 810 de l'ASC exige la présentation d'informations sur les EDDV dont nous sommes le promoteur et dans lesquelles nous détenons des droits variables. Pour déterminer si nous sommes le promoteur d'une EDDV, nous tenons compte à la fois de facteurs qualitatifs et de facteurs quantitatifs, y compris l'objet et la nature de l'EDDV, notre participation continue dans l'EDDV et le fait de savoir si nous détenons des droits subordonnés dans l'EDDV. Le tableau illustre également les EDDV dont nous sommes le promoteur et dans lesquelles nous détenons un droit variable, même si ce droit n'est pas important.

Note 16 : Rapprochement des principes comptables généralement reconnus du Canada et des États-Unis (suite)

	Au 30 avril 2010					Au 31 octobre 2009					
	Conduits multicédants (1)	EDDV de financement structuré	EDDV de création de produits de crédit (2)	Autres (3)	Total	Conduits multicédants (1)	EDDV de financement structuré	EDDV de création de produits de crédit (2)	Conduits de tiers	Autres (3)	Total
Total de l'actif des EDDV non consolidées	21 389 \$	10 109 \$	1 792 \$	126 635 \$	159 925 \$	26 181 \$	10 866 \$	2 662 \$	575 \$	123 691 \$	163 975 \$
Actif figurant au bilan											
Encaisse et montants à recevoir de banques	– \$	– \$	– \$	– \$	– \$	– \$	– \$	– \$	– \$	27 \$	27 \$
Dépôts productifs d'intérêts à des banques	–	–	–	–	–	–	–	–	–	119	119
Titres – détenus à des fins de transaction et disponibles à la vente	6	1 210	19	119	1 354	4	1 308	–	–	125	1 437
Prêts – de détail et de gros	1 538	426	–	–	1 964	1 683	1 499	–	119	–	3 301
Dérivés	–	30	400	–	430	–	30	698	–	–	728
Autres produits	–	–	–	306	306	–	–	–	–	240	240
Total	1 544 \$	1 666 \$	419 \$	425 \$	4 054 \$	1 687 \$	2 837 \$	698 \$	119 \$	511 \$	5 852 \$
Passif figurant au bilan											
Dérivés	– \$	– \$	109 \$	– \$	109 \$	– \$	– \$	168 \$	– \$	25 \$	193 \$
Autres passifs	69	–	470	122	661	86	–	904	–	1	991
Total	69 \$	– \$	579 \$	122 \$	770 \$	86 \$	– \$	1 072 \$	– \$	26 \$	1 184 \$
Risque de perte maximal	21 671 \$	3 696 \$	222 \$	220 \$	25 809 \$	26 550 \$	3 577 \$	505 \$	250 \$	228 \$	31 110 \$

- (1) Le total de l'actif représente le montant maximal des actifs qui pourraient devoir être acquis par les conduits en vertu d'engagements d'acquisition en vigueur au 30 avril 2010. L'actif réel détenu par ces conduits au 30 avril 2010 se chiffrait à 13,4 milliards de dollars (18,9 milliards au 31 octobre 2009).
- (2) Sont exclus de ce tableau des titres détenus à des fins de transaction que nous avons transférés à ces EDDV à titre de garantie des effets capitalisés émis par les EDDV au 30 avril 2010. Les transferts ne satisfont pas aux critères pour la comptabilisation d'une vente en vertu du Topic 860 de l'ASC; par conséquent, ces actifs demeurent inscrits à nos bilans consolidés et ils sont comptabilisés à titre d'emprunts garantis.
- (3) Comprend les fonds de placement, les fonds liés aux crédits d'impôt et les fonds communs de placement dont nous sommes le promoteur.

Le tableau suivant illustre les actifs et les passifs des EDDV consolidées que nous inscrivons à nos bilans consolidés. Se reporter aux notes 6 et 31 de nos états financiers consolidés annuels de 2009 pour obtenir des renseignements sur la structure et les activités des EDDV ainsi que sur la nature de nos liens avec celles-ci.

	Au 30 avril 2010				Au 31 octobre 2009			
	EDDV de financement structuré	Fonds de placement	Autres (1)	Total	EDDV de financement structuré	Fonds de placement	Autres (1)	Total
Actif consolidé (2), (3)								
Trésorerie	52 \$	56 \$	– \$	108 \$	55 \$	65 \$	– \$	120 \$
Titres – détenus à des fins de transaction et disponibles à la vente	1 294	825	–	2 119	1 025	481	–	1 506
Prêts – de détail et de gros	1 404	–	18 113	19 517	1 496	–	11 356	12 852
Autres actifs	42	52	22	116	44	42	34	120
	2 792 \$	933 \$	18 135 \$	21 860 \$	2 620 \$	588 \$	11 390 \$	14 598 \$
Passif consolidé								
Autres passifs (4)	907 \$	33 \$	49 \$	989 \$	2 445 \$	62 \$	– \$	2 507 \$

- (1) Comprend les actifs de la société en commandite RBC Covered Bond Guarantor Limited Partnership (Guarantor LP).
- (2) Au 30 avril 2010, nos structures de rémunération détenaient 53 millions de dollars (64 millions au 31 octobre 2009) de nos actions ordinaires, montant qui est comptabilisé à titre d'actions autodétenues et qui représente le total de l'actif de ces structures. L'obligation de fournir ces actions ordinaires aux employés est inscrite à titre d'augmentation du surplus d'apport lorsque la charge de rémunération à base d'actions connexe est constatée.
- (3) Les garanties dont disposent les investisseurs grèvent uniquement les actifs des EDDV consolidées connexes et non l'ensemble de nos actifs, à moins que nous ne manquions à nos obligations contractuelles à l'égard de ces EDDV, que nous n'offrions des facilités de liquidités ou des rehaussements de crédit aux EDDV ou que nous ne concluons des opérations sur produits dérivés avec ces dernières. Dans le cours normal des activités, les actifs de chaque EDDV consolidée ne peuvent, de façon générale, que servir à régler les obligations de l'EDDV. Si certains événements de crédit surviennent, les actifs de Guarantor LP, qui sont des prêts hypothécaires, seront utilisés pour régler les obligations couvertes émises par RBC, jusqu'à concurrence de leur valeur nominale. Au moment de la consolidation, nous éliminons le prêt que nous fournissons à Guarantor LP pour l'achat des prêts hypothécaires.
- (4) Les autres passifs représentent généralement les effets émis par les EDDV.

Principales modifications comptables

Placements dans certaines entités qui calculent une valeur liquidative par action

En septembre 2009, le FASB a publié l'Accounting Standards Update (ASU) 2009-12, intitulée *Fair Value Measurements and Disclosures (ASC Topic 820) – Investments in Certain Entities that Calculate Net Asset Value Per Share (or its Equivalent)* qui, en ce qui nous concerne, a pris effet le 1^{er} novembre 2009. Cette mise à jour donne des directives sur l'évaluation de la juste valeur de certains placements possibles et permet à l'entité d'utiliser la valeur liquidative comme une méthode pratique d'évaluation de la juste valeur de ses placements dans certains fonds de placement. Des obligations d'information supplémentaires sont également prévues à l'égard de la nature de tels placements et des risques connexes. L'adoption de cette norme n'a pas eu une incidence importante sur notre situation financière ni sur nos résultats d'exploitation consolidés.

Nos placements possibles comprennent essentiellement les fonds de couverture détenus à des fins de couverture du risque lié aux opérations sur dérivés sur actions avec des tiers. La juste valeur de ces placements est fondée sur la valeur liquidative des fonds de couverture. Au 30 avril 2010, la juste valeur de nos placements dans des fonds de couverture établis aux États-Unis et à l'étranger se chiffrait à 0,6 milliard de dollars et à 1,9 milliard, respectivement, et il n'y avait aucun engagement non capitalisé lié à ces fonds. Ces fonds de couverture établis aux États-Unis et à l'étranger ont

recours à une vaste gamme de stratégies de placement qui visent l'utilisation de titres de participation, de titres à revenu fixe et d'autres instruments financiers. En général, les dispositions de rachat de ces fonds de couverture a) exigent des périodes de préavis allant de 5 jours à plus de 180 jours, b) permettent des rachats hebdomadaires, mensuels, trimestriels, semestriels ou annuels, c) peuvent inclure des dispositions de blocage qui limitent la capacité de rachat pour une période de 3 à 36 mois à compter de la date de placement et d) sont souvent assorties de mécanismes pour bloquer ou autrement limiter les rachats nonobstant les éléments a) à c) ci-dessus.

Amélioration des informations à fournir sur l'évaluation à la juste valeur

En janvier 2010, le FASB a publié l'ASU 2010-06, intitulée *Fair Value Measurements and Disclosures*, qui modifie le Topic 820 de manière à ajouter de nouvelles exigences au titre des informations à fournir sur les transferts d'instruments dans les niveaux 1 et 2 et les sorties d'instruments de ces niveaux, ainsi que des informations à fournir distinctes sur les achats, les ventes, les émissions et les règlements liés aux instruments financiers de niveau 3. Il précise également les informations à fournir existantes sur la juste valeur liée au niveau de décomposition ainsi qu'aux données et aux techniques d'évaluation utilisées pour évaluer la juste valeur. En ce qui nous concerne, ces directives ont pris effet le 1^{er} février 2010. Se reporter à la note 2 pour obtenir plus de renseignements sur les informations à fournir sur la hiérarchie de la juste valeur.

Note 16 : Rapprochement des principes comptables généralement reconnus du Canada et des États-Unis (suite)

La juste valeur de certains instruments classés dans le niveau 2 ou 3, selon la hiérarchie de la juste valeur présentée à la note 2, est établie au moyen de modèles d'évaluation. Les principaux instruments financiers ci-dessous sont évalués au moyen de la méthode de l'actualisation des flux ou d'un modèle d'évaluation des options, et leurs données importantes sont essentiellement des courbes de rendement des taux d'intérêt, des taux d'inflation et des taux de volatilité à l'égard de leur monnaie et de leur durée à l'échéance respectives. Certaines des données du modèle à court et à long terme que nous avons utilisées sont présentées ci-après :

- Pour le papier commercial, les certificats de dépôt, les acceptations bancaires, les prêts au TIOL et d'autres instruments semblables qui sont classés dans les titres détenus à des fins de transaction, les taux d'intérêt canadiens varient entre 0,42 % (durée de 14 jours) et 0,83 % (durée de 9 mois) et les taux d'intérêt américains varient entre 0,25 % (durée de un mois) et 0,28 % (durée de trois mois).
- Les taux d'intérêt canadiens, américains et européens à un jour des biens achetés en vertu de convention de revente et des engagements afférents à des biens vendus en vertu de conventions de rachat varient entre 0,24 % et 0,26 %, alors que les taux à long terme (trois à six mois) varient entre 0,23 % et 0,74 %.
- Les données sur les taux d'intérêt dans les modèles d'évaluation des swaps de taux d'intérêt libellés en dollars canadiens et en euros varient entre 1,41 % et 2,09 % (durée de deux ans) et entre 3,53 % et 4,35 % (durée de 25 ou 30 ans), alors que les données sur les swaps de taux d'intérêt en dollars américains varient entre 0,35 % et 3,66 % pour des durées de 3 mois et de 10 ans, respectivement.
- Nous négocions des dérivés liés à l'inflation libellés en dollars canadiens et américains, ainsi qu'en euros et en livres sterling. Les données sur les taux d'inflation varient entre 1,57 % et 3,37 % pour une durée de deux ans et entre 2,45 % et 3,81 % pour une durée de 30 ans.
- Les options sur taux d'intérêt de un mois et de 20 ans libellées en dollars canadiens, en dollars américains et en euros présentent un taux de volatilité qui varie entre 47,10 % et 82,50 % et entre 13,8 % et 20,9 %, respectivement.
- Nos dépôts incluent des dépôts des particuliers, des entreprises, des gouvernements et des banques, des billets, des certificats de dépôts, et des billets de dépôt au porteur, ainsi que d'autres instruments semblables. Les taux d'intérêt canadiens utilisés pour évaluer les dépôts varient entre 0,33 % (durée de 14 jours) et 0,9 % (durée de six mois) et les taux d'intérêt américains varient entre 0,35 % (durée de 14 jours) et 0,65 % (durée de six mois).

Part des actionnaires sans contrôle

En décembre 2007, le FASB a publié des lignes directrices en vertu du Topic 810 de l'ASC, intitulé *Consolidation*, lequel est entré en vigueur, en ce qui nous concerne, le 1^{er} novembre 2009. Les principales exigences comprennent ce qui suit :

- Toute participation dans les filiales détenue par des parties autres que la société mère doit être reclassée dans les capitaux propres et présentée séparément des capitaux propres de la société mère;
- Le montant du bénéfice net consolidé attribuable à la société mère et la part des actionnaires sans contrôle doivent être indiqués clairement et présentés dans l'état consolidé des résultats;
- La part des actionnaires sans contrôle doit continuer de refléter les pertes qui lui sont attribuées, même si cette attribution se traduit par un solde négatif de la part des actionnaires sans contrôle;
- Après l'obtention d'un contrôle, tout changement dans une participation qui n'entraîne pas une perte de contrôle doit être comptabilisé comme une opération sur capitaux propres;
- Tout changement à l'égard d'une participation dans une filiale consolidée qui entraîne une perte de contrôle et la déconsolidation de cette filiale donnera lieu à la constatation d'un gain ou d'une perte et toute participation minoritaire restante dans l'ancienne filiale sera initialement évaluée à la juste valeur.

Les nouvelles prises de position comptables en vertu des PCGR des États-Unis publiées par le FASB qui suivent sont entrées en vigueur de façon prospective, en ce qui nous concerne, le 1^{er} novembre 2009 mais l'adoption de ces prises de position n'a pas eu d'incidence importante sur notre situation financière ni sur nos résultats d'exploitation consolidés.

Regroupements d'entreprises

En décembre 2007, le FASB a remplacé les directives en vertu du Topic 805 de l'ASC, intitulé *Business Combinations*. Les nouvelles directives reprennent les principales exigences des directives initiales, notamment l'utilisation de la méthode d'acquisition pour tous les regroupements d'entreprises et l'identification d'un acquéreur pour chaque regroupement. Les nouvelles exigences importantes comprennent ce qui suit :

- Davantage de catégories d'actifs acquis et de passifs pris en charge doivent être évaluées à la juste valeur à la date d'acquisition;
- Tous les coûts d'acquisition doivent être passés en charges; et
- La part des actionnaires sans contrôle dans les filiales doit être évaluée initialement à la juste valeur et classée à titre d'élément distinct des capitaux propres.

Il n'y a eu aucune acquisition au cours de la période terminée le 30 avril 2010.

Comptabilisation des actifs acquis et des passifs pris en charge découlant d'éventualités lors d'un regroupement d'entreprises

En avril 2009, le FASB a publié des directives en vertu du Topic 805-20 de l'ASC, intitulé *Business Combinations – Identifiable Assets and Liabilities and Any Noncontrolling Interest*, qui exige de l'acquéreur qu'il évalue les actifs acquis et les passifs pris en charge découlant d'éventualités lors d'un regroupement d'entreprises à leur juste valeur à la date d'acquisition si celle-ci peut être déterminée. Si la juste valeur ne peut être déterminée, alors les critères de constatation et les directives du Topic 450 de l'ASC, intitulé *Contingencies*, et du Topic 450-20 de l'ASC, intitulé *Contingencies – Loss Contingencies*, s'appliquent. Après la constatation initiale, une société doit élaborer une formule systématique et logique pour les évaluations subséquentes des passifs, selon leur nature. Il n'y a eu aucune acquisition au cours de la période terminée le 30 avril 2010.

Instruments d'emprunt convertibles

En mai 2008, le FASB a publié des directives en vertu du Topic 470-20 de l'ASC, intitulé *Debt with Conversion and Other Options*. Ces directives précisent que les émetteurs d'instruments d'emprunt convertibles doivent comptabiliser séparément les composantes passif et capitaux propres de façon à refléter adéquatement le taux d'emprunt de l'entité qui s'appliquait à un instrument d'emprunt non convertible.

Comptabilisation des opérations de transfert d'un actif financier et de financement du rachat de cet actif

En février 2008, le FASB a publié des directives en vertu du Topic 860 de l'ASC, lesquelles exigent que le transfert initial d'un actif financier et le financement du rachat qui a été conclu lors du transfert initial, ou en prévision de celui-ci, soient évalués ensemble à titre d'opérations liées, à moins que certains critères ne soient respectés.

Déterminer si un instrument (ou une composante incorporée) est indexé sur le cours des actions de l'entité

En juin 2008, le FASB a publié des directives en vertu du Topic 815-40 de l'ASC, intitulé *Derivatives and Hedging – Contracts in Entity's Own Equity*, lesquelles établissent un processus en deux étapes pour déterminer si un instrument financier lié à des actions et des composantes incorporées sont indexés sur le cours des actions d'une société, dans le but d'établir si l'exception concernant le champ d'application de la définition d'un dérivé du Topic 815 de l'ASC, intitulé *Derivatives and Hedging*, devrait s'appliquer.

Comptabilisation des contrats d'assurance de garantie financière

En mai 2008, le FASB a publié des directives en vertu du Topic 944 de l'ASC, intitulé *Financial Services – Insurance*. Ces directives exigent qu'une société d'assurance comptabilise des provisions pour sinistres avant la survenance d'un événement de défaut lorsqu'il existe une preuve que l'obligation financière assurée a subi une détérioration de crédit et elles clarifient les méthodes de comptabilisation et d'évaluation à utiliser pour la constatation des primes et des provisions pour sinistres. Les directives prévoient également des obligations d'information supplémentaires.

Comptabilisation d'un instrument (ou d'une composante incorporée) dont le montant du règlement est fondé sur le cours de l'action d'une filiale consolidée d'une entité

En novembre 2008, le FASB a publié des directives en vertu du Topic 815 de l'ASC, lesquelles fournissent des précisions quant à la question de savoir si, lesquelles un instrument financier pour lequel le montant versé à la contrepartie se fonde en totalité ou en partie sur le cours de l'action d'une filiale consolidée de l'entité doit être indexé sur le cours de l'action de l'entité publiante et, de ce fait, ne pas être exclu de l'exception concernant le champ d'application de la définition d'un dérivé.

Comptabilisation des placements à la valeur de consolidation

En novembre 2008, le FASB a publié des directives en vertu du Topic 323 de l'ASC intitulé, *Investments – Equity Method and Joint Ventures*, lesquelles fournissent des précisions quant à la comptabilisation de certaines opérations et les considérations relatives à la dépréciation en ce qui concerne les placements comptabilisés à la valeur de consolidation.

Acomptes au titre de l'entretien versés en vertu de contrats de location

En juin 2008, le FASB a publié des directives en vertu du Topic 840 de l'ASC, intitulé *Leases*, lesquelles précisent si le preneur doit comptabiliser les acomptes au titre de l'entretien comme un acompte ou comme une charge locative conditionnelle.

Note 16 : Approchement des principes comptables généralement reconnus du Canada et des États-Unis (suite)**Titres de participation**

En juin 2008, le FASB a publié des directives en vertu du Topic 260 de l'ASC, intitulé *Earnings per Share*, lesquelles stipulent que les attributions à base d'actions pour lesquelles les droits n'ont pas été acquis et qui sont assorties de droits non susceptibles d'extinction de recevoir des dividendes répondent à la définition d'un titre de participation et qu'elles doivent être prises en compte dans le calcul du résultat par action à l'aide de la méthode des deux catégories.

Détermination de la durée de vie utile des actifs incorporels

En avril 2008, le FASB a publié des directives en vertu du Topic 350 de l'ASC, intitulé *Intangibles – Goodwill and Other*, lesquelles modifient les facteurs qui doivent être pris en compte dans l'établissement des hypothèses relatives au renouvellement ou à la prorogation utilisées pour déterminer la durée de vie utile d'un actif incorporel comptabilisé.

Évaluation des passifs à la juste valeur

En août 2009, le FASB a publié l'ASU 2009-5, intitulée *Fair Value Measurements and Disclosures (ASC Topic 820) – Measuring Liabilities at Fair Value*. Cette mise à jour précise les méthodes à utiliser pour évaluer la juste valeur d'un passif lorsque le prix coté d'un passif identique n'existe pas sur un marché actif et clarifie le fait que la juste valeur d'un passif peut être évaluée en fonction du prix coté du passif lorsqu'il se négocie comme un actif sur un marché actif, sans ajustement du prix pour tenir compte des restrictions à l'égard de la vente du passif.

Ententes de collaboration

En novembre 2007, le FASB a publié le Topic 808 de l'ASC, intitulé *Collaborative Arrangements*, lequel traite de la comptabilisation des produits et des charges et de la présentation des résultats des ententes de collaboration dans l'état des résultats par toutes les parties à ces ententes.

Modifications comptables futures

Les nouvelles normes suivantes seront applicables à partir des dates indiquées entre parenthèses, en ce qui nous concerne. Nous évaluons actuellement l'incidence qu'aura l'adoption des nouvelles normes comptables décrites ci-dessous sur notre situation financière et nos résultats d'exploitation consolidés.

Événements postérieurs (1^{er} mai 2010)

En février 2010, le FASB a publié l'Accounting Standards Update (ASU) 2010-09, intitulée *Subsequent Events – Amendments to Certain Recognition and Disclosure Requirements*, qui entrera en vigueur pour nous le 1^{er} mai 2010. Cette mise à jour fournit des directives relatives à l'évaluation des événements postérieurs et permet aux émetteurs assujettis à la SEC de ne pas publier la date à laquelle les événements postérieurs sont évalués.

Compensation – Retirement Benefits – Defined Benefit Plans – General (31 octobre 2010)

En décembre 2008, le FASB a publié des directives en vertu du Topic 715-20, intitulé *FAS 132(R)-1, Employers' Disclosures about Postretirement Benefit Plan Assets*. Cette directive exige des employeurs qu'ils communiquent l'information relative aux éléments suivants :

- la façon dont les décisions en matière de répartition des placements sont prises, y compris les facteurs qui sont pertinents pour la compréhension des politiques et des stratégies;
- les principales catégories d'actifs des régimes;
- les données d'entrée et les techniques d'évaluation utilisées pour mesurer la juste valeur des actifs des régimes;
- l'effet des évaluations de la juste valeur à l'aide de données d'entrée non observables importantes (niveau 3) sur les variations des actifs des régimes pour la période;
- la concentration importante du risque à l'égard des actifs des régimes;
- une description des fondements servant à formuler l'hypothèse générale relative au taux de rendement à long terme prévu des actifs.

Derivatives and Hedging – Scope Exception Related to Embedded Credit Derivatives (31 octobre 2010)

En mars 2010, le FASB a publié l'ASU 2010-11, intitulée *Derivatives and Hedging – Scope Exception Related to Embedded Credit Derivatives*. Cette directive clarifie le mode d'établissement des caractéristiques des dérivés intégrés de crédit et donne le choix non récurrent d'appliquer l'option de la

juste valeur afin de mesurer tout placement dans des actifs financiers titrisés, peu importe si ces placements contiennent ou non des dérivés intégrés.

Effect of a Loan Modification When the Loan is Part of a Pool that is accounted for as a Single Asset (31 octobre 2010)

En avril 2010, le FASB a publié l'ASU 2010-18, intitulée *Receivables: Effect of a Loan Modification When the Loan is Part of a Pool that is accounted for as a Single Asset*. Pour ce qui est des prêts qui sont comptabilisés dans des groupes en vertu du Subtopic 310-30, cette mise à jour interdit le retrait de ces prêts du groupe d'actifs lorsque les prêts sont modifiés. Si les flux de trésorerie du groupe varient, le groupe doit être soumis à un test de dépréciation.

Entité à détenteurs de droits variables (1^{er} novembre 2010)

En juin 2009, le FASB a publié les directives en vertu du Topic 860-40, intitulé *FAS 167 – Amendments to FASB Interpretation No. 46(R)*. Cette mise à jour remplace l'approche quantitative qui permet de désigner le principal bénéficiaire d'une entité à détenteurs de droits variables par une méthode axée sur l'identification de l'entité publiante qui a le pouvoir de diriger les activités d'une entité à détenteurs de droits variables qui a le plus d'incidence sur la performance économique de l'entité, et l'obligation d'absorber les pertes de l'entité éventuellement importantes pour l'entité à détenteurs de droits variables ou le droit de retirer les avantages de l'entité éventuellement importants pour l'entité à détenteurs de droits variables. Des renseignements supplémentaires sont aussi exigés en ce qui concerne la participation à des entités à détenteurs de droits variables.

Comptabilisation des transferts d'actifs financiers (1^{er} novembre 2010)

En juin 2009, le FASB a publié des directives en vertu du Topic 810-10-15 (*FAS 166*), intitulé *Accounting for Transfers of Financial Assets – an amendment of FASB Statement No. 140*. Cette mise à jour modifie les exigences liées à la décomptabilisation des actifs financiers et fournit des directives supplémentaires relatives à l'information à fournir sur le transfert des actifs financiers.

Accords de prestations multiples générateurs de produits (1^{er} novembre 2010)

En octobre 2009, le FASB a publié l'ASU 2009-13, intitulée *Revenue Recognition: Multiple-Deliverable Revenue Arrangements*. Cette directive exige que la contrepartie aux accords de prestations multiples soit répartie entre toutes les prestations selon la méthode du prix de vente relatif, interdisant ainsi le recours à la méthode du montant résiduel.

Accounting for Own Share Lending Arrangements in Contemplation of Convertible Debt Issuance or Other Financing (1^{er} novembre 2010)

En octobre 2009, le FASB a publié l'ASU 2009-15, intitulée *Accounting for Own-Share Lending Arrangements in Contemplation of Convertible Debt Issuance or Other Financing*. Cette mise à jour exige qu'une entente de prêt de titres conclue relativement à une action de l'entité en prévision d'une offre de titres de créance convertibles ou d'autre financement soit mesurée à la juste valeur et comptabilisée à titre de frais d'émission, avec imputation au surplus d'apport dans les états financiers de l'entité. La mise à jour fournit aussi des directives précises sur les mesures, le calcul du bénéfice par action et les exigences d'information à fournir.

Modifications à la consolidation de certains fonds de placement (1^{er} novembre 2010)

En février 2010, le FASB a publié l'ASU 2010-10, intitulée *Consolidation: Amendments for Certain Investment Funds*. Cette mise à jour reporte l'application du Statement 167 (codifié dans le Topic 810-10) pour ce qui est de la participation d'une entité publiante dans des fonds communs de placement, des fonds communs du marché monétaire, des fonds de couverture, des fonds de placements privés et des fonds de capital-risque si certaines conditions sont réunies.

Autres modifications

Les lignes directrices suivantes publiées par le FASB entreront en vigueur, en ce qui nous concerne, le 1^{er} novembre 2011 : l'ASU 2010-15, intitulée *Financial Services – Insurance – How Investments Held through Separate Accounts Affect an Insurer's Consolidation Analysis of Those Investments*, et l'ASU 2010-13, intitulée *Compensation – Stock Compensation – Effect of denominating the Exercise Price of a Share-Based Payment Award in the Currency of the Market in Which the Underlying Equity Security Trades*.

Note 17 : Événements postérieurs à la date du bilan**Opérations importantes portant sur les capitaux propres**

Le 18 mai 2010, nous avons annoncé notre intention de rembourser la totalité de nos débetures subordonnées à 3,7 % échéant le 24 juin 2015 en circulation, d'un montant de 800 millions de dollars, au prix de rachat plus les intérêts courus. Le remboursement sera effectué le 24 juin 2010.

Le 18 mai 2010, nous avons annoncé notre intention de racheter la totalité de nos titres de fiducie de capital de série 2010 émis et en circulation, d'un montant de 650 millions de dollars, pour une contrepartie en espèces, à un prix de rachat de 1 000 \$ la part plus la distribution indiquée. Le rachat sera effectué le 30 juin 2010.

Renseignements à l'intention des actionnaires

Bureau central

Adresse :
Banque Royale du Canada
200 Bay Street
Toronto (Ontario) M5J 2J5
Canada
Téléphone : 416-974-5151
Télécopieur : 416-955-7800

Pour toute correspondance :
P.O. Box 1
Royal Bank Plaza
Toronto (Ontario) M5J 2J5
Canada
Site Web : rbc.com

Agent des transferts et agent comptable des registres

Agent principal :
Société de fiducie Computershare du Canada
1500, rue University
Bureau 700
Montréal (Québec) H3A 3S8
Canada
Téléphone : 1-866-586-7635
(au Canada et aux États-Unis) ou
514-982-7555 (appels internationaux)
Télécopieur : 514-982-7580
Site Web : computershare.com\rbc\fr

Co-agent des transferts (États-Unis) :
Computershare Trust Company, N.A.
250 Royall Street
Canton, Massachusetts 02021
États-Unis

Co-agent des transferts
(Royaume-Uni) :
Computershare Investor Services PLC
Securities Services – Registrars
P.O. Box 82, The Pavilions,
Bridgwater Road,
Bristol BS99 7NH
Royaume-Uni

Inscriptions en Bourse

(Symbole : RY)

Bourses où sont inscrites les actions ordinaires de la Banque :
Canada – Bourse de Toronto (TSX)
États-Unis – Bourse de New York (NYSE)
Suisse – Bourse suisse (SIX)

Toutes les actions privilégiées sont inscrites à la Bourse de Toronto.

Prix du jour d'évaluation

Aux fins du calcul de l'impôt sur les gains en capital au Canada, le prix de base de notre action ordinaire au jour d'évaluation (22 décembre 1971) s'établit à 7,38 \$ l'action. Ce prix a été ajusté pour refléter la division d'actions à raison de deux actions pour une de mars 1981 et celle de février 1990. Le dividende en actions de une action pour une, versé en octobre 2000 et en avril 2006, n'a eu aucune incidence sur le prix du jour d'évaluation de nos actions ordinaires.

Communications avec les actionnaires

Pour des renseignements relatifs aux dividendes, aux changements au registre des actionnaires ou aux changements d'adresse, à la perte de certificats d'actions, aux formulaires d'impôts, aux transferts de succession et au réinvestissement de dividendes, les actionnaires sont priés de communiquer avec : Société de fiducie Computershare du Canada
100 University Ave.,
9th Floor
Toronto (Ontario) M5J 2Y1
Canada
Téléphone : 1-866-586-7635
(au Canada et aux États-Unis)
ou 514-982-7555 (appels internationaux)
Télécopieur : 1-888-453-0330
(au Canada et aux États-Unis) ou
416-263-9394 (communications internationales)
Courriel :
service@computershare.com

Toute autre demande peut être adressée à :

Services aux actionnaires
Banque Royale du Canada
200 Bay Street
9th Floor, South Tower
Toronto (Ontario) M5J 2J5
Canada
Téléphone : 416-955-7806
Télécopieur : 416-974-3535

Pour obtenir des renseignements financiers, veuillez communiquer avec :
Relations avec les investisseurs
Banque Royale du Canada
200 Bay Street
4th Floor, North Tower
Toronto (Ontario) M5J 2W7
Canada
Téléphone : 416-955-7802
Télécopieur : 416-955-7800
Il est aussi possible de consulter le site Web suivant : rbc.com/ investisseurs

Service de dépôt direct

Au moyen d'un transfert électronique de fonds, les actionnaires du Canada et des États-Unis peuvent faire déposer directement dans leur compte bancaire les dividendes sur leurs actions ordinaires RBC; il leur suffit d'en faire la demande par écrit à notre agent des transferts et agent comptable des registres, la Société de fiducie Computershare du Canada.

Rachats d'actions ordinaires

Nous avons lancé une offre publique de rachat dans le cours normal des activités, par l'intermédiaire de la TSX. Durant la période de un an commençant le 1^{er} novembre 2009, nous pourrions racheter aux fins d'annulation jusqu'à 20 millions de nos actions ordinaires sur le marché libre, aux cours du marché. Nous déterminerons le montant de ces achats et le moment où ils auront lieu conformément à l'offre publique de rachat dans le cours normal des activités, sous réserve d'une consultation préalable avec le Bureau du surintendant des institutions financières (BSIF).

Un exemplaire de notre avis d'intention de déposer une offre publique de rachat dans le cours normal des activités peut être obtenu sans frais en communiquant avec le secrétaire de la Banque, à notre adresse postale torontoise.

Dates de publication des rapports trimestriels pour 2010

Premier trimestre	3 mars
Deuxième trimestre	27 mai
Troisième trimestre	26 août
Quatrième trimestre	3 décembre

Dates de paiement des dividendes pour 2010

Sous réserve de l'approbation du Conseil d'administration

	Dates ex-dividende	Dates de clôture des registres	Dates de paiement
Actions ordinaires et actions privilégiées de séries W, AA, AB, AC, AD, AE, AF, AG, AH, AJ, AL, AN, AP, AR, AT, AV et AX	22 janvier 20 avril 22 juillet 22 octobre	26 janvier 22 avril 26 juillet 26 octobre	24 février 21 mai 24 août 24 novembre

L'information disponible sur les sites Web mentionnés dans le présent rapport aux actionnaires ou l'information pouvant être obtenue par l'intermédiaire de ces sites ne fait pas partie du rapport. Les références à des sites Web ne constituent pas des hyperliens et ne sont faites qu'à titre d'information pour le lecteur, et à aucune autre fin.

Les désignations commerciales utilisées dans le présent rapport comprennent le symbole du LION et du GLOBE TERRESTRE, BANQUE ROYALE DU CANADA, RBC et RBC TruCS, lesquelles sont des désignations commerciales de la Banque Royale du Canada, utilisées par la Banque Royale du Canada ou par ses filiales autorisées. RBC Dexia IS et les sociétés affiliées à Dexia utilisent la désignation commerciale de RBC sous licence.